



Over dit boek

Dit is een digitale kopie van een boek dat al generaties lang op bibliotheekplanken heeft gestaan, maar nu zorgvuldig is gescand door Google. Dat doen we omdat we alle boeken ter wereld online beschikbaar willen maken.

Dit boek is zo oud dat het auteursrecht erop is verlopen, zodat het boek nu deel uitmaakt van het publieke domein. Een boek dat tot het publieke domein behoort, is een boek dat nooit onder het auteursrecht is gevallen, of waarvan de wettelijke auteursrechttermijn is verlopen. Het kan per land verschillen of een boek tot het publieke domein behoort. Boeken in het publieke domein zijn een stem uit het verleden. Ze vormen een bron van geschiedenis, cultuur en kennis die anders moeilijk te verkrijgen zou zijn.

Aantekeningen, opmerkingen en andere kanttekeningen die in het origineel stonden, worden weergegeven in dit bestand, als herinnering aan de lange reis die het boek heeft gemaakt van uitgever naar bibliotheek, en uiteindelijk naar u.

Richtlijnen voor gebruik

Google werkt samen met bibliotheken om materiaal uit het publieke domein te digitaliseren, zodat het voor iedereen beschikbaar wordt. Boeken uit het publieke domein behoren toe aan het publiek; wij bewaren ze alleen. Dit is echter een kostbaar proces. Om deze dienst te kunnen blijven leveren, hebben we maatregelen genomen om misbruik door commerciële partijen te voorkomen, zoals het plaatsen van technische beperkingen op automatisch zoeken.

Verder vragen we u het volgende:

- + *Gebruik de bestanden alleen voor niet-commerciële doeleinden* We hebben Zoeken naar boeken met Google ontworpen voor gebruik door individuen. We vragen u deze bestanden alleen te gebruiken voor persoonlijke en niet-commerciële doeleinden.
- + *Voer geen geautomatiseerde zoekopdrachten uit* Stuur geen geautomatiseerde zoekopdrachten naar het systeem van Google. Als u onderzoek doet naar computervertalingen, optische tekenherkenning of andere wetenschapsgebieden waarbij u toegang nodig heeft tot grote hoeveelheden tekst, kunt u contact met ons opnemen. We raden u aan hiervoor materiaal uit het publieke domein te gebruiken, en kunnen u misschien hiermee van dienst zijn.
- + *Laat de eigendomsverklaring staan* Het “watermerk” van Google dat u onder aan elk bestand ziet, dient om mensen informatie over het project te geven, en ze te helpen extra materiaal te vinden met Zoeken naar boeken met Google. Verwijder dit watermerk niet.
- + *Houd u aan de wet* Wat u ook doet, houd er rekening mee dat u er zelf verantwoordelijk voor bent dat alles wat u doet legaal is. U kunt er niet van uitgaan dat wanneer een werk beschikbaar lijkt te zijn voor het publieke domein in de Verenigde Staten, het ook publiek domein is voor gebruikers in andere landen. Of er nog auteursrecht op een boek rust, verschilt per land. We kunnen u niet vertellen wat u in uw geval met een bepaald boek mag doen. Neem niet zomaar aan dat u een boek overal ter wereld op allerlei manieren kunt gebruiken, wanneer het eenmaal in Zoeken naar boeken met Google staat. De wettelijke aansprakelijkheid voor auteursrechten is behoorlijk streng.

Informatie over Zoeken naar boeken met Google

Het doel van Google is om alle informatie wereldwijd toegankelijk en bruikbaar te maken. Zoeken naar boeken met Google helpt lezers boeken uit allerlei landen te ontdekken, en helpt auteurs en uitgevers om een nieuw leespubliek te bereiken. U kunt de volledige tekst van dit boek doorzoeken op het web via <http://books.google.com>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

NYPL RESEARCH LIBRARIES



3 3433 00834683 9



XWM
BELGIUM
STATUTES

RECUEIL

DES

DÉCRETS DU CONGRÈS NATIONAL.

DE LA BELGIQUE,

ET DES

ARRÊTÉS DU POUVOIR EXÉCUTIF.

QUATRIÈME SÉRIE.

AVIS.

Le dépôt a été fait conformément aux lois.

RECUEIL

DES

DÉCRETS DU CONGRÈS NATIONAL

DE LA BELGIQUE,

ET DES

ARRÊTÉS DU POUVOIR EXÉCUTIF.

³
TOME TROISIÈME.

Sur 4

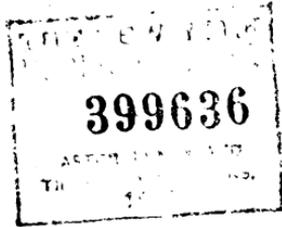


BRUXELLES,

CHEZ H. REMY, IMPRIMEUR-LIBRAIRE,

RUE DES PAROISSIENS, n° 3.

1831.



EXPOSÉ ANALYTIQUE

Des Lois et Arrêtés compris dans le tome III de la quatrième série.

N. B. Les numéros placés en tête des actes contenus dans ce Recueil indiquent celui du *Bulletin officiel* dont ils font partie.

PAG.	DATES.	
8	1831. 9 avril.	Arrêté relatif aux dépôts de mendicité et notamment au prix de la journée d'entretien des reclus. — De la destination des mendiants appartenant à chaque province. — Des mendiants étrangers.
28	15 dito.	Arrêté sur des secours provisoires à accorder aux victimes du bombardement d'Anvers.
42	22 dito.	Arrêté portant suppression de divers bureaux de domaines.
2	3 mai.	Arrêté qui ordonne la radiation d'un colonel, des rôles de l'armée.
6	4 dito.	Arrêté sur la formule exécutoire des actes, etc., sous la régence.
20	7 dito.	Arrêté sur le mode de statuer sur les pourvois des décisions prises par le gouverneur de Liège, actuellement ministre de l'intérieur.
14	7 dito.	Arrêté sur le mode des réclamations que les contribuables auraient à faire contre leur cotisation dans l'emprunt de 12 millions.
20	7 dito.	Arrêté qui établit un conseil de guerre permanent près les troupes dans la province d'Anvers.
22	11 dito.	Arrêté sur l'érection d'un monument à la mémoire des braves de septembre. — Acceptation des dons faits pour cet objet. — Commission créée. — Concours.
26	14 dito.	Arrêté qui établit un bureau d'enregistrement à Renaix et au Rœulx.

PAG.	DATES.	
	1831.	
34	18 mai.	Arrêté portant nomination d'un ministre de la guerre.
36	23 dito.	Arrêté sur la publication du prix courant des effets publics.
38	28 dito.	Loi sur les récompenses nationales.
60	29 dito.	Arrêté admettant les arpenteurs forestiers à entrer dans le corps de guides du Luxembourg.
48	31 dito.	Arrêté supprimant les commissions d'instruction publique et les inspecteurs des écoles.
40	2 juin.	Décret sur l'élection du chef de l'État.— Négociations autorisées sur les questions territoriales élevées entre la Belgique et la Hollande.
46	4 dito.	Décret qui proclame le prince de Saxe-Cobourg, roi des Belges.
56	4 dito.	Arrêté portant des nominations civiles.
50	7 dito.	Arrêté qui mobilise le premier ban de la garde civique.
54	7 dito.	Arrêté qui ordonne, pour compte du gouvernement, la construction de quatre canonniers.
62	7 dito.	Arrêté qui détermine les attributions de l'état-major général de la garde civique.—Du général en chef.
90	14 dito.	Arrêté qui appelle les gardes forestiers pensionnés, à la surveillance des bois.
66	16 dito.	Arrêté portant une nomination militaire.
68	16 dito.	Arrêté fixant les dénominations à donner aux différens corps de troupes.
70	16 dito.	Arrêté donnant congé aux miliciens de 1826.
72	16 dito.	Arrêté qui appelle sous les drapeaux les miliciens en réserve, sur la levée de 1831.
102	18 dito.	Arrêté qui autorise le ministre des finances à statuer sur les réclamations relatives aux débits des receveurs de l'enregistrement et des domaines.

PAG.	DATES.	
	1831.	
94	20 juin.	Arrêté mettant à la disposition du ministre de la guerre les ingénieurs des ponts et chaussées, etc., pour le service du génie militaire.
76	22 dito.	Décret qui apporte des modifications à la loi sur la garde civique.
104	23 dito.	Décret sur les élections aux grades, dans la garde civique.
98	24 dito.	Arrêté qui accorde remise des peines encourues pour insubordination dans le service militaire et pour désertion.
112	25 dito.	Décret relatif à la perception des impôts pendant les six derniers mois de l'année courante.
120	26 dito.	Discours du président du congrès en offrant la couronne au roi régnant.
124	26 dito.	Réponse du roi.
126	26 dito.	Lettre du prince de Saxe-Cobourg au régent.
114	27 dito.	Décret sur les droits d'enregistrement à percevoir pour les prestations de serment des fonctionnaires publics.
114	27 dito.	Arrêté relatif à la contribution foncière et à la part de l'emprunt de 12 millions due pour les biens possédés ou séquestrés par l'État.
128	29 dito.	Décret qui modifie les droits d'entrée et de sortie sur les houilles.
130	30 dito.	Décret relatif à l'autorité exercée par les états-provinciaux et les députations permanentes.
132	30 dito.	Arrêté qui règle l'époque à laquelle courent ou cessent les traitemens des fonctionnaires ou employés, etc., qui sont investis ou qui quittent des places salariées.— Droits en cas de décès ou de démission:
140	9 juillet.	Décret qui adopte les préliminaires du traité de paix entre la Belgique et la Hollande.
148	9 dito.	Arrêté portant démission.
150	12 dito.	Arrêté portant création d'obligations du trésor.

PAG.	DATES.	
	1831.	
148	13 juillet.	Arrêté portant une nomination civile.
150	13 dito.	Arrêté qui ordonne les mesures à prendre dans les prisons pour éclairer et diriger l'autorité, dans l'exercice du droit de grâce.
206	14 dito.	Arrêté qui détermine l'uniforme des compagnies de cavalerie de la garde civique.
202	15 dito.	Arrêté qui détermine l'uniforme des compagnies d'artillerie de la garde civique.
162	18 dito.	Arrêté relatif à l'émission des obligations du trésor pour l'emprunt.
166	18 dito.	Loi sanitaire.
160	19 dito.	Décret qui institue des fêtes anniversaires en commémoration de la révolution belge.
180	19 dito.	Décret qui rétablit le jury.
190	20 dito.	Décret sur la presse.
186	20 dito.	Décret qui accorde des crédits provisoires au gouvernement.
196	20 dito.	Décret en témoignage des services rendus par M. le régent.
198	20 dito.	Décret qui impose et fixe le serment à prêter par les représentans, le sénat et les diverses autorités constituées.
200	20 dito.	Décret portant dissolution du congrès national et fixant la convocation des électeurs et celle des chambres.
212	22 dito.	Arrêté qui détermine la formule exécutoire, des arrêts, etc., sous le nouveau règne.
214	22 dito.	Arrêté qui change la qualification des officiers du ministère public près les tribunaux de première instance.
216	24 dito.	Arrêté relatif à des nominations civiles.
218	24 dito.	Arrêté qui maintient les ministres de l'intérieur et de la guerre dans leurs fonctions.
210	24 dito.	Arrêté qui applique les dispositions de l'arrêté du gouvernement provisoire sur les pen-

PAG.	DATES.	
	1831.	
		sions civiques accordées aux victimes des combats de la révolution.
348	26 juillet.	Arrêté de convocation des collèges électoraux, du sénat et de la chambre des représentants.
350	26 dito.	Arrêté qui ordonne le dépôt aux archives du royaume, des actes et papiers du gouvernement provisoire.
352	27 dito.	Arrêté relatif à des nominations civiles.
352	3 août.	Idem.
354	4 dito.	Idem.
370	16 dito.	Arrêté relatif à la rentrée dans les foyers et aux exercices du premier ban de la garde civique.
356	16 dito.	Arrêté spécial sur la convocation des collèges électoraux de la Flandre occidentale et du Luxembourg.
358	16 dito.	Arrêté qui autorise un Belge à porter la croix de juillet décernée en France.
358	16 dito.	Arrêté sur la nomination de deux ministres.
374	17 dito.	Arrêté organique du décret du congrès sur la police sanitaire.
360	18 dito.	Arrêté qui rappelle provisoirement à leurs fonctions ordinaires, les gardes forestiers faisant momentanément partie des compagnies de guides dans le Luxembourg.
362	18 dito.	Arrêté qui ordonne le renouvellement des poinçons de titre et de garantie maintenant en usage.
364	18 dito.	Arrêté sur une nomination civile.
366	18 dito.	Arrêté sur les élections dans le district de Maestricht.
368	19 dito.	Arrêté sur les élections dans le district de Luxembourg.
372	19 dito.	Arrêté qui révoque la suspension de la municipalité de Gand.

PAG.	DATES.	
	1831.	
410	19 août.	Arrêté sur la réorganisation de l'armée.
416	27 dito.	Arrêté concernant les pénalités et déchéances qui auraient pu être encourues par des habitans du royaume, pour défaut d'accomplissement, par suite de force majeure, des formalités et obligations établies par les lois en matière d'enregistrement, etc.
418	27 dito.	Arrêté sur le délai pour faire apposer l'empreinte du nouveau poinçon de recense. — Ouvrages sur lesquels il pourra être apposé.

FIN DE L'EXPOSÉ ANALYTIQUE DU TOME TROISIÈME.

S. IV. T. III.

I

RECUEIL

DES DÉCRETS DU CONGRÈS NATIONAL DE LA BELGIQUE,

ET DES

ARRÊTÉS DU POUVOIR EXÉCUTIF.

(N° 46.)

N° 125. — *Arrêté qui autorise le ministre de la guerre à faire rayer le colonel Elskens, dit Borremans, des contrôles de l'armée Belge.*

—
AU NOM DU PEUPLE BELGE,

Nous, baron SURLET DE CHOKIER, régent de la Belgique,

Vu l'arrêté de la haute cour de justice militaire, en date du 25 avril 1831, par lequel Jean-Baptiste Elskens, dit Borremans, colonel commandant le 1^{er} régiment de chasseurs à pied, a été condamné, comme coupable de non-révéléation de complot, à la peine de cinq années d'emprisonnement par application des art. 103 et 105 du code pénal civil, et à celle de deux années de détention, pour l'amende prononcée par ledit art. 105, et ce au vœu de l'art. 24 du code pénal militaire ;

Attendu qu'il résulte de cet arrêt que ledit colonel aurait reçu une somme d'argent, pour l'employer dans l'intérêt du complot

VERZAMELING

DER BESLUYTEN VAN DEN VOLKSRAED

VAN BELGIE,

EN DER

BESLUYTEN VAN HET UYTVOEREND BEWIND.

(N^r 46.)

N^r 125. — *Besluit bemagtigende den minister van oorlog om den colonel Elskens, bygenaemd Borremans, van de controlen van het Belgische leger te doen afschryven.*

IN NAEM VAN HET BELGISCHE VOLK,

Wy, baron SURLET DE CHOKIER, regent van België,

Gezien het vonnis van het hoog krygsgereghthof, onder dagteekening van den 25 april laetstleden, waerby Jan-Baptiste Elskens, bygenaemd Borremans, colonel commanderende het eerste regiment jaegers te voet, als pligtig van verduyking eenes aenslags, is veroordeeld geworden tot vyf jaeren gevangenis, by toepassing der art. 103 en 105 van het burgerlyk strafboek, en tot twee jaeren opsluyting, voor de boete uytgesproken by dat art. 105, overeenkomstig art. 24 van het militair strafboek;

Overwegende dat uyt dit vonnis blykt, dat den voornoemden colonel eene som gelds ontfangen heeft, om dezelve te gebruy-

formé à l'effet de renverser le gouvernement établi en Belgique ;

Considérant que tout militaire qui est capable de se laisser gagner à prix d'argent , ainsi que l'a fait ledit colonel Elskens , dit Borremans , est indigne de rester sous les armes et de compter dans les cadres de l'armée ; le gouvernement ne pouvant plus, après un tel fait , accorder sa confiance à un militaire qui s'est ainsi dégradé lui-même ;

Considérant que dans le service militaire on doit plutôt s'attacher à la moralité du fait reproché à un condamné, qu'à la nature de la peine qui lui est infligée ;

Que , sous ce rapport , il serait contraire à toute discipline que ledit Borremans continuât à rester au nombre des officiers de l'armée ;

Par ces motifs , et sur la proposition du ministre de la guerre ;

Avons arrêté et arrêtons :

Le ministre de la guerre est autorisé à faire rayer des contrôles de l'armée le nommé Elskens dit Borremans , colonel commandant le premier régiment des chasseurs à pied.

Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles , le 3 mai 1831.

Signé, E. SURET DE CHOKIER.

Par le régent,

Le ministre de la guerre,

CONST. D'HANE.

ken , in het belang van den gemaekten aanslag om de , in Belgie bestaende , regering omver te werpen ;

Overwegende dat alle militair die in staet is om zich mits geld te laeten uytkooppen , gelyk het den colonel Elskens , genaemd Borremans , gedaen heeft , omweerdig is onder de vaderlandsche vaendels te dienen , en van het leger deel te maeken ; dewyl de regering , na eene zulkdaemige daed , haer vertrouwen niet meer verleen kan aen eenen militair die aldus zichzelf verachtelyk gemaekt heeft ;

Overwegende dat men , in zaeken van krygsdienst , meer acht geven moet op de zedelykheyd van de aen den veroordeelden toegeschrevene daed , dan op den aerd der straf waertoe hy verwezen is ;

Dat , onder dit opzigt , het met alle krygstugt strydig zou wезenden meergenoemden Borremans nog onder het getal der officieren van het leger te behouden ;

Om deze redenen , en op de voordragt van den minister van oorlog ;

Hebben besloten en beslyten :

Den minister van oorlog wordt bemaгtigd om van de controlen van het Belgische leger te doen afschryven den genoemden Elskens , gezeyd Borremans , colonel commanderende het eerste regiment jaegers te voet.

Den minister van oorlog wordt belast met de uytvoering van het tegenwoordig beslyt.

Brussel , den 3 mey 1831.

Geeekend, E. SURET DE CHOKIER.

Van wege den regent ,

Den minister van oorlog.

CONST. D'HANE.

N^o 126.—*Arrêté qui détermine la formule exécutoire des actes, jugemens et arrêts passés ou rendus avant l'établissement de la régence.*

—
AU NOM DU PEUPLE BELGE,

Nous, baron SURLET DE CHOKIER, régent de la Belgique,

Considérant qu'il y a nécessité de modifier l'arrêté du 18 octobre 1830 (*Bulletin*, n^o 13), concernant la formule pour l'exécution des actes, jugemens et arrêts rendus avant l'établissement de la régence ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Aucun acte, jugement ou arrêt quelconque, emportant exécution parée, ne pourra servir de base à un commandement ou à une exécution forcée, qu'après avoir été rendu exécutoire en ces termes :

« *De par le régent de la Belgique,*

» Soit le présent acte, jugement ou arrêt, exécutoire, au nom
» du peuple Belge. »

2. Cette ordonnance sera délivrée sur l'acte, le jugement ou l'arrêt, par le président du tribunal civil du domicile de l'une ou de l'autre des parties.

A cet effet, la pièce sera déposée au greffe, sans l'intervention d'officier ministériel et sans frais ; et sera retirée de même.

L'ordonnance ne sera pas sujette à l'enregistrement.

Le ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 4 mai 1831.

Signé, E. SURLET DE CHOKIER.

Par le régent,

Le ministre de la justice,
BARTHELEMY.

N^o 126 — *Besluit bepaelende de uytvoerbaere formule der akten en vonnissen verleden en uytgesproken voor de instelling van het regentschap.*

IN NAEM VAN HET BELGISCHE VOLK,

Wy, baron SURET DE CHOKIER, regent van België,

Overwegende dat het noodig is het besluit van den 10 oktober 1830 (*Staetsblad*, n^o 13), te wyzigen, ten aanzien van het bevel tot uytvoering der akten en vonnissen verleden en uytgesproken voor de instelling van het regentschap;

Hebben besloten en besluyten :

Art. 1. Geene hoegenaemde, uytvoerbaere kracht hebbende, akte of vonnis, zal tot een bevel of tot gedwongene uytvoering tot grond kunnen dienen, dan na, in de volgende bewoordingen, uytvoerbaer gemaekt te zyn :

« *Van wege den regent van België,*

» Zy de tegenwoordige akte of vonnis, in naem van het Belgische volk, uytvoerbaer. »

2. Deze ordonnantie zal op den voet der akte of van het vonnis afgeleverd worden, door den voorzitter der burgerlyke regtbank van de woonplaets der eene of andere van de partyen.

Te dien eynde, zal het stuk ter griffie ingeleverd worden, zonder tusschenkomst van eenigen ministerieëlen ambtenaer en zonder kosten, en op gelyke wyze terug gehaald.

De ordonnantie zal vry van de registratie zyn.

Den minister van justitie wordt belast met de uytvoering van het tegenwoordig besluit.

Brussel, den 4 mey 1831.

Geteekend, E. SURET DE CHOKIER.

Van wege den regent,

Den minister van justitie,

BARTHELEMY.

(N^o 47.)

N^o 127. — *Arrêté relatif aux dépôts de mendicité.*

AU NOM DU PEUPLE BELGE,

Nous, baron SURLET DE CHOKIER, régent de la Belgique,

Vu les arrêtés du 12 octobre 1825, n^{os} 175 et 176 ;

Considérant que par l'article 12 de l'arrêté du 12 octobre 1825, n^o 176, le prix de la journée d'entretien des reclus, dans les dépôts de mendicité, était fixé à 17 cents, mais que la plupart des villes et communes se sont prévaluées de la teneur des articles 11 et 40 dudit arrêté, pour obtenir une réduction de deux cents par journée d'entretien, ce qui en a établi le taux à 15 cents, prix absolument insuffisant dans les circonstances actuelles ;

Considérant toutefois que la situation du dépôt de mendicité de Bruges est assez prospère pour que l'administration de cet établissement puisse faire face au moyen de 15 cents par jour et par tête, tant aux frais d'administration, qu'à ceux qu'exige l'entretien des mendiants et celui des bâtimens ;

Considérant que l'entretien des mendiants hollandais tombant à charge du trésor public, leur présence dans les dépôts est onéreuse pour l'État, et qu'ils doivent, en conséquence, être assimilés aux étrangers, dont l'extradition est prescrite par l'arrêté du 13 juin 1826, n^o 114 ;

Considérant que l'admission à chaque dépôt de mendicité des mendiants appartenant à toutes les provinces indistinctement, n'est propre qu'à compliquer les écritures des administrations provinciales et à multiplier leurs relations entre elles ;

(N^r 47.)N^r 127.—*Besluit betrekkelijk de bedelaers-huizen.*

IN NAEM VAN HET BELGISCHE VOLK,

Wy, baron SURLET DE CHOKIER, regent van België,

Gezien de besluyten van den 12 oktober 1825, n^r 175 en 176;

Overwegende dat door het artikel 12 des besluyts van den 12 oktober 1825, n^r 176, den prys per dag van onderhoud der opgehoudene in de bedelaershuizen bepaeld was 'op 17 centen, maer dat het meerderen deel der steden en gemeenten ten baet genomen hebben den inhoud der artikelen 11 en 40 van gemeld besluit, ten eynde eene vermindering te bekomen van twee centen per dag van onderhoud, het welk de bekosting er af op 15 centen heeft gebragt, prys volstrektelyk onvoldoende in de voorhandige omstandigheden;

Overwegende echter dat den toestand van het bedelaershuys te Brugge voorspoedig genoeg is, op dat de administratie van dat werkhuys, by middel van 15 cents per dag en per hoofd, kunnen bestryden, zoo wel de administratie-kosten als die welke het onderhoud der bedelaers en dat der gebouwen vereyscht;

Overwegende dat het onderhoud der hollandsche bedelaers ten laste der publieke schatkist vallende, hunne tegenwoordigheyd in die huizen een last is voor den Staet, en dat zy behooren, gevolgelyk, aenzien te worden als vreemdelingen, waerof de uytlevering by besluit van 13 juny 1826, n^r 114, wordt aanbevolen;

Overwegende dat de toelaeting der bedelaers by ieder werkhuys zonder onderscheyd aen alle de provincien behoorende, maer strekt ter verwarring van de werkzaemheden der provinciale administratien en ter vermenigvuldiging der wederzydsche betrekkingen;

Sur le rapport du ministre de l'intérieur ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Le bénéfice de la réduction accordée par les articles 11 et 40 de l'arrêté du 12 octobre 1825, n° 176, est retiré par le présent.

2. Le prix de la journée d'entretien fixé à 17 cents par l'article 12 de l'arrêté précité, sera perçu intégralement, à ce taux, par les administrations des dépôts de mendicité de la Cambre, de Hoogstraeten, de Reickheim, de Namur et de Mons, du chef de tous les individus indistinctement, qui auront été reclus dans un de ces dépôts, pendant le courant de l'année 1831.

3. La députation des états, et à son défaut, les gouverneurs, sont chargés de mettre immédiatement en recouvrement les pensions arriérées des communes, et de veiller à ce qu'à l'expiration du 1^{er} trimestre de l'année courante, le prix de la journée d'entretien soit intégralement soldé au taux fixé à l'article précédent, aux administrations des cinq dépôts précités.

4. Les articles précédens sont applicables, tant aux dépenses de l'entretien d'individus qui se sont rendus coupables de mendicité, qu'à celles de l'entretien d'individus qui se sont rendus volontairement dans les dépôts, en faisant usage de la faculté accordée par l'art. 1^{er} de l'arrêté du 12 octobre 1825, n° 175.

5. Le dépôt de Namur étant destiné à recevoir les mendiants appartenant à la province de Luxembourg et à celle de Namur ; celui de Bruges, à recevoir les mendiants des deux Flandres ; celui de Reickheim, les mendiants des provinces de Liège et du Limbourg ; le dépôt de mendicité de Hoogstraeten, ceux appartenant à la province d'Anvers ; le dépôt de mendicité de Mons à recevoir ceux du Hainaut ; et celui de la Cambre, les mendiants du Brabant méridional.

Les individus, reclus dans un de ces dépôts qui ne leur est pas destiné, seront transférés à celui de leur province, dès que leur domicile de secours aura été reconnu, d'abord à partir de la

Op het verslag van den minister van binnenlandsche zaken ;
Hebben besloten en besluften :

Art. 1. De begunsting der by de artikelen 11 en 40 des besluyts van 12 october 1825, n^o 176, toegestaene vermindering, wordt door het tegenwoordige ingetrokken.

2. Den prys per dag van onderhoud gesteld op 17 centen by het art. 12 van het voorgaende besluit zal ten dier zetting geheellyk ingezameld worden door de administratiën van den Camber, Hoogstraeten, Reickheim, Namen en Bergen, ten aanzien van alle de persoonen onduidelyk, welke gedurende den loop des jaers 1831 in een van die huizen zullen opgehouden geweest hebben.

3. De deputatie der staeten, en, by gebrek derzelve, de gouverneurs, worden gelast van onmiddelyk ter inning te stellen de veragterde pensioenen der gemeenten, en de hand te houden dat na expiratie of verschyning des eerste kwartaels van het loopende jaer, den prys per dag van onderhoud ganschelyk voldaan worde op de by op gemeld artikel vastgestelde zetting, aen de administratiën der vyf voorgaende huizen.

4. De opgenoemde artikelen zyn toepasselyk zoo aen de bekostingen des onderhouds van persoonen welke zich aen bedelaery plegtig gemaekt, als aen die des onderhouds van persoonen welke zich vrywillig in die huizen aangeboden hebben, gebruyk makende van het by artikel 1 des besluyts van 12 october 1825, n^o 175, toegestaene vermogen.

5. Het huys van Namen beschikt zynde ter aenneming der bedelaers behoorende aen de provincie van Luxemburg en aen die van Namen; dat van Brugge ter aenneming der bedelaers van Oost-en-West-Vlaenderen; dat van Reickheim, der bedelaers der provincien van Luyk en Limburg; het bedelaershuys van Hoogstraeten, die behoorende aen de provincie van Antwerpen; het huys van Bergen ter aenneming der bedelaers van Henegouwen; en dat van den Camber, die van Zuyd Braband.

De persoonen, opgehouden in een van deze huizen welk voor hun niet beschikt is, zullen tot dat van hunne provincie overgeleyd worden, zoodra hunne onderstands woonplaets zal herkend

promulgation du présent arrêté, et par la suite, au fur et à mesure de leur admission dans un de ces établissemens.

6. Les mendiants étrangers à la Belgique, et qui n'y ont pas acquis un domicile de secours, en conformité des articles 5 et 6 de la loi du 28 novembre 1818, tant ceux qui se trouvent reclus dans les différens dépôts de mendicité à la date du présent, que ceux qui seront arrêtés par la suite par la gendarmerie, et les agens des autorités municipales, seront immédiatement conduits hors du territoire belge, et autant que faire se peut, vers le pays de leur domicile.

7. Toutes les instructions, arrêtés et réglemens existants, relatifs à la répression de la mendicité, et à l'entretien des mendiants, sont maintenus, pour autant qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions qui précèdent.

Les ministres de la justice et de l'intérieur, et le commandant des corps de la gendarmerie nationale sont chargés de l'exécution du présent arrêté, dont il sera donné connaissance au ministre des finances, ainsi qu'à la cour des comptes pour leur information et direction.

Bruxelles, le 9 avril 1831.

Signé, E. SURET DE CHOKIER.

Par le régent,

Le ministre de l'intérieur,

E. DE SAUVAGE.

geweest hebben , voor eerst te beginnen met de afkonding van het tegenwoordig besluit, en in 't vervolg , naer maete van hunne aenneming in een van deze gestichten.

6. De bedelaers vrend aen België , en welke er geen onderstands-woonplaets verkregen hebben , overeenkomstig de artikelen 5 en 6 der wet van 28 November 1818 , zoo wel degene die zich opgehouden bevinden in de verscheydene bedelaersgestichten ten date van het tegenwoordig , als die welke voortaan zullen aengehouden zyn door de gendarmerie en agenten der municipale overheden , zullen onmiddelyk tot over de grenzen van België , en zoo veel mogelyk naer het landschap hunner huysvesting toegestuerd worden.

7. Alle de bestaende instructien , besluyten en reglementen betrekkelyk de beteugeling der bedelaerey , en het onderhoud der bedelaers , blyven in wezen , voor zoo veel zy aen de voorengaende beschikkingen niet tegenstrydig zyn.

De ministers van justitie en van binnenlandsche zaeken en den kommanderenden officier der korpsen gendarmerie worden gelast met de uytvoering van het tegenwoordig besluit , waervan er zal kennis gegeven worden aen den minister van 's landsmiddelen , alsmede aen het rekenhof , voor hun narigt en directie.

Brussel , den 9 april 1831.

Geteekend, E. SURET DE CHOKIER.

Van wege den regent ,

Den minister van binnenlandsche zaeken ,

E. DE SAUVAGE.

(N^o 48.)

N^o 128. — *Arrêté contenant de nouvelles mesures pour l'exécution de l'emprunt de 12 millions.*

—
AU NOM DU PEUPLE BELGE,

Nous, baron SURLET DE CHOKIER, régent de la Belgique,

Vu l'art. 11 du décret du congrès national, en date du 8 avril dernier, relatif à la levée d'un emprunt de douze millions de florins;

Sur la proposition du ministre des finances;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Les réclamations que les contribuables se croiraient en droit de former contre leur cotisation relative à l'emprunt, en vertu des dispositions de l'art. 11 du décret du congrès national du 8 avril dernier, seront remises directement aux contrôleurs, dans le délai de quinze jours, à partir de la date des avertissemens; passé ce terme elles ne seront plus admises.

Les récépissés délivrés aux contribuables devront être annexés à leurs pétitions.

2. Les contrôleurs, après avoir examiné les réclamations, les feront parvenir, dans les huit jours, avec leur avis au directeur des contributions directes, etc., qui les soumettra au gouverneur, accompagnées de ses propositions et des projets d'ordonnances de restitution s'il y a lieu.

3. Toutes les décisions sur des pétitions relatives à l'emprunt appartiennent aux gouverneurs, et devront être prononcées dans les quinze jours de la réception des réclamations par les contrôleurs.

(N^r 48.)

N^r 128.—*Besluit houdende nieuwe maatregelen ter uitvoering der leening van 12 millioenen.*

IN NAEM VAN HET BELGISCHE VOLK,

Wy, baron SURET DE CHOKIER, regent van België,

Gezien art. 11 der wet van den volksraad in date 8 april laetst, betrekkelijk de ophligting eener leening van twaelf millioenen guldens;

Op voordragt van den minister van 's landsmiddelen;

Hebben besloten en besluuten :

Art. 1. De reclamen welke de schatplichtige zouden denken met regt te kunnen aebrengen tegen hunne cotisatie, betrekkelijk de leening, uyt kragte der beschikkingen van het art. 11 der wet van den volksraad den 8 april laetstleden, zullen regstreeks overhandigd worden aen de controleurs, binnen den tyd van vyftien dagen, te rekenen van de date der waerschouwings-biljetten; dit tydstip ten eynden zynde, zullen ze niet meer worden aenveerd.

De recepissen afgeleverd aen de schatplichtigen zullen moeten by hunne petitien verwoegd worden.

2. De controleurs, na de reclamen overzien te hebben, zullen ze binnen de acht dagen met hun advies doen geworden aen den directeur der directe belastingen, enz., welke dezelve aen den gouverneur zal onderwerpen, vergezeld door zyne voordragten en ontwerpen van ordonnantien ter teruggave, indien tot zulks plaats grypt.

3. Alle de beslissingen nopens petitien, betrekkelijk de leening, behooren aen de gouverneurs, en zullen moeten binnen de vyftien dagen worden uytgesproken naer den ontvangst der reclamen door de controleurs.

4. Aussitôt qu'il aura été prononcé sur une réclamation, le gouverneur fera parvenir sa décision, avec toutes les pièces y relatives, au directeur des contributions directes, etc.; celui-ci donnera avis de la décision au contribuable, en lui communiquant l'ordonnance délivrée à son profit, et en lui renvoyant son avertissement ou récépissé, après y avoir inscrit les mots suivants, s'il lui est accordé une diminution :

L'import du présent avertissement est réduit à fl.

Décision de M. le gouverneur, en date du 1831.

Dans le cas où le réclamant aura obtenu la remise de la cote entière, le directeur inscrira sur l'avertissement ou récépissé :

Avertissement ou récépissé annulé :

Décision de M. le gouverneur, en date du 1831.

Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au *Bulletin officiel*, et affiché dans toutes les communes de la Belgique.

Bruzelles, le 7 mai 1831.

Signé, E. SURET DE CHOKIER.

Par le régent,

Le ministre des finances,

CH. DE BROUCKERE.

(N° 49.)

N° 129. — *Arrêté qui convoque de nouveau le congrès national.*

—
AU NOM DU PEUPLE BELGE,

Nous, baron SURET DE CHOKIER, régent de la Belgique,

Vu le décret du congrès, du 14 avril de la présente année;

4. Zoodra er eene uytspraak is gevolgd op eene roclame, zal den gouverneur zyne beslissing met alle de daertos betrekkelijke stukken aen den directeur der directe belastingen overzenden; dezen zal de beslissing aen den schatpligtigen bekend maeken al aen hem mededeelende de ten zynen baet verleende ordonnan tie en al aen hem terug stuerende zyne waerschouwing of recepisse, na alvorens er op te hebben uytgedrukt de volgende woorden, by geval er hem eene vermindering vergund wordt.

Het import of bedrag der tegenwoordige waerschouwing wordt gebragt op gl.

Bestissing van M. den gouverneur in dato 1831.

In het geval dat den reclamant zal bekomen hebben de terug-gave zyners gansche schatting of cote, den directeur zal op het waerschouwings-biljet of recepisse schryven :

Waerschouwings-biljet of recepisse vernietigd :

Beslissing van M. den gouverneur in dato 1831.

Den minister van 's lands middelen wordt belast met de uytvoering van het tegenwoordig besluyt, hetwelk zal geplaetst worden in het *Staetsblad*, en aengeplakt in alle de gemeenten van België.

Brussel, den 7 mey 1831.

Geteekend, E. SURET DE CHOKIER.

Van wege den regent,

Den minister van financiën,

CH. DE BROUCKERE.

(N^r 49.)

N^r 129. — *Besluyt waerby op nieuws den volksraed byeen geroepen wordt.*

IN NAEM VAN HET BELGISCHE VOLK,

Wy, baron SURET DE CHOKIER, regent van België,

Gezien het decreet van den volksraed, onder dagteekening van den 14 april laetstleden ;

S. IV. T. III.

(18)

Le conseil des ministres entendu ;

Avons arrêté et arrêtons :

Le congrès national est convoqué pour le 18 mai 1831, à midi.

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 9 mai 1831.

Signé, E. SURET DE CHOKIER.

Par le régent,

Le ministre de l'intérieur,

E. DE SAUVAGE.

(N° 50.)

N° 130. — *Arrêté concernant les décisions prises par le gouverneur de Liège, actuellement ministre de l'intérieur.*

—
AU NOM DU PEUPLE BELGE,

Nous, baron SURET DE CHOKIER, régent de la Belgique,

Considérant qu'il y a pourvoi devant nous contre plusieurs décisions prises par le ministre de l'intérieur, alors qu'il remplissait les fonctions de gouverneur de la province de Liège, et qu'à raison de cette circonstance ledit ministre s'est récusé, pour instruire lesdits pourvois, nous en faire rapport et nous proposer les décisions qu'il conviendra de prendre à cet égard ;

Sur le rapport du ministre de l'intérieur ;

Avons arrêté et arrêtons :

Toute réclamation contre les décisions prises par le gouverneur de la province de Liège, actuellement ministre de l'intérieur, lesquelles nous ont été ou nous seront adressées, et qui

(19)

Den raed van ministers gehoord ;

Hebben besloten en besluuten :

Den volksraed wordt byeen geroepen tegen den 18 mey, om twaelf ueren.

Den minister van binnenlandsche zaeken wordt belast met de uytvoering van het tegenwoordig besluit.

Brussel , den 9 mey 1831.

Geteekend, E. SURLLET DE CHOKIER.

Van wege den regent ,

Den minister der binnenlandsche zaeken,

E. DE SAUVAGE.

(N^r 50.)

N^r 130.—*Besluit aengaende de beslissingen genomen door den gouverneur der provincie Luyk, nu minister der binnenlandsche zaeken.*

IN NAEM VAN HET BELGISCHE VOLK ,

Wy, baron SURLLET DE CHOKIER, regent van België,

Overwegende dat men zich op ons beroept tegen verscheyde beslissingen genomen door den minister der binnenlandsche zaeken, toen hy de bediening van gouverneur der provincie Luyk uytoefende, en dat om die reden den voornoemden minister zich verschoont die aenklagten te onderzoeken, over dezelve verslag te doen en ons de beslissingen die er over dienen genomen te worden, voortestellen ;

Op het verslag van den minister der binnenlandsche zaeken ;

Hebben besloten en besluuten :

Alle reclamatiën tegen de beslissingen door den gouverneur der provincie Luyk, nu minister der binnenlandsche zaken, genomen, die ons reeds toegekomen zyn of zullen toekomen en

rentrent dans les attributions du ministère de l'intérieur, seront transmises à M. Devaux, membre du conseil des ministres, qui nous fera telle proposition qu'il jugera convenable.

. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera transmis, pour information, à D. Devaux, membre du conseil des ministres, et inséré au *Bulletin officiel*.

Bruxelles, le 6 mai 1831.

Signé, E. SURET DE CHOKIER.

Par le régent,

Le ministre de l'intérieur,

E. DE SAUVAGE.

N^o 131. — *Arrêté qui établit un conseil de guerre permanent près les troupes dans la province d'Anvers.*

AU NOM DU PEUPLE BELGE,

Nous, baron SURET DE CHOKIER, régent de la Belgique,

Vu la décision prise le 6 mai 1831, par le conseil de défense de la ville d'Anvers, établissant à l'unanimité la nécessité d'instituer un conseil de guerre permanent, à l'effet de maintenir l'ordre et la discipline dans l'armée;

Considérant que les troupes stationnées dans la ville et la province d'Anvers sont mises sur le pied de guerre;

Vu l'art. 261 du code de procédure pour l'armée de terre;

Le conseil des ministres entendu;

Avons arrêté et arrêtons :

Un conseil de guerre permanent en campagne sera établi près des troupes stationnées dans la ville et la province d'Anvers.

onder de bevoegdheid van het ministerie der binnenlandsche zaken vallen, zullen overgezonden worden aen den heer Devaux, lid van den raed der ministers, die ons de voordragten zal doen welke hy zal oordeelen te behooren.

Den minister der binnenlandsche zaken wordt belast met de uytvoering van het tegenwoordig besluit, hetwelk tot narigt, aen den heer Devaux, lid van den raed van ministers, gezonden, en in het *Staetsblad* gedrukt zal worden.

Brussel, den 6 mey 1831.

Geteekend, E. SURLET DE CHOKIER.

Van wege den regent,

Den minister der binnenlandsche zaken,

E. DE SAUVAGE.

N^o 131.—*Besluit waerby eenen bestendigen krygsraed wordt ingerigt by de troepen in de provincie Antwerpen.*

IN NAEM VAN HET BELGISCHE VOLK.

Wy, baron SURLET DE CHOKIER, regent van België,

Gezien de beslissing genomen den 6 mey 1831, door den raed van bescherming der stad Antwerpen, eenstemmiglyk bepaelende de noodzaekelykheid om eenen bestendigen krygsraed in te rigten, ten eynde de goede orde en de tucht in het leger te handhaven;

Overwegende dat de troepen die zich in de stad en in de provincie Antwerpen bevinden, op den voet van oorlog gesteld zyn;

Gezien art. 261 van het wetboek van strafvordering voor het landleger;

Den raed van ministers gehoojd;

Hebben besloten en besluuten:

Eenen bestendigen veld-krygsraed zal ingerigt worden by de troepen in de stad en de provincie Antwerpen.

Chargeons M. le général baron Dufailly, en se conformant aux art. 262 et 263 dudit code de procédure pour l'armée de terre, de la formation dudit conseil de guerre permanent.

Nommons M. Claessens, auditeur militaire de la province d'Anvers, auditeur militaire près ledit conseil de guerre permanent, et lui adjoignons, pour l'aider dans ses fonctions, M. Gérard, avocat, déjà auditeur-adjoint près le conseil de guerre de la province d'Anvers.

Les ministres de la guerre et de la justice sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 7 mai 1831.

Signé, E. SURLET DE CHOKIER.

Par le régent,

Le ministre de la justice,
BARTHELEMY.

Le ministre de la guerre,
CONST. D'HANE.

(N° 51.)

N° 132. — *Arrêté concernant la construction d'un monument funéraire en l'honneur des braves, morts pour la patrie, pendant les journées de septembre 1830.*

AU NOM DU PEUPLE BELGE,

Nous, baron SURLET DE CHOKIER, régent de la Belgique,

Vu l'art. 2 de l'arrêté du gouvernement provisoire, en date du 25 septembre 1830, portant qu'un monument funéraire sera élevé sur la place de St.-Michel, aujourd'hui place des Martyrs, à Bruxelles, en l'honneur des braves, morts dans les journées de septembre pour la cause de la liberté et l'indépendance nationale;

Gelasten den heer generael baron Dufailly om zich naer artikel 262 en 263 voor het voormelde wetboek schikkende, den voorschrevenen krygsraed interigten.

Benoemen den heer Claessens, auditeur-militair in de provincie Antwerpen, tot het ambt van auditeur-militair by den voornoemden bestendigen krygsraed; en voegen hem toe den heer advocaet Gerard, alreeds hulp auditeur by denzelfden krygsraed.

De ministers van oorlog en van justitie worden belast met de uytvoering van het tegenwoordig besluit.

Brussel, den 7 mey 1831.

Geteekend, E. SURET DE CHOKIER.

Van wege den regent,

Den minister van justitie,

BARTHELEMY.

Den minister van oorlog,

CONST. D'HANE.

(N^o 51.)

N^o 132.—*Besluit aengaende de opregting van een paelgraf ter eere der braven die, in de gevegten van september 1830, voor het vaderland gesneuveld zyn.*

IN NAEM VAN HET BELGISCHE VOLK,

Wy, Baron SURET DE CHOKIER, Regent van België,

Gezien art. 2 van het besluit der tydelijke regering, onder dagteekening van den 25 september 1830, houdende dat een paelgraf zal worden opgerecht op St.-Michiels plaets, nu plaets der Martelaers, te Brussel, ter eere van de braven die, in de gevegten van september, voor 's lands vryheyd en onafhanke-lykheyd sneuvelden;

Vu l'offre patriotique, faite par M. le comte Félix De Mérode, de consacrer aux frais de ce monument la somme de fl. 16,000, qui lui est attribuée par le congrès, à titre de récompense nationale, pour les services qu'il a rendus à la patrie, comme membre du gouvernement provisoire de la Belgique ;

Vu pareille offre faite par M. Nicolay, de faire servir à la même destination la moitié de la somme qui lui est attribuée au même titre, par le congrès national ; l'autre moitié étant abandonnée par lui, au profit des braves blessés, et des veuves et orphelins des défenseurs de l'indépendance et de la liberté de la Belgique, morts au champs d'honneur ;

Vu les souscriptions faites, à la même fin, par un grand nombre d'autres citoyens belges ;

Sur la proposition du ministre de l'intérieur, du 11 mai 1831, n° 1490 ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Les offres faites par MM. le comte Félix de Mérode, Nicolay et autres citoyens belges, sont acceptées au nom de la patrie.

2. Une commission est instituée à l'effet d'ouvrir, sans délai, un concours pour le plan du monument.

Elle réglera les conditions de ce concours, sous l'approbation du ministre de l'intérieur.

3. Aussitôt que le délai fixé pour ce concours sera expiré, les plans transmis à la commission seront exposés, pendant quinze jours au moins, dans un lieu à désigner, accessible à tous les citoyens.

4. Un jury, duquel feront partie les membres de la commission et les personnes que nous pourrions désigner ultérieurement choisira entre les plans envoyés celui qui méritera la préférence.

5. Sont nommés membres de la commission, qui élira son président et son secrétaire dans son sein :

MM. le baron Van der Linden d'Hoogvorst, général en chef des gardes civiques.

Sylvain Van de Weyer, membre du congrès.

Gezien de vaderlandslievende aanbieding van den heer graef Felix De Merode, om, ter bekostiging van dat praelgraf, te besteden de som van 16,000 guldens, die hem door den volksraed toegewezen is, als nationale belooning voor de diensten die hy, als lid der tydelyke regering van België, aan het land bewezen heeft;

Gezien de gelykaerdige aanbieding van den heer Nicolay, om tot dezelfde bestemming te besteden de helft der som die hem uyt gelyken hoofde toegewezen is; de andere helft door hem overgelaeten zynde, ten behoeve van de gekwetste braven, en van de weduwen en weezen der verdedigers van 's lands onafhankelykheid en vryheid, op het slagveld gesneuveld;

Gezien de intekeningen ten gelyken eynde gedaen, door een groot getal andere belgische burgers;

Op de voordragt van den minister der binnenlandsche zaeken, onder dagteekening van den 11 mey 1831 n^o 1490;

Hebben besloten en besluuten :

Art. 1. De aanbiedingen van de heeren graef Felix de Merode, Nicolay en andere belgische burgers, worden, in naem van het vaderland, aengenomen.

2. Er wordt eene commissie ingesteld, ten eynde, zonder tydverlies, eenen wedstryd voor het plan van het praelgraf te openen.

Zy zal de voorwaarden van dezen wedstryd, onder goedkeuring van den minister der binnenlandsche zaeken, regelen.

3. Zoodra het tydperk van dezen wedstryd zal voorby wezen, zullen de by de commissie ingezondene plans, gedurende ten minste vyftien dagen, ten toongesteld worden, in eene aente-wyzene plaets, voor al de burgers toegangelyk.

4. Eenen jury, waarvan zullen deel maeken de leden der commissie en de personen die wy naeder zullen kunnen aen-wyzen, zal onder de ingezondene plans eene keuze doen.

5. Worden benoemd tot leden van de commissie, die, in haer midden, haeren voorzitter en haeren secretaris kiezen zal :

De heeren : baron Van der Linden d'Hoogvorst, opper-generael der burgerwachten;

Sylvain Van de Weyer, lid van den volksraed.

Le comte de Robiano, membre du congrès.

Joly, colonel aide-de-camp du régent.

Le comte Amédée de Beaufort.

Navez, peintre d'histoire.

Paelinck, peintre d'histoire.

Teichman, inspecteur-général des ponts et chaussées.

Suys, architecte des palais et bâtimens nationaux.

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au *Bulletin officiel*.

Bruxelles, le 11 mai 1831.

Signé, E. SURET DE CHOKIER.

Par le régent,

Le ministre de l'intérieur,

E. DE SAUVAGE.

(N^o 52.)

N^o 133. — *Arrêté qui établit un bureau d'enregistrement et de domaines à Renaix et au Rœulx.*

—
AU NOM DU PEUPLE BELGE,

Nous, baron SURET DE CHOKIER, régent de la Belgique,

Sur la proposition du ministre des finances ;

Avons arrêté et arrêtons :

A dater du premier juin prochain, il sera établi un bureau d'enregistrement et de domaines à Renaix (Flandre-Orientale), et un autre à Rœulx (Hainaut).

Le premier sera composé du canton de Renaix ; le second du canton du Rœulx.

Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent

Graef De Robiano, lid van den volksraed.

Joly, colonel, aide-de-camp van den regent.

Graef Amedée De Beaufort.

Navez, historie-schilder.

Paelinck, historie-schilder.

Teichman, hoofdinspecteur der wegen en bruggen.

Suys, bouwmeester der nationale paleizen en gebouwen.

Den minister der binnenlandsche zaeken wordt belast met de uytvoering van het tegenwoordig besluyt, hetwelk in het *Staetsblad* zal gedrukt worden.

Brussel, den 11 mey 1831.

Geteekend, E. SURLET DE CHOKIER.

Van wege den regent,

Den minister der binnenlandsche zaeken,

E. DE SAUVAGE.

(N^r 52.)

N^r 133. — *Besluyt welk een kantoor van registratie en domeynen te Ronse en te Rœulx instelt.*

IN NAEM VAN HET BELGISCHE VOLK,

Wy, baron SURLET DE CHOKIER, regent van België,

Op de voordragt van den minister van financiën ;

Hebben besloten en besluyten :

Te rekenen van den 1 juny aenstaende, zal er een kantoor van registratie en domeynen opgereggt zyn te Ronse (Oost-Vlaenderen) en te Rœulx (Henegouwe).

Het eerste zal bestaen uyt het kanton van Ronse ; het tweede uyt het kanton van Rœulx.

Den minister van financiën wordt belast met de uytvoering

arrêté, qui sera inséré au *Bulletin des actes du gouvernement.*

Bruxelles, le 14 mai 1831.

Signé, E. SURLET DE CHOKIER.

Par le régent,

Le ministre des finances,

CH. DE BROUCKERE.

N^o 134.—*Arrêté qui accorde des secours provisoires
aux victimes du bombardement d'Anvers.*

—
AU NOM DU PEUPLE BELGE,

Nous, baron SURLET DE CHOKIER, régent de la Belgique,

Vu l'état des personnes les plus nécessiteuses, parmi les victimes du bombardement d'Anvers, lequel état a été formé, à l'effet d'obtenir une somme de fl. 55,110, à titre de secours provisoires, pour être distribuée aux personnes y dénommées, dont les pertes évaluées par la commission d'enquête créée à Anvers, s'élèvent à fl. 459,608 ;

Vu les lettres du gouverneur de la province d'Anvers, desquelles il résulte, qu'il y a urgence de délivrer des secours aux malheureuses victimes des événemens qui ont eu lieu à Anvers, mais qu'outre la somme de fl. 55,110, portée sur l'état susmentionné, celle de fl. 5,000 serait encore indispensable, pour être distribuée à un grand nombre de nécessiteux, qui ne figurent pas sur cet état ;

Considérant que les habitans d'Anvers ont cruellement souffert du bombardement de cette ville, et qu'il est urgent de les soulager ;

van het tegenwoordig besluit, hetwelk in het *Staatsblad* zal gedrukt worden.

Brussel, den 14 mey 1831.

Geteekend, E. SURLLET DE CHOKIER.

Van wege den regent,
Den minister van financiën,
CH. DE BROUWER.

N^o 134. — *Besluit waerby eenen tydelijken onderstand verleend wordt aen de slagtoffers der bombardering van Antwerpen.*

IN NAEM VAN HET BELGISCHE VOLK,

Wy, baron SURLLET DE CHOKIER, regent van België,

Gezien de lyst der behoeftigste onder de slagtoffers der bombardering van Antwerpen, welke is ingeleverd geworden tot het bekomen eener som van 55,110 guldens, ten titel van voorloopigen onderstand, om uytgedeeld te worden aen de personen in die lyst opgenoemd, wier verliezen, volgens de schatting der te Antwerpen ingestelde commissie van onderzoek, beloopt tot 459,608 guldens;

Gezien de brieven van den gouverneur der provincie Antwerpen, waeruyt blykt dat er dringende noodzaekelykheid is om onderstand te verleenen aen de ongelukkige slagtoffers der voorvallen van Antwerpen; maer met eenen dat, boven de som van 55,110 guldens, gebragt op de bovengemelde lyst, eene andere van 5000 guldens onontbeerlyk zou wezen, ten eynde te worden uytgedeeld aen een groot getal noodlydenden, in die lyst niet begrepen;

Overwegende dat de inwoners van Antwerpen zeer veel geleden hebben door de bombardering dier stad, en dat het hoogst noodig is dezelve ter hulp te komen;

Sur le rapport du ministre de l'intérieur ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Une somme de soixante mille cent dix florins (60,110) sera mise à la disposition de la régence de la ville d'Anvers, pour être distribuée aux victimes du bombardement d'Anvers, à proportion de l'évaluation de leur perte et sous condition de justifier de l'emploi.

2. La somme ci-dessus sera imputée sur l'article 15, lettre B du budget du département de l'intérieur, pour les six premiers mois de 1831.

Les ministres de l'intérieur et des finances sont chargés de la *prompte exécution* du présent arrêté, dont expédition sera transmise à la cour des comptes.

Brueles, le 15 avril 1831.

Signé, E. SURET DE CHOKIER.

Par le régent,

Le ministre de l'intérieur,

E. DE SAUVAGE.

Le présent arrêté a été envoyé au ministre de la justice par celui de l'intérieur, le 14 mai 1831.

N^o 135. — *Liste des brevets d'invention qui ont été accordés depuis la révolution belge jusqu'au 25 avril 1831.*

I. Le gouvernement provisoire de la Belgique a accordé les brevets suivants :

a. Le 29 novembre 1830, un brevet de dix années, au sieur P. J. Coryn, de Bruxelles, pour l'invention d'un nouveau système de pompe foulante, à l'usage de deux habitations contiguës.

Op het verslag van den minister der binnenlandsche zaeken ;
Hebben besloten en besluften :

Art. 1. Eene som van zestig duyzend een honderd en tien gulden zal gesteld worden ter beschikking van het plaetselyk bestuer van Antwerpen, om te worden uytgedeeld aen de slagtoffers der bombardering van die stad, naer evenredigheyd van het geschatte bedrag hunner geledene schaede, en onder verpligting om van het gebruyk dier som rekenschap te doen.

2. De voorschrvene som zal betaeld worden op het artikel 15, letter B der begrooting van het departement der binnenlandsche zaeken, over het eerste half jaer van 1831.

De ministers der binnenlandsche zaeken en der financiën worden belast met de spoedige uytvoering van het tegenwoordig besluit, waervan afschrift zal worden gezonden aen de rekenkamer.

Brussel, den 15 april 1831.

Geteekend, E. SURLLET DE CHOKIER.

Van wege den regent,

Den minister der binnenlandsche zaeken,

E. DE SAUVAGE.

Het tegenwoordig besluit is aen den minister van justitie door zynen ambtgenoot voor de binnenlandsche zaeken gezonden geworden den 14 mey 1831.

N^r 135. — *Lyst van uytvindingsbrieven verleend sedert de belgische omwenteling tot den 25 april 1831.*

I. De tydelyke regering van België heeft de volgende uytvindingsbrieven verleend :

a. Den 29 november 1830, een van tien jaeren aen P. J. Coryn, van Brussel, voor de uytvinding van een nieuw stelsel van perspomp, ten gebruyke van twee aeneenhoudende wooningen.

b. Le 3 décembre 1830, deux brevets de dix années chacun, au sieur Lichtenthal, fabricant de pianos, domicilié à Bruxelles, pour l'invention d'un piano oblique à six octaves et demi, et d'un piano-viole.

c. Le 15 décembre 1830, un brevet de quinze années, au sieur Maugain, demeurant à Verviers, pour l'invention d'une eau composée pour faire croître les cheveux.

d. Le 19 décembre 1830, un brevet de cinq années, au sieur Lebeau de Fontaine-l'Évêque, pour l'invention d'un monte-ressort coëte, servant à démonter et remonter promptement les platines d'armes à feu.

II. Le régent de la Belgique, a accordé les brevets suivans :

a. Le 21 avril 1831, un brevet de dix années aux sieurs Le-fevre et compagnie, à Liège, pour l'importation d'une nouvelle machine à fabriquer des clous à froid.

b. Le 24 avril 1831, un brevet de dix années, au sieur Pierre Bauwens, demeurant à Bruxelles, pour l'invention d'un nouveau ressort de voiture, dit ressort aérostatique.

c. Le 24 avril 1831, trois brevets de dix années chacun, au sieur J. T. Smets, de Bruxelles, pour différens appareils applicables à la distillation des grains, savoir :

1° Pour un appareil à foyers incalorifuges et à distillation continue;

2° Pour différens appareils perfectionnés pour obtenir des fermentations vineuses et acéteuses;

3° Pour un appareil servant à écraser, diviser et à battre les grains et autres matières premières dans les cuves matières des distilleries et brasseries.

Certifié véritable :

Le secrétaire-général du ministère de l'intérieur,

PH. DONCKER.

b. Den 3 december 1830, twee van tien jaeren ieder, aen den heer Lichtenthal, pianomaeker te Brussel, voor de uytvinding van eenen schuynschen piano met zes octaeven en half, en van eenen piano-viool.

c. Den 15 december 1830, een van vyftien jaeren, aen den heer Maugain, woonende te Verviers, voor de uytvinding van een gemengd waeter, om het hair te doen groeyen.

d. Den 19 december 1830, een van vyf jaeren, aen den heer Lebeau, van Fontaine-l'Évêque, voor de uytvinding van eenen monte-ressort-coëte, dienende om de plaeten der schietgeweeren spoedig op- en af te winden.

II. Den regent van België heeft de volgende uytvindingsbrieven verleend :

a. Den 21 april 1831, eenen van tien jaeren, aen de heeren Lefebvre en compagnie, te Luyk, voor den invoer van een nieuw werktuyg om nagels in het koud te maeken.

b. Den 24 april 1831, eenen van tien jaeren aen Petrus Bauwens woonende te Brussel, voor de uytvinding van eene nieuwe veer voor rytuygen, genoemd lucht-veer.

c. Den 24 april 1831, drie van tien jaeren ieder, aen J. C. Smets van Brussel, voor verscheydene gereedschappen dienstig voor de graenstookerye, te weten :

Ten 1^{ste} voor een gereedschap met heetpypen en voortduerende stooking ;

Ten 2^{de} voor onderscheydene verbeterde gereedschappen om wynige en zuerige broeyingen te bekomen ;

Ten 3^{de} voor een gereedschap dienende om de graenen en andere grondstoffen in de moutkuypen der stookeryen en brouweryen te breken, te scheyden en te dorschen.

Echt verklaerd :

Den secretaris-generael van het ministerie der binnenlandsche zaeken,

PH. DONCKER.

(N° 53.)

N° 136. — *Arrêté qui nomme M. le baron De Failly aux fonctions de ministre de la guerre.*

—
AU NOM DU PEUPLE BELGE,

Nous, baron SURET DE CHOKIER, régent de la Belgique,

Le conseil des ministres entendu ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. La démission de M. le colonel d'Hane, en qualité de ministre de la guerre, est acceptée.

2. M. le général de brigade baron de Failly est nommé ministre de la guerre. Nous nous réservons de fixer ultérieurement le jour de son entrée en fonctions. Jusque-là, M. Ch. De Brouckere, ministre des finances, est chargé *ad-interim* du portefeuille de la guerre.

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 18 mai 1831.

Signé, E. SURET DE CHOKIER.

Par le régent,

Le ministre de l'intérieur,

E. DE SAUVAGE.

(N^r 53.)

N^o 136.—*Besluit waerby den heer baron De Faily tot minister van oorlog benoemd wordt.*

IN NAEM VAN HET BELGISCHE VOLK,

Wy, baron SURLET DE CHOKIER, regent van België,

Den raed van ministers gehoord ;

Hebben besloten en besluften :

Art. 1. De bedanking van den heer colonel d'Hane, in hoedaenigheyd van minister van oorlog, wordt aengenomen.

2. Den heer generael van brigade baron De Faily wordt benoemd tot minister van oorlog.

Wy behouden ons voor, naeder den dag zyner indiensttreding te bepaelen.

Tot alsdan zal den heer Ch. De Brouckere, minister van financiën, *ad-interim*, met het bewind der krygszaeken belast zyn.

Den minister der binnenlandsche zaeken wordt belast met de uytvoering van het tegenwoordig besluit.

Brussel, den 18 mey 1831.

Geteekend, E. SURLET DE CHOKIER.

Van wege den regent,

Den minister van binnenlandsche zaeken,

E. DE SAUVAGE.

N^o 137. — *Arrêté qui ordonne la publication du prix-courant des effets publics, etc.*

—
AU NOM DU PEUPLE BELGE,

Nous, baron SURLET DE CHOKIER, régent de la Belgique,

Voulant pourvoir à l'exécution de l'art. 11, litt. D, de la loi du 27 décembre 1817 ;

Sur la proposition du ministre des finances ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. A compter du 15 juin prochain, il sera publié chaque semaine, comme annexe au *Bulletin officiel*, le prix courant des effets publics, actions et intérêts mentionnés audit art. 11, litt. D, de la loi du 27 décembre 1817.

2. Les prix seront fixés par une commission établie à Bruxelles et composée de quatre personnes, lesquelles jouiront ensemble d'une indemnité annuelle de mille florins, à charge du département des finances.

3. Sont nommés membres de cette commission : MM. D. De Guine, J. F. Sergoyne, P. J. Ferrier, et N. J. Coddron, tous agens de change à Bruxelles.

4. Il sera fourni au ministère des finances cinq cents exemplaires de chaque annexe du *Journal officiel*, contenant les prix-courans, pour être distribués aux employés que la chose concerne.

Les ministres des finances et de la justice sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au *Bulletin officiel*.

Bruxelles, le 23 mai 1831.

Signé, E. SURLET DE CHOKIER.

Par le régent,

Le ministre des finances,

CH. DE BROUCKERE.

N^r 137. — *Besluit bevelende de uytgave van eenen prys-courant der publieke effecten, enz.*

IN NAEM VAN HET BELGISCHE VOLK,

Wy, baron SURET DE CHOKIER, regent van België,

Willende voorzien in de uytvoering van art 11, litt. D, der wet van den 27 december 1817;

Op de voordragt van den minister van Financien;

Hebben besloten en besluuten :

Art. 1. Te rekenen van den 15 juny aenstaende, zal er elke week, als aenhangsel van het *Staetsblad*, uytgegeven worden eenen prys-courant der publieke effecten, actien en interesten, vermeld in art. 11, litt. D, der wet van den 27 december 1817.

2. De pryzen zullen bepaeld worden door eene te Brussel gevestigde commissie van vier leden, welke gezaemenlyk eene vergoeding van duyzend guldens ten laste van het departement van financien zullen genieten.

3. Worden benoemd tot leden van deze commissie : de heeren D. De Guine, J. F. Sergoyne, P. J. Ferrier, en N. J. Coddron, wisselhandelaers te Brussel.

4. Er zullen aen het ministerie van financien vyf honderd afdruksels geleverd worden van elk aenhangsel des *Staetsblads*, inhoudende de prys-couranten, om aen de belanghebbende ambtenaeren dier administratie te worden uytgedeeld.

De ministers van financien en der justitie worden belast met de uytvoering van het tegenwoordig besluit, hetwelk in het *Staetsblad* zal gedrukt worden.

Brussel, den 23 mey 1831.

Geteekend, E. SURET DE CHOKIER

Van wege den regent,

Den minister van financien,

CH. DE BROUCKERE.

N^o 138. — *Extrait d'un jugement en matière d'absence.*

Par jugement, en date du 20^e avril 1831, rendu à la requête du sieur Toussaint Wislet, journalier, domicilié à Ensival, agissant en qualité de tuteur de Marie Jeanne Wislet, sa fille mineure, le tribunal de 1^{re} instance séant à Verviers, a ordonné une enquête pour prouver l'absence du sieur Thomas Joseph Stassart, soldat au service de la France, ayant eu son dernier domicile connu à Wegnez, province de Liège.

Pour extrait conforme :

Le secrétaire-général du ministère de la justice,
Signé, J. VINCENT.

(N^o 55.)

N^o 139. — *Loi sur les récompenses nationales.*

—
AU NOM DU PEUPLE BELGE,

Le congrès national,

Considérant qu'il est juste de récompenser le dévouement des communes qui se sont signalées en prenant une part glorieuse au triomphe de la cause nationale ;

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Des drapeaux d'honneur seront décernés aux villes et communes dont les volontaires se sont portés sur les lieux

N^r 138. — *Uyttreksel uyt een vonnis in zaeke van afwezigheyd.*

By vonnis van den 20 april 1831, uytgesproken op het verzoek van Toussaint Wislet, dagwerker, gehuysvest te Ensival, handelende als voogd van Maria Joanna Wislet, zyne minderjarige dochter, de regtbank van eersten aenleg zitting houdende te Verviers, heeft een onderzoek bevolen ten eynde de afwezigheyd te bewyzen van Thomas Josephus Stassart, soldaet in Franschen dienst, die zyne laetste gekende woonplaets gehad heeft te Wegnez, provincie Luyk.

Voor gelykvormig uyttreksel :

*Den secretaris-generael by het ministerie van justitie,
Geteekend, J. VINCENT.*

(N^r 55.)

N^r 139. — *Wet op de nationale belooningen.*

IN NAEM VAN HET BELGISCHE VOLK ,

Den volksraed,

Overwegende dat het billyk is den vaderlandlievenden yver te beloonen van de gemeenten die zich onderscheyd hebben in het helpen bevoorderen van de zegenprael der nationaele zaek ;

BESLUYT :

Art. 1. Er zullen eerevaendels toegewezen worden aen de steden en gemeenten, uyt welke vrywilligers tegen den vyand

menacés par l'ennemi, ou qui ont contribué, d'une manière efficace, au succès de la révolution.

Ces drapeaux seront aux couleurs nationales.

Ils seront surmontés d'un lion belge, au bas duquel se trouvera, d'un côté le mot *liberté*, et de l'autre le millésime MDCCCXXX.

2. La commission qui décernera ces drapeaux sera composée des membres actuellement en fonctions de la commission des récompenses créée à Bruxelles, et de neuf membres du congrès, nommés par l'assemblée et pris dans les différentes provinces.

3. Les drapeaux décernés par la commission seront distribués par le chef de l'État, au nom du peuple belge.

4. L'arrêté du gouvernement provisoire, en date du 14 janvier dernier (*Bulletin officiel*, n° 6) est aboli.

Charge le pouvoir exécutif de l'exécution du présent décret.

Bruxelles, au palais de la Nation, le 28 mai 1831.

*Le président du congrès national,
Signé, E. C. DE GERLACHE.*

*Les secrétaires, membres du congrès national,
Signé, vicomte VILAIN XIII, NOTHOMB, LIEDTS, H. DE BROUCKERE.*

(N° 56.)

N° 140. — *Décret sur l'élection du chef de l'État.*

AU NOM DU PEUPLE BELGE ,

Le congrès national ,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. L'élection du chef de l'État sera proclamée dans les termes fixés par le décret du 29 janvier 1831, (*Bulletin officiel*, n° 10).

in de bedreygde plaetsen opgetrokken zyn, of die, op eene krachtige wyze, tot den goeden uytslag der onwenteling medegeholpen hebben.

Deze vaendels zullen in 's lands kleuren gemaekt zyn.

Bovenop dezelve zal er eenen belgischen leeuw geplactst wezen, en, beneden dezen leeuw, aen de eene zyde het woord *vryheyd*, en aen de andere het jaertal MDCCCXXX.

2. De commissie welke deze vaendels zal toewyzen, zal zamen-gesteld wezen uyt de tegenwoordige leden der commissie van belooningen ingesteld te Brussel, en uyt negen leden van den volksraed, benoemd door de vergaedering en genomen in de onderscheydene provincien.

3. De toegewezene eerevaendels zullen door het hoofd van den Staet, in naem van het Belgische volk, uytgedeeld worden.

4. Het besluit der tydelyke regering, van den 14 january laetstleden (*Staetsblad*, n^o 6), is ingetrokken.

Het uytvoerend bewind wordt belast met de uytvoering van de tegenwoordige wet.

Brussel, in het Volkshuys, den 28 mey 1831.

*Den voorzitter van den volksraed,
Geteekend, E. C. DE GERLACHE.*

*De secretariissen, leden van den volksraed,
Geteekend, vicomte VILAIN XIII, NOTHOMB, LIEDTS, H. DE BROUCKERE.*

(N^o 56.)

N^o 140. — *Wet nopens de kiezing van het hoofd van den Staet.*

IN NAEM VAN HET BELGISCHE VOLK,

Den volksraed,

BESLUYT :

Art. 1. De kiezing van het hoofd van den Staet zal plaets hebben op de wyze bepaeld by de wet van den 29 january 1831 (*Staetsblad*, n^o 10);

2. Le gouvernement est autorisé à ouvrir des négociations, pour terminer toutes les questions territoriales, au moyen de sacrifices *pécuniaires*, et à faire des offres formelles dans ce sens.

3. L'arrangement, qui pourra intervenir sur ces négociations, sera soumis à la ratification du congrès; et, dans tous les cas, il sera fait, au plus tard, le 30 juin, un rapport sur l'état de ces négociations à l'assemblée, qui statuera immédiatement si elles doivent être continuées ou rompues.

Charge le pouvoir exécutif de l'exécution du présent décret.

Bruxelles, au palais de la Nation, le 2 juin 1831.

*Le président du congrès national,
Signé, E. C. DE GERLACHE.*

*Les secrétaires, membres du congrès national,
Signé, vicomte VILAIN XIII, NOTHOMB, LIEDTS, H. DE BROUCKERE.*

N^o 141. — *Arrêté qui supprime les bureaux des domaines à Termonde et à Ruremonde, et qui divise le bureau d'enregistrement, etc., à Ypres.*

—
AU NOM DU PEUPLE BELGE,

Nous, baron SURLET DE CHOKIER, régent de la Belgique,

Revu l'arrêté du gouvernement provisoire, du 17 janvier dernier, portant réunion de l'administration des domaines à celle de l'enregistrement;

Sur la proposition du ministre des finances;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. A partir du 15 mai prochain, les bureaux des domaines à Termonde (Flandre-Orientale), et Ruremonde (Limbourg), seront supprimés. Le premier sera réuni au bureau de

2. De hooge regering wordt bemagtigd in onderhandeling te treden , om al de moyelykheden aengaende het grondgebied , by middel van *geldelyke opofferingen* te vereffenen ; en om openlyke voorstellen te dien eynde te doen.

3. De overeenkomst , die door deze onderhandelingen zal kunnen te wege gebragt worden , zal aen de bekrachtiging van den volksraed onderworpen zyn ; en , in allen gevalle , zal er , ten langste den 30 july , een verslag nopens den staet der onderhandelingen gedaen worden aen de vergaeding , die onmiddelyk zal beslissen of dezelve voortgezet of afgebroken moeten worden.

Het uytvoerend bewind wordt belast met de uytvoering van het tegenwoordig besluit.

Te Brussel , in het Volkshuys , den 2 july 1831.

*Den voorzitter van den volksraed,
Geteekend, E. C. DE GERLACHE.*

*De secretarissen, leden van den volksraed,
Geteekend, vicomte VILAIN XIII, NOTHOMB, LIEDTS, H. DE BROUCKERE.*

N^o 141. — *Besluit houdende afschaffing der kantoo-
ren van domeynen te Dendermonde en te
Roermonde, en splitsing van het kantoor der
registratie, enz., te Yperen.*

IN NAEM VAN HET BELGISCHE VOLK ,

Wy, baron SURET DE CHOKIER , regent van België,

Herzien het besluit der tydelyke regering van den 17 january laetstleden , vereenigende het bestuer van 's lands domeynen met dat der registratie ;

Op de voordragt van den minister van financien ;

Hebben besloten en besluuten :

Art. 1. Te rekenen van den 15 mey aenstaende, zullen de kantoo-
ren der domeynen te Dendermonde (Oost-Vlaenderen),
en te Roermonde (Limburg), afgeschafft zyn.

l'enregistrement des actes civils, etc., à Termonde; le second, au bureau de l'enregistrement à Ruremonde.

2. Le bureau de l'enregistrement, des hypothèques, des successions et des domaines à Ypres, dans la Flandre-Occidentale, sera divisé, également à partir du 15 mai prochain, de la manière suivante :

Il y aura deux bureaux : l'un pour l'enregistrement des actes civils (publics et sous seing-privé), les hypothèques et les successions; l'autre pour le timbre, les actes judiciaires et extrajudiciaires, les produits divers et les domaines.

Le titulaire actuel du bureau d'Ypres conserve le premier bureau.

Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au *Bulletin officiel*.

Bruxelles, le 22 avril 1831.

Signé, E. SURLET DE CHOKIER.

Par le régent,

Le ministre des finances,

CH. DE BROUCKERE.

Reçu au ministère de la justice le 4 juin 1831.

Le secrétaire-général,

Signé, J. VINCENT.

Het eerste zal vereenigd zyn met het kantoor van registratie der burgerlyke akten, enz., te Dendermonde; het tweede met het kantoor der registratie te Roermonde.

2. Het kantoor der registratie, hypotheken, erffenissen en domeynen te Yperen, in West-Vlaenderen, zal, gelykelyk te rekenen van den 15 mey aenstaende, op de volgende wyze gesplitst worden.

Er zullen twee kantooeren zyn : het eene voor de registratie der burgerlyke akten (openbaere en onderhandsche), de hypotheken en de successien; het andere voor het zegel, de geregte-lyke en buytengeregtelyke akten, de onderscheydene inkomsten en de domeynen.

Den tegenwoordigen ontfanger ten kantooere van Yperen zal het eerste kantoor behouden.

Den minister van financiën wordt belast met de uytvoering van het tegenwoordig besluit, hetwelk in het *Staetsblad* zal gedrukt worden.

Brussel, den 22 april 1831.

Geteekend, E. SURLET DE CHOKIN.

Van wege den regent,

Der minister van financiën,

Ch. DE BROUCKERE.

Ontfangen in het ministerie van justitie den 4 juny 1831.

Den secretaris-generael,

Geteekend, J. VINCENT.

(N° 57.)

N° 142. — *Décret qui proclame S. A. R. le prince de Saxe-Cobourg roi des Belges.*

—
AU NOM DU PEUPLE BELGE ,

Le congrès national ,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. *S. A. R. Léopold-Georges-Chrétien-Frédéric* PRINCE DE SAXE-COBOURG est proclamé roi des Belges , à la condition d'accepter la constitution telle qu'elle est décrétée par le congrès national.

2. Il ne prend possession du trône , qu'après avoir solennellement prêté , dans le sein du congrès , le serment suivant :

« Je jure d'observer la constitution et les lois du peuple belge ,
» de maintenir l'indépendance nationale et l'intégrité du territoire. »

Charge le pouvoir exécutif de l'exécution du présent décret.

Bruxelles , au palais de la Nation , le 4 juin 1831 .

Le président du congrès national ,
Signé, E. C. DE GERLACHE.

Les secrétaires, membres du congrès national ,
Signé, vicomte VILAIN XIII, NOTHOMB, LIEBTS, H. DE BROUCKERE.

(N^r 57.)

N^r 142. — *Wet houdende verkiezing van Z. K. H. den prins de Saxe-Cobourg als koning der Belgen.*

IN NAEM VAN HET BELGISCHE VOLK,

Den volksraed,

DESLUYT :

Art. 1. *Z. K. H. Leopold-George-Christiaan-Frederik* PRINS DE SAXE-COBOURG wordt verkozen tot koning der Belgen, onder voorwaarde van de staetswet aen te nemen, gelyk ze door den volksraed vastgesteld is.

2. Hy neemt eerst bezitting van den troon, na plegtiglyk, in handen van den volksraed, den volgenden eed te hebben afgeleyd :

« Ik zweere de staetswet en verdere wetten van het belgische » volk te onderhouden, en 's lands onafhankelykheyd, mitsgae- » ders de ongeschondenheyd van deszelfs grondgebied te hand- » haeven. »

Het uytvoerend bewind wordt belast met de uytvoering der tegenwoordige wet.

Brussel, in het Volkshuys, den 4 juny 1831

*Den voorzitter van den volksraed,
Geteekend, E. C. DE GERLACHE.*

*De secretarissen, leden van den volksraed,
Geteekend, vicomte VILAIN XIII, NOTHOMB, LIEDTS, H. DE BROUCKERE.*

(N° 58.)

N° 143. — *Arrêté qui supprime les commissions d'instruction publique et les inspecteurs d'écoles.*

AU NOM DU PEUPLE BELGE,

Nous, baron SURLET DE CHOKIER, régent de la Belgique,

Vu l'art. 17 de la constitution;

Sur la proposition du ministre de l'intérieur;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Les commissions d'instruction et les inspecteurs d'écoles dans les provinces sont supprimés.

Les subsides qui leur sont alloués ne leur seront payés que jusqu'au 1^{er} juin 1831.

2. Provisoirement et jusqu'à l'adoption des dispositions législatives sur l'instruction publique donnée aux frais de l'État, le gouvernement, après avoir entendu les autorités provinciales, prendra les mesures nécessaires pour faire surveiller les établissements d'instruction salariés par l'État en tout ou en partie.

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 31 mai 1831.

Signé, E. SURLET DE CHOKIER.

Par le régent,

Le ministre de l'intérieur,

E. DE SAUVAGE.

Reçu au ministère de la justice, le 9 juin 1831.

Le secrétaire-général,

Signé, J. VINCENT.

(N^r 58.)

N^r 143. — *Besluit houdende afschaffing der commissien voor het publiek onderwijs, en der schoolopzieners.*

IN NAEM VAN HET BELGISCHE VOLK,

Wy, baron SURLET DE CHOKIER, regent van België,

Gezien art. 17 der staetswet;

Op de voordragt van den minister der binnenlandsche zaeken;

Hebben besloten en besluitten :

Art. 1. De commissien voor het publiek onderwijs en de schoolopzieners in de provincien worden afgeschaft.

De door hun genotenene subsidien zullen hun niet langer betaeld worden dan tot den 1^{sten} juny 1831.

2. Tydelyk en tot de vaststelling van wetgevende schikkingen op het openbaer onderwijs gegeven ten koste van den Staet, zal de hooge regering, na de provinciale overheden te hebben gehoord, de noodige maetregels nemen voor het toezigt over de instellingen van onderwijs ten deele of ten geheele onderhouden ten koste der schatkist.

Den minister der binnenlandsche zaeken wordt belast met de uytvoering van het tegenwoordig besluit.

Brussel, den 31 mey 1831.

Geteekend, E. SURLET DE CHOKIER.

Van wege den regent,

Den minister van binnenlandsche zaeken,

E. DE SAUVAGE.

Ontfangen in het ministerie van justitie, den 9 juny 1831.

Den secretaris-generael,

Geteekend, J. VINCENT.

N° 144. — *Arrêté qui mobilise le premier ban de la garde civique.*

AU NOM DU PEUPLE BELGE,

Nous, baron SURLET DE CHOKIER, régent de la Belgique,

Vu le décret du congrès national, du 4 avril 1831, qui autorise le gouvernement à mobiliser, en tout ou en partie, *le premier ban de la garde civique*, dans la composition duquel entreront de préférence ceux qui se présenteraient pour y servir volontairement ;

Revu notre arrêté du 13 avril dernier (*Bulletin officiel*, n° 42), qui mobilise le premier ban de la garde civique de la province de Luxembourg.

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Le premier ban de la garde civique dans les provinces d'*Anvers*, du *Brabant*, du *Hainaut*, de la *Flandre-Orientale*, de la *Flandre-Occidentale*, de *Liège*, de *Namur* et du *Limbourg* est mobilisé.

2. Les gardes qui font partie de ce premier ban, sont mis à la disposition du ministre de la guerre, chargé de nous faire des propositions pour la nomination des officiers supérieurs qui doivent les commander, ainsi que pour celle de leurs états-majors.

3. Les gardes civiques mobilisées recevront la solde et les prestations en nature, comme les troupes de l'armée, du moment qu'elles seront commandées pour un service militaire.

Les ministres de l'intérieur et de la guerre sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au *Bulletin officiel*.

Bruxelles, le 7 juin 1831.

Signé, E. SURLET DE CHOKIER.

Par le régent,

Le ministre de l'intérieur,

E. DE SAUVAGE.

N^o 144. — *Besluit waerby den eersten ban der burgerwacht gemobiliseerd wordt.*

IN NAEM VAN HET BELGISCHE VOLK,

Wy, baron SURLET DE CHOKIER, regent van België,

Gezien het besluit van den volksraad, onder dagteekening van den 4 april 1831, bemagtigende de hooge regering om ten deele of ten geheele *den eersten ban der burgerwacht*, in welks samenstelling by voorkeur de opkomende vrywilligers zullen begrepen worden, te mobiliseren;

Herzien ons besluit van den 13 april laetstleden (*Staetsblad*, n^o 42), welk de burgerwacht der provincie Luxemburg mobiliseert;

Hebben besloten en besluuten :

Art. 1. Den eersten ban der burgerwacht in de provincien *Antwerpen, Brabant, Henegouwen, Oost-Vlaenderen, West-Vlaenderen, Luyk, Namen en Limburg* wordt gemobiliseerd.

2. De burgerwachten van dezen eersten ban deelmaekende, worden gesteld ter beschikking van den minister van oorlog, belast om ons voordragten te doen voor de benoeming der hoofd-officieren die dezelve moeten kommanderen, gelyk ook voor degene hunner stafs.

3. De gemobiliseerde burgerwachten zullen de soldy en de prestatien in natura genieten, gelyk de troepen van het leger, van het oogenblik af dat zy voor eenen militairen dienst zullen gecommandeerd wezen.

De ministers der binnenlandsche zaeken en van oorlog worden belast met de uytvoering van het tegenwoordig besluit, hetwelk in het *Staetsblad* zal gedrukt worden.

Brussel, den 7 juny 1831.

Geteekend, E. SURLET DE CHOKIER.

Van wege den regent,

Den minister van binnenlandsche zaeken,

E. DE SAUVAGE.

(N° 59.)

N° 145.—*Extraits de jugemens en matière d'absence.*

A. Par jugement du 19 mai 1831, le tribunal de première instance, séant à Termonde, à la requête de *Jean Wauters* et consorts, a déclaré l'absence du sieur *Jacques Costermans*, ayant eu son dernier domicile à Saint-Gilles-lez-Termonde, et a envoyé les requérans en possession provisoire des biens délaissés par lui.

B. Par jugement du 21 mai 1831, rendu à la requête de *Jeanne Walravens*, le tribunal de 1^{re} instance séant à Bruxelles, a déclaré l'absence du sieur *Jacques Walravens*, et envoyé la requérante en possession provisoire des biens délaissés par ledit Walravens.

C. Par jugement rendu à la requête d'*Anne Van Nerom*, épouse de Jean-Baptiste Lepère, domiciliée à Bruxelles, le même tribunal a déclaré l'absence du sieur *Jean-Baptiste Van Nerom*, et a envoyé la demanderesse en possession provisoire des biens dudit absent.

Pour extrait conforme :

Le secrétaire-général du ministère de la justice,
Signé, J. VINCENT.

(N^r 59.)

N^r 145. — *Uyttreksels van vonnissen, in zaeke van afwezigheid.*

A. By vonnis van den 19 mey 1831, heeft de regtbank van eersten aenleg te Dendermonde, ten verzoeke van *Jan Wauters*, en de zynen, afwezigd verklaerd *Jacob Costermans*, hebbende zyne laetste woonplaets gehad te Saint-Gillis-lez-Dendermonde, en de verzoekers voorloopig in bezit gesteld van de goederen door hem nagelaten.

B. By vonnis van den 21 mey 1831, uytgesproken op het verzoek van *Joanna Walravens*, heeft de regtbank van eersten aenleg te Brussel, *Jacob Walravens* afwezig verklaerd en de verzoekster tydelyk in bezit gesteld van de goederen door hem nagelaten.

C. Dezelfde regtbank heeft, op verzoek van *Anne Van Nerom*, huysvrouw van Jan Baptiste Lepère, woonachtig te Brussel, de afwezigheid verklaerd van *Jan-Baptiste Van Nerom*, en de verzoekster tydelyk in bezit gezonden van de goedereu door hem nagelaten.

Voor eensluydend uyttreksel :

Den secretaris-generaal by het ministerie van justitie,
Geteekend, J. VINCENT.

N^o 146. — *Arrêté qui ordonne la construction de quatre canonnières.*

—
AU NOM DU PEUPLE BELGE,

Nous, baron SURLLET DE CHOKIER, régent de la Belgique,

Considérant qu'il importe, en cas de guerre, d'avoir pour la défense des côtes et des rivières, un certain nombre de bâtimens qui puissent, en temps de paix, être employés à empêcher la fraude et à protéger le service des douanes, ainsi que cela s'est pratiqué autrefois en Belgique ;

Considérant que les canonnières sont le genre de navires le plus convenable pour ce double service, et qui répond le mieux aux besoins actuels du pays ;

Vu le cahier des charges, clauses et conditions rédigé par M. Roget, ingénieur en chef des ponts et chaussées, sous la date du 2 juin courant, et approuvé par le ministre des affaires étrangères, chargé de la direction de la marine ;

Vu la soumission de J. Fleury-Duray, constructeur à Boom, en date du 3 juin, approuvé par le même ingénieur en chef, qui, pour les objets de cette nature a été mis à la disposition spéciale du département de la marine ;

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères, chargé de la direction de la marine ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Quatre canonnières, grées en goëlettes, lesquelles devront porter chacune quatre canons de 24, seront construites par M. Fleury-Duray, pour compte du gouvernement de la Belgique, au prix de vingt-mille florins des Pays-Bas chacune.

2. M. Fleury-Duray se conformera aux conditions, devis et

N^o 146. — *Beslyt bevelende de bouwing van vier kanonieren.*

IN NAEM VAN HET BELGISCHE VOLK ,

Wy , baron SURLET DE CHOKIER , regent van België ,

Overwegende dat het noodzaakelyk is , in geval van oorlog , voor de verdediging der kusten en rivieren , een zeker getal schepen by de hand te hebben , welke , in vredetyd , kunnen gebezigd worden om de sluyking te beletten en den ontfang der in- en uytgaende regten te beschermen , gelyk zulks voortyds in België plaets gehad heeft ;

Overwegende dat de kanonieren de soort van vaertuygen zyn het best geschikt voor dezen tweevoudigen dienst en liet best aen 's lands tegenwoordige behoeften beantwoordende ;

Gezien den opstel van voorwaerden , voorgedraegen door den heer Roget , hoofdinspecteur der wegen en wateren , onder dagteekening van den 2 juny laetsleden , en goedgekeurd door den minister der buytenlandsche zaeken belast met het beheer dergene van de zeevaart ;

Gezien de aanbieding van J. Fleury-Duray , scheepbouwer te Boqm , van den 3 juny , goedgekeurd door denzelfden hoofdinspecteur , die , voor de zaeken van dezen aerd , opzettelyk ter beschikking van het departement der zeevaart is gesteld geworden ;

Op het verslag van den minister der buytenlandsche zaeken belast met het beheer der zeevaart ;

Hebben besloten en besluyten :

Art. 1. Vier kanonieren , in goëletten toegerust , hebbende ieder vier kanonnen van 24 , zullen voor rekening van den belgischen Staet , door den heer Fleury-Duray , ten pryze van twintig duyzend nederlandsche guldens ieder gebouwd worden.

2. Den heer Fleury-Duray zal stiptelyk volgen de voorwaer-

plans approuvés par l'ingénieur en chef des ponts et chaussées , chargé spécialement de ce service.

3. Les fonds nécessaires au paiement des quatre canonnières seront pris sur le crédit accordé au département de la marine , par le congrès national , le 15 janvier 1831 , pour le premier semestre de la présente année.

Le ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent arrêté , dont expédition sera envoyée au ministre des finances et à la cour des comptes , pour leur information.

Bruxelles, le 7 juin 1831.

Signé, E. SURLET DE CHOKIER.

Par le régent,

Le ministre des affaires étrangères,
chargé de la direction de la marine,

LEBEAU.

(N^o 60.)

N^o 147. — *Arrêté qui nomme les gouverneurs de Liège et d'Anvers.*

—
AU NOM DU PEUPLE BELGE,

Nous, baron SURLET DE CHOKIER, régent de la Belgique ,

Sur la proposition du ministre de l'intérieur ;

Le conseil des ministres entendu ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. M. F. Tielemans, gouverneur *ad interim* de la province d'Anvers, est nommé gouverneur de la province de Liège.

den , bestek en plans goedgekeurd door den hoofinspecteur der wegen en wateren , byzonderlyk met dezen dienst belast.

3. De noodige fondsen voor de betaling der vier kanonschuyten zullen genomen worden op het krediet door den volksraed , in zitting van den 15 january 1831 , voor de eerste zes maenden van dit jaer , aen het departement der zeevaart toegestaen.

Den minister der buytenlandsche zaeken is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit , waervan , tot narigt , afschrift zal gezonden worden aen den minister van financien en aen de rekenkamer.

Brussel , den 7 juny 1831.

Geteekend, E. SURET DE CHOKIER.

Van wege den regent ,

*Den minister der buytenlandsche zaeken ,
belast met het bestuur der zeevaart ,*

LEBEAU.

(N^r 60.)

N^r 147. — *Besluit houdende benoeming der
gouverneurs van Luyk en Antwerpen.*

IN NAEM VAN HET BELGISCH VOLK ,

Wy , baron SURET DE CHOKIER , regent van België ,

Op de voordragt van den minister der binnenlandsche zaeken ;
Den raed van ministers gehoord ;

Hebben besloten en beslyten :

Art. 1. Den heer F. Tielemans , tydelyken gouverneur der provincie Antwerpen , wordt benoemd tot gouverneur der provincie Luyk.

2. M. Ch. Rogier, membre du congrès, est nommé gouverneur de la province d'Anvers.

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 4 juin 1831.

Signé, E. SURET DE CHOKIER.

Par le régent,

Le ministre de l'intérieur,

E. DE SAUVAGE.

N^o 148.—*Extraits de jugemens en matière d'absence.*

A. Par jugement du 8 juin 1831, rendu à la requête des sieurs *François Goris* et *François Dehoef*, cultivateurs à Heyst-op-den-Berg, ce dernier agissant au nom de ses enfans mineurs, le tribunal de 1^{re} instance, séant à Malines, a déclaré l'absence du sieur *Jean Goris* et envoyé les demandeurs en possession provisoire des biens qui lui appartenaient au jour de son départ.

B. Par jugement du 2 juin 1831, rendu à la requête du sieur *Nicolas Huart* et consorts, le tribunal de 1^{re} instance, séant à Saint-Hubert, a déclaré l'absence du sieur *Jean-Baptiste Lambert*, ayant eu son dernier domicile à Pussemange, arrondissement de Saint-Hubert, et a envoyé les demandeurs en possession provisoire des biens dudit absent.

Pour extrait conforme :

Le secrétaire-général du ministère de la justice,

Signé, J. VINCENT.

2. Den heer Ch. Rogier, lid van den volksraed, wordt be-
noemd tot gouverneur der provincie Antwerpen.

Den minister der binnenlandsche zaeken wordt belast met de
uytvoering van het tegenwoordig besluit.

Brussel, den 4 juny 1831.

Geteekend, E. SVALET DE CHOKIER.

Van wege den regent,

Den minister der binnenlandsche zaeken,

E. DE SAUVAGE.

N^r 148. — *Uyttreksels van vonnissen in zaeke van
afwezigheyd.*

A. By vonnis van den 8 juny 1831, uytgesproken op het ver-
zoek van *Francis Goris* en *Francis Dehoef*, landlieden te Heyst-
op-den-Berg, dezen laetsten handelende in naem van zyne min-
derjaerige kinderen, heeft de regtbank van eersten aenleg,
zittende te Mechelen, de afwezigheyd verklaerd van *Jan Goris*,
en de verzoekers voorloopig in bezit gezonden van de goederen
die aen denzelven, tydens zyn vertrek, toebehoorden.

B. By vonnis van den 2 juny 1831, uytgesproken op verzoek
van *Nicolaes Huart* en de zynen, heeft de regtbank van eersten
aenleg, zittende te Saint-Hubert, de afwezigheyd verklaerd van
Jan-Baptiste Lambert, hebbende zyne laetste woonplaets gehad
te Pussemange, arrondissement Saint-Hubert, en de eyschers
tydelyk in bezit gezonden van de goederen des afwezigen.

Voor eensluydend uyttreksel:

Den secretaris-generael, by het ministerie van justitie,

Geteekend, J. VINCENT.

(N° 61.)

N° 149.—*Arrêté qui admet les arpenteurs-forestiers à faire partie du corps de guides dans le Luxembourg.*

—
AU NOM DU PEUPLE BELGE,

Nous, baron SURLET DE CHOKIER, régent de la Belgique,

Vu la pétition du sieur Thirion, arpenteur-forestier, attaché à l'inspection de Dinant, tendant à être admis, en cette qualité, à faire partie des agens et gardes-forestiers appelés par notre arrêté du 9 avril dernier (*Bulletin officiel*, n° 39), pour former un corps de guides dans la province de Luxembourg, et à jouir des prérogatives accordées aux gardes-généraux auxquels il est assimilé par ses fonctions ;

Vu la loi du 16 nivôse an IX, et l'arrêté du 15 germinal même année, sur l'organisation de l'administration forestière ;

Considérant que les arpenteurs-forestiers sont compris au nombre des agens de cette administration et désignés comme tels dans la loi précitée ;

Sur la proposition du ministre des finances ;

Avons arrêté et arrêtons :

Le sieur Thirion, ainsi que les autres arpenteurs-forestiers qui désirent faire partie du corps dont il s'agit, peuvent y être admis autant que la formation du cadre peut le permettre, concurremment avec les sous-inspecteurs et gardes-généraux forestiers et avec les mêmes droits et avantages.

(N^r 61.)

N^r 149.—*Besluit waerby de domaniale boschmeters worden toegelaten in het korps wegwyzers in de provincie Luxemburg.*

IN NAEM VAN HÉT BELGISCHE VOLK,

Wy, baron SURLET DE CHOKIER, regent van België,

Gezien het verzoek van den heer Thirion, boschmeter onder de inspectie van Dinant, om in deze hoedanigheid te worden gelykgesteld met de boschwachters en agenten, aangewezen, by ons besluit van den 9 april laetstleden (*Staetsblad*, n^r 39), ter zamenstelling van een korps wegwyzers of leydsmanen in de provincie Luxemburg; en om de voorregten te genieten welke toegestaan zyn aen de garden-generael met welke hy, uyt hoofde zyner bediening, op gelyken voet staet;

Gezien de wet van den 16 nivose IX^{de} jaer, en het besluit van den 15 germinal zelfde jaer, op de inrigting van het boschbestuer;

Overwegende dat de boschmeters onder het getal der bedienden van dat bestuer begrepen, en als zoodanig in de voorschrevene wet aangewezen zyn;

Op de voordragt van den minister van financien;

Hebben besloten en besluuten :

Den heer Thirion, en de andere boschmeters die begeeren van het voornoemde korps deel te maeken, mogen in hetzelfde aengenomen worden, voor zoo verre het de voltalligmaking van hetzelfde kan toelaten, benevens de onder-boschinspecteurs en garden-generael, en met dezelfde regten en voordeelen.

Les ministres des finances et de la guerre sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au *Bulletin officiel*.

Bruxelles, le 29 mai 1831.

Signé, E. SURLET DE CHOKIER.

Par le régent,

Le ministre des finances,
CH. DE BROUCKERE.

Reçu au ministère de la justice, le 17 juin 1831.

Le secrétaire-général,
Signé, J. VINCENT.

N° 150. — *Arrêté qui détermine les attributions de l'état-major-général de la garde civique.*

—
AU NOM DU PEUPLE BELGE,

Nous, baron SURLET DE CHOKIER, régent de la Belgique,

Vu l'art. 24 de la loi du 31 décembre 1830, (*Bulletin officiel*, n° 47) qui institue un état-major général pour la garde civique de toute la Belgique ;

Considérant qu'il est nécessaire de déterminer les attributions qui lui seront confiées pour l'exécution de la loi ;

Vu le rapport du ministre de l'intérieur ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. L'état-major général de la garde civique de toute la Belgique exercera une surveillance journalière sur toutes les branches du *service intérieur* de la garde civique.

2. Cette surveillance comprend le personnel, et l'inspection du matériel et de l'équipement de toutes les gardes civiles.

A cet effet, le général en chef correspond avec les gouver-

De ministers van financiën en van oorlog worden , elk in den hunnen , belast met de uytvoering van het tegenwoordig besluit, hetwelk in het *Staetsblad* zal gedrukt worden.

Brussel , den 29 mey 1831.

Geteekend, E. SURET DE CHOKIER.

Van wege den regent,

Den minister van financiën,

CH. DE BROUCKERE.

Ontfangen in het ministerie van justitie den 17 july 1831.

Den secretaris-generael,

Geteekend, J. VINCENT.

N^o 150. — *Besluit bepalende de bevoegdheid van den algemeenen staf der burgerwacht.*

IN NAEM VAN HET BELGISCHE VOLK ,

Wy, baron SURET DE CHOKIER, regent van België,

Gezien art. 24 der wet van den 31 december 1830 (*Staetsblad*, n^o 47), welk eenen algemeenen staf voor de burgerwacht van geheel België instelt;

Overwegende dat het noodzaekelyk is de bevoegdheid te bepaalen, die aen denzelven voor den uytvoering der wet, zal toevertrouwd zyn;

Gezien het verslag van den minister der binnenlandsche zaaken;

Hebben besloten en besluyten :

Art. 1. Den algemeenen staf der burgerwacht van geheel België zal een dagelyksch toezigt uytoefenen op al de takken van den *inwendigen* dienst der burgerwacht.

2. Dit toezigt bevat het personeel en de inspectie van het materieel, en van het equipment der geheele burgerwacht.

Te dien eynde houdt den oppergenerael briefwisseling met de

neurs des provinces, qui lui font parvenir les contrôles des officiers, ainsi que les propositions de candidats pour les places de chefs de légion. Il transmet ces propositions au ministre de l'intérieur.

Le général en chef est autorisé à correspondre directement avec les autres autorités locales, pour tout ce qui concerne le service de la garde.

3. L'état-major général tient un contrôle exact des officiers de tout grade et des trois armes dont se compose la garde civique.

Les chefs de légion lui feront parvenir les mutations survenues dans le personnel des officiers, et lui enverront le *trois* de chaque mois un *état numérique* des gardes de leur légion, et comprenant en outre la situation générale de l'armement et de l'équipement.

Cet état sera rédigé de manière à faire connaître tout ce qui entre dans les attributions de l'état-major général.

4. Le ministre de l'intérieur pourra faire faire des inspections générales et locales, lorsque le bien du service l'exigera.

5. Le ministre de l'intérieur donnera les instructions nécessaires pour lesdites inspections et recevra directement le rapport de l'officier-général chargé de cette mission.

6. Les inspections générales auront principalement pour objet l'organisation, l'instruction, le service intérieur, la tenue, l'armement et l'équipement.

7. Elles ne s'étendront pas sur l'administration, qui entre entièrement dans les attributions de la commission permanente du conseil provincial, laquelle doit régler tout ce qui y a rapport, en se conformant aux ordres généraux de service, qui lui seront transmis par le ministre de l'intérieur, en exécution de la loi.

8. Les ordres généraux pour le service intérieur, la police et la discipline, et généralement pour tout ce qui se rattache au ser-

gouverneurs der provincien, die hem de naemlysten der officieren, gelyk mede de voordragten van candidaeten voor de plaetsen van legioenoversten, doen toekomen. Hy zend deze voordragten aen den minister der binnenlandsche zaeken over.

Den oppergenerael is bemagtigd om regtstreeks met de andere plaetselyke overheden in briefwisseling te treden, voor al wat den dienst der burgerwacht betreft.

3. Den algemeenen staf houdt eene nauwkeurige naemlyst der officieren van allen graed en van de drie wapens waeruyt de burgerwacht is zamengesteld.

De legioenoversten zullen hem de in het personeel der officieren voorgevallene veranderingen doen kennen, en hem den derden dag van elke maend eenen staet doen toekomen, houdende aenwyzing van de sterkte huns legioens, en van den algemeenen toestand van de wapening en toerusting.

Dezen staet zal opgemaekt zyn op zulke wyze dat denzelven bevatte al wat tot de bevoegdheyd van den algemeenen staf behoort.

4. Den minister der binnenlandsche zaeken zal algemeene en plaetselyke inspectien mogen bevelen, wanneer het welzyn van den dienst zulks zal vereyschen.

5. Den minister der binnenlandsche zaeken zal voor de inspectien de noodige instructien geven en regtstreeks het verslag ontfangen van den hoofd-officier met deze zending belast.

6. De algemeene inspectien zullen voornamelyk tot voorwerp hebben de inrigting, de instructie, den inwendigen dienst, de houding, de wapening en het equipement.

7. Dezelve zullen zich niet uytstrekken tot de administratie, welke geheel en al tot de bevoegdheyd der permanente commissie uyt den provincialen raed behoort. Deze commissie regelt al wat daertoe betrekking heeft, met inachtneming der algemeene dienstorders welke haer door den minister der binnenlandsche zaeken, ter uytvoering van de wet, zullen toegezonden zyn.

8. De algemeene orders voor den inwendigen dienst, de politie, de tucht, en algemeenlyk voor wat den militairen dienst

vice militaire, émanent du général en chef; ils seront, avant d'être expédiés, soumis au ministre de l'intérieur.

9. La correspondance entre l'état-major-général et les diverses autorités est exempte de la taxe pour port de lettres. On suivra à cet égard le mode adopté pour les autorités civiles et militaires.

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au *Bulletin officiel*.

Bruxelles, le 7 juin 1831.

Signé, E. SURLET DE CHOKIER.

Par le régent,

Le ministre de l'intérieur,

E. DE SAUVAGE.

Reçu au ministère de la justice le 17 juin 1831.

Le secrétaire-général,

Signé, J. VINCENT.

(N° 62.)

N° 151. — *Arrêté qui nomme M. Constant d'Hane de Steenhuyze, général de brigade de cavalerie.*

AU NOM DU PEUPLE BELGE,

Nous, baron SURLET DE CHOKIER, régent de la Belgique,

Sur la proposition du ministre de la guerre;

Le conseil des ministres entendu;

Voulant témoigner à M. le colonel d'Hane de Steenhuyze, notre satisfaction des services qu'il a rendus pendant son ministère;

raekt, worden door den oppergenerael gegeven. Evenwel zullen dezelve, vóór de afzending, aen den minister der binnenlandsche zaeken onderworpen worden.

9. De briefwisseling tusschen den algemeenen staf en de onderscheydene overheden is postvry; en ten aenzien derzelve, zal de wyze gevolgd voor de militaire en burgerlyke overheden in acht genomen worden.

Den minister der binnenlandsche zaeken is belast met de uytvoering van het tegenwoordig besluit.

Brussel, den 7 juny 1831.

Geteekend, E. SURLET DE CHOKIER.

Van wege den regent,

Den minister van binnenlandsche zaeken,

E. DE SAUVAGE.

Ontfangen in het ministerie van justitie, den 17 juny 1831.

Den secretaris-generael,

Geteekend, J. VINCENT.

(N^o 62.)

N^r 151. — *Besluit houdende benoeming van den heer Constant d'Hane de Steenhuyze tot den graed van generael van brigade in de ruytery.*

IN NAEM VAN HET BELGISCHE VOLK,

Wy, baron SURLET DE CHOKIER, regent van België,

Op de voordragt van den minister van oorlog;

Den raed van ministers gehoord;

Aen den heer kolonel d'Hane de Steenhuyze onze tevredenheyd willende betuygen over de diensten door hem als minister van oorlog bewezen;

Avons arrêté et arrêtons :

M. Constant d'Hane de Steenhuyze, notre aide-de-camp, colonel du 2^e régiment de chasseurs à cheval, est nommé général de brigade de cavalerie, et conservera le commandement de ce régiment.

Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 16 juin 1831.

Signé, E. SURET DE CHOKIER.

Par le régent,

Le ministre de la guerre,
Baron DE FAILLY.

N^o 152. — *Arrêté fixant les dénominations des troupes mobilisées.*

—
AU NOM DU PEUPLE BELGE,

Nous, baron SURET DE CHOKIER, régent de la Belgique,

Considérant la nécessité de donner aux corps de troupes stationnées dans les différentes provinces du territoire belge des dénominations qui les distinguent ;

Sur la proposition du ministre de la guerre ;

Avons arrêté et arrêtons :

Les troupes qui se trouvent mobilisées dans la troisième division militaire prendront la dénomination : *d'armée de la Meuse* ;

Celles mobilisées dans la deuxième division militaire prendront celle *d'armée de l'Escaut* ;

Celles mobilisées dans la première division militaire prendront celle *d'armée des Flandres* ;

Celles mobilisées dans la quatrième division militaire prendront celle *d'armée du Luxembourg*.

Hebben besloten en besluyten :

Den heer Constant d'Hane de Steenhuyze, onzen *aide-de-camp*, kolonel van het 2^{de} regiment jaegers te peêrd, wordt benoemd tot generael van brigade voor de ruytery ; en zal het bevel van dat regiment behouden.

Den minister van oorlog wordt belast met de uytvoering van het tegenwoordig besluyt.

Brussel, den 16 juny 1831.

Geteekend, E. SURLLET DE CHOKIER.

Van wege den regent,

Den minister van oorlog,

BARON DE FALLY.

N^o 152. — *Besluyt bepaelende de benaemingen der onderscheydene beweegbaere veldtroepen.*

IN NAEM VAN HET BELGISCHE VOLK,

Wy, baron SURLLET DE CHOKIER, regent van België,

In acht nemende de noodzaekelykheyd om aen de vereenigingen van troepen, gelegerd in de onderscheydene provincien van het belgische grondgebied, benaemingen te geven die dezelve doen onderkennen ;

Op de voordragt van den minister van oorlog ;

Hebben besloten en besluyten :

De troepen die zich gemobiliseerd vinden in de derde militaire afdeeling zullen den naem nemen van : *leger der Maese.*

Degene gemobiliseerd in de tweede afdeeling, den naem van : *leger der Schelde.*

Degene gemobiliseerd in de eerste afdeeling den naem van : *Vlaemsch leger.*

Degene gemobiliseerd in de 4^{de} afdeeling den naem van : *Luxemburgsch leger.*

Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 16 juin 1831.

Signé, E. SURLET DE CHOKIER.

Par le régent,

Le ministre de la guerre,

BARON DE FAILLY.

N^o 153.—*Arrêté qui congédie les miliciens de 1826.*

—
AU NOM DU PEUPLE BELGE,

Nous, baron SURLET DE CHOKIER, régent de la Belgique,

Considérant qu'en temps de paix la levée de la milice de l'année 1826 aurait eu droit à être licenciée définitivement, depuis le mois de mars dernier ;

Qu'un arrêté du gouvernement provisoire, en date du 15 février n^o 8, a ajourné provisoirement le licenciement de ladite levée ;

Qu'un arrêté du 16 novembre précédent a prescrit de délivrer un congé illimité à tous les miliciens de la classe de 1826, immédiatement après qu'ils auraient été immatriculés ;

Que, par un arrêté en date du 25 même mois, les officiers de l'état-civil ont été autorisés à marier les miliciens de la classe de 1826, porteurs de congés illimités, sans exiger d'eux l'autorisation des chefs de corps ;

Que, d'après les arrêtés qui précédent, et surtout d'après le titre de celui du 16 novembre, portant : *congé définitif aux miliciens de 1826*, les miliciens de cette classe ont été induits à croire qu'ils étaient dispensés du service actif de la milice ;

Den minister van oorlog wordt belast met de uytvoering van het tegenwoordig besluit.

Brussel, den 16 juny 1831.

Geteekend, E. SURET DE CHOKIER.

Van wege den regent,

Den minister van oorlog,

BARON DE FAILLY.

N^o 153. — *Besluit welk de miliciens van 1826 congedieert.*

IN NAEM VAN HET BELGISCHE VOLK ,

Wy, baron SURET DE CHOKIER, regent van België,

Overwegende dat, in vredetyd, de ligting dër militie van het jaer 1826, regt zou gehad hebben om, sedert de maend maert laetstleden, gecongedieerd te wezen ;

Dat een besluit der tydelyke regering, van den 15 february n^o 8, voorloopig de aflevering hunner paspoorten heeft doen uytstellen ;

Dat een besluit van den 16 november te vooren, bevolen heeft een onbepaald verlof aftegeven aen al de miliciens der ligting van 1826, onmiddelyk nadat dezelve zouden geboekt geworden zyn :

Dat, by een besluit van den 25 derzelfde maend, de ambtenaeren van den burgerlyken stand bemagtigd geworden zyn om tot het huwelyk der miliciens van de ligting des jaers 1826, dragers van onbepaald verlof, zonder autorisatie der militaire oversten, overtegaen ;

Dat, ten gevolge dezer besluuten, en vooral volgens den titel van hetgene van den 16 november : *eyndelyk verlof aen de miliciens van 1826*, deze miliciens in de gedachte gesteld geweest zyn, dat zy van allen werkelyken dienst voor de milicie vry waeren ;

Que les miliciens dont il s'agit, étant en congé illimité dans leurs foyers, ne font aucun service de milice et restent néanmoins, comme semestriers, étrangers à l'institution de la garde civique ;

Que l'âge de ces hommes les rangera dans la catégorie de ceux qui doivent faire partie du premier ban de la garde civique, aussitôt qu'ils seront licenciés de la milice ;

Qu'il convient de prendre une mesure qui mette ces hommes à même de pouvoir concourir utilement à la défense de la patrie ;

Sur le rapport du ministre de la guerre ;

Avons arrêté et arrêtons :

Les miliciens de la levée de 1826 seront congédiés définitivement du service de la milice.

Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 16 juin 1831.

Signé, E. SURLET DE CHOKIER.

Par le régent,

Le ministre de la guerre,

BARON DE FALLY.

N° 154.—*Arrêté qui appelle les miliciens en réserve de 1831 sous les drapeaux.*

—
AU NOM DU PEUPLE BELGE,

Nous, baron SURLET DE CHOKIER, régent de la Belgique,

Vu l'arrêté du gouvernement provisoire, en date du 25 janvier dernier (*Bulletin officiel*, n° 10), fixant le contingent de la classe de milice de 1831 ;

Sur la proposition du ministre de la guerre ;

Avons arrêté et arrêtons :

Les miliciens de la levée de 1831, actuellement en réserve, entreront sous les drapeaux le 5 juillet 1831.

Dat de miliciens, van welke het hier zake is, met onbepaald verlof te huys zynde, geenen militie-dienst verrigten en, als verlofgangers, buyten de burgerwacht blyven;

Dat den ouderdom dezer manschappen dezelve zal rangschikken in de klas dergene die moeten deel maeken van den eersten ban der burgerwacht, zoodra zy van de militie zullen bedankt zyn;

Dat er behoort eenen maetregel genomen te worden, ten eynde deze manschappen tot 's landsverdediging te doen medehelpen;

Op het verslag van den minister van oorlog;

Hebben besloten en besluysten :

De miliciens der ligting van 1826 zullen definitievelyk van den militie-dienst ontslagen worden.

Den minister van oorlog wordt belast met de uytvoering van het tegenwoordig besluit.

Brussel, den 16 juny 1831.

Geteekend, E. SURLET DE CHOKIER.

Van wege den regent,

Den minister van oorlog,

BARON DE FAILLY.

N^o 154. — *Besluit welk de miliciens der ligting van 1831 onder de wapenen roept.*

IN NAEM VAN HET BELGISCHER VOLK,

Wy, baron SURLET DE CHOKIER, regent van België,

Gezien het besluit der tydelyke regering, van den 25 january laetstleden (*Staetsblad*, n^o 10), bepaelende het aendeel der opgeroepen manschappen voor 1831;

Op de voordragt van den minister van oorlog;

Hebben besloten en besluysten :

De miliciens der ligting van 1831, tegenwoordig in reserve, zullen den 5 july 1831 onder de wapenen komen.

Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 16 juin 1831.

Signé, E. SURET DE CHOKIER.

Par le régent,

Le ministre de la guerre,

Baron DE FAILLY.

N° 155. — *Extraits de jugemens en matière d'absence.*

A. Par jugement en date du 4 juin 1831, rendu à la requête du sieur *Laurent Gelady* et consorts, le tribunal de première instance séant à Hasselt, province de Limbourg, a ordonné une enquête pour constater l'absence du sieur *Jean Gelady*, disparu de Herck-Saint-Lambert, son domicile, depuis 1823, et qu'on présume décédé à Boele-Comba, dans les Indes-Orientales, en 1826.

B. Par jugement du tribunal de Verviers, en date du 19 avril 1831, rendu à la requête de *Jacques Renzonnet* et consorts, il a été ordonné une enquête à l'effet de constater l'absence de *Pascal Renzonnet*, incorporé dans l'armée française en 1809, et dont on n'a pas eu de nouvelles depuis cette époque.

Le secrétaire-général du ministère de la justice,

Signé, J. VINCENT.

Den minister der binnenlandsche zaeken wordt belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Brussel, den 16 juny 1831.

Geteekend, E. SURLET DE CHOKIER.

Van wege den regent,

Den minister van oorlog,

BARON DE FAILLY.

N^o 155. — *Uyttreksels van vonnissen in zaeke van afwezigheyd.*

A. By vonnis van den 4 juny 1831, uytgesproken op verzoek van *Laureyns Gelady*, en andere, heeft de regtbank van eerste aenleg te Hasselt, provincie Limburg, een onderzoek bevolen tot vaststelling der afwezigheyd van *Jan Gelady*, sedert 1823 van Herck-Saint-Lambert, zyne woonplaets, verdwenen, en die men vermoed te Boele-Comba, in Oost-Indien, ten jaere 1826, overleden te zyn.

B. By vonnis der regtbank van Verviers, uytgesproken den 19 april 1831, ten verzoeke van *Jacob Rensonnet* en andere, is er een onderzoek bevolen tot vaststelling der afwezigheyd van *Pascal Rensonnet*, ingelyfd by het fransche leger, ten jaere 1809, van wien men sedert dien tyd geene tydingen meer gehad heeft.

Den secretaris-generael by het ministerie van justitie,

Geteekend, J. VINCENT.

(N° 63.)

N° 156. — *Décret portant des modifications aux lois sur la garde civique.*

—
AU NOM DU PEUPLE BELGE,

Le congrès national,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Les habitans de l'âge de 21 ans révolus à 50 ans non accomplis, qui changent de domicile après avoir été inscrits, sont tenus de faire la déclaration de changement de domicile dans la commune qu'ils veulent quitter, et de se faire inscrire dans la commune qu'ils vont habiter, dans les quinze jours de cette déclaration. Semblable obligation est imposée aux militaires congédiés du service, après l'époque fixée pour l'inscription.

2. Les administrations locales rechercheront avec soin toutes les personnes qui se sont soustraites à l'inscription, et les feront porter sur les listes auxquelles elles appartiennent. Le défaut d'inscription sera puni d'une amende de 3 à 7 florins.

Les conseils cantonaux s'assembleront une fois par mois, en temps de guerre, et une fois par trimestre, en temps de paix, pour examiner les motifs d'exemption que les personnes inscrites en vertu de l'art. 1^{er} auraient à faire valoir, et statueront conformément aux art. 11 et suivans de la loi du 31 décembre 1830. (*Bulletin officiel*, n° 57).

3. Les officiers de santé attachés à la garde civique assisteront à tour de rôle aux séances des conseils cantonaux, pour l'examen des hommes infirmes ou atteints de maladie.

Ceux du chef-lieu assisteront aux séances du conseil provincial tenues pour le même objet.

(N^r 63.)

N^o 156. — *Wet houdende wyziging der vroegere wetten op de burgerwacht.*

IN NAEM VAN HET BELGISCHE VOLK ,

Den volksraed,

BESLUYT :

Art. 1. De ingezetenen hebbende den ouderdom van 21 jaeren zonder den genen van 50 te bereyken , welke , na hunne inschryving , van woonplaats veranderen , zyn gehouden daarvan aengifte te doen in de gemeente welke zy willen verlaeten , en zich te doen inschryven in de gemeente waer zy zich gaen nederzetten , binnen de vyftien dagen na deze aengifte. Gelyke verbindtenis wordt opgeleyd aen de uyt den dienst ontslagene militairen , na het bepaalde tydstip voor de inschryving.

2. De plaetselyke bestueren zullen zorgvuldig de persoonen die zich aen de inschryving onttrokken hebben opzoeken , en dezelve doen brengen op de lysten tot welke zy behooren. Het gebrek van inschryving zal gestraft worden met eene boete van 3 tot 7 guldens.

De kantonsraeden zullen eens per maend in oorlogtyd en eens per kwartael in vredetyd byeenkomen , om de reden van vrystelling welke de uyt krachte van art. 1 ingeschrevene persoonen te doen gelden hebben te onderzoeken , en zullen op dezelve regt doen overeenkomstig de artikels 11 en volgende der wet van den 31 december 1830 (*Staetsblad*, n^r 57).

3. De geneesheeren toegevoegd aen de burgerwacht zullen , beurtelings , de zittingen der kantonsraeden , voor het onderzoek der gebrekkelyke of ziekelyke manschappen , bywoonen.

Degene der hoofdplaats zullen de zittingen van den provinciaelen raed bywoonen , tot het zelfde eynde gehouden.

4. Dans les villes divisées en plusieurs cantons de justices-de-paix, dont chacun comprend, outre une partie de la ville, des communes rurales, la commission du conseil provincial peut ordonner ou la réunion des gardes des différens cantons en un seul corps, ou la formation en un corps des gardes de la ville, et la conservation des divisions en justices-de-paix pour les communes rurales, dont il désignera les chefs-lieux, ou même la réunion de celles-ci aux cantons ruraux les plus voisins.

La commission permanente du conseil provincial peut également autoriser la formation de plusieurs légions dans les communes rurales, là où le nombre des gardes dépassera 2,400 par canton de justice-de-paix, sans déroger néanmoins à l'art. 17 de la loi du 31 décembre 1830.

5. Il ne peut, en aucun cas, y avoir plus d'un conseil cantonal, ni plus d'un conseil de discipline dans une même commune.

6. Le bourgmestre de chaque commune informera ses administrés, tant par affiche que d'après l'usage local, que l'extrait du procès-verbal des opérations du conseil cantonal, que le président doit lui transmettre, conformément à l'art. 14 du décret du 31 décembre 1830, est déposé à la maison commune, et que chacun peut en venir prendre lecture.

7. Ceux qui découvriront qu'un inscrit a été indûment exempté par le conseil cantonal pourront, dans le mois de la publication ordonnée par l'article précédent, adresser leur réclamation à la commission permanente du conseil provincial, qui statuera.

8. Les officiers de santé de la garde civique sont assimilés, quant aux grades et aux titres, aux officiers de santé de l'armée.

Ils porteront, outre les marques distinctives attribuées aux officiers de la garde civique, une palme brodée en laine rouge sur le collet de la blouse.

9. L'inspecteur-général et ses aides-de-camp ont droit, lorsqu'ils sont en tournée par ordre du gouvernement, aux mêmes frais

4. In de steden verdeeld in verscheyde vredegerigten waer van elk, behalve een gedeelte der stad, landelyke gemeenten bevat, kan de permanente commissie van den provincialen raed de vereeniging bevelen der burgerwachten van verschillende kantons in een korps of de vereeniging in een korps der burgerwachten van de stad, en de bewaering der verdeeling in vredegerigten voor de landelyke gemeenten, waervan zy de hoofdplaetsen zal aenwyzen of zelfs de vereeniging dezer laetste met de naestliggende kantons.

De permanente commissie van den provincialen raed kan gelykelyk toelaeten de formatie van verscheydene legioenen in de landelyke gemeenten; waer het getal der burgerwachten 2,400 per vredegerigt zal te boven gaen, zonder evenwel van het art. 17 der wet van den 31 december 1830 aftewyken.

5. Er mag, in geen geval, meer dan eenen kantons-raed, noch meer dan eenen tuchtraed in de zelfde gemeente wezen.

6. Den burgmeester van elke gemeente zal haere inwooners, zoo wel by aenplakking als by de ter plaets gebruykelyke middelen, verwittigen dat het uyttreksel van het procesverbael der werkzaamheden van den kantonsraed, aen hem door den voorzitter behandigd, ingevolge art. 14 der wet van den 31 december 1830, ter inzage van eenieder in het gemeente huys berust.

7. Degene die zullen ontdekken dat eenen ingeschrevenen te onregt door den kantonsraed is vrygesteld geworden, zullen binnen de maend na de afkondiging bevolen by het voorgaende artikel, hunne reclamatie kunnen inzenden aen de permanente commissie van den provinciaelen raed, die op dezelve uytpraek zal doen.

8. De geneesheeren der burgerwachten worden, ten aenzien der graeden en titelen, met de geneesheeren van het leger gelyk gesteld.

Zy zullen, behalve de onderscheydingsteekenen toegekend aen de officieren der burgerwacht, op den kraeg van den kiel, eenen in roode wol geborduerten palmtak draegen.

9. Den hoofdinspecteur en zyne adjudanten hebben, wanneer zy op bevel der hooge regering in omreys zyn, aenspraek

de route et de séjour que ceux fixés pour les officiers de leur grade dans l'armée.

Les fonctions de sous-inspecteur-général sont supprimées.

10. Tout officier, sous-officier ou caporal qui a accepté son grade, ne peut donner sa démission, sauf le cas de changement de domicile, que chaque année, du 1^{er} janvier au 25 février.

11. En cas de réclamation contre la validité des élections, le conseil cantonal statuera.

Ceux qui se trouveraient lésés par la décision du conseil, pourront en appeler, conformément à l'art. 15 du décret du 31 décembre 1830.

12. Les colonels et lieutenans-colonels dont la nomination appartient au chef de l'État, seront choisis par lui parmi les officiers de la légion d'un grade supérieur à celui de lieutenant.

13. Le chef de l'État fixera l'uniforme que porteront les compagnies d'artillerie et de cavalerie.

14. Les gardes qui refuseraient de s'habiller, aux termes de l'art. 55 de la loi du 31 décembre 1830, seront punis d'une amende de 7 florins, au profit de la commune, chargée alors de pourvoir à l'équipement.

15. Les armes délivrées aux gardes civiques restent la propriété de l'État.

Tout garde qui ne reproduira pas les armes ou objets d'équipement qui lui ont été confiés, sera puni, par un seul et même jugement, d'une amende de 1 à 7 florins, ou en cas de non-paiement dans la huitaine de la signification du jugement, d'un emprisonnement de 1 à 5 jours, outre la restitution de la valeur de l'objet.

16. Dans le cas où la partie des rétributions et amendes affectées aux frais généraux de la garde cantonale serait insuffisante, le conseil d'administration portera au budget la somme nécessaire pour couvrir les dépenses, qui seront votées par le conseil mu-

op dezelfde vergoedingen voor reys- en verblyfkosten als degene bepaeld voor de officieren van hunnen graed in het leger.

De bediening van onderhoofdinspecteur wordt afgeschaft.

10. Allen officier, onderofficier of korporael die zynen graed aengenomen heeft, kan, behalve het geval van verhuizing, zyne demissie niet geven ten zy elk jaer gedurende het tydperk van van den 1 januari tot den 25 february.

11. Ingeval van reclamatie tegen de deugdelykheyd der kiezingen, zal den kantonsraed op de zelve uytpraek doen.

Degenen die zich door de beslissing van den kantonsraed bezwaerd achten, zullen zich tegen dezelve in beroep kunnen voorzien overeenkomstig art. 15 der wet van den 31 december 1830.

12. De colonels en luytenant-colonels wier benoeming aen het hoofd van den Staet behoort, zullen door hem gekozen worden onder de officieren van eenen graed hooger dan dengenen van luytenant.

13. Het hoofd van den Staet zal den uniform der compagnien artillery en ruytery bepalen.

14. De burgerwachten die zouden weygeren, overeenkomstig artikel 55 der wet van den 31 december 1830, in hunne kleding te voorzien, zullen gestraft worden met eene boete van 7 guldens, ten behoeve der gemeente alsdan belast met het equipement.

15. De aen de burgerwachten afgeleverde wapenen blyven eygendom van den Staet.

Dengenen die de wapenen of equipement-stukken aen henn toevertrouwd niet zal opbrengen, zal by een en het zelfde vonnis gestraft worden met eene boete van 1 tot 7 guldens, of, by gebrek van betaeling derzelve, binnen de acht dagen na de bekendmaeking van het vonnis, met eene gevangenisstraf van 1 tot 5 dagen, boven de teruggave der weërde van het vermiste voorwerp.

16. In het geval het gedeelte der uytkeeringen en boeten beschikt voor de algemeene kosten der kantonswacht ontoereykend zou zyn, den raed van bestuer zal in de begrooting ter bestryding der uytgaven de noodige sommen brengen, welke

municipal dans les communes dont les gardes forment un corps distinct.

Lorsque le canton comprendra plusieurs communes, la commission permanente du conseil provincial approuvera ou arrêtera définitivement le budget ; elle en répartira le montant entre les communes du canton, en proportion du nombre des gardes en service actif dans chacune d'elles.

Les deniers seront remis au conseil d'administration.

17. Les peines comminées par l'art. 69 du décret du 31 décembre sont remplacées par les suivantes :

- 1° La réprimande avec ou sans mise à l'ordre ;
- 2° La double faction ;
- 3° Les gardes ou patrouilles extraordinaires ;
- 4° Une amende de 1 à 7 florins, ou un emprisonnement de 1 à 5 jours ;
- 5° La dégradation.

Le conseil de discipline pourra, dans les cas prévus par les art. 70, 72, 73 et 74 de la loi du 31 décembre, appliquer l'une ou simultanément deux des peines portées aux trois premiers numéros du présent article, et pour la récidive l'une des deux suivantes.

18. Les membres du conseil de discipline seront passibles d'une amende de 1 à 7 florins, lorsqu'ils manqueront, sans motifs valables, à une séance du conseil. La peine, dans ce cas, sera prononcée par le tribunal de simple police de canton.

La même peine sera appliquée par le conseil de discipline aux officiers de santé qui, après avoir accepté leur grade, refuseraient, sans motif légitime, d'assister aux conseils cantonaux ou provinciaux, lorsqu'ils en seraient requis.

19. Le tirage au sort pour la composition du conseil de discipline se fera par le bourgmestre de la commune, chef-lieu du canton, en public et en présence d'un capitaine, d'un lieutenant,

zullen gestemd worden door den plaetselyken raed in de gemeenten waervan de burgerwachten een byzonder korps uytmaken.

Wanneer het kanton verscheyde gemeenten bevat, zal de permanente commissie van den provincialen raed de begrooting definitievelyk goedkeuren of vaststellen. Zy zal daarvan het bedrag tusschen de gemeenten van het kanton verdeelen, naer evenredigheid van het getal burgerwachten die zich in ieder derzelve in actieven dienst bevinden.

De penningen zullen aen den raed van bestuer behandigd worden.

17. De straffen bedreygd by art. 69 der wet van den 31 december worden vervangen door de volgende :

Ten 1^{ste} de berisping met of zonder terordestelling.

Ten 2^{de} dobbele wacht.

Ten 3^{de} buytengewoone wachten of patrouillen.

Ten 4^{de} eene boete van 1 tot 7 guldens, of eene gevangenis van 1 tot 5 dagen.

Ten 5^{de} de degradatie.

Den tuchtraed zal, in de gevallen voorzien by de art. 70, 72, 73 en 74 der wet van den 31 december, eene of ten zelfden tyde twee der straffen bedreygd by de drie eerste §§ van het tegenwoordig artikel kunnen toepassen, en voor de hervalling eene der twee volgende.

18. De leden van den tuchtraed zullen eene boete van 1 tot 7 guldens inloopen, wanneer zy zonder geldige redenen zullen verzuymen eene der zittingen van den raed bytewoonen. De straf zal, in dit geval, door de kantonsregtbank van enkele policie uytgesproken worden.

Dezelfde straf zal door den tuchtraed opgeleyd worden aen de genesheeren welke, na de aenveerding van hunnen graed, zonder wettige reden, zouden weygeren de vergaederingen der kantons of provincie-raeden, wanneer zy daertoe genoodigd zyn, bytewoonen.

19. De loting voor de zamenstelling van den tuchtraed zal gedaen worden door den burgmeester van het gemeente hoofdplaets van het kanton, in het openbaer en in tegenwoordigheyd

d'un sous-officier, d'un caporal et de deux gardes qu'il convoquera à cet effet.

Par dérogation à l'art. 79 de la loi du 31 décembre 1830, le tirage au sort pour les sous-officiers, caporaux et gardes se fera sur une liste décuple de personnes présentées par le corps d'officiers, à chaque renouvellement du conseil de discipline.

Celui qui a fait partie du conseil de discipline ne peut pas être porté sur les listes des trois trimestres qui suivront.

20. Le produit des amendes encourues en vertu des art. 2, 15, 17 et 18 aura la destination fixée par l'art. 62 de la loi du 31 décembre.

21. Les officiers, sous-officiers et caporaux élus, conformément à l'art. 5 du décret du 18 janvier 1831 (*Bulletin officiel*, n° 7), dans le *premier ban* de la garde civique, ne peuvent conserver leurs grades, en rentrant dans la *garde sédentaire*, que par suite de réélection, et pour autant qu'il y ait des places vacantes.

22. Les places des officiers, sous-officiers et caporaux de la *garde sédentaire*, passant en vertu de la loi dans le *premier ban*, resteront vacantes, ou ne seront remplies que provisoirement; les titulaires les reprendront, dès que la garde cessera d'être divisée en bans; cette disposition ne leur donne point le droit de conserver, dans le *premier ban*, le grade qu'ils avaient dans la *garde sédentaire*.

23. La liste des personnes appelées, conformément à l'art. 43 (2^me paragraphe), du décret du 31 décembre 1830, à faire partie du *premier ban*, sera dressée d'office et en double par les bourgmestres.

Un de ces doubles sera envoyé au conseil cantonal, qui transmettra ensuite à ces fonctionnaires un extrait du procès-verbal des opérations du conseil, pour ce qui concerne leur commune.

Ce procès-verbal sera immédiatement communiqué aux administrés, de la manière prescrite par l'art. 6 du présent décret,

van eenen kapiteyn, eenen luytenant, eenen onder-officier, eenen korporael en twee burgerwachten, die hy daertoe zal oproepen.

By afwyking van art. 79 der wet van den 31 december 1830, zal de loting voor de onder-officieren, korporaelen en burgerwachten plaats hebben op eene lyst van tien personen aangeboden door het korps officieren, by elke vernieuwing van den tuchtraed.

Dengenen die van den tuchtraed deel gemaakt heeft mag gedurende de drie volgende kwaertaelen op de lysten niet gebragt worden.

20. De opbrengst der boeten uytgesproken krachtens de art. 2, 15, 17 en 18 zal de bestemming ontfangen die by art. 62 der wet van 31 december bepaeld is.

21. De officieren, onder-officieren en korporaelen overeenkomstig art. 5 der wet van den 18 january 1831 (*Staetsblad*, n^o 7), in den *voorban* der burgerwacht gekozen, kunnen hunne graden niet behouden toen zy in de *rustende wacht* terugkeeren, ten zy by gevolg van herkiezing en voor zoo veel er plaatsen open zyn.

22. De plaatsen der officieren, onder-officieren en korporaelen der *rustende wacht*, uyt krachte der wet, tot den *voorban* overgaende, zullen openblyven of zullen maer tydelyk vervuld worden. De titularissen zullen dezelve wedernemen zoodra de wacht zal ophouden in *bans* verdeeld te wezen. Deze beschikking geeft hun het regt niet om in den *voorban* den graed, dien zy in de *rustende wacht* hadden, te behouden.

23. De lyst der personen, overeenkomstig art. 43 § 2 der wet van den 31 december 1830, geroepen om van den *voorban* deel te maeken, zal van ambtwege en in dubbel door de burgmeesters opgemaakt worden.

Eenen dezer dubbels zal gezonden worden aen den kantons raed, die vervolgens aen deze ambtenaeren een uyttreksel uyt het proces-verbael der werkzaemheden van den raed, voor wat hunne gemeente betreft, zal toestueren.

Dit proces-verbael zal onmiddelyk aen de ingezetenen bekend gemaakt worden, op de wyze voorgeschreven by art. 6 der

afin qu'ils puissent réclamer, s'il y a lieu, contre les décisions des conseils, conformément à l'art. 5 du décret du 18 janvier 1831.

24. Sont seuls exemptés du service du *premier ban*, en vertu de l'art. 10 du décret du 18 janvier 1831, les inscrits qui se trouvent dans les cas suivans, aussi long-temps que les causes existeront :

1° Celui qui n'a pas la taille d'un mètre 570 millimètres ;

2° Celui qui est atteint d'infirmités qui le rendent impropre au service ;

3° Les marins absens pour un voyage de long cours ;

4° Le fils unique légitime, soutien de ses parens, ou s'ils sont décédés, de ses aïeuls ou du survivant ;

5° Le frère unique ou demi-frère unique de celui qui est atteint de paralysie, de cécité, de démence ou d'autres maladies ou infirmités, qui puissent le faire considérer comme perdu pour sa famille ;

6° L'enfant unique légitime ;

7° L'unique fils non marié d'une famille, s'il habite avec ses père et mère ou le survivant d'entre eux, et qu'il pourvoie par son travail à leur entretien ;

8° Celui des fils, ou en cas de décès des parens, des petits-fils d'une veuve, ou d'une femme légalement séparée, qui pourvoit à la subsistance de sa mère ou grand'mère ;

9° Le frère ou demi-frère d'un ou de plusieurs orphelins, qui pourvoit à leur subsistance ;

10° Le frère ou demi-frère unique de celui ou de ceux qui se trouvent en personne soit dans l'armée de terre ou de mer, soit en *service actif* dans le *premier ban* de la garde civique.

Il en est de même du frère ou demi-frère de celui ou de ceux qui sont décédés au service ou qui ont été congédiés pour défauts corporels contractés dans le service.

Si dans une famille les fils sont en nombre pair, il n'en sera appelé au service que la moitié ; si le nombre est impair, le

tegenwoordige wet, opdat zy zouden kunnen hunne bezwaeren indienen, indien daertoe redenen bestaen, tegen de beslissing van de raeden, overeenkomstig art. 5 der wet van den 18 january 1831.

24. Van den dienst der *voorban* zyn, uyt kracht van art. 10 der wet van den 18 january 1831, alleen vrygesteld, de ingeschrevenen zich bevindende in de volgende gevallen en voor zoo lang dezelfde redenen bestaen.

Ten 1^{ste}, dengenen die korter is dan 1 meter 570 millimeters.

Ten 2^{de}, dengenen die behebt is met gebrekkelykheden die hem tot den dienst ongeschikt maeken.

Ten 3^{de}, de zeelieden op lange reys.

Ten 4^{de}, den eenigen wettigen zoon, onderstand van zyne ouders of, indien zy overleden zyn, van zyne groot-ouders of den langstlevenden derzelve.

Ten 5^{de}, den eenigen broeder of halven-broeder van dengenen die behebt is met lamheyd, blindheyd, uytzinnigheyd of andere ziekten of gebreken die denzelven als voor zyn verwantschap verloren moeten doen beschouwen.

Ten 6^{de}, het eenig wettige kind.

Ten 7^{de}, den eenig ongehuwd geblevenen zoon van een huysgezin, indien hy met zyne ouders of den langstlevenden hunner woont, en door zyn werk in hun onderhoud voorziet.

Ten 8^{ste}, dengenen der zoonen, of in geval van overlyden der ouders, der kleynzoonen eener weduwe of wettig gescheydene vrouw die in het onderhoud zynere moeder of grootmoeder voorziet.

Ten 9^{de}, den broeder of schoonbroeder van eenen of meer weezen die in derzelve onderhoud voorziet.

Ten 10^{de}, den eenigen broeder of halven broeder van dengenen die zich in persoon, hetzy in het land of zeeleger, hetzy in *werkelyken* dienst in den *voorban* der burgerwacht bevind.

Hetzelfde grypt plaets ten aenzien van den broeder of halven broeder van dengenen of degenen die in den dienst overleden zyn of voor lichamelijke gebreken in den dienst verworven, uyt denzelven ontslagen.

Indien in een huysgezin de zoonen in effen getal zyn, er zal maer de helft tot den dienst opgeroepen worden. Indien het getal

nombre non appelé excèdera d'un le nombre à appeler. Les appels pour le service se feront l'année de l'introduction du décret du 18 janvier, en commençant par les moins âgés, de façon que c'est le service du plus jeune qui procurera l'exemption à celui de ses frères immédiatement plus âgé que lui, à moins que les intéressés ne désirent un autre arrangement. Les années suivantes, on suivra l'ordre établi par les lois sur la milice.

25. Les exemptions mentionnées à l'article précédent ne seront accordées qu'à ceux qui réunissent les conditions imposées par les lois sur la milice nationale, et sur la production des certificats et autres pièces prescrites par ces lois. Ces certificats ne subiront d'autres changemens que ceux nécessités par la différence des deux institutions.

26. Avant de remettre les certificats aux conseils cantonaux, les administrations locales en afficheront la liste.

27. Les individus qui contracteraient mariage, après avoir été inscrits pour le premier ban de la garde civique, ne cesseront de faire partie de ce ban, que lors de la première assemblée du conseil cantonal, tenue en conformité de l'art. 2 du présent décret.

28. La commission permanente du conseil provincial annulera toutes les décisions contraires aux dispositions de la loi.

29. Tous les articles des décrets du 31 décembre 1830 et 18 janvier 1831, contraires aux dispositions du présent décret, sont abrogés.

Charge le pouvoir exécutif de l'exécution du présent décret.

Bruxelles, au palais de la Nation, le 22 juin 1831.

Le vice-président du congrès national,
Signé, RAIKEM.

Les secrétaires, membres du congrès national,
Signé, vicomte VILAIN XIII, LIEDTS, H. DE BROUCKERE.

Reçu au ministère de la justice, le 24 juin 1831.

Le secrétaire-général,
Signé, J. VINCENT.

oneffen is, het getal der niet geroepenen zal hetgene der geroepenen van een overtreffen. De oproepingen tot den dienst zullen plaets hebben het jaer der invoering van de wet van den 18 january, beginnende met de jongste, op zoodanige wyze dat den dienst van den jongsten de vrystelling zal bezorgen aen zynen onmiddelyk in ouderdom volgende broeder, ten zy de belanghebbenden eene andere regeling wenschen. De volgende jaeren zal men de orde nakomen welke by de wetten op de milicie bepaeld is.

25. De vrystellingen vermeld in het voorgaende artikel zullen maer verleend worden aen degenen die de, by de wetten op de landsmilicie vereyschte, voorwaerden inbrengen en mits voortbrenging der attesten en andere stukken by die wetten voorgeschreven. — Deze attesten zullen geene andere veranderingen ondergaen dan degene die door het verschil der twee instellingen noodzaekelyk gemaekt zyn.

26. Alvoorens de attesten aen de kantonsraeden te behandigen, zullen de plaetselyke bestueren de lyst derzelve by plak-schriften bekendmaken.

27. De personen die in huwelyk zullen treden, na hunne inschryving in den *voorban* der burgerwacht, zullen maer ophouden van dezen ban deel te maken, na de eerste byeenkomst van den kantonsraed, overeenkomstig art. 2 der tegenwoordige wet.

28. De permanente commissie van den provincialen raed zal al de met de wet strydige beslissingen te niet doen.

29. Al de artikelen der wetten van den 31 december 1830 en 18 january 1831, strydig met de tegenwoordige wet, blyven zonder kracht.

Het uytvoerend besvind wordt belast met de uytvoering der tegenwoordige wet.

Te Brussel, in het Volkshuys, den 22 juny 1831.

Den onder-voorzitter van den volksraed.

Geteekend, RAIEM.

De secretarissen, leden van den volksraed,

Geteekend, le vicomte VILAIN XIII, LIEDTS, H. DE BROUCKERE.

Ontfangen in het ministerie van justitie den 24 juny 1831.

Den secretaris-generael,

Geteekend, J. VINCENT.

N^o 157. — *Arrêté qui appelle les gardes-forestiers pensionnés à concourir à la surveillance des bois.*

AU NOM DU PEUPLE BELGE,

Nous, baron SURLET DE CHOKIER, régent de la Belgique,

Considérant que, depuis le départ d'une partie des *agens et gardes forestiers* organisés en compagnies de guides, en vertu de notre arrêté du 9 avril dernier (*Bulletin officiel*, n^o 39), les bois qu'ils surveillaient sont livrés sur différens points à de nombreuses dévastations, que la surveillance des gardes-champêtres seuls ne parvient pas à arrêter ;

Considérant que, pour concilier, autant que possible, le besoin de la défense de la patrie avec l'intérêt de la conservation des bois du domaine et des communes, et la nécessité de soustraire ces précieuses ressources à l'avidité des délinquans, il est urgent d'employer tous les moyens de surveillance que le gouvernement peut avoir à sa disposition ;

Considérant que les compagnies de guides étant organisées, il importe de distribuer les arrondissemens ou parties d'arrondissement, qui se trouvent à découvert, entre les *agens-forestiers* qui ne font pas actuellement partie de ces compagnies, et qui se trouvent réduits, par le départ des autres, au-dessous du nombre strictement nécessaire au service forestier ;

Sur la proposition du ministre des finances ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Les anciens gardes-forestiers qui jouissent de la pension de retraite et qui ont encore assez d'aptitude et de forces pour reprendre momentanément le service, pendant l'absence des gardes titulaires, sont appelés à concourir à la surveillance

N^r 157.—*Besluit waerby de gepensionneerde boschwachters worden geroepen om tot de bewaeking der bosschen mede te helpen.*

IN NAEM VAN HET BELGISCHE VOLK.

Wy, baron SURLET DE CHOKIER, regent van België,

Overwegende dat, sedert het vertrek van een deel der boschwachters en bedienden als wegwyzers of leydsmannen, ten gevolge van ons besluit van den 9 april laetstleden (*Staetsblad*, n^r 39), de bosschen in onderscheydene plaetsen groote beschadigingen ondergaen, welke het toezigt der veldwachters alleen niet magtig is tegen te houden;

Overwegende dat, om, zoo veel mogelyk, de behoeften der verdediging van het vaderland met het belang der bewaering van de bosschen der domeynen en der gemeenten en de noodzaekelykheid om deze kostelyke middelen aen de begeerlykheid der overtreders te ontrukken, over een te brengen, het hoog tyd is al de middelen van toezigt welke de hooge regering ter haerer beschikking heeft te bewerkstelligen;

Overwegende dat de compagnien leydsmannen of wegwyzers georganiseerd zynde, het noodig is de arrondissementen of gedeelten van arrondissementen, die tegenwoordig zonder toezigt zyn, te verdeelen onder de boschbedienden die tegenwoordig van deze compagnien geen deel maeken, en wiens getal, door het vertrek der anderen, voor de bekrompenste behoeften van den boschdienst ontoereykend is;

Op de voordragt van den minister der financiën;

Hebben besloten en besluiten :

Art. 1. De oude boschwachters die het rust-pensioen genieten en die nog genoegzaeme krachten en bekwaemheid hebben om tydelyk den dienst weder aen te vangen, gedurende de afwezigheid der titularissen, worden geroepen om mede te helpen tot

des bois du domaine, des communes et des établissemens publics, sous les ordres des agens-forestiers qui restent préposés à l'administration et régie de ces bois. Ils se présenteront, à cet effet, à l'agent-forestier le plus voisin de leur résidence actuelle, qui leur donnera la destination la plus utile, sans trop les déplacer. Autant que possible, ils seront exemptés de payer les droits de timbre et d'enregistrement des actes de serment qu'ils devront prêter de nouveau.

2. La gendarmerie nationale est tenue de prêter aide et assistance aux agens et gardes-forestiers et gardes-champêtres; de les seconder et protéger dans l'exercice de leurs fonctions tant de nuit que de jour, lorsqu'ils en seront requis par les agens-forestiers.

3. Les inspecteurs des eaux et forêts sont autorisés à répartir de la manière la plus convenable entre les sous-inspecteurs, gardes-généraux et arpenteurs-forestiers qui restent actuellement à leur poste, les arrondissemens et districts forestiers de leur inspection, de manière à ce que les forêts soient régies sur tous les points et ne se trouvent abandonnées sur aucun.

Les ministres des finances, de l'intérieur et de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au *Bulletin officiel*.

Bruxelles, le 14 juin 1831.

Signé, E. SURET DE CHOKIER.

Par le régent,

Le ministre des finances ad interim,

AUG. DUVIVIER.

Reçu au ministère de la justice le 24 juin 1831.

Le secrétaire-général,

Signé, J. VINCENT.

de bewaeking van 's lands bosschen en degene der gemeenten en openbaere gestichten, onder de bevelen der boschbedienden die met het bestuer dezer bosschen belast blyven. Zy zullen zich daertoe aanbieden by den naestwoonenden bosch-agent die hun de nuttigste bestemming zal geven, zonder dezelve al te veel te verwyderen. Zy zullen zoo veel mogelyk vry gesteld worden van de zegel en registratie-regten der nieuwe eedsaflegging waertoe zy zullen gehouden zyn.

2. De nationale gendarmerie is gehouden de boschwachters, bosch-bedienden en veldwachters hulp te bieden, en dezelve in de uytoefening huns ambts, zoo wel by nacht als by dag, te beschermen, wanneer zy daertoe door de boschbedienden zullen verzocht worden.

3. De inspecteurs der wateren en bosschen worden bemagtigd om op de behoorlykste wyze tusschen de onder-inspecteurs, garden-generael en boschmeters die tegenwoordig op hunnen post blyven, de bosch-arrondissementen en districten hunner inspectie te verdeelen, op zoodanige wyze dat de bosschen op al de punten behoorlyk bestuurd en op geene verlaten wezen.

De ministers van financiën, der binnenlandsche zaeken en van oorlog worden, elk in den hunnen, belast met de uytvoering van het tegenwoordige besluit, hetwelk in het *Staetsblad* zal gedrukt worden.

Brussel, den 14 juny 1831.

Geteekend, E. SURLET DE CHOKIER.

Van wege den regent,

Den minister van financiën ad-intérim,

AUG. DUVIVIER.

Ontiangen in het ministerie van justitie, den 24 juny 1831.

Den secretaris-generael,

Geteekend, J. VINCENT.

N^o 158.—*Arrêté qui met temporairement les ingénieurs et conducteurs des ponts et chaussées à la disposition du ministère de la guerre, pour le service du génie militaire.*

—
AU NOM DU PEUPLE BELGE ,

Nous, baron SURLET DE CHOKIER, régent de la Belgique,

Vu la lettre du ministre de la guerre, en date du 9 de ce mois, par laquelle il demande au département de l'intérieur de mettre à sa disposition un certain nombre d'ingénieurs des ponts et chaussées, pour être temporairement attachés au corps du génie militaire, dont le personnel est trop peu nombreux, dans le cas où la guerre viendrait à éclater ;

Considérant que parmi les ingénieurs des ponts et chaussées plusieurs ont servi, avant 1814, dans le génie militaire, l'artillerie et les constructions navales, et que les autres officiers de ce corps, par leurs connaissances spéciales et leur expérience des travaux publics, sont en état de rendre dans le corps du génie militaire les services réclamés par le département de la guerre ;

Considérant que tous les citoyens, et spécialement les fonctionnaires publics, doivent concourir au maintien de l'indépendance du sol de la patrie, s'il vient à être attaqué, et qu'on ne peut douter que les officiers de l'administration des ponts et chaussées, étant tous appelés à prendre part à la défense du pays, ne s'empressent de rivaliser de zèle et de dévouement dans l'accomplissement de cette tâche patriotique ;

Sur le rapport du ministre de l'intérieur ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Tous les ingénieurs et conducteurs des ponts et chaussées sont mis temporairement à la disposition du ministre de la guerre, pour le service du génie militaire.

N^r 158. — *Besluit welk tydelyk de ingenieurs en conducteurs der wegen en wateren, voor den dienst van den genie militair, stelt ter beschikking van den minister van oorlog.*

IN NAEM VAN HET BELGISCHE VOLK,

Wy, baron SURLET DE CHOKIER, regent van België,

Gezien den brief van den minister van oorlog, onder dagtekening van den 9 dezer maend, waerby hy het departement der binnenlandsche zaeken verzoekt ter beschikking van het departement van oorlog te stellen een zeker getal ingenieurs der wegen en wateren, om tydelyk te worden toegevoegd aen den genie militair, waervan het personeel voor het geval van oorlog te ontalryk is;

Overwegende dat verscheidene ingenieurs der wegen en wateren, vóór 1814, in den genie militair, de artillery en den scheepsbouw gediend hebben, en dat de andere officieren van dit korps, door hunne byzondere kennissen en hunne behandeling der publieke werken in staet zyn, in den genie militair, den dienst te leenen die door het departement van oorlog gevraegd wordt;

Overwegende dat al de burgers en byzonderlyk de openbaere ambtenaeren tot de verdediging van 's lands onafhankelykheid moeten medehelpen, en dat er geen twyfel is of de officieren van het bestuer der wegen en wateren alle daertoe opgeroepen zynde, zullen van yver en bereydveerdigheyd wedyveren om dezen vaderlandlievenden pligt te volvoeren;

Op het verslag van den minister der binnenlandsche zaeken;
Hebben besloten en besluuten :

Art. 1. Al de ingeniers en conducteurs der wegen en wateren worden tydelyk gesteld ter beschikking van den minister van oorlog, voor den dienst van den genie militair.

2. Les ingénieurs et conducteurs mis à la disposition du département de la guerre seront employés, autant que possible, dans les arrondissemens qui leur sont actuellement assignés pour le service des ponts et chaussées. Si les circonstances exigent qu'ils soient déplacés pour un service exclusivement militaire, le ministre de la guerre en donnera avis au ministre de l'intérieur, afin qu'il soit pourvu aux besoins du service civil, en l'absence des officiers des ponts et chaussées.

3. Pendant la durée du service militaire dont les ingénieurs et conducteurs des ponts et chaussées seront chargés, ils jouiront des prérogatives attachées aux divers grades militaire, par l'assimilation suivante :

Inspecteur-général, — général de division ;

Inspecteur-général, — général de brigade ;

Ingénieurs en chef de 1^{re} classe { colonels, avec traitement
— de 2^e classe { de lieutenant-colonel ;

Ingénieurs ordinaires de 1^{re} classe { majors avec traitement
de capitaine en premier ;

— de 2^e classe { capitaines en premier,
avec traitement de capitaine en second ;

Aspirans et ingénieurs de 3^e classe — lieutenans en premier ;

Conducteurs de 1^{re}, 2^e et 3^e classe { par assimilation avec les
gardes du génie.

4. Les officiers de ponts et chaussées, requis pour le service du génie militaire, pourront porter l'uniforme militaire de leur grade et jouiront des traitemens, frais et indemnités attachés auxdits grades, sans toutefois qu'il puisse y avoir cumul.

Ceux qui désireront entrer définitivement dans le corps du génie militaire, adresseront leur demande au ministre de la guerre qui nous fera, sans retard, des propositions à cet égard.

Les ministres de la guerre et de l'intérieur sont chargés, cha-

De ingenieurs en conducteurs, gesteld ter beschikking van het departement van oorlog, zullen, zoo veel mogelyk, gebruykt worden in de arrondissementen die hun tegenwoordig voor den dienst der wegen en wateren aangewezen zyn,

Indien de omstandigheden, voor eenen uytsluytelyken militairen dienst, hunne verplaatsing noodzaekelyk maeken, den minister van oorlog zal daarvan aen den minister der binnenlandsche zaeken kondschap doen, op dat, in de afwezigheyd van de officieren der wegen en wateren, in de behoeften van den civielen dienst voorzien worde.

3. Gedurende den militairen dienst, waarmede de ingenieurs en conducteurs der wegen en wateren zullen belast wezen, zullen dezelve, overeenkomstig de volgende gelykstelling, de voorregten genieten die aen de onderscheydene militaire graden verbonden zyn :

Hoofd-inspecteur, — generael van divisie ;

Inspecteur, — generael van brigade ;

Hoofd-ingenieur der eerste klas { colonels, met jaerwedde
— der tweede klas { van luytenant-colonel.

Gewoone ingenieurs der 1^{ste} klas { majoor, met jaerwedde
— van eersten kapiteyn.

— der 2^{de} klas { eersten kapiteyn met jaerwedde van tweeden.

Aspiranten en ingenieurs der 3^{de} klas — 1^{ste} luytenanten.

Conducteurs der eerste, tweede } by gelykstelling met de
en derde klas } garden van den genie.

4. De officieren der wegen en wateren, voor den dienst van den genie militair opgeroepen, zullen den uniform van hunnen graed mogen dragen, en de aen deze graeden verbondene jaerwedden en vergoedingen genieten, maer zonder dubbele bezoldiging.

Degene die definitievelyk in den genie militair begeeren dienst te nemen, zullen hun verzoek aen den minister van oorlog indienen, die ons onverwyld deswege voordragt zal doen.

De ministers van oorlog en der binnenlandsche zaeken worden

cun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au *Bulletin officiel*.

Bruxelles, le 20 juin 1831.

Signé, E. SURET DE CHOKIER.
Par le régent,
Le ministre de l'intérieur,
E. DE SAUVAGE.

Reçu au ministère de la justice, le 24 juin 1831.

Le secrétaire-général,
Signé, J. VINCENT.

(N° 64.)

N° 159. — *Arrêté qui accorde remise de leur peine à des militaires condamnés pour désertion et insubordination.*

—
AU NOM DU PEUPLE BELGE,

Nous, baron SURET DE CHOKIER, régent de la Belgique,

Considérant que des militaires, enrôlés volontairement, ou miliciens de l'ancienne armée, ont été poursuivis comme déserteurs de l'armée belge, pour n'avoir pas rejoint leurs corps, après la séparation de la Belgique d'avec la Hollande, ainsi que le leur ordonnaient les arrêtés du gouvernement provisoire des 31 octobre et 4 novembre 1830 ;

Que tous les militaires qui ont été condamnés comme déserteurs ne l'ont été que comme coupables de désertion à l'intérieur, fait qui, dans des temps ordinaires, n'aurait entraîné que la condamnation à des peines légères et de discipline ;

Vu notre arrêté du 16 de ce mois (*Bulletin officiel*, n° 62), par lequel tous les miliciens de la levée de 1826 sont congédiés définitivement du service ;

Considérant que des miliciens de cette catégorie ont été condamnés comme déserteurs ;

belast, elk voor zoo veel hem betreft, met de uytvoering van het tegenwoordige besluit, hetwelk in het *Staetsblad* zal gedrukt worden.

Brussel, den 20 juny 1831.

Geteekend, E. SURET DE CHOKIER.

Van wege den regent,

Den minister van binnenlandsche zaeken,

E. DE SAUVAGE.

Ontfangen in het ministerie van justitie, den 24 juny 1831.

Den secretaris-generael,

Geteekend, J. VINCENT.

(N^r 64.)

N^r 159. — *Besluit aen de militairen kwytschelding verleeneude van de straffen door hun wegens desertie en insubordinatie ingelooopen.*

IN NAEM VAN HET BELGISCHE VOLK,

Wy, baron SURET DE CHOKIER, regent van België,

Overwegende dat militairen vrywilligers, of miliciens van het oude leger vervolgd geworden zyn als deserteurs van het belgische leger, als hun korps niet hebbende verwoegd na de scheidyng van België met Holland, gelyk de besluyten der tydelyke regering van den 31 october en 4 november 1830 het hun bevielen ;

Dat al de militairen die als deserteurs zyn verwezen geworden het alleenlyk geweest zyn als pligtig van desertie binnen 's lands, daed die, in gewoone tyden, maer de veroordeelyng tot ligte straffen van tucht zou hebben medegebragt ;

Gezien ons besluit van den 16 dezer maend (*Staetsblad*, n^r 62), waerby al de miliciens der ligtyng van 1826 definitievelyk ynt den dienst ontslagen zyn ;

Overwegende dat de miliciens van deze klas als deserteurs veroordeeld geworden zyn ;

Considérant encore que, dans les premiers momens de l'organisation de l'armée, il n'a pu régner dans ses rangs l'ordre et la discipline désirables;

Que, par suite, différens d'entr'eux ont commis des actes d'insubordination, qui ont amené à leur égard l'application des peines sévères prononcées par la loi;

Que c'est donc à des circonstances particulières que l'on doit attribuer les actes d'indiscipline et d'insubordination qui se sont manifestés dans l'armée, et qui disparaissent chaque jour;

Sur le rapport du ministre de la guerre;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Remise pleine et entière de leur peine est accordée à tous les militaires condamnés pour fait de désertion, sous l'obligation par ceux qui n'auraient pas achevé leur terme de service, de rentrer dans leurs corps, et d'y servir jusqu'à ce que leur congé définitif soit accordé.

2. Pareille remise est accordée à tous les militaires condamnés pour crimes ou délits contre la subordination et le service militaire, dont traite le titre 5 du code pénal militaire, à condition par eux de continuer leur service, jusqu'à l'expiration du terme de leur engagement, ou jusqu'à ce qu'un congé définitif leur ait été accordé, sans que pourtant les militaires qui, par suite de semblables condamnations, ont été dégradés, puissent réclamer leur réintégration dans le grade dont ils restent déchus.

Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 24 juin 1831.

Signé, E. SURET DE CHOKIER.

Par le régent,

Le ministre de la guerre,
BARON DE FAILLY.

Reçu au ministère de la justice, le 25 juin 1831.

Le secrétaire-général,
Signé, J. VINCENT.

Overwegende verder dat, tydens den aenvang der organisatie van het leger, in hetzelfde al de wenschelyke orde en tucht niet hebben kunnen heerschen ;

Dat, ten gevolge daervan , verscheydene onder hun zich aen bedryven van insubordinatie hebben pligtig gemaekt , welke ten hunnen aenzien , de toepassing van de strenge straffen uytgesproken by de wet , hebben tewege gebragt ;

Dat het dus aen byzondere omstandigheden is dat men de overtredingen van de tucht en de subordinatie , welke zich in het leger hebben voorgedaen en die elken dag zeldzaemer worden , toewyten moet ;

Op het verslag van den minister van oorlog ;

Hebben besloten en besluyten :

Art. 1. Er wordt volle kwytshelding van straf verleend aen de militairen veroordeeld wegens desertie , onder de verbindtenis, voor degenen die hunnen diensttyd niet uytgedaen hebben , van in hunne korpsen terug te keeren en in dezelve te blyven dienen tot dat hun een eyndelyk verlof zal worden uytgereykt.

2. Gelyke kwytshelding wordt verleend aen al de militairen veroordeeld wegens misdaden of overtredingen tegen de subordinatie en den militairen dienst , behandeld by den vyfden titel van het militaire strafboek , onder verpligting door hun om hunnen dienst te volbrengen tot de verstryking van het tydstip hunner vrywillige dienstaenneming , of tot dat hun een eyndelyk verlof uytgereykt geworden zy ; zonder nogtans dat de militairen welke , ten gevolge van zulkdaenige veroordeelingen gedegradeerd geworden zyn , hunne wederinbezitstelling zullen kunnen eyschen van den graed , waervan zy vervallen blyven.

Den minister van oorlog wordt belast met de uytvoering van het tegenwoordig besluit.

Brussel, den 24 juny 1831.

Geteekend, E. SURET DE CHOKIER.

*Van wege den regent,
Den minister van oorlog,
BARON DE FAILLY.*

Ontfangen in het ministerie van justitie, den 25 juny 1831.

*Den secretaris-generael,
Geteekend, J. VINCENT.*

N° 160. — *Arrêté qui autorise le ministre des finances à statuer sur les réclamations au sujet des débits des receveurs de l'enregistrement et des domaines.*

—
AU NOM DU PEUPLE BELGE,

Nous, baron SURLET DE CHOKIER, régent de la Belgique,
Revu notre arrêté du 18 mars 1831 (*Bulletin officiel*, n° 26);

Vu les articles 64, 112 et 134 de la constitution ;

Vu la délibération du conseil du contentieux de l'administration de l'enregistrement et des domaines, en date du 7 de ce mois, n° 172 ;

Sur la proposition du ministre des finances ;

Avons arrêté et arrêtons :

Par extension de l'art. 9 de l'arrêté du 18 mars 1831, le ministre des finances est autorisé à statuer sur les réclamations ayant pour objet la remise ou modération des débits des receveurs de l'enregistrement et des domaines, résultant de fausses perceptions couvertes par la prescription, constatés ensuite de la vérification approfondie de leurs gestions, conformément aux ordres généraux de régie en vigueur pour cette administration.

Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au *Bulletin officiel*.

Bruxelles, le 18 juin 1831.

Signé, E. SURLET DE CHOKIER.

Par le régent,

Le ministre des finances *ad interim*,

AUG. DUVIVIER.

Reçu au ministère de la justice, le 25 juin 1831.

Le secrétaire-général,

Signé, J. VINCENT.

N^r 160. — *Besluit waerby den minister van financien bemagtigd wordt om te beschikken op de reclamatiën aengaende de debets der ontfangers van de registratie en de domeynen.*

IN NAEM VAN HET BELGISCHE VOLK,

Wy, baron SURLET DE CHOKIER, regent van België,

Herzien ons besluit van den 18 maart 1831 (*Staetsblad*, n^r 26);

Gezien de artikelen 64, 112 en 134 der staetswet;

Gezien de beraedslaging van den raed der geschillen by het bestuur der registratie en der domeynen, onder dagteekening van den 7 dezer maend, n^r 172;

Op de voordragt van den minister van financien;

Hebben besloten en besluyten:

By uytbreiding van art. 9 des besluyts van den 18 maart 1831, wordt den minister van financien bemagtigd om uyt spraek te doen op de reclamatiën hebbende tot voorwerp de kwytshelding of vermindering der debets van de ontfangers der registratie en domeynen, voortspruytende uyt verjaerde misontfangsten vastgesteld ten gevolge van het grondig onderzoek huns beheers, overeenkomstig de algemeene bevelen van bestuur die voor dit vak bestaen.

Den minister van financien wordt belast met de uytvoering van het tegenwoordig besluit, welk in het *Staetsblad* zal gedrukt worden.

Brussel, den 18 juny 1831.

Geteekend, E. SURLET DE CHOKIER.

Van wege den regent,

Den minister van financien ad-interim,

AUG. DUVIVIER.

Ontfangen in het ministerie van justitie, den 25 juny 1831.

Den secretaris-generael,

Geteekend, J. VINCENT.

(N^o 65.)

N^o 161.—*Décret relatif aux élections aux grades dans la garde civique.*

—
AU NOM DU PEUPLE BELGE ,

Le congrès national,

Vu les art. 25, 26, 27 et 28 de la loi du 31 décembre 1830, sur l'institution de la garde civique, et l'art. 5 du décret du 18 janvier 1831, sur l'organisation du premier ban;

Considérant qu'il est nécessaire de déterminer les formalités à remplir, pour procéder aux élections prescrites par lesdits articles ;

DÉCRÈTE :

PREMIÈRE SECTION.

De l'élection aux grades dans une compagnie.

Art. 1^{er}. Les gardes civiques ayant droit de concourir à l'élection des titulaires aux grades dans leur compagnie, sont convoqués, à domicile et par écrit, au moins six jours avant l'élection, par le bourgmestre de la commune où réside la compagnie.

2. Le bourgmestre, ou l'un des membres du conseil municipal ou communal désigné par lui, préside l'assemblée et en a la police : il est assisté de deux scrutateurs, qu'il choisit parmi les électeurs, et du secrétaire ou d'un employé de la secrétairerie de la commune.

3. Le bourgmestre fera connaître à l'assemblée le nombre des places d'officiers, sous-officiers et caporaux vacantes, et les noms des titulaires à remplacer.

(N^r 65.)

N^r 161. — *Wet op de kiezing tot de graeden der burgerwacht.*

IN NAEM VAN HET BELGISCHE VOLK ,

Den volksraed,

Gezien de art. 25 , 26 , 27 en 28 der wet van den 31 december 1830, op de instelling der burgerwacht en art. 5 der wet van den 18 january 1831, op de organisatie van den voorban ;

Overwegende dat het noodzakelyk is de formaliteyten te bepaelen welke moeten vervuld worden om tot de kiezingen voorgeschreven by deze artikelen overtegaen ;

BESLUYT :

EERSTE AFDEELING.

Van de kiezing tot de graeden in eene compagnie.

Art. 1. De burgerwachten geregtigd om tot de kiezing der titularissen van de graeden eener compagnie mede te dingen, worden ten huinen huize en schriftelyk opgeroepen, ten minste zes dagen voor de kiezing, door den burgmeester der gemeente waer de compagnie resideert.

2. Den burgmeester of eenen der leden van den gemeenteraed, door hem aengewezen, presideert de vergaedering en heeft het beleyd derzelve. Hy is bygestaen van twee stemopnemers, welke hy onder de kiezers aenwyst, en van den secretaris of van eenenbediende der gemeente secretary.

3. Den burgmeester zal aen de vergaedering het getal der openstaende plaetsen van officier, onder-officier en korporael, en den naem der te vervangen titularissen aenwyzzen.

4. Les élections se font par bulletin secret , en commençant par le grade le plus élevé , conformément à l'art. 25 de la loi du 31 décembre 1830.

5. On procédera séparément *pour chaque grade*. Les bulletins porteront autant de noms qu'il y a de personnes à élire dans chaque grade.

6. Le secrétaire fait l'appel nominal , par ordre alphabétique , des gardes habiles à voter. Ceux qui répondront à l'appel , déposeront leurs suffrages dans une urne placée sur le bureau.

Il sera tenu note de ceux qui auront voté.

7. Lorsque le dernier nom de la liste aura été appelé , il sera fait un second appel. Ensuite , le président déclarera le scrutin fermé.

8. Il sera procédé immédiatement au dépouillement du scrutin. Les bulletins seront comptés ; s'il s'en trouvait plus qu'il n'y avait des votans , le scrutin sera déclaré nul.

9. Il sera donné lecture des bulletins. S'il s'élève quelque doute sur leur validité , le président et les deux scrutateurs prononceront. Il en sera fait mention au procès-verbal ainsi que des motifs de la décision.

10. L'élection a lieu à la majorité absolue des suffrages.

11. Si tous les individus à élire n'ont pas été nommés au premier tour de scrutin , le bureau fait une liste des personnes qui ont obtenu le plus de voix.

Cette liste contient un nombre de noms double de celui des individus à nommer.

Les suffrages ne peuvent être donnés qu'à ces candidats.

La nomination a lieu à la pluralité des votes. Dans tous les cas de parité , le plus âgé sera préféré.

12. Les membres du bureau rédigeront , séance tenante , procès-verbal de l'élection , et en transmettront copie au chef du corps auquel l'élu appartient.

4. De kiezingen hebben plaets by geslotene en ongeteekende briefjes, beginnende met den hoogsten graed, overeenkomstig art. 25 der wet van 31 december 1830.

5. De kiezingen zullen *voor elken graed* afzonderlyk geschieden. De stembrieven zullen een getal naemen bevatten gelyk aen dat der persoonen die in elken graed te benoemen zyn.

6. Den secretaris doet, by alphabetiesche orde, de oproeping der stemgerechtigde burgerwachten. Degene die aen de oproeping zullen antwoorden, zullen hun stembiljet in eene op het bureau geplaatste bus nederleggen.

Er zal eene lyst gehouden worden van degene die zullen gestemd hebben.

7. Na de afroeping van den laetsten naem der lyst zal er eene tweede afroeping gedaen worden. Daerna zal den voorzitter de stemming gesloten verklaeren.

8. Er zal onmiddelyk tot de opneming der stemmen overgegaen worden. De stembrieven zullen geteld, en, indien er meer bevonden wierden dan het getal stemmenden, de stemming zal nietig verklaerd worden.

9. De stembrieven zullen afgelezen worden. Indien er nopens hunne deugdelykheyd twyfel opryst, den voorzitter en de twee stemopnemers zullen beslissen; en de uyt spraek met haere be weegreden zal in het proces-verbael vermeld worden.

10. De stemming heeft plaets by volstrekte meerderheyd van stemmen.

11. Indien al de personen die moeten gekozen worden het op de eerste kiesbeurt niet zyn, het bureau maekt eene lyst op van de genen die de meeste stemmen bekomen hebben.

Deze lyst bevat een getal naemen dobbel van hetgene der te vervullen plaetsen.

De stemmen mogen aen geene andere dan deze kandidaeten gegeven worden.

De benoeming geschied alsdan by meerderheyd van stemmen. Ingeval van staeking zal den oudsten de voorkeur bekomen.

12. De leden van het bureau zullen, in dezelfde zitting, het proces-verbael der kiezing opmaeken en daarvan afschrift zenden aen den overste van het korps waertoe den gekozenen behoort.

13. Après le dépouillement, les bulletins seront brûlés en présence de l'assemblée.

14. Ceux qui jouissent d'une exemption quelconque, ne peuvent prendre part à l'élection.

15. Lorsque les gardes civiques de plusieurs communes font partie d'une même compagnie, ils se réunissent pour l'élection du capitaine et du fourrier, conformément à l'art. 26 de la loi du 31 décembre 1830, dans la commune qui sera désignée, à cet effet, par la commission permanente du conseil provincial.

16. Dans le cas de l'article précédent, la commission permanente fixera le nombre et la qualité des titulaires, autres que le capitaine et le fourrier, qui devront être élus par chaque commune, en prenant pour base le nombre de gardes de chacune d'elles.

17. Les convocations mentionnées à l'art. 1^{er} sont faites par les bourgmestres des communes respectives, sur l'invitation qui leur est adressée par le bourgmestre de la commune où l'élection doit se faire.

DEUXIÈME SECTION.

De l'élection aux grades dans les bataillons et légions.

18. L'élection des chefs de bataillon et de leurs états-majors se fera dans la commune qui sera désignée par la commission permanente du conseil provincial, lorsque les officiers ayant droit de voter appartiendront à des compagnies de diverses communes.

19. L'élection des états-majors des chefs de légion se fera au chef-lieu du canton.

Lorsque les gardes du chef-lieu formeront un corps à part, l'élection pour les autres communes du canton se fera dans celle qui sera désignée par la commission permanente du conseil provincial.

20. Dans les cas prévus par les deux articles précédents, les convocations seront faites par le bourgmestre du lieu où l'élection doit se faire.

13. Na de stemopneming zullen de stembrieven , in tegenwoordigheyd der vergaeding , verbrand worden.

14. Degene die eenige hoegenaemde vrystelling genieten , zyn van alle deelneming in de kiezing uytgesloten.

15. Wanneer de burgerwacht van verscheyde gemeenten tot eene zelfde compagnie behooren , zy zullen zich voor de benoeming van den kapiteyn en den fourrier , overeenkomstig art. 26 der wet van den 31 december 1830 , vereenigen in de gemeente die daertoe door de permanente commissie uyt den provincialen raed zal aangewezen worden.

16. In het geval by 't voorgaende artikel voorzien , zal de permanente commissie het getal en de hoedanigheyd aanwyzen der titularissen , andere dan den kapiteyn en den fourrier , die door elke gemeente moeten gekozen worden , de sterkte van elke burgerwacht tot grondslag nemende.

17. De oproepingen vermeld in het eerste artikel worden gedaen door de burgemeesters der betrokkene gemeenten , op het verzoek van hunnen ambtgenoot der gemeente waer de kiezing plaets hebben moet.

TWEEDE AFDEELING.

Van de kiezing tot de graeden in de bataillons en legioenen.

18. De kiezing der bataillons-oversten en hunner stafs zal plaets hebben in de gemeente daertoe door de permanente commissie uyt den provincialen raed aangewezen , wanneer de stemgeregtigde officieren tot compagnien van onderscheydene gemeenten behooren.

19. De kiezing der stafs van de legioens-oversten zal in de hoofdplaets van het kanton plaets hebben.

Wanneer de burgerwachten der hoofdplaets een afzonderlyk korps uytmaeken , de kiezing voor de andere gemeenten der kantons zal geschieden in degene die door de permanente commissie uyt den provinciaelen raed zal aangewezen worden.

20. In de gevallen by de twee voorgaende artikelen voorzien , zullen de oproepingen gedaen worden door den burgemeester van de gemeente waer de kiezing plaets hebben moet.

21. On observera, pour le surplus, les formalités prescrites dans la section première du présent décret.

TROISIÈME SECTION.

De l'élection aux grades dans les compagnies en campagne.

22. Lorsqu'il sera nécessaire de procéder à des élections dans une compagnie mise en activité de service, et qui aura quitté le lieu de sa résidence habituelle, les fonctions attribuées aux bourgmestres seront remplies par le capitaine ou celui qui le remplacera. Les fonctions de scrutateurs seront remplies par les deux plus anciens sous-officiers, et celles de secrétaire par un garde à désigner par les trois membres du bureau.

23. Les convocations auront lieu à l'ordre. En cas d'urgence, les délais pourront être abrégés. On observera, pour le surplus, les formalités prescrites dans la première section du présent décret.

Charge le pouvoir exécutif de l'exécution du présent décret.

Bruxelles, au palais de la Nation, le 23 juin 1831.

*Le vice-président du congrès national,
Signé, RAIKEM.*

*Les secrétaires, membres du congrès national,
Signé, vicomte VILAIN XIII, LIEDTS, H. DE BROUCKERE.*

Reçu au ministère de la justice, le 25 juin 1831.

*Le secrétaire-général,
Signé, J. VINCENT.*

21. Voor het overige zullen de voorschriften der eerste afdeeling dezer tegenwoordige wet gevolgd worden.

DERDE AFDEELING.

Van de kiezing tot de graeden in de compagnien te velde.

22. Wanneer er tot kiezingen zal moeten overgegaen worden in eene compagnie die in actieven dienst is gesteld, en haere gewoone verblyf plaets verlaeten heeft, zullen de aen den burgmeester opgedraegene werkzaamheden door den kapiteyn, of dengenen die hem vervangt, vervuld worden. De bediening van stemopnemer zal vervuld worden door de twee oudste onderofficieren, en degene van secretaris door eenen garde die, door de drie leden van het bureau zal aangewezen worden.

23. De oproepingen zullen op het order plaets hebben. Ingeval van tydsdrang zullen de termynen mogen verkort worden. Voor het overige zal men de formaliteyten in acht nemen die by de eerste afdeeling dezer wet voorgeschreven zyn.

Het uytvoerend bewind wordt belast met de uytvoering van het tegenwoordige besluit.

Te Brussel, in het Volkshuys, den 23 juny 1831.

*Den onder-voorzitter van den volksraed,
Geteekend, RAIKEM.*

*De secretarissen, leden van den volksraed,
Geteekend, le vicomte VILAIN XIII, LIEDTS, H. DE BROUCKERE.*

Ontfangen in het ministerie van justitie, den 25 juny 1831.

*Den secretaris-generael,
Geteekend, J. VINCENT.*

N^o 162. — *Décret relatif à la perception des impôts pendant les six derniers mois de 1831.*

—
AU NOM DU PEUPLE BELGE ,

Le congrès national,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Ceux des impôts mentionnés dans le décret du 28 décembre dernier, n^o 39 (*Bulletin officiel*, n^o 53), qui n'ont été maintenus que pour le premier semestre du présent exercice, continueront à être perçus pendant les six derniers mois de 1831, d'après les lois qui en règlent l'assiette ou le recouvrement, sauf les modifications qui résultent de l'art. 2 du décret du 26 janvier dernier, n^o 32 (*Bulletin officiel*, n^o 9),

2. Le présent décret sera obligatoire le premier juillet prochain.

Charge le pouvoir exécutif de l'exécution du présent décret.

Bruxelles , au palais de la Nation , le 25 juin 1831.

Le vice-président du congrès national,
Signé, RAIKEM.

Les secrétaires, membres du congrès national,
Signé, le vicomte VILAIN XIII, LIEDTS, H. DE BROUCKERE.

Reçu au ministère de la justice, le 27 juin 1831.

Le secrétaire-général,
Signé, J. VINCENT.

N^o 162.—*Wet aengaende de heffing der belastingen gedurende het laetste halfjaer van 1831.*

IN NAEM VAN HET BELGISCHE VOLK,

Den volksraed,

BESLUYT :

ART. 1. Diegenen der belastingenvermeld in de wet van den 28 december laetstleden n^o 39 (*Staetsblad*, n^o 53), welke maer voor het eerste halfjaer van 1831 behouden geweest zyn, zullen gedurende de zes laetste maenden van 1831, blyven ontfangen worden volgens de wetten die daervan de grondslagen of de wyze van inning regelen, behoudens de wyzigingen die uyt het tweede artikel der wet van den 26 january laetstleden n^o 32, (*Staetsblad*, n^o 9) voortspruyten.

2. De tegenwoordige wet zal verbindend zyn den 1^{sten} july aenstaende.

Het uytvoerend bewind wordt belast met de uytvoering van de tegenwoordige wet.

Brussel, in het Volkshuys, den 25 juny 1831.

*Den onder-voorzitter van den volksraed,
Geteekend, RAIREM.*

*De secretarissen, leden van den volksraed,
Geteekend, vicomte VILAIN XIII, LIEBTS, H. DE BROUCKERE.*

Ontfangen in het ministerie van justitie, den 25 juny 1831.

*Den secretaris-generael,
Geteekend, J. VINCENT.*

(N° 66.)

N° 163. — *Décret relatif au droit d'enregistrement pour les prestations de serment des fonctionnaires publics.*

AU NOM DU PEUPLE BELGE ,

Le congrès national,

Considérant que l'exécution du décret du 5 mars 1831 (*Bulletin officiel*, n° 20), a fait naître des doutes sur les droits d'enregistrement à percevoir pour les actes de prestation du serment qu'il prescrit ;

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Les prestations de serment faites en exécution du décret du 5 mars dernier, avant ou après l'entrée en fonctions, sont assujetties au droit d'enregistrement, suivant le taux fixé par les dispositions législatives en cette matière.

2. L'exemption prononcée par l'art. 4 dudit décret ne s'applique qu'aux fonctionnaires qui exercent des fonctions gratuites dans l'intérêt de l'État, des communes, provinces et établissements publics ou qui n'en reçoivent qu'un traitement inférieur à 350 florins.

3. Néanmoins le double droit ne pourra être exigé aux termes de la loi sur l'enregistrement, qu'autant que les droits dus pour les prestations de serment n'auront pas été acquittés, dans les vingt jours à dater de la publication du présent décret.

4. Les prestations de serment des fonctionnaires non désignés dans les dispositions législatives en matière d'enregistrement, et qui jusqu'alors n'étaient pas soumises à la formalité et conséquemment au droit, continueront à en être exemptes.

(N^r 66.)

N^r 163. — *Wet aengaende het registratierecht voor de eedsafleggingen der openbaere ambtenaeren.*

IN NAEM VAN HET BELGISCHE VOLK,

Den volksraed,

Overwegende dat de uytvoering der wet van den 5 maert 1831 (*Staetsblad*, n^r 20) twyfel heeft doen ontslaen, aengaende het te ontfangene registratierecht voor de eedsafleggingen by dezelve voorgeschreven;

BESLUYT :

Art. 1. De eedsafleggingen gedaen ter uytvoering van de voorheroepene wet, voor of na de indiensttreding, zyn onderhevig aen het registratierecht bepaeld by de wetgeving op het stuk bestaende.

2. De uytzonderingen verleend by het vierde artikel van dezelfde wet strekken zich alleenlyk uyt, tot de ambtenaeren welke onbetaelde fonctien uytoefenen in het belang van den Staet, van de gemeente, van de provincien en van de openbaere gestichten of die van dezelve geene hoogere jaerwedde dan 350 guldens ontfangen.

3. Evenwel zal het dubbel regt, ingevolge de voorschriften der wet op de registratie, maer kunnen geeyscht worden voor zoo verre de verschuldigde regten voor de eedsafleggingen niet zullen betaeld geworden zyn, binnen de twintig dagen na de afkondiging van de tegenwoordige wet.

4. De eedsafleggingen der ambtenaeren niet aengewezen by de wetgeving op de registratie en die tot alsdan aen de registratie niet onderworpen waeren, zullen van dezelve vry blyven.

5. Les fonctionnaires nommés par le gouvernement de la Belgique, depuis le 25 septembre dernier, et qui lors de leur installation, ont payé le droit d'enregistrement pour prestation de serment, sont exempts de cet impôt sur la prestation du serment exigé par le décret du 5 mars.

Charge le pouvoir exécutif de l'exécution du présent décret.

Bruxelles, au palais de la Nation, le 27 juin 1831.

*Le vice-président du congrès national,
Signé, RAIKEM.*

*Les secrétaires, membres du congrès national,
Signé, le vicomte VILAIN XIII, LIEDTS, H. DE BROUCKERE.*

Reçu au ministère de la justice, le 28 juin 1831.

*Le secrétaire-général,
Signé, J. VINCENT.*

N^o 164.—*Arrêté relatif à la contribution foncière et à la part dans l'emprunt de 12 millions due pour les biens possédés ou séquestrés par l'État.*

—
AU NOM DU PEUPLE BELGE,

Nous, baron SURLET DE CHOKIER, régent de la Belgique,

Vu les lois des 13 messidor et 19 fructidor, et celle du 13 ventôse an IX ;

Considérant que la contribution foncière des biens possédés ou séquestrés par l'État a été jusqu'ici acquittée en numéraire par les receveurs du domaine aux percepteurs, de manière que l'on ne faisait que prendre d'une caisse de l'État pour verser à une autre ;

Voulant introduire, à cet égard, un mode de paiement plus simple, surtout dans les circonstances actuelles où l'administra-

5. De ambtenaeren benoemd door de regering van België, sedert den 25 september laetstleden en die, tydens hunne in-diensttreding, het registratierecht voor hunne eedsaflegging betaeld hebben, zullen van hetzelfde vry zyn voor de eedsaflegging die van hun, by de wet van den 5 maert, vereyscht is.

Het uytvoerend bewind wordt belast met de uytvoering der tegenwoordige wet.

Te Brussel, in het Volkshuys, den 27 juny 1831.

*Den onder-voorzitter van den volksraad,
Geteekend, RAIKEM.*

*De secretarissen, leden van den volksraad,
Geteekend, vicomte VILAIN XIII, LIEDTS, H. DE BROUCKERE.*

Ontfangen in het ministerie van justitie, den 28 juny 1831.

*Den secretaris-generael,
Geteekend, J. VINCENT.*

N^r 164. — *Besluit aengaende de grondlasten en het aendeel in de leening van 12 millioenen voor de goederen door den Staet bezeten of in beslag genomen.*

IN NAEM VAN HET BELGISCHE VOLK.

Wy, baron SURET DE CHOKIER, regent van België,

Gezien de wetten van den 13 messidor en 19 fructidor, en de gene van den 13 ventose IX^{de} jaer;

Overwegende dat de grondbelasting der goederen bezeten of in beslag genomen door den Staet, tot hiertoe door de ontfangers der domeynen aen de ontfangers der belastingen in geld is betaeld geworden, derwyze dat men uyt de eene kas van den Staet nam om in de andere te storten;

Te dien aanzien eene eenvoudiger wyze van betaeling wilstende invoeren, vooral in de tegenwoordige omstandigheden,

tion des domaines ne pourrait pas, peut-être, faire face à cette dépense, ni à celle résultant de l'emprunt établi par le décret du 8 avril 1831, à cause de l'insuffisance des revenus des biens possédés par l'État ou séquestrés ;

Sur la proposition du ministre des finances ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. A l'avenir la contribution foncière des biens possédés ou séquestrés par l'État, sera acquittée en certificats de possession.

2. Les receveurs des contributions directes enverront aux receveurs des domaines de la situation des biens, dans la *quinzaine* à partir du jour de la publication du rôle, les extraits particuliers pour chacune des côtes.

3. Ces extraits seront mis à la suite de ceux des matrices de rôle, relatifs aux biens imposés, certifiés par le bourgmestre de la commune.

4. Après avoir vérifié que l'État possède ou a séquestré en effet les biens imposés, et qu'ils sont imposables, comme n'étant pas compris dans les exceptions prononcées par les lois, les receveurs le certifieront à la suite des avertissemens.

5. Ces certificats vus et vérifiés par les inspecteurs de l'enregistrement et des domaines seront reçus pour comptant par les percepteurs, les agens de la banque et la trésorerie nationale.

6. La part à supporter par les domaines imposables dans l'emprunt de douze millions, établi par le décret du 8 avril 1831, sera acquittée de la même manière. On suivra le même mode pour les biens séquestrés, sauf à faire la retenue de l'emprunt et de la contribution foncière, lors de la restitution des fruits perçus de ces biens aux individus qui obtiendront la main-levée.

7. Dans le cas où les contributions ordinaires seraient à la

waerin het bestuer der domeynen misschien buyten staet zou zyn deze uytgaeve noch degene voortspruytende uyt de leening geopend by de wet van den 8 april 1831 te dragen, om reden der ontoereykendheyd der inkomsten van de goederen door den Staet bezeten of in beslag genomen;

Op de voordragt van den minister van financien;

Hebben besloten en besluuten :

Art. 1. Voortaan zal de grondbelasting van de aen den Staet behoorende of door denzelven in beslag genomene goederen betaeld worden in certificaeten van bezit.

2. De ontfangers der directe belastingen zullen aen de ontfangers der domeynen van de ligging der goederen, binnen de vyftien dagen na de afkondiging der rol, afzonderlyke uyttreksels voor elken aanslag zenden.

3. Deze uyttreksels zullen gebragt worden achter degene der belasting-leggers betreffende de belaste goederen, bevestigd door den burgmeesters der gemeente.

4. Na de zekerheyd te hebben verkregen dat den Staet inderdaed de belaste goederen in bezit of in beslag heeft, en dat dezelve wel belastbaer zyn, als in de by de wetten bepaelde uytzonderingen niet begrepen wezende, zullen de ontfangers zulks op den voet der waarschuwings- of aanslagbiljetten verklaren.

5. Deze certificaeten gezien en onderzocht door de inspecteurs der registratie en der domeynen zullen voor gereed geld aengenomen worden door de ontfangers, de agenten der bank en 's lands thesaurie.

6. Het aendeel welk door de belastbaere domeynen in de leening van twaelf miljoenen uytgeschreven by de wet van den 8 april 1831, moet gedraegen worden, zal op dezelfde wyze worden betaeld.

Dezelfde gang zal worden gevolgd ten aanzien der inbeslag genomen goederen, behoudens het bedrag der grondlasten en van het aendeel in de leening aftehouden, by de teruggave der inkomsten van die goederen aen de persoonen die de ontheffing van het beslag zullen bekomen.

7. In het geval dat de gewoone belastingen ten laste van de

charge des fermiers ou locataires, les receveurs en exigent le remboursement, et en feront recette motivée.

8. Les cents additionnels dus aux provinces, districts ou communes sur les domaines et les biens séquestrés, seront acquittés aux percepteurs des contributions, sur des mandats qui seront délivrés par le directeur de l'enregistrement et des domaines, au vu des états des côtes certifiés par ces percepteurs et par le receveur des domaines.

Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au *Bulletin officiel*.

Bruxelles, le 27 juin 1831.

Signé, E. SURLET DE CHOKIER.

Par le régent,

Le ministre des finances ad intérim,
AUG. DUVIVIER.

Reçu au ministère de la justice, le 28 juin 1831.

Le secrétaire-général,

Signé, J. VINCENT.

(N° 67.)

N° 165. — *Discours du président de la députation du congrès national chargé d'offrir la couronne de la Belgique à S. A. R. le prince LÉOPOLD DE SAXE-COBOURG.*

MONSEIGNEUR ,

La révolution belge est un fait accompli, le fait a été reconnu par les grandes puissances, qui ont proclamé l'indépendance d'une nation réunie, contre sa volonté, à une nation étrangère. Les Belges, en se constituant, ont voulu fonder au dedans les libertés

pachters zouden zyn, zullen de ontfangers daarvan de teruggave eyschen, en dezelve met de noodige aenwyzingen in ontfang stellen.

8. De opcenten op de domeynen en de inbeslaggenomene goederen aen de provincien, districten of gemeenten verschuldigd, zullen aen de ontfangers der directe belastingen betaeld worden op mandaeten afgegeven door den directeur de registratie en der domeynen, na onderzoek van de staeten van aendeelen bevestigd door deze ontfangers, en door de ontfangers der domeynen.

Den minister van financiën is belast met de uytvoering van het tegenwoordig besluit, hetwelk in het *Staetsblad* zal gedrukt worden.

Brussel, den 27 juny 1831.

Geteekend, E. SURET DE CHOKIER.

Van wege den regent,

Den minister van financiën ad interim,

AUG. DUVIVIER.

Ontfangen in het ministerie van justitie den 28 juny 1831.

Den secretaris-generael,

Geteekend, J. VINCENT.

(N^r 67.)

N^r 165. — *Aenspraek van den voorzitter der deputatie uyt den volksraed, belast om de kroon van België aen Z. K. H. den prins LEOPOLD VAN SAXEN-COBURG aentebieden.*

VORST,

De belgische omwenteling is eene volbragte daedzaak, erkend door de hooge mogendheden die de onafhangelijk hebben verklaerd van eene natië die, ondanks haer, aen eene vreemde natie vereenigd was.

conquises au prix d'une lutte courageuse, et montrer à l'Europe, par le choix du souverain destiné à garantir leur existence politique, le vif désir de concourir à la conservation de la paix générale. Désormais, rendus à eux-mêmes, invinciblement attachés à leur patrie, au gouvernement qu'elle s'est donnée, ils opposeront une barrière redoutable à quiconque attenterait à leurs droits, comme nation, et ils contribueront ainsi au maintien de l'équilibre européen.

C'est un rare et beau spectacle dans les fastes des peuples que l'accord de quatre millions d'hommes libres, déférant spontanément la couronne à un prince né loin d'eux et qu'ils ne connaissent que par ce que la renommée publiait de ses éminentes qualités. Votre Altesse Royale est digne de cet appel, digne de répondre à cette marque de confiance. Le bonheur de la Belgique, et peut-être la paix de l'Europe entière, sont actuellement dans ses mains! Pour prix d'une noble résolution, Prince, nous ne craignons pas de vous promettre de la gloire, les bénédictions d'un bon et loyal peuple toujours attaché à ses chefs, tant qu'ils ont respecté ses droits, et enfin une mémoire chère à la postérité la plus reculée. Ceux d'entre les Belges qui depuis quelque temps ont eu l'avantage d'approcher de la personne de Votre Altesse Royale et d'apprécier les vues éclairées et la fermeté de son ame, ont osé penser qu'un prince doué de facultés si hautes saurait franchir tous les obstacles, s'il en rencontrait, pour accomplir ses grandes destinées!

Au nom et d'après les ordres du congrès national, la députation belge a l'honneur de remettre à Votre Altesse Royale l'acte solennel du 4 du présent mois, qui l'appelle au trône de la Belgique.

Le président du congrès et de la députation belge,
Signé, E. C. DE GERLACHE.

By de vestiging van hunnen staet, hebben de Belgen van binnen zich het genot der vryheden, ten koste van eenen moedigen stryd verkregen, willen verzekeren, en aen Europa, in de keuze van eenen vorst geroepen om hun politiek bestaen te waerborgen, hunne levendige begeerte om tot de bewaering der algemeene vrede medetehelpen willen blykbaar maeken. Voortaan onafhangelijk, onweestaenbaar aen hun vaderland gehecht, aen de hooge regering die het zich gegeven heeft, zullen zy eene onwrikbaere grenspael tegenstellen aen al wie op hunne regten als natië zou willen inbreuk doen, en zy zullen aldus tot het behoud van Europa's evenwigt medewerken.

De eenstemmigheyd van een vry volk van vier millioenen, uyt eygen beweging hunne kroon opdraegende aen eenen vorst in verafgewyderde streken geboren en die zy niet anders kenden dan door hetgeen de faem van zyne uytchynende hoedanigheden verkondigde, die eenstemmigheyd is zeker in de geschiedboeken der volkeren een zeldzaam en voortreffelyk schouwspel. Uwe Koninglyke Hoogheyd is die uytdaeging weerdig, weerdig aen zulk een bewys van vertrouwen te antwoorden. Het geluk van België, en misschien de vrede van gansch Europa, zyn tegenwoordig in zyne handen. Tot prys van een edel besluit, Vorst, vreezen wy niet u glorië, de zegeningen van een goed en trouw volk altoos aen zyne oversten gehecht, zoo lang zy zyne regten eerbiedigen, en eyndelyk eene aen de jongste nakomelinschap dierbaere geheugenis te beloven. Degene onder de Belgen aen wie, sedert eenigen tyd, het voordeel te beurt gevallen is den persoon van uwe Koninglyke Hoogheyd te naederen, en haer verlichte oordeel, mitsgaders haere zielskracht te erkennen, hebben durven de hope voeden dat eenen Vorst met zoo veele voortreffelykheden begaefd, al de hinderpaelen, die zich mogten voordoen, zou met den voet treden, om zyne hooge bestemming te volbrengen.

In naem en volgens de bevelen van den volksraed, heeft het belgische gezantschap de eer aen uwe Koninklyke Hoogheyd te behandigen de plegtige akte van den 4 dezer maend, die haer tot den troon van België roept.

*Den voorzitter van den volksraed en van het belgische gezantschap,
Geteekend, E. C. DE GERLACHE.*

N^o 166. — *Réponse de S. A. R. le prince de SAXE-COBOURG.*

MESSIEURS ,

Je suis profondément sensible au vœu dont le congrès belge vous a constitués les interprètes.

Cette marque de confiance m'est d'autant plus flatteuse qu'elle n'avait pas été recherchée par moi.

Les destinées humaines n'offrent pas de tâche plus noble et plus utile que celle d'être appelé à maintenir l'indépendance d'une nation , et à consolider ses libertés.

Une mission d'une aussi haute importance peut seule me décider à sortir d'une position indépendante , et à me séparer d'un pays auquel j'ai été attaché par les liens et les souvenirs les plus sacrés , et qui m'a donné tant de témoignages de bienveillance et de sympathie.

J'accepte donc , messieurs , l'offre que vous me faites , bien entendu que ce sera au congrès des représentans de la nation à adopter les mesures qui seules peuvent constituer le nouvel État , et par là lui assurer la reconnaissance des États européens.

Ce n'est qu'ainsi que le congrès me donnera la faculté de me dévouer tout entier à la Belgique , et de consacrer à son bien-être et à sa prospérité , les relations que j'ai formées dans les pays dont l'amitié lui est essentielle , et de lui assurer , autant qu'il dépendra de mon concours , une existence indépendante et heureuse.

Marlborough-House , le 26 juin 1831.

LÉOPOLD.

N^r 166. — *Antwoord van Z. K. H. den prins van
SAXEN-COBURG.*

MYNE HEEREN ,

Ik ben ten diepste bewogen over den wensch waervan den belgischen volksraed u de tolken gemaekt heeft.

Dit bewys van vertrouwen is my te vleyender, daer ik hetzelfde niet bejaegd had.

De menschelyke lotgevallen bieden geene edelere en nuttigere taek dan degene geroepen te zyn om tot de handhaving der onafhankelykheyd van eene natië medetewerken en haere vryheden te vestigen. Eene taek, eenen roep van zoo hoog gewigt kan alleen my bewegen om uyt eene onafhankelyke levens-baen te treden, en my te scheyden van een land aen hetwelk ik door de gewydste banden en geheugenissen gehecht ben geweest, en welk my zoo veele blyken van welwillendheyd en toegenegenheyd gegeven heeft.

Ik aenveër dan, myne heeren, de aanbieding my door u gedaen, wel verstaende dat het aen den volksraed zal behouden blyven de maetregelen te nemen die alleen den nieuwen staet kunnen vestigen, en alzoo denzelven de erkenning der europische staeten verzekeren.

Het is maer op die wyze dat den volksraed my het vermogen zal verschaffen, my geheel aen België te wyden, en tot zyn welzyn en voorspoed te doen strekken de betrekkingen die ik gemaekt heb in de landen wier vriendschap België noodzaakelyk is, en aen dit land, zoo veel het van my afhangen zal, een onafhankelyk en voorspoedig bestaen te waerborgen.

Marlborough-House, den 26 juny 1831.

LEOPOLD.

N^o 167. — *Lettre de S. A. R. le prince de SAXE-COBOURG à M. le régent de la Belgique.*

MONSIEUR LE RÉGENT,

C'est avec une sincère satisfaction que j'ai reçu la lettre que vous m'avez écrite datée du 6 juin. Les circonstances qui ont retardé ma réponse, vous sont trop bien connues pour avoir besoin d'une explication.

Quel que soit le résultat des événemens politiques relativement à moi-même, la confiance flatteuse que vous avez placée en moi, m'a imposé le devoir de faire tous les efforts qu'il a été en mon pouvoir, pour contribuer à mener à une fin heureuse une négociation d'une si grande importance, pour l'existence de la Belgique et peut-être pour la paix de l'Europe.

La forme de mon acceptation ne me permettant pas d'entrer dans les détails, je dois ici ajouter quelques explications. Aussitôt que le congrès aura adopté les articles que la conférence de Londres lui propose, je considérerai les difficultés comme levées pour moi, et je pourrai me rendre immédiatement en Belgique.

Actuellement, le congrès pourra d'un coup-d'œil embrasser la position des affaires. Puisse sa décision compléter l'indépendance de sa patrie, et par là me fournir les moyens de contribuer à sa prospérité avec le dévouement le plus vrai.

M. le régent, veuillez agréer l'expression de mes sentimens distingués.

Londres, le 26 juin 1831.

LÉOPOLD.

Reçu au ministère de la justice, le 29 juin 1831.

Le secrétaire-général,
Signé, J. VINCENT.

N^r 167. — *Brief van Z. K. H. den prins van SAXEN-COBURG aen den regent van België.*

HEER REGENT,

Het is met een opregt genoegen dat ik den brief, my door u onder dagteekening van den 6 juny geschreven, ontfangen heb. De omstandigheden die myn antwoord vertraegd hebben zyn u te wel bekend, dan dat ik deswege in uytbreiding zou behoeven te treden.

Welk ook de uytkomst der staetsgebeurtenissen ten mynen aanzien moge wezen, het vleyende vertrouwen welk gy in my gesteld hebt, heeft my den pligt opgeleyd al wat in myn vermoegen was te bewerkstelligen om tot goede eynde te brengen, eene verhandeling van zoo hoog belang voor het bestaen van België en mogelyk voor de vrede van Europa.

Den vorm myner aenveerding my niet toelaetende tot de omstandigheden neder te komen, ik moet hier eenige uytleggingen byvoegen. Zoodra den volksraed de artikels, door de te Londen vergaederde vertegenwoordigers der mogendheden voorgedraegen, zal hebben aengenomen, ik zal voor my alle hinderpaelen opgeheven achten, en ik zal my onmiddelyk in België kunnen begeven.

Den volksraed zal nu met eenen oogslag de geheele gesteldheid der zaeken kunnen omvangen. Moge zyne beslissing de onafhankelykheyd van zyn vaderland voltooyen, en alzoo my in staet stellen, met de opregtste gehechtheyd, tot deszelfs voorspoed mede te werken.

Wil aennemen, heer Regent, de uytdrukking myner onderscheydenste gevoelens.

Londen, 26 juny 1831.

LEOPOLD.

Ontfangen in het ministerie van justitie, den 29 juny 1831.

*Den secretaris-generael,
Geteekend, J. VINCENT.*

(N° 68.)

N° 168. — *Décret qui modifie les droits d'entrée et de sortie sur les houilles.*

—
AU NOM DU PEUPLE BELGE ,

Le congrès national ,

Considérant que , pour parvenir à un système de réciprocité plus étendu en matière de douanes entre la Belgique et la France , il importe de réduire dès-à-présent le droit existant sur l'importation de la houille française en Belgique au taux de fl. 1.56 centièmes (3 fr. 30 c.) par 1000 kilogrammes , auquel la houille belge peut être introduite en France par les routes , canaux et rivières du département du Nord , et sauf à prendre ultérieurement telle autre disposition que la réduction ou la suppression dudit droit d'entrée en France pourra rendre utile ;

Considérant que le droit de 10 cents imposé à la sortie des houilles belges est nuisible au commerce de la Belgique ;

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Par dérogation à la loi du 26 août 1822 , réglant le tarif des douanes pour le ci-devant royaume des Pays-Bas , la houille française ne paiera à son entrée en Belgique qu'un droit de 1 fl. 56 centièmes (3 fr. 30 c.) , en principal et additionnel par 1000 livres (kilog.).

a. Le droit de 10 cents par 1000 livres (kilog.) imposé à la sortie des houilles indigènes est aboli sur tous les points des frontières belges.

(N^r 68.)

N^r 168. — *Wet houdende wyziging der regten van in- en uytvoer op de steenkolen.*

IN NAEM VAN HET BELGISCHE VOLK,

Den volksraed,

Overwegende dat om, in zake van in- en uytgaende regten, tusschen België en Frankryk, tot een uytgebreyder stelsel van wederkeerigheyd te geraeken, het noodig is van nu af het bestaende regt op den invoer der fransche steenkolen te verminderen tot hetgeen van 1 gl. 56 (3 franken 30 centimen), per 1000 kilogrammen, mits welk de belgische steenkolen door de wegen, vaerten en rivieren van het departement van 't Noorden in Frankryk mogen gebragt worden, en behoudens nader zulke andere schikking te nemen als de vermindering of de afschaffing van dat regt in Frankryk zal kunnen noodig maeken;

Overwegende dat het uytgaende regt van 10 centen, waarmede den uytvoer der belgische steenkolen belast is, aen den koophandel van België nadeel doet;

BESLUYT :

Art. 1. By afwyking van de wet van 26 augustus 1822, houdende vaststelling der in- en uytgaende regten voor het gewezene koningryk der Nederlanden, zullen de fransche steenkolen, by den invoer derzelve in België; geen hooger regt dan 1 gl. 56 centen (3 fr. 30 c^{en}) in hoofdsom en opcenten, per 1000 ponden (kilogrammen) betalen.

2. Het regt van 10 centen per 1000 ponden (kilogrammen), die tegenwoordig voor den uytvoer der inlandsche steenkolen betaeld wordt, zal op al de belgische grenzen afgeschafft zyn.

S. IV. T. III.

Charge le pouvoir exécutif de l'exécution du présent décret.

Bruxelles, au palais de la Nation, le 29 juin 1831.

*Le vice-président du congrès national,
Signé, RAIKEM.*

*Les secrétaires, membres du congrès national,
Signé, vicomte VILAIN XIII, NOTHOMB, LIEDTS.*

Reçu au ministère de la justice, le 30 juin 1831.

*Le secrétaire-général,
Signé, J. VINCENT.*

N^o 169. — *Décret relatif à l'autorité exercée par les états provinciaux et les députations permanentes qui les représentent.*

—
AU NOM DU PEUPLE BELGE,

Le congrès national,

Vu l'art. 137 de la constitution, qui abolit la loi fondamentale du 24 août 1815, ainsi que les statuts provinciaux et locaux, et conserve néanmoins aux autorités provinciales et locales leurs attributions jusqu'à ce que la loi y ait autrement pourvu ;

Considérant que les assemblées des états provinciaux, par la sortie du tiers de leurs membres qui doit avoir lieu cette année, aux termes de l'art. 11 du règlement pour la formation desdits états, se trouveront nécessairement incomplètes, les élections pour le renouvellement de ce tiers n'ayant pu avoir lieu en vertu de réglemens abolis ;

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Il n'y aura pas d'assemblées des états provinciaux le premier mardi de juillet, pour la session ordinaire de 1831.

Het uytvoerend bewind wordt belast met de uytvoering van de tegenwoordige wet.

Te Brussel, in het Volkshuys, den 29 juny 1831.

*Den onder-voorzitter van den volksraed,
Geteekend, RAIKEM.*

*De secretarissen, leden van den volksraed,
Geteekend, vicomte VILAIN XIII, NOTHOMB, LIEDTS.*

Ontfangen in het ministerie van justitie, den 30 juny 1831.

*Den secretaris-generael,
Geteekend, J. VINCENT.*

N^o 169. — *Wet nopens het gezag uytgeoeffend door de provinciale staeten en de permanente deputatien die dezelve vertegenwoordigen.*

IN NAEM VAN HET BELGISCHE VOLK,

Den volksraed,

Gezien artikel 137 der belgische staetswet die de grondwet van den 24 augustus 1815, gelykmede de provinciale en plaetselyke reglementen van bestuer afschaft, en evenwel de provinciale en plaetselyke overheden in hunne bevoegdheden bevestigt, tot dat de wet er in anders voorzien hebbe ;

Overwegende dat de vergaederingen der provinciaele staeten, ten gevolge der aftreding van een derde haerer leden, welke overeenkomstig artikel 11 van het reglement op de zamenstelling dier staeten dit jaer plaets hebben moet, zich onvermydelyk onvolledig zullen bevinden, dewyl tot de kiezingen ter vervanging van het aftredende derde, uyt krachte van afgeschafte reglementen, niet is kunnen overgegaen worden ;

BESLUYT :

Art. 1. Er zal geene vergaeding der provinciale staeten gehouden worden den eersten deynsdag van july, voor de gewoone byeenkomst van 1831.

2. Les affaires qui devaient être soumises à ces assemblées seront renvoyées au conseil provincial qui les remplacera.

3. Les députations permanentes des états, et les autorités qui, dans quelques provinces, remplacent ces mêmes députations, resteront composées comme elles le sont actuellement, et continueront leurs fonctions jusqu'à leur remplacement par les conseils provinciaux.

4. Le présent décret sera obligatoire le deuxième jour après celui de sa date.

Charge le pouvoir exécutif de l'exécution du présent décret.

Bruxelles, au palais de la Nation, le 30 juin 1831.

*Le vice-président du congrès national,
Signé, RAÏKEM.*

*Les secrétaires, membres du congrès national,
Signé, le vicomte VILAIN XIII, LIEDTS, H. DE BROUCKERE.*

Reçu au ministère de la justice, le 1^{er} juillet 1831.

*Le secrétaire-général,
Signé, J. VICKERT.*

(N^o 69.)

N^o 170. — *Arrêté relatif au paiement du traitement des fonctionnaires ou employés des administrations civiles et de l'ordre judiciaire.*

AU NOM DU PEUPLE BELGE,

NOUS, baron SURLET DE CHOKIER, régent de la Belgique,

Vu les arrêtés du 14 mars 1816, n^o 88, et 2 avril 1828, n^o 40;

2. De zaken die aen dese vergaederingen moesten onderworpen worden zullen aen den provincialen raed, die dezelve vervangen zal, verzonden worden.

3. De permanente deputatien der staeten en de overheden die, in sommige provincien, haere plaets vervullen, zullen zamengesteld blyven gelyk zy het tegenwoordig zyn, en zullen hunne functien blyven uytoefenen, tot haere vervanging door de provinciale raeden.

4. De tegenwoordige wet zal uytvoerbaer zyn twee dagen na haere dagteekening.

Het uytvoerend bewind wordt belast met de uytvoering van de tegenwoordige wet.

Te Brussel, in het Volkshuys, den 30 juny 1831.

*Den onder-voorzitter van den volksraed,
Geteekend, RAÏEM.*

*De secretarissen, leden van den volksraed,
Geteekend, vicomte VILAIN XIII, LIEBTS, H. DE BROUCKERE.*

Ontfangen in het ministerie van justitie, den 1^{sten} july 1831.

*Den secretaris-generaal,
Geteekend, J. VINCENT.*

(N^r 69.)

N^r 170 — *Besluit nopens de betaeling van de jaerwedde der ambtenaeren of bedienden van de burgerlyke administratie en der regterlyke orde.*

IN NAAM VAN HET BELGISCHE VOLK,

Wy, baron SURLET DE CHOKIER, regent van België,

Gezien de besluuten van den 14 maert 1816, n^r 88, en 2 april 1828, n^r 40;

Vu les art. 73 et suivans du règlement sur la comptabilité, du 14 juin 1819;

Considérant que, dans les circonstances actuelles, il est utile, pour le bien du service en général, de modifier les dispositions actuellement existantes sur la fixation de l'époque à laquelle les fonctionnaires et employés des administrations civiles et de l'ordre judiciaire, entrent en jouissance du traitement attaché à la place qui leur est confiée;

Considérant, en outre, que ces dispositions n'étant pas assez généralement connues, ont donné lieu à de fréquentes réclamations; et voulant faire cesser cet inconvénient;

Sur le rapport du ministre des finances ad intérim,

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. A dater du premier juillet prochain, les fonctionnaires et employés qui seront nommés à des places dans les administrations civiles ou de l'ordre judiciaire, jouiront de leur traitement à compter du mois qui suit immédiatement celui pendant lequel ils sont entrés en fonctions.

2. Les fonctionnaires ou employés prénommés qui, après le premier juillet prochain, obtiendraient un changement ou une promotion, continueront à être payés, pour le mois pendant lequel le changement ou la promotion a eu lieu, sur le pied du traitement dont ils ont joui jusque-là, et ils n'auront droit au traitement attaché à la place qui leur a été récemment confiée, qu'à dater du premier du mois qui suit immédiatement celui où ils sont entrés dans leurs nouvelles fonctions.

Il en sera de même à l'égard d'une augmentation de traitement, dont la jouissance ne commencera à courir qu'à dater du premier du mois après celui pendant lequel cette augmentation a été accordée.

3. Le traitement des fonctionnaires et employés des administrations civiles ou de l'ordre judiciaire, supporté par le trésor public et acquitté jusqu'ici par trimestre sur ordonnances partielles ou collectives, continuera à être payé sur le même pied et de la même manière.

4. A partir du premier juillet prochain, les fonctionnaires ou

Gezien de art. 73 en volgende van het reglement op de comptabiliteyt, van den 14 juny 1819;

Overwegende dat, in de tegenwoordige omstandigheden, het voor 't welzyn van den dienst in het algemeen nuttig is de bestaende schikkingen te wyzigen, aengaende de bepaeling van het tydstop waerop de ambtenaeren en bedienden der burgerlyke administratiën en der regtelyke orde in het genot treden van de jaerwedde aen het door hun bediende ambt verbonden;

Overwegende daerenboven dat deze schikkingen niet algemeen genoeg bekend zynde, tot veelvuldige bezwaeren hebben aenleiding gegeven; en deze zwaerigheyd willende doen ophouden;

Op het verslag van den minister van financiën *ad intérim*;

Hebben besloten en besluften :

Art. 1. Te rekenen van den 1^{sten} july aenstaende, zullen de ambtenaeren en bedienden in eenige burgerlyke administratie of in de regterlyke orde benoemd wordende, hunne jaerwedde genieten te rekenen van de maend onmiddelyk volgende na degene hunner indiensttreding.

2. De voornoemde ambtenaeren of bedienden, na den 1^{sten} july aenstaende, eenige plaatsverandering of verhooging bekommende, zullen, voor de maend gedurende den loop van welke de verandering of verhooging plaats gehad heeft, betaeld blyven op den voet van de jaerwedde welke zy tot daertoe genoten hebben; en zy zullen op de jaerwedde aen de, hun nieuwelyks opgedraegene, bediening verbonden eerst regt hebben, te rekenen van den eersten dag der maend onmiddelyk volgende degene hunner indiensttreding in het nieuwe ambt.

Dezelfde bepaeling zal toegepast worden op de verhoogingen van jaerwedde, waervan het genot maer zal ingaen met den eersten dag der maend na degene gedurende welke deze verhooging is verleend geworden.

3. De jaerwedde der ambtenaeren en bedienden der burgerlyke administratiën of der regterlyke orde, ten laste van 's ryks kas tot hiertoe by kwartael en op afzonderlyke of gezamenlyke ordonnantiën betaeld wordende, zal het op denzelfden voet en wyze blyven.

4. Te rekenen van den 1^{sten} july aenstaende zullen de open-

employés publics dans la partie civile ou judiciaire, en cas de démission, et leurs héritiers ou ayant-droit, en cas de décès, n'auront droit au paiement du traitement que pour le mois entier pendant lequel la démission ou le décès a eu lieu.

5. Les ministres et autres chefs des départemens d'administration générale auront égard aux dispositions qui précèdent, lors des présentations qu'ils feront pour la nomination de fonctionnaires ou d'employés, ou pour l'augmentation de leur traitement.

Ils y auront égard également, lors de la formation des états collectifs pour traitement trimestriel, et y feront figurer sur des lignes distinctes, chacun pour le nombre de mois de traitement auquel il aurait droit, le nom des divers fonctionnaires ou employés qui se seraient succédés dans une même place, pendant le trimestre pour lequel l'état collectif est formé.

La même distinction devra être faite sur l'état collectif, lorsque le montant du traitement d'un fonctionnaire ou employé aurait été augmenté ou diminué pendant le courant du trimestre.

6. Toutes dispositions contraires à celles contenues dans le présent arrêté sont rapportées.

Les ministres et autres chefs d'administration générale sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au *Bulletin officiel*.

Bruxelles, le 30 juin 1831.

Signé, E. SURET DE CHOKIER.

Par le régent,

Le ministre des finances ad intérim,
AUG. DUVIVIER.

Reçu au ministère de la justice, le 4 juillet 1831.

Le secrétaire-général,
Signé, J. VINCENT.

baere ambtenaeren of bedienden in de administratieve of de regterlyke orde, in geval van demissie, en hunne erfgenaemen of regthebbenden, ingeval van overlyden, maer op de jaerwedde regt hebben voor de geheele maend gedurende welke de demissie of het overlyden is ingevallen.

5. De ministers en andere hoofden van algemeen bestuer zullen de voorenstaende schikkingen in acht nemen, by de voordragten tot benoeming van eenige ambtenaeren of bedienden, of voor de verhooging hunner jaerwedde.

Zy zullen dezelve gelykelyk in acht nemen by de opmaeking der collectieve staeten van kwartaelsche jaerwedden en zullen op dezelve afzonderlyk doen voorkomen, ieder voor het getal maenden waerop hy regt heeft, den naem van de onderscheydene ambtenaeren of bedienden die malkaer in eene en dezelfde plaets, gedurende het kwartael waervoor den staet is opgemaakt, zouden opgevolgd hebben.

Dezelfde onderscheyding zal op den collectieven staet moeten gedaen worden, wanneer het bedrag der jaerwedde van eenen ambtenaer of bediende, gedurende den loop van het kwartael, zou verhoogd of verminderd geworden zyn.

6. Alle schikkingen strydig met degene van het tegenwoordig besluit worden afgeschaft.

De ministers en andere hoofden van algemeen bestuer worden, elk in den hunnen, belast met de uytvoering van het tegenwoordig besluit, hetwelk in het *Staetsblad* zal gedrukt worden.

Brussel, den 30 juny 1831.

Geteekend, E. SURLET DE CHOKIER.

Van wege den regent,

Den minister van financiën ad intérim,

AUG. DUVIVIER.

Ontfangen in het ministerie van justitie, den 4 july 1831.

Den secretaris-generael,

Geteekend, J. VINCENT.

N^o 171. — *Jugemens en matière d'absence.*

A. Par jugement en date du 10 juin 1831, rendu à la requête d'*Anne-Catherine Joris* et consorts, le tribunal de 1^{re} instance séant à Anvers a déclaré l'absence de *Pierre-François Joris*, natif de Berchem, et envoyé les requérans en possession provisoire des biens dudit absent.

B. Par jugement du 27 mai 1831, rendu à la requête de *Pierre Lepoutre*, huissier à Ypres, le tribunal de 1^{re} instance séant en cette ville a déclaré l'absence de *Basile-Eugène Ghysselen*, ayant eu son dernier domicile à Dickebusch.

C. Par jugement du même tribunal, en date du 3 juin 1831, rendu à la requête de *Philippe-Jacques Van der Meersch*, cultivateur à Langhemark, il a été ordonné une enquête à l'effet de constater l'absence de *Joseph-Louis Van der Meersch*, ayant eu son dernier domicile à Zonnebeke, et dont on n'a pas reçu de nouvelles depuis 1813.

Publié le 4 juillet 1831.

Le secrétaire-général du ministère de la justice,
Signé, J. VINCENT.

N^r 171. — *Vonnissen in zaake van afwezigheyd.*

A. By vonnis van den 10 juny 1831, uytgesproken ten verzoeke van *Anna-Catharina Joris* en anderen, heeft de regtbank van eersten aenleg zittende te Antwerpen de afwezigheyd verklaerd van *Pieter-Francis Joris*, gebortig van Berchem, en de verzoekers tydelyk in bezit gezonden van de goederen door den voornoemden afwezigen nagelaten.

B. By vonnis van den 27 mey 1831, uytgesproken ten verzoeke van *Pieter Lepoutre*, deurwaerder te Yperen, heeft de burgerlyke regtbank van eersten aenleg binnen die stad de afwezigheyd verklaerd van *Bazile-Eugeen Ghyselen*, die zyne laetste woonplaets gehad heeft te Dickebusch.

C. By vonnis van dezelfde regtbank, van den 3 juny 1831, uytgesproken ten verzoeke van *Philip-Jacob Van der Meersch*; landman te Langhemarck, is er een onderzoek bevolen geworden om de afwezigheyd vaststellen van *Joseph-Lodewyk Van der Meersch*, die zyne laetste woonplaets gehad heeft te Zonnebeke, en van wien men sedert 1813 geen tydingen ontfangen heeft.

Uytgegeven den 4 july 1831.

*Den secretaris-generaal by het ministerie van justitie,
Geteekend, J. VINCENT.*

(N° 70.)

N° 172. — *Arrêté qui nomme un ministre des finances par intérim.*

AU NOM DU PEUPLE BELGE,

Nous, baron SURLET DE CHOKIER, régent de la Belgique,

Vu la démission donnée par M. Ch. De Brouckere, le 30 mai 1831, de ses fonctions de ministre des finances;

Le conseil des ministres entendu;

Avons arrêté et arrêtons :

M. Duvivier, administrateur des contributions directes, douanes et accises, est chargé par *intérim* du porte-feuille des finances, en remplacement de M. Ch. De Brouckers.

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 30 mai 1831.

Signé, E. SURLET DE CHOKIER.

Par le régent,

Le ministre de l'intérieur,
E. DE SAUVAGE.

N° 173. — *Décret qui adopte les préliminaires du traité de paix entre la Belgique et la Hollande.*

AU NOM DU PEUPLE BELGE,

Le congrès national,

DÉCRÈTE :

Article unique. Le congrès adopte les dix-huit articles suivants qui forment les préliminaires du traité de paix entre la Belgique et la Hollande.

(N^r 70.)

N^r 172. — *Besluit houdende benoeming van eenen minister van financiën ad intérim.*

IN NAEM VAN HET BELGISCHE VOLK,

Wy, baron SURET DE CHOKIER, regent van België,

Gezien de demissie van den heer Ch. De Brouckere, van den 30 mey 1831, zyns ampts van minister van financiën ;

Den raed van ministers gehoord ;

Hebben besloten en besluuten :

Den heer Duvivier, administrateur der directe belastingen, in- en uytgaende regten en accysen, wordt benoemd tot minister *ad intérim* der financiën, ter vervanging van den heer Ch. De Brouckere.

Den minister van binnenlandsche zaeken wordt belast met de uytvoering van het tegenwoordig besluit.

Brussel, den 30 mey 1831.

Geteekend, E. SURET DE CHOKIER.

Van wege den regent,

Den minister van binnenlandsche zaeken,

E. DE SAUVAGE.

N^r 173. — *Wet aennemende de voorafgaende schikkingen van het vredeverbond tusschen België en Holland.*

IN NAEM VAN HET BELGISCHE VOLK,

Den volksraed,

BESLUYT :

Eenige bepaeling. Den volksraed neemt de volgende achttien artikelen aen, wezende de voorafgaende schikkingen van het vredeverbond tusschen België en Holland.

Préliminaires du traité de paix entre la Belgique et la Hollande.

Art. 1^{er}. Les limites de la Hollande comprendront tous les territoires, places, villes et lieux qui appartenaient à la ci-devant république des Provinces-Unies des Pays-Bas, en l'année 1790.

2. La Belgique sera formée de tout le reste des territoires, qui avaient reçu la dénomination de : Royaume des Pays-Bas, dans les traités de 1815.

3. Les cinq puissances emploieront leurs bons offices pour que le *statu quo* dans le Grand-Duché de Luxembourg soit maintenu pendant le cours de la négociation séparée, que le souverain de la Belgique ouvrira, avec le roi des Pays-Bas et avec la Confédération germanique, au sujet dudit Grand-Duché, négociation distincte de la question des limites entre la Hollande et la Belgique.

Il est entendu que la forteresse du Luxembourg conservera les libres communications avec l'Allemagne.

4. S'il est constaté que la république des Provinces-Unies des Pays-Bas n'exerçait pas exclusivement la souveraineté dans la ville de Maestricht en 1790, il sera avisé, par les deux parties, aux moyens de s'entendre à cet égard sur un arrangement convenable.

5. Comme il résulterait des bases posées dans les art. 1 et 2 que la Hollande et la Belgique posséderaient des enclaves sur leurs territoires respectifs, il sera fait à l'amiable, entre la Hollande et la Belgique, les échanges qui pourraient être jugés d'une convenance réciproque.

6. L'évacuation réciproque des territoires, villes et places, aura lieu indépendamment des arrangemens relatifs aux échanges.

7. Il est entendu que les dispositions des art. 108 jusqu'à 117

*Voorafgaende schikkingen van het vredeverbond tusschen
België en Holland.*

Art. 1. De grenzen van Holland zullen bevatten al de gronden, steden en plaetsen die, in het jaer 1790, aen het gewezene gemeenebest der vereenigde nederlandsche provincien toebehoorden.

2. België zal zamengesteld zyn uyt al de overige gronden, steden en plaetsen die, in de tractaeten van 1815, de benaeming van : kóningryk der Nederlanden ontfangen hadden.

3. De vyf mogendheden zullen haere welwillende tusschenkomst leenen, opdat den tegenwoordigen stand van zaeken in het Groot-Hertogdom Luxemburg behouden blyve, gedurende den loop der afzonderlyke verhandeling, welke den souvereyn van België, met den koning der Nederlanden en met het Duytsch Verbond, ten aenzien van dat Groot-Hertogdom zal openen, verhandeling geheel onderscheyden van de vraegpunten aengaende de grensscheyding van België en Holland.

Er wordt opzettelyk hier onder verstaen dat de vesting Luxemburg haere vrye communicatien met Duytschland zal blyven behouden.

4. Indien het vastgesteld wordt dat het gemeenebest der vereenigde nederlandsche provincien, ten jaere 1790, in de stad Maestricht het vorstelyk regtsgebied niet uytsluytelyk uytoefende, er zullen, door de beyde partyen, middelen betracht worden om dienaengaende eene behooryke overeenkomst te maeken.

5. Dewyl uyt de grondslagen aengenomen by de art. 1 en 2 zou voortvloeyen dat België en Holland op hunne wederzydsche gebieden omslotene gronden (enclaves) zouden bezitten, zoo zullen inderminne, tusschen de beyde landen, de ruylingen worden gedaen, die hun wederzyds zouden kunnen gevallen.

6. De wederzydsche ruyming der grondgebieden, steden en plaetsen zal verrigt worden onafhankelyk van de verhandelingen nopens de ruylingen.

7. Er wordt bepaeld dat de schikkingen der art. 108 tot en

inclusivement de l'acte général du congrès de Vienne, relatives à la libre navigation des fleuves et rivières navigables, seront appliquées aux fleuves et aux rivières qui traversent le territoire hollandais et le territoire belge.

La mise à exécution de ces dispositions sera réglée dans le plus bref délai possible.

La participation de la Belgique à la navigation du Rhin, par les eaux intérieures entre ce fleuve et l'Escant, formera l'objet d'une négociation séparée entre les parties intéressées, à laquelle les cinq puissances prêteront leurs bons offices.

L'usage des canaux de Gand à Terneuse, et du Zuid-Willemsvaart, construit pendant l'existence du royaume des Pays-Bas, sera commun aux habitans des deux pays. Il sera arrêté un règlement sur cet objet.

L'écoulement des eaux des Flandres sera réglé de la manière la plus convenable, afin de prévenir les inondations.

8. En exécution des art. 1 et 2 qui précèdent, des commissaires démarcateurs hollandais et belges se réuniront, dans le plus bref délai possible, en la ville de Maestricht, et procéderont à la démarcation des limites qui doivent séparer la Hollande et la Belgique, conformément aux principes établis à cet effet dans les art. 1 et 2.

Ces mêmes commissaires s'occuperont des échanges à faire par les pouvoirs compétens des deux pays, par suite de l'art. 5.

9. La Belgique, dans ses limites telles qu'elles seront tracées conformément aux principes posés dans les présens préliminaires, formera un état perpétuellement neutre. Les cinq puissances, sans vouloir s'immiscer dans le régime intérieur de la Belgique, lui garantissent cette neutralité perpétuelle, ainsi que l'intégrité et l'inviolabilité de son territoire dans les limites mentionnées au présent article.

10. Par une juste réciprocité, la Belgique sera tenue d'obser-

met 17 van het algemeene tractaet van Wenen, aengaende de vrye bevaering der bevaerbaere rivieren en zeeboezemen, zullen toepasselyk zyn op de rivieren en zeeboezemen die het hollandsche en het belgische grondgebied dwarschen.

De tenuytvoerstelling dezer voorwaerden zal binnen den kortstmogelyksten tyd geregeld worden.

De deelneming van België in de bevaering van den Rbyn, door de inlandsche wateren tusschen den Rbyn en de Schelde, zal het voorwerp maeken van eene afzonderlyke verhandeling, tusschen de belanghebbende partyen, voor welke de vyf mogendheden haere welwillende tusschenkomst zullen leenen.

Het gebruyk van de vaert van Gent naer Terneusen en van de Zuyd-Willemsvaart, gedurende het bestaen van het koningryk der Nederlanden gemaekt, zal tusschen de ingezetenen der beyde landen gemeen zyn. Er zal wegens dit voorwerp een reglement gemaekt worden.

De loozing der waeteren van de beyde Vlaenderen zal op de behoorlykste wyze geregeld worden, ten eynde de overstroomingen te voorkomen.

8. Ter uytvoering van de art. 1. en 2 hierboven, zullen er door de regeringen van België en Holland gelastigden benoemd worden die, binnen den kortstmogelyksten tyd, in de stad Maestricht zullen byeenkomen, en overgaen tot de afpaeling der grenzen die België en Holland, overeenkomstig de grondslagen van diezelfde art. 1 en 2, moeten afscheyden.

Dezelfde gelastigden zullen zich bezig houden mede de te doene ruylingen tusschen de bevoegde mogendheden der beyde landen, ten gevolge van art. 5.

9. België zal, binnen de grensscheyding ingevolge de grondbeginselen dezer tegenwoordige voorafgaende schikkingen afgepaeld, als eenen voor altyd onzydigen staet daergesteld zyn. Zonder zich met de inwendige staets-instellingen te willen bemoeyen, waerborgen de vyf mogendheden aen België die altydduerende onzydigheyd, gelykmede de ongeschondenheyd van zyn grondgebied, binnen de grenzen bepaeld by het tegenwoordig artikel.

10. By eene billyke wederkeerigheyd, zal België diezelfde on-

S. IV. T. III.

ver cette même neutralité envers tous les autres états, et de ne porter aucune atteinte à leur tranquillité intérieure ni extérieure, en conservant toujours le droit de se défendre contre toute agression étrangère.

11. Le port d'Anvers, conformément à l'art. 15 du traité de Paris du 30 mai 1814, continuera d'être uniquement un port de commerce.

12. Le partage des dettes aura lieu de manière à faire retomber sur chacun des deux pays la totalité des dettes qui originairement pesait, avant la réunion, sur les divers territoires dont ils se composent, et à diviser dans une juste proportion celles qui ont été contractées en commun.

13. Des commissaires liquidateurs, nommés de part et d'autre, se réuniront immédiatement. Le premier objet de leur réunion sera de fixer la quote-part que la Belgique aura à payer provisoirement et sauf liquidation, pour le service d'une portion des intérêts des dettes mentionnées dans l'article précédent.

14. Les prisonniers de guerre seront renvoyés de part et d'autre quinze jours après l'adoption de ces articles.

15. Les séquestres mis sur les biens particuliers dans les deux pays seront immédiatement levés.

16. Aucun habitant des villes, places et territoires, réciproquement évacués, ne sera recherché ni inquiété pour sa conduite politique passée.

17. Les cinq puissances se réservent de prêter leurs bons offices lorsqu'ils seront réclamés par les parties intéressées.

18. Ces articles réciproquement adoptés seront convertis en traité définitif.

Bruxelles, au palais de la Nation, le 9 juillet 1831.

Le vice-président du congrès national,
Signé, RAIKEM.

Les secrétaires, membres du congrès national,
Signé, vicomte VILAIN XIII, LIEDTS, NOTHOMB.

zydigheid moeten onderhouden ten aenzien van al de andere staeten, en geene hindernis mogen brengen aen hunne in of buytenlandsche rust, met behoud altoos van het regt om zich tegen allen vreemden aenval te verweeren.

11. De haeve van Antwerpen zal, overeenkomstig art. 15 des tractaets van Parys van den 30 mey 1814, uytsluytelyk eene handelhaeve blyven.

12. De verdeeling der schuld zal derwyze geschieden, dat al de schulden van elk land voor de vereeniging, op het grondgebied welk dat land uytmaekt zullen vallen, en dat degene welke in het gemeen gemaakt geworden zyn, in eene billyke evenredigheyt verdeeld worden.

10. Gelastigden, van beyde zyden benoemd om tot de verdeeling der schuld overtgaen, zullen aenstonds byeenkomen. Hunne eerste werkzaamheyt zal bestaen in de vaststelling van het aendeel, welk België voorloopig zal optebrenghen hebben, om in den dienst van een aendeel der interesten van de, in het voorgaende artikel vermelde, schulden te voorzien.

14. De krygsgevangenen zullen, van beyde zyden, 15 dagen na de aenneming der tegenwoordige artikelen, teruggezonden worden.

15. Het beslag, in de beyde landen op de goederen van byzonderen geleyd, zal aenstonds opgeheven worden.

16. Geenen der ingezetenen van de wederzyds ontruymde grondgebieden, steden-en plaetsen zal wegens zyn verleden politiek gedrag kunnen opgezocht of ontrust worden.

17. De vyf mogendheden behouden zich voor haere welwilende tusschenkomst te bieden, wanneer dezelve door de belanghebbende zal worden ingeroepen.

18. Deze artikelen wederzyds aengenomen zullen een definitief verbond uytmaeken.

Te Brussel, in het Volkshuys, den 9 july 1831.

*Den onder-voorzitter van den volksraad.
Geteekend, RAIEM.*

*De secretarissen, leden van den volksraad,
Geteekend, le vicomte VILAIN XIII, LAEDTS, NOTROMB.*

(N° 71.)

N° 174. — *Arrêté qui confirme M. F. De Coppin, dans les fonctions de gouverneur du Brabant.*

—
AU NOM DU PEUPLE BELGE,

Nous, baron SURLLET DE CHOKIER, régent de la Belgique,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur ;

Avons arrêté et arrêtons :

M. F. De Coppin, jusqu'à présent gouverneur *ad intérim* de la province du Brabant, est nommé gouverneur de cette province.

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 9 juillet 1831.

Signé, E. SURLLET DE CHOKIER.

Par le régent,

Le ministre de l'intérieur,

E. DE SAUVAGE.

Reçu au ministère de la justice, le 13 juillet 1831.

Le secrétaire-général,

Signé, J. VINCENT.

N° 175. — *Arrêté qui démissionne deux membres de la commission de sûreté de la ville de Gand.*

—
AU NOM DU PEUPLE BELGE,

Nous, baron SURLLET DE CHOKIER, régent de la Belgique,

Sur la proposition du ministre de l'intérieur ;

Le conseil des ministres entendu ;

(N^r 71.)

N^r 174. — *Besluit welk den heer F. De Coppin in zyne bediening van gouverneur der provincie Brabant bevestigt.*

IN NAEM VAN HET BELGISCHE VOLK,

Wy, baron SURLET DE CHOKIER, regent van België,

Op de voordragt van den minister van binnenlandsche zaeken;
Hebben besloten en besluuten :

Den heer F. De Coppin, tot hiertoe gouverneur *ad intérim* der provincie Brabant, wordt benoemd tot gouverneur dier provincie.

Den minister van binnenlandsche zaeken wordt belast met de uytvoering van het tegenwoordig besluit.

Brussel, den 9 july 1831.

Geteekend, E. SURLET DE CHOKIER.

Van wege den regent,
Den minister der binnenlandsche zaeken,
E. DE SAUVAGE.

Ontfangen in het ministerie van justitie, den 13 july 1831.

Den secretaris-generael,
Geteekend, J. VINCENT.

N^r 175. — *Besluit houdende afzetting van twee leden der commissie van veyligheyt van de stad Gent.*

IN NAEM VAN HET BELGISCHE VOLK,

Wy, baron SURLET DE CHOKIER, regent van België,

Op de voordragt van den minister der binnenlandsche zaeken;
Den raed van ministers gehoord;

Avons arrêté et arrêtons :

Les sieurs De Souter et Spilthooren, membres de la commission de sûreté de Gand sont révoqués de leurs fonctions.

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 9 juillet 1831.

Signé, E. SURLET DE CHOKIER.

Par le régent,
Le ministre de l'intérieur,
E. DE SAUVAGE.

Reçu au ministère de la justice, le 13 juillet 1831.

Le secrétaire-général,
Signé, J. VINCENT.

N^o 176. — *Arrêté portant création de 11,800,000 fl. d'obligations du trésor.*

AU NOM DU PEUPLE BELGE,

Nous, baron SURLET DE CHOKIER, régent de la Belgique,

Revu le décret du 8 avril dernier (*Bulletin officiel*, n^o 105);

Voulant procéder à l'exécution de l'art. 9 du décret précité;

Sur la proposition du ministre des finances *ad intérim*;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Il sera immédiatement créé 417,000 obligations d'une valeur totale de fl. 11,800,000.

SAVOIR :

2,000 obligations à	fl. 500
40,000 id. à	» 100
50,000 id. à	» 50
70,000 id. à	» 25
250,000 id. à	» 10

Hebben besloten en besluften :

De heeren De Souter en Spilthooren, leden der commissie van veyligheyd van de stad Gent, worden buyten dienst gesteld.

Den minister van binnenlandsche zaeken wordt belast met de uytvoering van het tegenwoordig beslyt.

Brussel, den 9 july 1831.

Geteekend, E. SURET DE CHOKIER.

Van wege den regent,

Den minister der binnenlandsche zaeken

E. DE SAUVAGE.

Ontfangen in het ministerie van justitie, den 13 july 1831.

Den secretaris-generael,

Geteekend, J. VINCENT.

N^o 176. — *Beslyt houdende creatie van ryksobligatien voor eene som van 11,800,000 gl.*

IN NAEM VAN HET BELGISCHE VOLK,

Wy, Baron SURET DE CHOKIER, Regent van België,

Herziën de wet van den 8 april laetstleden (*Staetsblad*, n^o 105);

Willende voorzien in de uytvoering van art. 9 dier wet;

Op de voordragt van den minister van financien, *ad intérim*;

Hebben besloten en besluften :

Art. 1. Er zal onmiddelyk eene creatie van 417,000 ryksobligatien plaets hebben, eener gezamenlyke weerde van 11,800,000 gl.;

TE WETEN :

2,000 obligatien van	. . . . .	500 gl.
40,000 id. van	. . . . .	100 —
50,000 id. van	. . . . .	50 —
70,000 id. van	. . . . .	25 —
255,000 id. van	. . . . .	10 —

2. Si, conformément à l'art. 15 du décret précité, le remboursement d'une partie de ces obligations s'effectue avant le 1^{er} janvier 1833, le ministre des finances aura égard au droit de priorité acquis aux porteurs de celles qui auront été délivrées les premières; les intérêts leur seront payés au prorata du temps écoulé depuis le 1^{er} juillet 1831, jusqu'au jour où ce rachat aura lieu.

Le ministre des finances *ad intérim* est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 juillet 1831.

Signé, E. SURLLET DE CHOKIER.

Par le régent,

Le ministre des finances *ad intérim*,

AUG. DUVIVIER.

Reçu au ministère de la justice, le 13 juillet 1831.

Le secrétaire-général,

Signé, J. VINCENT.

(N^o 72.)

N^o 177. — *Arrêté relatif à l'exercice du droit de grâce, à l'égard des détenus dans les grandes prisons.*

AU NOM DU PEUPLE BELGE,

Nous, baron SURLLET DE CHOKIER, régent de la Belgique,

Considérant qu'il importe de régulariser et d'éclairer l'exercice du droit de grâce, en ce qui concerne les condamnés qui subissent leur peine dans les grandes prisons, de manière à faire concourir efficacement ce droit à l'un des principaux buts de la peine : *la réformation des détenus* ;

2. Indien, overeenkomstig art. 15 der voorschrevene wet, de terugbetaeling van een gedeelte dezer obligatien voor den 1^{sten} january 1833 plaets heeft, den minister van financiën zal acht geven op het voorregt van rang welk de draegers van de eerste-lyk afgeleverde obligatien verkregen hebben.

De interesten zullen hun betaeld worden naer evenredigheyd van den tyd verlopen sedert den 1^{sten} july 1831, tot den dag van den afkoop.

Den minister van financiën *ad intérim* wordt belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Brussel, den 12 july 1831.

Geteekend, E. SURET DE CHOKIER
Van wege den regent,
Den minister van financiën ad intérim,
AUG. DUVIVIER.

Ontfangen in het ministerie van justitie, den 13 july 1831.

Den secretaris-generael,
Geteekend, J. VINCENT.

(N^r 72.)

N^r 177. — *Besluit nopens de uytoefening van het genaderecht, ten aenzien der gevangenen in de groote tuchthuyzen.*

IN NAEM VAN HET BELGISCHE VOLK,

Wy, baron SURET DE CHOKIER, regent van België,

Overwegende dat het noodzaekelyk is de uytoefening van het genaderecht, ten aenzien der gevangenen die hunne straf in groote gevangnissen ondergaen verlichter en regelmagtiger te doen worden, ten eynde dat regt tot een der voornaemste oogmerken der straf, de verbetering der opgeslotenen krachtig te doen medewerken;

Sur la proposition des ministres de la justice et de l'intérieur ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. La bonne conduite des prisonniers pourra donner lieu à réduire la durée de leur détention.

2. A la suite de l'extrait des jugemens ou arrêts envoyés à la maison de détention, où les condamnés doivent subir leur peine, le commissaire du gouvernement mentionnera s'ils ont déjà été repris, ou même seulement poursuivis par la justice ; il joindra à cette mention les renseignemens qui seraient à sa connaissance sur la conduite antérieure des condamnés.

3. Il sera tenu dans chaque grande prison un registre intitulé : *Répertoire de la conduite des prisonniers*, qui comprendra non-seulement les renseignemens envoyés par le commissaire du gouvernement, mais encore toutes les autres indications que l'on pourra juger convenable d'y consigner. A la suite de ces renseignemens, et à partir du premier jour de la captivité du condamné, on fera mention dans ce répertoire, sous des chefs distincts, soit des actes d'une conduite méritoire, soit des fautes qu'il aurait commises, ou des punitions qu'il aurait encourues.

Rien ne sera inscrit dans ces répertoires qu'avec l'approbation des commissions administratives.

4. Les principaux employés dans chaque grande prison, le commandant, le directeur des travaux, l'aumônier, l'instituteur, le médecin et, dans les prisons des femmes, la surveillante en chef et l'institutrice, tiendront chacun un registre particulier de la conduite des détenus, indiquant jour par jour ce qui est à leur charge ou à leur décharge.

5. Ces registres particuliers, ainsi que les listes des punitions infligées en vertu des réglemens existans, seront présentés aux commissions administratives, chaque fois qu'elles le requerront.

6. Les membres de ces commissions s'attacheront, autant que possible, à vérifier les faits allégués, et à recueillir de leur côté tous les renseignemens qu'ils pourront croire utiles. A cet effet,

Op de voordragt der ministers van justitie en der binnenslandsche zaaken ;

Hebben besloten en besluitten :

Art. 1. Het goed gedrag der gevangenen zal tot vermindering van den tyd hunner opsluyting plaets geven.

2. Op den voet der uyttreksels van vonnissen gezonden aen het tuchthuys waer de veroordeelden hunne straf moeten ondergaen , zal den commissaris der regering gewag maeken of dezelve reeds verwezen of zelfs enkelyk in justitie vervolgd geworden zyn ; hy zal by deze melding verder byvoegen de inlichtingen die hy , aengaende het voorgaende gedrag der veroordeelden , bezit.

3. Er zal in elk groot tuchthuys een register gehouden worden hebbende voor titel : *Overzicht van het gedrag der gevangenen* , hetwelk niet alleenlyk zal bevatten de inlichtingen gezonden door den commissaris der regering maer nog al de andere aenwyzingen welke men zal raedzaam oordeelen daerin te boeken. Als een vervolg dezer aenwyzingen , en te rekenen van den eersten dag der opsluyting van den gevangenen , zal men in dit register , onder byzondere afdeelingen melding maeken , hetzy van zyn verdienstelyk gedrag , hetzy van de door hem bedrevene misdryven of van de straffen welke hy mogt ingelooopen hebben.

Niets zal in dit overzicht , zonder de goedkeuring der bestuerende commissien , mogen ingeschreven worden.

4. De voornaeme bedienden in elk groot tuchthuys , den commandant , den directeur der werken , den aelmoessenier , den onderwyzer , den geneesheer en , in de vrouwen-tuchthuyzen , de hoofdopzigtster en de onderwyzeresse , zullen elk een afzonderlyk register houden van het gedrag der gevangenen , aenwyzende dag per dag , hetgeen ten hunnen voor- of nadeele is.

5. Deze afzonderlyke registers gelykmede de lysten der straffen krachtens de bestaende reglementen opgeleyd , zullen aen de bestuerende commissien vertoond worden , elke mael dat zy het zullen verzoeken.

6. De leden dezer commissien zullen er zich zoo veel mogelyk , op toelaggen om de bygebragte daedzaaken te onderzoeken en , van hunne zyde , al de toelichtingen intewinnen die zy

un tronc sera placé dans chaque prison pour recevoir les réclamations des prisonniers. La clef du tronc sera entre les mains d'un membre de la commission.

7. Les résultats de l'examen de la conduite de chaque détenu seront consignés dans le répertoire. C'est sur ces résultats que les membres des commissions motiveront les propositions de grâce.

8. Les réductions de peine ne seront accordées que conditionnellement et de manière à ce que les détenus qui n'auraient pas continué à se bien conduire, puissent être privés de tout ou partie des bénéfices des réductions accordées précédemment.

9. Les propositions de grâces à accorder et de privation des réductions de peines obtenues seront faites, tous les quatre mois, au commencement de janvier, de mai et de septembre. Elles seront accompagnées des extraits du répertoire concernant les détenus qui y seront compris, et de toutes les autres indications utiles qu'on aura pu recueillir sur leur compte.

10. Ces propositions ne comprendront que les détenus qui auront subi au moins le tiers de leur peine, ou au moins sept années de détention pour ce qui concerne les condamnés à perpétuité.

Il ne pourra être fait exception à cette règle que dans certains cas extraordinaires.

11. Ces propositions seront envoyées au ministre de la justice qui en conférera, s'il y a lieu, avec l'inspecteur-général des prisons. Ce fonctionnaire assistera d'ailleurs, aussi souvent que faire se pourra, aux délibérations des commissions sur cet objet.

12. Les décisions prises relativement aux propositions faites par les commissions seront lues dans les prisons.

13. Tout prisonnier libéré pour bonne conduite recevra un certificat motivé de sa libération.

zullen kunnen nuttig achten. Ten dien eynde zal in elk tuchthuis eene bus geplaatst worden, om de bezwaeren der gevangenen te ontfangen. Den sleutel dezer bus zal in handen van een lid der commissie blyven.

7. De uytkomst van het onderzoek des gedrags van elken gevangenen zal op het overzigt geboekt worden. Op deze uytkomst zullen de leden der bestuerende commissien de voordragten om genade gronden.

8. De strafverminderingen zullen maer onder voorwaerde verleend worden, en dierwyze dat de gevangenen die zich niet by voortduering zouden goed gedraegen hebben, geheel of gedeeltelyk van de te vooren toegestaene verminderingen zullen kunnen beroofd worden.

9. De voordragten om genade en om berooving der bekomene strafverminderingen zullen alle vier maenden gedaen worden, by den aenvang van january, mey en september. Zy zullen vergezeld gaen door de uyttreksels van het overzigt aengaende de gevangenen, die daerin zullen begrepen wezen, en van al de verdere nuttige aenwyzingen, welke men ten hunnen aenzien zal hebben kunnen inwinnen.

10. Deze voordragten zullen maer bevatten de gevangenen die ten minste het derde deel hunner straf zullen volbragt hebben, of ten minste zeven jaeren, voor degene die tot eene altyduerende opsluyting veroordeeld zyn.

Van dezen regel zal maer in zekere buytengewoone gevallen mogen afgeweken worden.

11. Deze voordragten zullen gezonden worden aen den minister van justitie, die, des noods, aengaende dezelve met den hoofdpzigter der gevangenen zal in onderhandeling treden. Dezen ambtนาer zal overigens, zoo dikwils mogelyk, de beraedslaegingen der bestuerende commissien raekende dit voorwerp bywoonen.

12. De uytspreekten op de voordragten der commissien zullen in de gevangenen afgelezen worden.

13. Allen gevangenen uyt hoofde van zyn goed gedrag in vryheyd gesteld, zal een beredeneerd attest zyner invryheydstelling bekomen.

14. Tout arrêté accordant remise ou commutation de peine à un condamné, détenu dans l'une des grandes prisons, sera envoyé pour être mis à exécution à la commission administrative de cette prison, par l'intermédiaire de l'administrateur des prisons et des établissemens de bienfaisance.

15. Toutes dispositions contraires au présent arrêté sont abrogées.

Les ministres de la justice et de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au *Bulletin officiel*.

Bruxelles, le 13 juillet 1831.

Signé, E. SURET DE CROKIER.

Par le régent,

Le ministre de la justice,
BARTHÉLEMY.

N° 178. — *Jugement en matière d'absence.*

Par jugement, en date du 23 juin 1831, rendu à la requête d'Adrien Ancheval, fabricant de céruse, domicilié à Namur, le tribunal de première instance séant en cette ville, a ordonné une enquête pour constater l'absence de Hubert-Alexis Ancheval.

Publié le 15 juillet 1831.

Le secrétaire-général du ministère de la justice,
Signé, J. VINCENT.

14. Alle besluyt kwytschelding of vermindering van straf verleenende aen eenen gevangenen, zal ter uytvoering gezonden worden aen de bestuerende commissie van dat gevangenhuis, door tusschenkomst van den administrateur der gevangnissen en van het armwezen.

15. Alle schikkingen strydig met het tegenwoordig besluyt worden afgeschaft.

De ministers van justitie en der binnenlandsche zaeken worden, elk in den hunnen, belast met de uytvoering van het tegenwoordig besluyt, hetwelk in het *Staetsblad* zal gedrukt worden.

Brussel, den 13 july 1831.

Geteekend, E. SURET DE CROKIER.

Van wege den regent,

Den minister van justice,

BARTHÉLEMY.

N^r 178. — *Vonnis in zaeke van afwezigheyd.*

By vonnis van den 23 juny 1831, uytgesproken ten verzoeke van Adriaen Ancheval, fabrikant van loodwit, woonachtig te Namen, heeft de regtbank van eersten aenleg zitting houdende in die stad, een onderzoek bevolen ten eynde de afwezigheyd vaststellen van Hubert Alexis Ancheval.

Uytgegeven den 15 july 1831.

Den secretaris-generael van het ministerie van justitie,

Geteekend, J. VINCENT.

(N° 73.)

N° 179. — *Décret qui institue des fêtes anniversaires de la révolution belge.*

—
AU NOM DU PEUPLE BELGE.

Le congrès national,

DÉCRÈTE :

Article unique. L'anniversaire des journées de septembre sera consacrée, chaque année, par des fêtes nationales.

Charge le pouvoir exécutif de l'exécution du présent décret.

Bruxelles, au palais de la Nation, le 19 juillet 1831.

Le vice-président du congrès national,

Signé, J. DESTOUVELLES.

Les secrétaires, membres du congrès national,

Signé, vicomte VILAIN XIII, NOTHOMB, LIEDTS.

Publié le 19 juillet 1831.

Le secrétaire-général du ministère de la justice,

Signé, J. VINCENT.

N° 180. — *Jugement en matière d'absence.*

—
Par jugement, en date du 9 juillet 1831, rendu à la requête de *Charles Logghe*, domicilié à Bovenkerke, et consorts, le tribunal de première instance, séant à Furnes, a déclaré l'absence du nommé *Jean-Baptiste De Schryver*, dont on est sans nouvelles depuis 1806, époque où il a abandonné Bovenkerke, son domicile, pour prendre service dans l'armée française.

Publié le 19 juillet 1831.

Le secrétaire-général du ministère de la justice,

Signé, J. VINCENT.

(N^r 73.)

N^r 179.—*Wet jaerlyksche volks-feesten instellende ter geheugenis van de belgische omwenteling.*

IN NAEM VAN HET BELGISCHE VOLK,

Den volksraad,

BESLUYT :

Eenig artikel. Den verjaerdag van de septembersche omwenteling zal, elk jaer, door volks-feesten geheyligd worden.

Het uytvoerend bewind wordt belast met de uytvoering van de tegenwoordige wet.

Te Brussel, in het Volkshuys, den 19 july 1831.

*Den onder-voorzitter van den volksraad,
Geteekend, J. DESTOUVELLES.*

*De secretarissen, leden van den volksraad,
Geteekend, le vicomte VILAIN XIII, NOTHOMB, LIEDTS.*

Uytgegeven den 19 july 1831.

*Den secretaris-generael by het ministerie van justitie,
Geteekend, J. VINCENT.*

N^r 180. — *Vonnis in zaeke van afwezigheyd.*

By vonnis van den 9 july 1831, uytgesproken ten verzoeke van *Karel Logghe*, gehuysvest te Bovenkerke en anderen, heeft de regtbank van eersten aenleg, zitting houdende te Veurne, de afwezigheyd verklaerd van *Jan Baptiste De Schryver*, van wien men geene tydingen meer ontfangen heeft sedert het jaer 1806, als wanneer hy Bovenkerke, zyn woonplaets, verlaten heeft om in het fransch leger dienst te nemen.

Uytgegeven den 19 july 1831.

*Den secretaris-generael by het ministerie van justitie,
Geteekend, J. VINCENT.*

S. IV. T. III.

11

N^o 181.—*Arrêté relatif à l'émission des obligations
du trésor pour l'emprunt de fl. 12,000,000.*

—
AU NOM DU PEUPLE BELGE,

Nous, baron SURLET DE CHOKIER, régent de la Belgique,

Revu notre arrêté du 12 de ce mois, n^o 176, (*Bulletin officiel*, n^o 71), portant création de 417,000 obligations du trésor à échanger contre des récépissés provisoires de l'emprunt de fl. 12,000,000;

Sur la proposition du ministre des finances *ad intérim*;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Les obligations du trésor seront de la teneur suivante :

« *Royaume de la Belgique.*

» Emprunt de 12,000,000 (décret du 8 avril 1831, n^o 105)
» (*Bulletin officiel*, n^o 34).

» Obligation de (somme en toutes lettres) payable au porteur
» le 1^{er} janvier 1833, par le receveur ci-dessous désigné. L'in-
» térêt fixé à 5 p. % l'an, à partir du 1^{er} juillet 1831, sera
» touché au bureau du même receveur, savoir : (somme en
» chiffres) au 1^{er} juillet 1832, en échange du coupon délivré à
» cette fin, et (somme en chiffres) lors du remboursement du
» capital.

» Vu et enregistré.

Bruxelles, le juillet 1831.

» *L'administrateur de la trésorerie générale,*

» VAN KERKHOVE.

» *Le ministre des finances ad intérim,*

» AUG DUVIVIER.

» Vu par le contrôleur,

» (Signature.)

N^r 181. — *Besluit aengaende de uytgifte der ryksobligatiën voor de leening van 12,000,000 gl.*

IN NAEM VAN HET BELGISCHÉ VOLK,

Wy, baron SURLET DE CHOKIER, regent van België,

Herzien ons besluit van den 12 dezer maend, n^r 176, (*Staetsblad*, n^r 71), houdende creatie van 417,000 ryksobligatiën ter uytwisseling tegen de tydelyke recepissen der leening van 12,000,000 gl.

Op de voordragt van den minister van financiën *ad intérim*;
Hebben besloten en besluften :

Art. 1. De ryksobligatiën zullen van den volgenden inhoud zyn :

« *Royaume de la Belgique.*

» Emprunt de 12,000,000, (décret du 8 avril 1831, n^o 105,
» *Bulletin officiel*, n^o 34.)

» Obligation de (somme en toutes lettres), payable au porteur
» le 1^{er} janvier 1833, par le receveur ci-dessous désigné. L'in-
» térêt fixé à 5 p. o/o l'an, à partir du 1^{er} juillet 1831, sera
» touché au bureau du même receveur, savoir : (somme en
» chiffres), au 1^{er} juillet 1833, en échange du coupon délivré à
» cette fin, et (somme en chiffres), lors du remboursement du
» capital.

» Vu et enregistré. Bruxelles, le juillet 1831.

» *L'administrateur de la trésorerie générale,*

» VAN KERKHOVE.

» *Le ministre des finances ad intérim,*

» AUG. DUVIVIER.

» Vu par le contrôleur.

» (Signature.)

» Délivré sous le n° du journal à le
» 1831.

» Le receveur des contributions, délégué pour l'arrondissement, »

Op de achterzyde der obligatie zal het visa der rekenkamer gebragt worden.

2. De voorschrevene obligatien zullen met den staetszegel bekleed, en in de algemeene thesorerie geboekt worden. Zy zullen een onafgebroken volgnummer draegen; gelyk ook het nummer van het dagboek van den ontfanger in elk arrondissement met de uytwisseling der recepissen belast.

3. Op den voet van elke obligatie zal zich een coupon van interesten bevinden, vervat in de volgende bewoordingen :

« N° . Coupon de (somme en toutes lettres) payable au
» porteur, par le receveur des contributions ci-dessous désigné,
» le 1^{er} juillet 1832, en acquit d'une année d'intérêt d'une
» obligation de (somme en chiffres), de l'emprunt de douze
» millions.

» *Le ministre des finances ad intérim,*

» Délivré à AUG. DUVIVIER.

» Vu par le contrôleur,

» (Signature.)

» Le receveur des contributions, délégué pour l'arrondissement. »

4. De kantooeren der aangewezené ontfangers zullen, voor de uytwisseling der recepissen, open zyn elken maendag, dynsdag en woensdag, van negen ueren voor tot twee ueren na middag, tot den 31 december aenstaende, op welken laetsten dag eene buytengewoone zitting zal worden gehouden gerekte tot midnachten.

5. De kantooeren der voornoemde ontfangers zullen gesloten zyn voor den ontfang der beslastingen, al de dagen die voor de uytwisseling geschikt zyn.

Le ministre des finances *ad intérim*, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 18 juillet 1831.

Signé, E. SULET DE CHOKIER.

Par le régent,
Le ministre des finances ad intérim,
AUG. DUVIVIER.

Reçu au ministère de la justice, le 19 juillet 1831.

Le secrétaire-général,
Signé, J. VINCENT.

(N° 74.)

N° 183. — *Loi sanitaire.*

AU NOM DU PEUPLE BELGE,

Le congrès national,

DÉCRÈTE :

TITRE PREMIER.

De la police sanitaire.

Art. 1^{er}. Le chef de l'État détermine par des arrêtés, 1° les pays dont les provenances doivent être habituellement ou temporairement soumises au régime sanitaire; 2° les mesures à observer sur les côtes, dans les ports et rades, dans les lazarets et autres lieux réservés; 3° les mesures extraordinaires que l'invasion ou la crainte d'une maladie pestilentielle rendrait nécessaire sur les frontières de terre ou dans l'intérieur.

Il règle les attributions, la composition et le ressort des autorités et administrations chargées de l'exécution de ces mesures, et leur délègue le pouvoir d'appliquer provisoirement dans des cas

(167)

Den minister van financiën *ad intérim* wordt belast met de uytvoering van het tegenwoordig besluit.

Brussel, den 18 july 1831.

Geteekend, E. SURET DE CHOKIER.

Van wege den regent,

Den minister van financiën ad intérim,

AUG. DUVIVIER.

Ontfangen in het ministerie van justitie, den 19 july 1831.

Den secretaris-général,

Geteekend, J. VINCENT.

(N^r 74.)

N^r 183. — *Wet van voorzorg tegen de besmetting.*

IN NAEM VAN HET BELGISCHE VOLK,

Den volksraed,

BESLUYT :

EERSTEN TITEL.

Van de policie van voorzorg.

Art. 1. Het hoofd van den Staet bepaelt, by zyne besluyten : ten 1^{ste} de landen waervan de voortbrengselen gewoonlyk of tydelyk aen de maetregelen van voorzorg moeten onderworpen wezen. Ten 2^{de} de maetregelen in acht te nemen op de kusten, in de haeven en reeden, in de pesthuizen en andere voorbehoudene plaetsen. Ten 3^{de} de buytengewoone maetregelen welke den inval of de vrees voor eene besmettende ziekte, op de landgrenzen of binnen 's lands zouden noodzaekelyk maeken.

Hy regelt de bevoegdheyd, de zamenstelling en de uytgestrektheyd van het gebied der overheden en bestueren belast met de uytvoering dier maetregelen, en stelt hun het gezag over

d'urgence, le régime sanitaire aux portions du territoire qui seraient inopinément menacées.

Les arrêtés du chef de l'État ou les actes administratifs qui prescriront l'application des dispositions de la présente loi à une portion du territoire belge seront, ainsi que la loi elle-même, publiés et affichés dans chaque commune qui devra être soumise à ce régime.

2. Les provenances par mer des pays habituellement et actuellement *sains*, continueront d'être admises à la libre pratique, immédiatement après les visites et les interrogations d'usage ; à moins d'accidens ou de communications de nature suspecte, survenus depuis leur départ.

3. Les provenances, par la même voie, de pays qui ne sont pas habituellement *sains*, ou qui se trouvent accidentellement infectés, sont, relativement à leur état sanitaire, rangées sous l'un des trois régimes ci-après déterminés :

Sous le régime de la *patente brute*, si elles sont, ou ont été, depuis leur départ, infectées d'une maladie réputée pestilentielle ; si elles viennent de pays qui en soient infectés ; ou si elles ont communiqué avec des lieux, des personnes ou des choses qui auraient pu leur transmettre la contagion ;

Sous le régime de la *patente suspecte*, si elles viennent de pays où règne une maladie soupçonnée d'être pestilentielle, ou de pays qui, quoique exempts de soupçons, sont ou viennent d'être en libre relation avec des pays qui s'en trouvent entachés ; ou enfin si des communications avec des provenances de ces derniers pays, ou des circonstances quelconques font suspecter leur état sanitaire ;

Sous le régime de la *patente nette*, si aucun soupçon de maladie pestilentielle n'existait dans les pays d'où elles viennent, si ce pays n'était point ou ne venait point d'être en libre relation avec des lieux entachés de ce soupçon, et enfin si aucune communication, aucune circonstance quelconque, ne fait suspecter leur état sanitaire.

om, in geval van dringende noodzaakelykheid, de bepaelingen van voorzorg op de oogenblykelyk bedreeyde gedeelten van het grondgebied tydelyk toetepassen.

De besluyten van het Staetshoofd en de administratieve akten welke de toepassing der schikkingen van de tegenwoordige wet op een gedeelte van het belgische grondgebied zullen voorschryven, zullen, zoo wel als de wet zelve, in elke aen die maetregelen onderworpenen gemeente afgekondigd en aengeplakt worden.

2. De, ter zee ingevoerde, voortbrengselen van gewoonlyk en tegenwoordig *gezonde* landen zullen tot de vrye gemeenschap toegelaeten zyn, onmiddelyk na de gebruykelyke onderzoekingen en onderhooringen, ten zy ingeval van ongevallen of verdagte communicatien sedert hun vertrek.

3. De, op gelyke wyze ingevoerde, voortbrengselen van landen die niet gewoonlyk *gezond* zyn, of die zich gevallygelyk besmet bevinden, worden, ten aanzien der maetregelen van voorzorg, in eenen der volgende regelen geplaetst.

Onder den regel der *onzuyvere patent*, indien dezelve sedert hun vertrek, door eene voor besmettelyk gehoudene ziekte geraekt zyn of geweest zyn; indien zy van besmette landen komen of indien zy met besmette plaetsen, persoonen of voorwerpen die hun de besmetting zouden hebben kunnen overzetten, in aenraeking geweest zyn;

Onder den regel de *verdagte patent* (*patente suspecte*) indien zy herkomstig zyn van landen waer eene voor besmettelyk gehoudene ziekte heerscht, of van landen die, hoewel van verdenking vry, in vrye betrekking zyn of komen geweest te zyn met streken alwaer dezelve heerscht; of eyndelyk indien gemeenschap met voortbrengselen dezer laetste landen of andere omstandigheden dezelve in verdenking stellen.

Onder den regel der *zuyvere patent*, indien geene verdenking van besmettelyke ziekte in het land van waer zy herkomen bestond; indien dat land met verdagte streken in geene vrye betrekking was of kwan geweest te zyn; en eyndelyk indien geene aenraeking, geene hoegenacmde omstandigheid hunnen gezondheydstaet doet verdenken.

4. Les provenances spécifiées en l'art. 3 ci-dessus pourront être soumises à des quarantaines plus ou moins longues, selon chaque régime, la durée du voyage et la gravité du péril. Elles pourront même être repoussées du territoire, si la quarantaine ne peut avoir lieu sans exposer la santé publique.

Les dispositions du présent article et de l'art. 3 ci-dessus s'appliqueront aux communications par terre, toutes les fois qu'il aura été jugé nécessaire de les y soumettre.

5. En cas d'impossibilité de purifier, de conserver ou de transporter sans danger des animaux ou des objets matériels, susceptibles de transmettre la contagion, ils pourront être, sans obligation d'en rembourser la valeur, les animaux tués et enfouis, les objets matériels détruits et brûlés.

La nécessité de ces mesures sera constatée par des procès-verbaux, lesquels feront foi jusqu'à inscription de faux.

6. Tout navire, tout individu qui tenterait, en infraction aux réglemens, de pénétrer en libre pratique, de franchir un cordon sanitaire, ou de passer d'un lieu infecté ou interdit dans un lieu qui ne le serait point, sera, après due sommation de se retirer, repoussé de vive force, et ce sans préjudice des peines encourues.

TITRE II.

Des délits, contraventions et peines en matière sanitaire.

7. Toute violation des lois et des réglemens sanitaires sera punie :

De la peine de mort, si elle a opéré communication avec des pays dont les provenances sont soumises au régime de la *patente*

4. De voortbrengselen aengewezen by het voorgaende artikel zullen aen meer of min langen proeftyd (quarantaine) kunnen onderworpen worden, volgens elken regel, den duer der reys en de grootheyd van het gevaer.

Zy zullen zelfs van het land weggestuurd kunnen worden, indien den proeftyd niet kan worden opgeleyd, zonder de gemeene gezondheyd in gevaer te stellen.

De schikkingen van het tegenwoordig en van het voorgaende artikel zullen mede toegepast worden aen de communicatien te lande, elke mael dat het zal noodig geoordeeld wezen dezelve er aen te onderwerpen.

5. Indien het niet mogelyk is dieren of stoffelyke voorwerpen die de besmetting kunnen voortzetten, zonder gevaer te zuiveren, te bewaeren of te vervoeren, zonder verbindtenis om daarvan de weërde terug te betaelen, zullen de dieren kunnen gedood en begraven, en de stoffelyke voorwerpen vernietigd en verbrand worden.

De noodzaekelykheyd dezer maetregelen zal vastgesteld worden by processen-verbael geloofbaer tot inscryving voor valschheyd.

6. Alle vaertuyg, allen persoon, die, by inbreuk aen de bestaende reglementen, zou pogen in vrye gemeenschap te geraeken, eene gezondheidslyn te buyten te gaen, of van eene hesmette of verbodene plaets tot eene andere die het niet zou zyn over te komen, zal, na behoorlyke uyt noodiging om zich van kant te maeken, geweldiger hand terug gestoot worden, onverminderd de ingeloopene straffen.

TWEEDEN TITEL.

Van de misdæden, overtredingen en straffen in zaeke van gezondheids voorzorgen.

7. Alle overtreding der wetten en reglementen op de maetregelen van voorzorg tegen de besmetting zal gestraft worden :

Met de dood, indien dezelve aenraeking heeft te wege gebragt met landen waervan de voortbrengselen aen den regel der

brute avec ces provenances, ou avec des lieux, des personnes ou des choses placés sous ce régime ;

De la peine de réclusion et d'une amende de cent florins à dix mille florins, si elle a opéré communication avec des pays dont les provenances sont soumises au régime de la *patente suspecte*, avec ces provenances, ou avec des lieux, des personnes ou des choses placés sous ce régime ;

De la peine d'un an à dix ans d'emprisonnement et d'une amende de cinquante à cinq mille florins, si elle a opéré communication prohibée avec des lieux, des personnes ou des choses qui, sans être dans l'un des cas ci-dessus spécifiés, ne seraient point en libre pratique.

Seront punis de la même peine, ceux qui se rendraient coupables de communications interdites entre des personnes ou des choses soumises à des quarantaines de différens termes.

Tout individu qui recevra sciemment des matières ou des personnes en-contravention aux réglemens sanitaires, sera puni des mêmes peines que celles encourues par le porteur ou le délinquant pris en flagrant délit.

8. Dans le cas où la violation du régime de la *patente brute* mentionnée à l'article précédent, n'aurait point occasioné d'invasion pestilentielle, les tribunaux pourront ne prononcer que la réclusion et l'amende portée au second paragraphe dudit article.

9. Lors même que ces crimes ou délits n'auraient point occasioné d'invasion pestilentielle, s'ils ont été accompagnés de rébellions ou commis avec des armes apparentes ou cachées, ou avec effraction, ou avec escalade :

La peine de mort sera prononcée, en cas de violation du régime de la *patente brute* ;

La peine des travaux forcés à temps sera substituée à la peine de réclusion, pour la violation du régime de la *patente suspecte* ; et la peine de réclusion à l'emprisonnement pour les cas déterminés dans les deux avant-derniers paragraphes de l'art. 7.

onzuyvere patent onderworpen zyn, met de voortbrengselen of met plaetsen, persoonen of zaeken onder denzelfden regel geplaetst.

Met de gevangenis (*réclusion*) en met eene boete van honderd tot tien duyzend guldens, indien dezelve aenraeking heeft medegebragt met landen welker voortbrengselen aen den regel der *verdachte patent* onderworpen zyn, met die voortbrengselen of met plaetsen, persoonen of zaeken onder dien regel geplaetst;

Met de straf van een tot tien jaeren opsluyting en eene boete van vyftig tot vyf duyzend guldens, indien dezelve verbodene aenraeking heeft mede gebragt met plaetsen, persoonen of zaeken die, zonder tot een der voorschrevene gevallen te behooren, in geene vrye gemeenschap zouden zyn.

Zullen dezelfde straf ondergaen degene die zich zullen schuldig maeken van verbodene communicatien tusschen zaeken of persoonen aen proeftyden van onderscheydenen duer onderworpen.

Dengenen die, wetens en willens, stoffen of persoonen in overtreding van de gezondheids-reglementen, zal ontfangen, zal dezelfde straffen ondergaen als den draeger of overtreder op heeter daed gevat.

8. In geval de overtreding van den regel der *onzuyvere patent*, vermeld in het voorgaende artikel, geenen invoer van besmetting mogt te wege gebragt hebben, de regtbanken zullen zich kunnen bepaelen den overtreder te verwyzen tot de opsluyting en de boete bedreygd by § 2 van het voorschrevene artikel.

9. Zelfs dan wanneer die euveldaeden of misdryven geenen invoer van pestziekte zouden hebben te wege gebragt, indien dezelve met geweldigen opstand vergezeld gegaen zyn, of met zigtbare of verborgene wapenen zyn bedreven met inbraek of overklimming :

De doodstraf zal uytgesproken worden, ingeval van verbreking van den regel der *onzuyvere patent* ;

Den tydelyken dwangarbeid zal de gevangenis (*réclusion*) vervangen voor de overtreding van den regel der *verdachte patent* ; en de straf van gevangenis (*réclusion*) degene van opsluyting (*emprisonnement*) voor de gevallen bepaeld by de twee voorlaetste §§ van art. 7.

Le tout indépendamment des amendes portées audit article, et sans préjudice des peines plus fortes qui seraient prononcées par le code pénal.

10. Tout agent du gouvernement au-dehors, tout fonctionnaire, tout capitaine, officier ou chef quelconque d'un bâtiment de l'État, ou de tout autre navire ou embarcation; tout médecin, chirurgien, officier de santé, attaché, soit au service sanitaire, soit à un bâtiment de l'État ou du commerce, qui, officiellement, dans une dépêche, un certificat, une déclaration ou une déposition, aurait sciemment altéré ou dissimulé les faits, de manière à exposer la santé publique, sera puni de mort s'il s'en est suivi une invasion pestilentielle.

Il sera puni des travaux forcés à tems et d'une amende de cinq cents à dix mille florins, lors même que son faux exposé n'aurait point occasioné d'invasion pestilentielle, s'il était de nature à pouvoir y donner lieu, en empêchant les précautions nécessaires.

Les mêmes individus seront punis de la dégradation civique et d'une amende de deux cent cinquante à cinq mille florins, s'ils ont exposé la santé publique en négligeant, sans excuse légitime, d'informer qui de droit de faits à leur connaissance de nature à produire ce danger, ou si, sans s'être rendus complices de l'un des crimes prévus par les art. 7, 8 et 9, ils ont, sciemment et par leur faute, laissé enfreindre ou enfreint eux-mêmes des dispositions réglementaires qui eussent pu le prévenir.

11. Sera puni de mort tout individu faisant partie d'un cordon sanitaire, ou en faction, pour surveiller une quarantaine ou pour empêcher une communication interdite, qui aurait abandonné son poste ou violé sa consigne.

12. Sera puni d'un emprisonnement d'un à cinq ans, tout commandant de la force publique qui, après avoir été requis par

Alles onverminderd de boeten bedreydgd by hetzelfde artikel en de grootere straffen die door het strafwetboek zouden uytgesproken zyn.

10. Allen bediende der hooge regering buyten 's lands, allen ambtenaer, allen officier of welkdanigen overste van een aen den Staet behorende schip of van alander vaertuyg, allen geneesheer, heelmeester, gezonds-officier behorende tot den dienst der gezondheidsvoorzorg of tot een vaertuyg van den Staet of van den koophandel, die, van amtswege, in eenen zendbrief, een attest, eene verklaring of getuygenis, wetens en willens, de daedzaeken zou hebben vervalscht of verdoken, derwyze dat daerdoor de gemeene gezondheid zou kunnen blootgesteld zyn, zal de doodstraf ondergaen, indien daeruyt eenen invoer van pestziekte is gevolgd.

Hy zal met den tydelyken dwangarbeyd en met eene boete van vyf honderd tot tien duyzend guldens gestraft worden, zelfs dan wanneer zynen valschen voor- of opstel geenen invoer van pestziekte zouden hebben veroorzaekt, wanneer hy van aerd zou wezen om daertoe aenleyding te geven, door het doen verzuymen der noodige voorzorgen.

Dezelfde personen zullen gestraft worden met de burgerlyke degradatie en met eene boete van twee honderd vyftig tot vyf duyzend guldens, indien zy de gemeene gezondheid hebben bloot gesteld, door, zonder wettige reden, te verzuymen wien het behoort mededeeling te doen van de, ter hunner kennis wezende, daedzaeken van aerd om dat gevaer mede te brengen; of indien, zonder zich medepligtig te hebben gemaekt van een der euveldaeden voorzien by de art. 7, 8 en 9, zy wetens en door hunne schuld, reglementaire schikkingen die hetzelfde hadden kunnen voorkomen, hebben laeten of zelve hebben overtreden,

11. Zal de doodstraf ondergaen allen persoon van eene gezondheidslyn deelmaekende of op de schildwacht om eene proefplaets te bewaeken of om eene verbodene gemeenschap te beletten, die zynen post zou hebben verlaten of zyne consigné verbroken.

12. Zal met eene opsluyting van een tot vyf jaeren gestraft worden allen bevelhebber van de openbaere magt die, na door

l'autorité compétente, aurait refusé de faire agir, pour un service sanitaire, la force sous ses ordres.

Seront punis de la même peine et d'une amende de vingt-cinq à deux cent cinquante florins :

Tout individu attaché à un service sanitaire, ou chargé par état de concourir à l'exécution des dispositions prescrites pour ce service, qui aurait, sans excuse légitime, refusé ou négligé de remplir ces fonctions ;

Tout citoyen faisant partie de la garde civique qui se refuserait à un service de police sanitaire, pour lequel il aurait été légalement requis en cette qualité ;

Toute personne qui, officiellement chargée de lettres ou paquets pour une autorité ou une agence sanitaire, ne les aurait point remis, ou aurait exposé la santé publique en tardant à les remettre, sans préjudice des réparations civiles qui pourraient être dues, aux termes de l'art. 10 du code pénal.

13. Sera puni d'un emprisonnement de quinze jours à trois mois et d'une amende de vingt-cinq florins à deux cent cinquante florins, tout individu qui, n'étant dans aucun des cas prévus par les articles précédens, aurait refusé d'obéir à des réquisitions d'urgence pour un service sanitaire, ou qui, ayant connaissance d'un symptôme de maladie pestilentielle, aurait négligé d'en informer qui de droit.

Si le prévenu de l'un ou de l'autre de ces délits est médecin, l'amende sera de deux cent cinquante à deux mille cinq cents florins.

14. Sera puni d'un emprisonnement de trois à quinze jours et d'une amende de trois à vingt-cinq florins ; quiconque, sans avoir commis aucun des délits qui viennent d'être spécifiés, aurait contrevenu, en matière sanitaire, aux réglemens généraux ou locaux, aux ordres des autorités compétentes.

de bevoegde overheyd genoodigd te zyn, zou geweygerd hebben voor eenen dienst van voorzorg, de onder zyn bevel staende magt te doen handelen.

Zullen dezelfde straf ondergaen en eene boete van vyf-en-twintig tot twee honderd vyftig guldens inloopen :

Dengenen die, aen eenen dienst van voorzorg verbonden, of door zyn beroep belast om tot de uytvoering der voor dezen dienst voorgeschrevene schikkingen medetewerken, zonder wettige reden, zouden hebben verzuymd of geweygerd die verplichtingen te vervullen;

Alle lid van de borgerwacht die zich aen eenen dienst van gezondheidstucht, waervoor hy in die hoedanigheyd wettiglyk zou genoodigd geworden zyn; zou onttrekken.

Allen persoon die, van ambtswege belast met brieven of pakken voor eene overheyd of bewind van den gezondheidsdienst, dezelve niet zou besteld hebben; of de gemeene gezondheid, door het verwylen van derzelve behandeling, zou hebben in gevaer gebragt, onverminderd de civiele schadevergoedingen welke, overeenkomstig art. 10 van het strafwetboek, zouden kunnen verschuldigd zyn.

13. Zal met eene opsluyting van vyftien dagen tot drie maenden en met eene boete van vyf-en-twintig tot twee honderd vyftig guldens gestraft worden, allen persoon die, in geen der gevallen voorzien by de voorgaende artikelen verkeerende, zoude geweygerd hebben aen dringende uyt noodigingen voor eenen gezondheidsdienst te voldoen of die, van een kenteeken van pestziekte kennis hebbende, zou verzuymd hebben daarvan aen wie het behoort kondschap te brengen.

Indien den bedryver van de eene of andere dezer misdaeden geneesheer is, de boete zal van twee honderd vyftig tot twee duyzend vyf honderd guldens wezen.

14. Zal met eene opsluyting van drie tot vyftien dagen en met eene boete van drie tot vyf-en-twintig guldens gestraft worden alwie, zonder eenig der zoo even opgenoemde misdaeden te hebben bedreven, in zaekē van gezondheidsvoorzorgen, de algemeene of plaetselyke verordeningen, of de bevelen van het bevoegde gezag zou overtreden hebben.

15. Les infractions en matière sanitaire pourront n'être passibles d'aucune peine, lorsqu'elles n'auront été commises que par force majeure, ou pour porter secours en cas de danger, si la déclaration en a été immédiatement faite à qui de droit.

16. Pourra être exempté de toute poursuite et de toute peine, celui qui, ayant d'abord altéré la vérité ou négligé de la dire dans les cas prévus par l'art. 10, réparerait l'omission, ou retracterait son faux exposé avant qu'il eût pu en résulter aucun danger pour la santé publique, et avant que les faits eussent été connus par toute autre voie.

TITRE III.

Des attributions des autorités sanitaires en matière de police judiciaire et de l'état-civil.

17. Les membres des autorités sanitaires exerceront les fonctions d'officiers de police judiciaire exclusivement, et pour tous crimes, délits et contraventions, dans l'enceinte et les parloirs des lazarets et autres lieux réservés. Dans les autres parties du ressort de ces autorités, ils les exerceront concurremment avec les officiers ordinaires, pour les crimes, délits et contraventions en matière sanitaire.

18. Les membres desdites autorités exerceront les fonctions d'officiers de l'état-civil dans les mêmes lieux réservés. Les actes de naissance et de décès seront dressés en présence de deux témoins, et les testamens conformément aux art. 985, 986 et 987 du code civil. Expédition des actes de naissance et de décès sera adressée, dans les 24 heures, à l'officier ordinaire de l'état-civil de la commune où sera situé l'établissement, lequel en fera la transcription.

15. De overtredingen in zaake van gezondheids-voorzorg zullen strafvry wezen, indien dezelve maer door hoogere magt of om, in geval van gevaer, hulp te bieden bedreven zyn, en indien daarvan onmiddelyk aen die het behoort kondschap is gedaen geworden.

16. Zal van alle vervolg en straf kunnen verschoond worden, dengenen die, eerstelyk de waerheyd vervalscht hebbende of verzuymd dezelve, in de gevallen voorzien by art. 10, kenbaer te maeken, deze verzuymenis zal verbeteren of zyne valsche verklaering zal intrekken, alvorens daeruyt eenig gevaer voor de gemeene gezondheid zou hebben kunnen voortspruyten, en alvorens de daedzaaken door al ander middel rugtbaer zouden geworden zyn.

DERDEN TITEL.

Van de bevoegdheyd der overheden van den gezondheidsdienst, in zaake van geregtelyke policie en van borgerlyken stand.

17. De leden der overheden van den gezondheidsdienst zullen alleen de betrekkingen van ambtenaeren der geregtelyke policie en voor alle euveldaeden, misdryven of overtredingen uytoefenen, in den omtrek en de spreek-plaetsen der pestbuyzen en andere afgezonderde plaetsen. In de andere gedeelten van het regtsgebied dier overheden, zullen zy dezelve voor de euveldaeden, misdryven of overtredingen, in zaake van gezondheidsvoorzorgen, met de gewoone ambtenaeren der policie gemeenschappelyk waarnemen.

18. De leden der voornoemde overheden zullen in dezelfde afgezonderde plaetsen de functien van ambtenaeren des borgerlyken stands vervullen. De akten van geboorte en sterfgevallen zullen in tegenwoordigheyd, van twee getuygen opgemaakt worden, en de testamenten overeenkomstig de art. 985, 986 en 987 van het borgerlyk wetboek. Afschrift der akten van geboorte en overlyden zal, binnen de vier-en-twintig ueren, gezonden worden aen den gewonen ambtenaer van den borgerlyken stand der gemeente waer het gesticht gelegen is, denwelken daarvan de overschryving zal doen.

TITRE IV.

Dispositions générales.

19. Les marchandises et autres objets déposés dans les lazarets et autres lieux réservés, qui n'auront pas été réclamés dans le délai de deux ans, seront vendus aux enchères publiques.

Ils pourront, s'ils sont périssables, être vendus avant ce délai, en vertu d'une ordonnance du président du tribunal de commerce, ou, à défaut, du juge de paix.

Le prix en provenant, déduction faite des frais, sera acquis à l'État, s'il n'a pas été réclamé dans les cinq années qui suivent la vente.

20. Le présent décret sera exécutoire le 25 du présent mois.

Charge le pouvoir exécutif de l'exécution du présent décret.

Bruxelles, au palais de la Nation, le 18 juillet 1831.

Le vice-président du congrès national,
Signé, RAIKEM.

Les secrétaires, membres du congrès national,
Signé, vicomte VILAIN XIII, LIEDTS.

N^o 183. — *Décret qui rétablit le jury.*

—
AU NOM DU PEUPLE BELGE,

Le congrès national,

Vu l'art. 98 de la constitution;

Considérant que la nation doit jouir du bienfait de l'institution du jury, et qu'en attendant la révision des codes, il y a lieu de le rétablir, sans s'écarter de l'instruction criminelle actuellement suivie;

VIERDEN TITEL.

Algemeene bepalingen.

19. De koopwaeren en andere voorwerpen in de pesthuizen of andere afgezonderde plaetsen afgeleyd, en niet binnen de twee jaeren terug gevraegd, zullen openbaerlyk verkocht worden.

Dezelve zullen, indien ze bederfelyk zyn, voor dien tyd kunnen verkocht worden, krachtens eene ordonnantie van den voorzitter der handelregtbank of, by ontstentenis deszelve, van den vrederegter.

De opbrengst der verkooping zal, na afrekening der kosten, aen het land behooren, indien daarvan binnen de vyf jaeren na den verkoop de uytbetaeling niet gevraegd geworden is.

20. De tegenwoordige wet zal uytvoerbaer wezen den 25^{sten} der loopende maend.

Het uytvoerend bewind wordt belast met de uytvoering van de tegenwoordige wet.

Te Brussel, in het Volkshuys, den 18 july 1831.

*Den onder-voorzitter van den volksraed.
Geteekend, RAIKEM.*

*De secretarissen, leden van den volksraed,
Geteekend, vicomte VILAIN XIII, LIEDTS.*

N^o 183. — *Wet welke den jury wederdaerstelt.*

IN NAEM VAN HET BELGISCHE VOLK,

Den volksraed,

Gezien art. 98 der staetswet;

Overwegende dat de natie de weldaeden der instelling van den jury genieten moet, en dat, in afwachting der herziening van de wetboeken, er redenen aanwezig zyn om dezelve weder opterigten, zonder van de tegenwoordig gevolgde criminele regtsvordering aftewyken;

DÉCRET :

Art. 1^{er}. L'arrêté du gouvernement de la Belgique du 6 novembre 1814, et celui du gouvernement provisoire du 7 octobre 1830, sont abrogés, et les dispositions du code d'instruction criminelle de 1808, relatives au jury, sont remises en vigueur, sous les modifications contenues dans les articles suivans.

2. Les art. 382 et 386 du code d'instruction criminelle sont remplacés par les dispositions suivantes :

Les jurés seront pris :

1^o Parmi les citoyens qui, dans chaque province, paient le cens fixé par la loi électorale pour le chef-lieu de la province ;

2^o Parmi les fonctionnaires qui exercent des fonctions gratuites ;

3^o Parmi les docteurs et licenciés en droit, en médecine, en chirurgie, en sciences et en lettres ;

4^o Parmi les notaires et avoués ;

5^o Parmi les officiers de terre et de mer jouissant d'une pension de retraite.

3. L'incompatibilité établie par l'art. 384 du code d'instruction criminelle, pour les fonctions de *prefet* et de *sous-prefet*, est remplacée par celle de membre de la commission permanente du conseil provincial, de gouverneur et de commissaire de district, sans préjudice des autres incompatibilités établies par ledit art. 384.

4. L'art. 387 du code d'instruction criminelle est remplacé par la disposition suivante :

Les commissions permanentes des conseils provinciaux formeront, sous leur responsabilité, une liste de jurés, toutes les fois qu'elles en seront requises par les présidens des cours d'assises. Cette réquisition sera faite quinze jours au moins avant l'ouverture des assises.

La liste comprendra les noms de tous ceux qui, aux termes de l'art. 2, ont droit d'être jurés.

Le président du tribunal du lieu où siègera la cour d'assises

BESLUYT :

Art. 1. Het besluit der regering van België van den 6 november 1814 en dat der tydelijke regering van den 7 october 1830 worden ingetrokken; en de schikkingen van het wetboek van strafvordering, van 1808, aengaende den jury, worden, onder de wyzigingen vervat in de volgende artikelen, weder in werking gesteld.

2. De art. 382 en 386 van het wetboek van strafvordering worden vervangen door de volgende schikkingen :

De gezworenen zullen genomen worden :

Ten 1^{ste} onder de borgers die, in elke provincie, den kiestol betaalen, welken by de kieswet voor de hoofdplaats der provincie vereyscht is;

Ten 2^{de} onder de ambtenaeren die *onbetaelde* ambten bekleeden;

Ten 3^{de} onder de doctoren en licentiaeten in de regten, in geneeskunde, in heekunde, in wetenschappen en letteren;

Ten 4^{de} onder de notarissen en avoués;

Ten 5^{de} onder de land- of zee-officieren het rustgeld genietende.

3. De onvereinbaerheid uytgesproken by het art. 384 van 't wetboek van strafvordering, voor de ambten van *prefect* of *onder-prefect*, wordt vervangen door degene van lid der permanente commissie uyt den provincialen raed, van gouverneur en van districts-commissaris, onverminderd de andere onvereinbaerheden vastgesteld by hetzelfde art. 384.

4. Het art. 387 van het wetboek van strafvordering wordt door de volgende schikking vervangen :

De permanente commissien uyt de provinciaele raeden zullen, onder hunne verantwoordelykheid, eené lyst van gezworenen opmaeken, elke mael dat zy daertoe door de voorzitters der criminele gerechtshoven zullen verzocht worden. Dit verzoek zal vyftien dagen voor de opening van de gewoone zitting des gerechtshofs plaats hebben.

De lyst zal de naemen bevatten van al degenen die, overeenkomstig art. 2, de bevoegdheid hebben om gezworenen te zyn.

Den voorzitter van de regtbank der verblyfplaats van het cri-

tirera au sort trente-six noms, qui formeront la liste des jurés pour toute la durée de la session.

Le tirage sera fait en audience publique de la chambre où siège habituellement le président.

5. Le président enverra la liste des trente-six jurés aux fonctionnaires désignés dans l'art. 388 du code d'instruction criminelle.

6. Les obligations imposées aux *préfets* par les art. 389 et 391 du code d'instruction criminelle seront remplies par les commissaires du gouvernement; celles imposées au préfet par l'art. 395 du même code, le seront par la députation permanente du conseil provincial.

7. Sont abrogés les §§ 1 et 2 de l'art. 336 du code d'instruction criminelle.

8. Lorsqu'il s'agira de délits politiques ou de la presse, il sera procédé à l'instruction et au jugement comme en matière criminelle.

Néanmoins, par dérogation à l'art. 133 du code d'instruction criminelle, la chambre du conseil renverra le prévenu des poursuites dirigées contre lui, si la majorité des juges se prononce en sa faveur.

Si l'accusé est renvoyé devant la cour d'assises, il devra y comparaître en personne, et il aura une place distincte de celle des accusés pour crimes.

Si l'accusé ne comparait pas, il sera jugé par contumace.

L'emprisonnement préalable ne pourra jamais avoir lieu pour simples délits politiques ou de presse.

9. Le présent décret sera obligatoire le 1^{er} octobre prochain.

Néanmoins, les commissions permanentes des conseils provinciaux dresseront la liste des personnes comprises dans l'art. 2, dans un bref délai, après la réception du numéro du *Bulletin officiel* dans lequel sera inséré le présent décret.

minele gerechtshof zal zes-en-dertig naemen uytloten, welke, voor den geheelen tyd der zitting, de lyst der gezworenen zullen zamenstellen.

De loting zal plaets hebben in openbaere vergadering van de kamer waer den voorzitter gewoonlyk zitting neemt.

5. Den voorzitter zal de lyst der zes-en-dertig gezworenen zenden aen de ambtenaeren aangewezen by het art. 388 van het wetboek van strafvordering.

6. De verbindtenissen, door de art. 389 en 391 van het wetboek van strafvordering, aen de prefecten opgelegd zullen vervuld worden door de commissarissen der regering. Degene by art. 395 van hetzelfde wetboek aen den prefect opgelegd door de permanente commissie uyt den provinciaelen raed.

7. Worden mede afgeschaft de §§ 1 en 2 van art. 336 des wetboeks van strafvordering.

8. Wanneer het zal zaekewezen van staetkundige of drukpersmisdryven, zal er tot de instructie en de vonnissing als in criminele zaeken overgegaen worden.

Evenwel, by afwyking van art. 133 van het meerberoepene wetboek, zal de raedkamer den verdagten van verder vervolgbevryden, indien de meerderheyd der regters ten zynen voordeele uytpraak doet.

Indien den beschuldigten voor het criminele gerechtshof verzonden wordt, hy zal voor hetzelfde in persoon moeten verschynden; en hy zal eene, van de beschuldigten voor euveldaeden (crimes) afgezonderde, plaets hebben.

Indien den beschuldigten niet verschynt, hy zal by verstek geoordeeld worden.

De voorloopige gevangenzetting zal, voor enkele politieke misdryven of misdryven by middel der drukpers, nimmer kunnen plaets hebben.

9. De tegenwoordige wet zal verbindend zyn den 1^{sten} october aenstaende.

Evenwel de permanente commissien uyt de provinciaele raeden zullen de lyst der, in het tweede artikel bedoelde, personen opmaeken, binnen een kort tydperk na de ontfangst van het *Staetsblad*, welk de tegenwoordige wet vervatten zal.

(186)

Charge le pouvoir exécutif de l'exécution du présent décret.

Bruxelles, au palais de la Nation, le 19 juillet 1831.

Le vice-président du congrès national,

Signé, J. DESTOUVELLES.

Les secrétaires, membres du congrès national,
Signé, vicomte VILAIN XIII, LIEDTS, NOTHOMB.

(N° 75.)

N° 184.—*Décret qui accorde des crédits provisoires
au pouvoir exécutif.*

—
AU NOM DU PEUPLE BELGE,

Le congrès national,

Considérant que le budget des dépenses n'a pas été arrêté jusqu'à ce jour ;

Revu son décret du 15 janvier dernier, n° 18 (*Bulletin officiel*, n° 5), par lequel des crédits sont ouverts aux grands corps de l'État et aux chefs des départements d'administration générale, pour le premier semestre de 1831 ;

Revu également son décret du 10 avril dernier, n° 107, (*Bulletin officiel*, n° 35), par lequel un crédit supplémentaire de six millions de florins est accordé au ministère de la guerre, et celui du 14 du même mois, n° 113 (*Bulletin officiel*, n° 38), qui met une somme de fl. 300,000 à la disposition du ministère de l'intérieur, pour la continuation des travaux du canal de Charleroy ;

Vu l'urgence et la nécessité d'assurer la marche de l'administration et de pourvoir aux besoins de l'État ;

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Les grands corps de l'État et les chefs des départements ministériels sont autorisés à disposer, pendant le troisième

Het uytvoerend bewind wordt belast met de uytvoering der tegenwoordige wet.

Te Brussel, in het Volkshuys, den 19 july 1831.

*Den onder-voorzitter van den volksraed,
Geteekend, J. DESTOUVELLES.*

*De secretarissen, leden van den volksraed,
Geteekend, vicomte VILAIN XIII, LIEDTS, NOTHOMB.*

(N^r 75.)

N^r 184. — *Wet die aen het uytvoerend bewind voorloopige geldmiddelen verleent.*

IN NAEM VAN HET BELGISCHE VOLK,

Den volksraed,

Overwegende dat de staetsbegrooting van uytgaven tot hietoe niet is vastgesteld geworden ;

Herzien de wet van den 15 january laetstleden, n^r 18 (*Staetsblad*, n^r 5), waerby aen de groote korpsen van den Staet en aen de hoofden der departementen van algemeen bewind, voor het eerste halfjaer van 1831, kredieten zyn geopend ;

Gelykelyk herzien de wet van den 10 april laetstleden, n^r 107 (*Staetsblad*, n^r 35) die een byvoegelyk krediet van zes millioenen guldens aen het ministerie van oorlog verleent ; en degene van den 14 derzelfde maend, n^r 113 (*Staetsblad*, n^r 38), welke eene somme van drie mael honderd duyzend guldens stelt, ter beschikking van den minister der binnenlandsche zaeken, ter voortzetting van de werken der vaert van Charleroy ;

In overweging nemende de dringende noodzaelykheyd om den gang van het algemeen bewind te verzekeren, en in de behoeften van den Staet te voorzien ;

BESLUYT :

Art. 1. De groote korpsen van den Staet en de hoofden der ministeriële departementen worden bemagtigd om gedurende

trimestre, des excédens des crédits qui leur avaient été alloués par les décrets des 15 janvier, 10 et 14 avril dernier, à l'exception de 100,000 fl., dont est diminué, par le présent décret, l'excédent disponible sur les 200,000 florins affectés précédemment aux industriels, dont les fabriques ont été incendiées.

2. Il est alloué en outre, pour satisfaire aux besoins du troisième trimestre :

1° A la liste civile, fl. 250,000, sans préjuger le montant de la liste civile du roi, qui sera fixé par la prochaine législature ;

2° A la cour des comptes, fl. 12,250 ;

3° Au ministre des affaires étrangères, fl. 25,000 ;

4° Au ministre de la justice, y compris les frais de la haute-cour militaire, sur le pied fixé par le décret du 14 avril, fl. 150,000 ;

5° Au ministre de l'intérieur, fl. 1,974,000 ;

6° Au ministre de la guerre, fl. 4,000,000 ;

7° Au ministre des finances, fl. 1,652,500.

3. Ces crédits sont ouverts aux chefs des départemens ministériels, à charge par chacun d'eux d'en justifier l'emploi, et d'apporter la plus sévère économie dans les différentes parties du service public.

Charge le pouvoir exécutif de l'exécution du présent décret.

Bruxelles, au palais de la Nation, le 20 juillet 1831.

*Le président du congrès national,
Signé, E. C. DE GERLACHE.*

*Les secrétaires, membres du congrès national,
Signé, vicomte VILAIN XIII, NOTHOMB, LIEDTS.*

het derde kwartael te beschikken over de batige sloten van de kredieten die hun by de wetten van den 15 january, 10 en 14 april laetstleden, zyn toegestaen geworden, ter uytzondring van 100,000 guldens waermede door de tegenwoordige wet verminderd wordt het beschikbaere overschot op de 200,000 gl. voorgaendelyk bestemd voor de nyverheyddryvers wier fabryken zyn verbrand geworden.

2. Daerenboven wordt, ter bestryding van de behoeften des derden kwaertaels, toegestaen ;

Ten 1^{ste} aen de byzondere kas des konings, 250,000 guldens, zonder het bedrag van de jaerwedde des konings, die door de toekomende wetgeving zal bepaeld worden, te bevooroordeelen.

Ten 2^{den} aen de rekenkamer, 12,250 gl.

Ten 3^{den} aen den minister der buytenlandsche zaeken, 25,000 gl.

Ten 4^{de} aen den minister van justitie, daerin begrepen de kosten van de hooge krygsregtbank, op den voet bepaeld by de wet van 14 april, 150,000 gl.

Ten 5^{den} aen den minister der binnenlandsche zaeken, 1,974,000 gl.

Ten 6^{den} aen den minister van oorlog, 4,000,000 gl.

Ten 7^{den} aen den minister van financien, 1,652,500 gl.

3. Deze kredieten worden aen de hoofden der departementen van algemeen bestuer toegestaen onder de verpligting, voor elk hunner, om daarvan het goed gebruyk te bewyzen, en in de onderscheydene gedeelten van den openbaeren dienst de strengste spaerzaamheyd te brengen.

Het uytvoerend bewind wordt belast met de uytvoering van de tegenwoordige wet.

Te Brussel, in het Volkshuys, den 20 july 1831.

*Den voorzitter van den volksraad,
Geteekend, E. C. DE GERLACHE.*

*De secretarissen, leden van den volksraad,
Geteekend, vicomte VILAIN XIII, NOTHOMB, LIEDTS.*

N° 185. — *Décret sur la presse.*

—
AU NOM DU PEUPLE BELGE,

Le congrès national,

Vu les art. 14, 18, 98 et 139 de la constitution;

Vu les lois des 16 mai 1829 et du 1^{er} juin 1830;

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Indépendamment des dispositions de l'art. 60 du code pénal, et pour tous les cas non spécialement prévus par ce code, seront réputés complices de tout crime ou délit commis, ceux qui, soit par des discours prononcés dans un lieu public devant une réunion d'individus, soit par des placards affichés, soit par des écrits imprimés ou non et vendus ou distribués, auront provoqué directement à les commettre.

Cette disposition sera également applicable lorsque la provocation n'aura été suivie que d'une tentative de crime ou de délit, conformément aux art. 2 et 3 du code pénal.

2. Quiconque aura méchamment et publiquement attaqué la force obligatoire des lois, ou provoqué directement à y désobéir, sera puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans.

Cette disposition ne préjudiciera pas à la liberté de la demande ou de la défense devant les tribunaux ou toutes autres autorités constituées.

3. Quiconque aura méchamment et publiquement attaqué soit l'autorité constitutionnelle du roi, soit l'inviolabilité de sa personne, soit les droits constitutionnels de sa dynastie, soit les droits ou l'autorité des chambres, ou bien aura de la même

N^o 185. — *Wet op de drukpers.*

IN NAEM VAN HET BELGISCHE VOLK ,

Den volksraed,

Gezien de art. 14, 18, 98 en 139 der staetswet;
Gezien de wetten van den 16 mey 1829 en van den 1^{sten} juny 1830 ;

BESLUYT :

Art. 1. Onafhankelyk van de schikkingen des art. 60 van het strafboek en voor al de gevallen niet bepaeldelyk door dat wetboek voorzien , zullen als medepligtig van alle begaene euveldaed of misdryf aangemerkt worden degene die , door redevoeringen in openbaere plaetsen voor eene vergadering van persoonen gehouden , hetzy door aengeplakte schriften , hetzy door geschrevene of gedrukte , verkochte of uytgedeelde schriften , regtstreeks zullen hebben opgestookt om dezelve te bedryven.

Deze schikking zal gelykelyk van toepassing zyn , wanneer de opstooking van geene pooging van euveldaed of misdryf zal gevolgd geworden zyn , overeenkomstig de art. 2 en 3 van het strafboek.

2. Alwie met kwaeden opzet en in het openbaer de uytvoerbare kracht der wet zal hebben tegengesproken of opgehitst om dezelve te ongehoorzaemen , zal gestraft worden met zes maanden tot drie jaeren gevangenis.

Deze schikking verhindert de vryheyd der verzoeken of verweeringen voor de regtbanken of andere wettige overheden niet.

3. Alwie , met kwaeden opzet en in het openbaer , hetzy het grondwettig gezag des konings , hetzy de onschendbaerheyd van den persoon zyner majesteit , hetzy de grondwettige regten van zyn stamhuys , hetzy de regten of het gezag der kamers zal hebben tegengesproken , of op dezelfde wyze den persoon des

manière injurié ou calomnié la personne du roi, sera puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans.

4. La calomnie ou l'injure envers des fonctionnaires publics, ou envers des corps dépositaires ou agens de l'autorité publique, ou envers tout autre corps constitué, sera poursuivie et punie de la même manière que la calomnie ou l'injure dirigée contre les particuliers, sauf ce qui est statué à cet égard dans les dispositions suivantes.

5. Le prévenu d'un délit de calomnie pour imputations dirigées, à raison de faits relatifs à leurs fonctions, contre les dépositaires ou agens de l'autorité, ou contre toute personne ayant agi dans un caractère public, sera admis à faire, par toutes les voies ordinaires, la preuve des faits imputés, sauf la preuve contraire par les mêmes voies.

6. La preuve des faits imputés met l'auteur de l'imputation à l'abri de toute peine, sans préjudice des peines prononcées contre toute injure qui ne serait pas nécessairement dépendante des mêmes faits.

7. Le prévenu qui voudra user de la faculté accordée par l'art. 5, devra, dans la quinzaine qui suivra la notification de l'ordonnance ou de l'arrêt de renvoi, outre l'augmentation d'un jour par chaque trois myriamètres de distance de son domicile, faire signifier au ministère public et à la partie civile, 1° les faits articulés et qualifiés dans l'ordonnance ou l'arrêt, desquels il entend prouver la vérité; 2° la copie des pièces dont il entend faire usage, sans qu'on soit obligé de les faire timbrer ou enregistrer pour cet objet; 3° les noms, professions et demeures des témoins par lesquels il entend faire sa preuve.

Cette signification contiendra élection de domicile dans la commune où siège le tribunal ou la cour; le tout à peine de déchéance.

8. Dans un délai pareil et sous la même peine, le ministère public et la partie civile seront tenus de faire signifier au prévenu, au domicile élu, la copie des pièces et les noms, professions et demeures des témoins par lesquels ils entendent faire la

konings zal hebben uytgescheld of gelasterd , zal gestraft worden met eene gevangenis van zes maenden tot drie jaeren.

4. De lastering of uytshelding ten aenzien der openbaere ambtenaeren of ten aenzien van de lichaemen of bedienden aen wie eenig deel van het openbaere gezag is toevertrouwd , of ten aenzien van alle ander geconstitueerd lichaem , zal vervolgd en gestraft worden op dezelfde wyze als de lastering of uytshelding , ten aenzien van byzonderen , behoudens hetgeen , ten hunnen opzigte , by de volgende schikkingen bepaeld is.

5. Den verdagten van lastering wegens beschuldigingen , uyt hoofde van daedzaaken raekende hun ambt , tegen de bewaerders en bedienden van het openbaer gezag of tegen alle anderen persoon van ambtswege gehandeld hebbende , zal toegelaeten worden om daarvan , door al de gewoone middelen , het bewys te doen , behoudens tegenbewys door dezelfde middelen.

6. Het bewys der opgeleyde daedzaaken stelt den beschuldiger tegen alle straffe vry , onverminderd evenwel de bedreygde straffen tegen alle scheldwoorden die van die zelfde daedzaaken niet volstrekt afhankelyk zouden zyn.

7. Den verdagten die zal willen gebruyk maeken van het by art. 5 verleende vermogen zal , binnen de vyftien dagen na de beteekening van het bevel of vonnis van verzending , met byvoeging van eenen dag meer voor elk drietal myriameters afstand van zyne woonplaets , aen het openbaer ministerie en aen de civiele party moeten bekendmaeken : ten 1^{sten} de in het bevel of het vonnis aangeduyde daedzaaken waervan hy de wezenlykheyd wil bewyzen ; ten 2^{den} afschrift der stukken waervan hy gebruyk maeken wilt , zonder dat het noodig zy dezelve daervoor te doen zegelen of registreren ; ten 3^{den} de naemen , bedryven en woonplaetsen der getuygen met welke hy het bewys doen wil.

Deze bekendmaeking zal verkiezing van woonplaets bevatten in de gemeente waer de regtbank of het hof zitting houdt ; alles op straf van verval.

8. In eenen gelyken termyn en onder dezelfde straf , zullen het openbaer ministerie en de civiele party gehouden zyn aen den beschuldigten ter verkozene woonplaets te doen beteekenen de stukken en de naemen , bedryven en woonplaetsen der getuygen

preuve contraire, également sans nécessité de soumettre pour cet objet les pièces au timbre ou à l'enregistrement.

9. Le prévenu d'un délit, commis par la voie de la presse, et n'entraînant que la peine de l'emprisonnement, ne pourra, s'il est domicilié en Belgique, être emprisonné avant sa condamnation contradictoire ou par contumace. Le juge, dans ce cas, ne décernera contre lui qu'un mandat de comparution, qui pourra être converti en mandat d'amener, s'il fait défaut de comparaître.

10. Les délits d'injure ou de calomnie, commis par la voie de la presse, ne pourront être poursuivis que sur la plainte de la partie calomniée ou injuriée. Toutefois, les délits d'injure ou de calomnie envers le roi, les membres de sa famille, envers les corps ou individus dépositaires ou agens de l'autorité publique, en leur qualité ou à raison de leurs fonctions, pourront être poursuivis d'office.

11. Dans tous les procès pour délits de la presse, le jury, avant de s'occuper de la question de savoir si l'écrit incriminé renferme un délit, décidera si la personne présentée comme auteur du délit l'est réellement. L'imprimeur poursuivi sera toujours maintenu en cause, jusqu'à ce que l'auteur ait été judiciairement reconnu tel.

12. La poursuite des délits, prévus par les art. 2, 3 et 4 du présent décret, sera prescrite par le laps de trois mois, à partir du jour où le délit a été commis ou de celui du dernier acte judiciaire; celle des délits prévus par l'art. 1^{er} se prescrira par le laps d'une année.

13. Toute personne citée dans un journal soit nominativement, soit indirectement, aura le droit d'y faire insérer une réponse, pourvu qu'elle n'excède pas mille lettres d'écriture ou le double de l'espace occupé par l'article qui l'aura provoquée. Cette réponse sera insérée, au plus tard, le surlendemain du jour où elle aura été déposée au bureau du journal, à peine,

door welke zy het tegenbewys willen doen , gelykelyk zonder poodzaakelykheid om daervoor deze stukken aen het zegel en de registratie te onderwerpen.

9. Den beschuldigten van een door de drukpers begaene misdryf , welk alleenlyk tot eene opsluyting aenleyding geeft , zal , indien hy in Belgie gehuysvest is , voor zyne verwyzing niet kunnen gevangen gezet worden. Den regter zal in dit geval zich bepaelen tot de uytveerdiging van een bevel tot verschyning , hetwelk in bevel tot opleyding zal kunnen veranderd worden , indien hy in gebrek blyft te verschynen.

10. De misdryven van uytshelding of lastering , begaen door de drukpers , zullen maer kunnen vervolgd worden op de aanklagt van den gelasterden of uytgeschelden. Niettemin de misdryven van uytshelding of lastering jegens den koning , de leden van zyn stamhuys , jegens de persoonen of korpsen , bezitters of bedienden van het openbaer gezag in hunne hoedanigheid of ter reden hunner fonctien , zullen van amtswege kunnen vervolgd worden.

11. In al de regtsgedingen voor misdryven by middel der drukpers zal den jury , alvoorens in onderzoek te treden van het vraegpunt der bestendigheyd van het misdryf , beslissen of den beschuldigten persoon wezenlyk den bedryver is van de opgeleyde daed. Den vervolgden drukker zal in zaeke blyven gehouden worden , tot dat den pligtigen schryver geregtelyk als zoodanig is erkend geworden.

12. Het vervolg der misdryven voorzien by de art. 2 , 3 en 4 der tegenwoordige wet , zal verjaerd zyn na verloop van dry maenden , te rekenen van den dag waerop het misdryf is begaen , of te rekenen van de laetste geregtelyke acte. Hetgene der misdryven voorzien by het eerste artikel zal verjaerd zyn na twaelf maenden.

13. Allen persoon van wien by naem of onregtstreeks in een dagblad zal gesproken zyn , zal het regt hebben in hetzelfde een antwoord te doen drukken , vermits het geene duyzend schryffletters bevatte , of niet meer dan tweewael de plaets van het artikel welk het antwoord verwekt heeft besla. Dit antwoord zal , ten langste , den derden dag na de inlevering by het bewind

contre l'éditeur, de vingt florins d'amende pour chaque jour de retard.

14. Chaque exemplaire du journal portera, outre le nom de l'imprimeur, l'indication de son domicile en Belgique, sous peine de cent florins d'amende par numéro du journal.

15. L'art. 463 du code pénal est applicable aux dispositions de la présente loi. Désormais il sera facultatif aux tribunaux de ne pas prononcer l'interdiction des droits civiques dont parle l'art. 374 du code pénal.

16. Les lois du 16 mai 1829 et du 1^{er} juin 1830 sont abrogées.

17. Le présent décret sera soumis à la révision de la législature avant la fin de la session prochaine.

18. Jusqu'au 1^{er} octobre prochain, époque à laquelle la loi sur le jury sera obligatoire, les délits prévus par le présent décret seront jugés par les tribunaux et les cours.

Charge le pouvoir exécutif de l'exécution du présent décret.

Bruxelles, ce 20 juillet 1831.

Le vice-président du congrès national

Signé, J. DESTOUVELLES.

Les secrétaires, membres du congrès national,
Signé, vicomte VILAIN XIII, NOTHOMB, LIEDTS.

N^o 186. — *Décret témoignant à M. le baron Surlet de Chokier la reconnaissance de la nation.*

AU NOM DU PEUPLE BELGE,

Le congrès national,

DÉCRÈTE :

Art. 1. Monsieur le baron Erasme-Louis Surlet de Chokier, régent de la Belgique, a bien mérité de la patrie.

des dagblads, ingevoegd worden, op straf van twintig guldens boete voor elken dag verwyl, tegen den uytgever.

14. Elk afdruksel van het dagblad zal, behalve den naem van den drukker, de aenwyzing van zyne woonplaets in Belgie bevatten, op straf van honderd guldens boete voor elk nummer van het dagblad.

15. Het art. 463 van het strafboek is toepasselyk aen de schikkingen der tegenwoordige wet. Voortaen zal het der regtbanken vrystaen de ontneming der borgerlyke-regten, waervan art. 374 des strafboeks handelt, niet uyttespreken.

16. De wetten van den 16 mey 1829 en 1^{sten} juny 1830 worden ingetrokken.

17. De tegenwoordige wet zal in de toekomende zitting der wetgevende kamers aen haere herziening onderworpen worden.

18. Tot den 1^{sten} october aenstaende, als wanneer de wet op den jury zal uytvoerbaer zyn, zullen de by de tegenwoordige wet voorziene misdryven door de regtbanken en hoven geoordeeld worden.

Het uytvoerend bewind wordt belast met de uytvoering der tegenwoordige wet.

Brussel, den 20 july 1831.

*Den onder-voorzitter van den volksraed,
Geteekend, J. DESTOUVELLES.*

*De secretarissen, leden van den volksraed,
Geteekend, vicomte VILAIN XIII, NOTHOMB, LIEDTS.*

N^r 186. — *Wet die aen den heer baron Surlet de Chokier's lands erkentelykheyd bewyst.*

IN NAEM VAN HET BELGISCHE VOLK,

Den volksraed,

BESLUYT :

Art. 1. Den heer baron Erasme-Louis Surlet de Chokier, regent van België, heeft op 's lands erkentelykheyd aenspraek verkregen.

2. Il sera frappé une médaille pour perpétuer la mémoire de l'administration de M. le Régent.

3. Monsieur le baron Erasme-Louis Surlet de Chokier jouira d'une pension viagère de dix mille florins à charge du trésor public.

Charge le pouvoir exécutif de l'exécution du présent décret.

Bruzelles, au palais de la Nation, le 20 juillet 1831.

*Le vice-président du congrès national,
Signé, J. DESTOUVELLES.*

*Les secrétaires, membres du congrès national,
Signé, vicomte VILAIN XIII, NOTHOMB, LIEDTS.*

(N° 76.)

N° 187. — *Décret concernant le serment à la mise en vigueur de la monarchie constitutionnelle représentative.*

AU NOM DU PEUPLE BELGE,

Le congrès national,

Vu l'article 127 de la constitution, portant : « Aucun serment » ne peut être imposé qu'en vertu de la loi. Elle en détermine » la formule ; »

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Les membres de la chambre des représentans et du sénat seront tenus, avant d'entrer en fonctions, de prêter, dans le sein de la chambre, le serment suivant :

« Je jure d'observer la constitution. »

2. Tous les fonctionnaires de l'ordre judiciaire et administratif, les officiers de la garde civique et de l'armée, et en général tous les citoyens chargés d'un ministère ou d'un service public quelconque seront tenus, avant d'entrer en fonctions, de prêter le serment dans la teneur qui suit :

2. Er zal eenen gedenkpenning geslaegen worden om de geheugenis des bewinds van den heer regent te vereeuwigen.

3. Den heer baron Erasme-Louis Surllet de Chokier zal op 's lands schatkist een lyfpensioen van tien duyzend guldens genieten.

Het uytvoerend bewind wordt belast met de uytvoering van de tegenwoordige wet.

Brussel, in het Volkshuys, den 20 july 1831.

Den onder-voorzitter van den volksraed;

Geteekend, J. DESTOUVELLES.

De secretarissen, leden van den volksraed,

Geteekend, vicomte VILAIN XIII, NOTHOMB, LIEDTS.

(N^r 76.)

N^r 187. — *Wet nopens de eedsaflegging by den aenvang der belgische grondwettige alleenheersching.*

IN NAEM VAN HET BELGISCHE VOLK,

Den volksraed,

Gezien art. 127 der Staetswet, houdende : « Geenen eed kan » opgeleyd worden, ten zy uyt krachte van de wet. Zy bepaelt » de bewoordingen van denzelven ; »

BESLUYT :

Art. 1. De leden van de kaemer der vertegenwoordigers en van den senaet zullen , voor hunne indiensttreding , in handen van de kaemer, den volgenden eed moeten afleggen :

« Ik zweære de staetswet na te komen. »

2. Al de ambtenaeren der geregtelyke en der administratieve orde, de officieren der borgerwacht en van het leger en in het algemeen al de borgers belast met eenig openbaer ambt of dienst zullen, voor hunne indiensttreding, den eed moeten afleggen, in de volgende bewoordingen :

« Je jure fidélité au roi, obéissance à la constitution et aux lois du peuple belge. »

3. Le serment fixé dans l'art. 2 sera reçu par l'autorité que les lois existantes désignent à cet effet, et dans les formes observées jusqu'ici.

4. Les citoyens qui seront en fonctions lors de la publication du présent décret et qui n'auront pas prêté le serment dans le mois qui le suivra, seront considérés comme démissionnaires.

5. Les actes de serment qui sont assujétis à la formalité de l'enregistrement seront écrits sur papier libre et enregistrés gratis, pour toutes les personnes qui sont aujourd'hui en fonctions.

Charge le pouvoir exécutif de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, au palais de la Nation, le 20 juillet 1831.

*Le vice-président du congrès national,
Signé, J. DESTOUELLES.*

*Les secrétaires, membres du congrès national,
Signé, vicomte VILAIN XIII, NOTHOMB, LIEDTS.*

N^o 188. — *Décret concernant la dissolution du congrès national et les élections pour la nouvelle législature.*

AU NOM DU PEUPLE BELGE,

Le congrès national,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Le congrès national s'ajournera immédiatement après la prestation de serment du roi; il sera dissous de plein droit le jour de la réunion des chambres.

Jusqu'à l'époque de cette dissolution, le roi seul aura droit de convoquer le congrès, qui ne pourra plus exercer désormais que

« Ik zweêre getrouwheyd aen den Koning , gehoorzaamheyd » aen de staetswet en de wetten van het belgische volk. »

3. Den eed by het tweede artikel voorgeschreven zal ontfangen worden door de overheyd welke de wetten daertoe aenwyzyn, en in den vorm tot hiertoe gevolgd.

4. De borgers die , tydens de afkondiging der tegenwoordige wet, in dienst zullen zyn, en die, binnen de maend te rekenen van deze afkondiging, den eed niet zullen afgeleyd hebben, zullen worden aengemerkt als bedankt hebbende.

5. De aen de registratie onderworpen eedsafleggingen zullen op ongezegeld papier geschreven en gratis geregistreerd worden, voor al de persoonen die heden in dienst zyn.

Het uytvoerend bewind wordt belast met de uytvoering van de tegenwoordige wet.

Te Brussel, in het Volkshuys, den 20 july 1831.

*Den onder-voorzitter van den volksraed,
Geteekend, J. DESTOUVELLES.*

*De secretarissen, leden van den volksraed,
Geteekend, vicomte VILAIN XIII, NOTHOMB, LIEDTS.*

N^r 188.— *Wet aengaende de opschorting der werkzaamheden van den volksraed, en de kiezingen voor de nieuwe wetgeving.*

IN NAEM VAN HET BELGISCHE VOLK ,

Den volksraed,

BESLUYT :

Art. 1. Den volksraed zal, onmiddelyk na de eedsaflegging van den koning, zyne werkzaamheden opschorten. Op den dag der vereeniging van de kaemers zal de magt van den volksraed van regtswege eyndigen.

Tot het tydstip dezer dissolutie zal den koning alleen regt hebben om den volksraed byeen te roepen, denwelken voortaan

la partie du pouvoir législatif que la constitution attribue aux chambres.

2. Le gouvernement est chargé de faire procéder dans les quarante jours au plus tard, aux élections conformément à la loi du 3 mars 1831, et de convoquer les chambres au plus tard dans les deux mois.

Il déterminera à cet effet les délais dans lesquels les listes des électeurs seront formées ou complétées.

Charge le pouvoir exécutif de l'exécution du présent décret.

Bruxelles, au palais de la Nation, le 21 juillet 1831.

*Le vice-président du congrès national,
Signé, J. DESTOUVELLES.*

*Les secrétaires, membres du congrès national,
Signé, le vicomte VILAIN XIII, NOTHOMB, LIEDTS.*

N° 189. — *Arrêté qui détermine l'uniforme des compagnies d'artillerie de la garde civique.*

—
AU NOM DU PEUPLE BELGE,

Nous, baron SURLET DE CHOKIER, régent de la Belgique,

Vu l'art. 13 du décret du 22 juin 1831, n° 156 (*Bulletin officiel*, n° 63), qui autorise le chef de l'État à fixer l'uniforme des compagnies d'artillerie de la garde civique ;

Sur la proposition du ministre de l'intérieur ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. L'uniforme des compagnies d'artillerie de la garde civique est fixé comme suit :

Schako en feutre noir de 25 centimètres de hauteur, galon rouge de 4 centimètres en tête (en or pour les officiers) ; ganse carrée à deux branches de 7 centimètres tenant à la cocarde ; cocarde en passementerie ; au-dessous deux canons croisés surmontés d'une grenade en cuivre (or pour les officiers) ; jugu-

maer dat gedeelte van het wetgevend gezag zal uytoefenen hetwelk door de staetswet aen de kaemers toegewezen is.

2. De hooge regering wordt belast, ten laetste binnen de veertig dagen, overeenkomstig de wet van den 3 meêrt 1831, tot de kiezingen te doen overgaen; en de kaemers ten langste binnen de twee maenden byeen te roepen.

Zy zal ten dien eynde de termynen bepaelen binnen welke de kiezerslysten zullen opgemaakt ep volledig worden.

Het uytvoerend bewind wordt belast met de uytvoering van de tegenwoordige wet.

Te Brussel, in het Volkshuys, den 20 july 1831.

*Den onder voorzitter van den volksraad,
Geteekend, J. DESTOUELLES.*

*De secretarissen, leden van den volksraad,
Geteekend, vicomte VILAIN XIII, NOTHOMB, LIEDTS.*

N^o 189. — *Besluit bepaelende den uniform der
compagnien artillery van de borgerwacht.*

IN NAEM VAN HET BELGISCHE VOLK,

Wy, baron SURLET DE CHOKIER, regent van België,

Gezien art. 13 der wet van den 22 juny 1831, n^o 156 (*Staetsblad*, n^o 63), welk het hoofd van den Staet bemagtigt den uniform der compagnien artillery van de borgerwacht te bepaelen;

Op de voordragt van den minister der binnenlandsche zaeken;
Hebben besloten en besluyten :

Art. 1. Den uniform der compagnien artillery van de borgerwacht wordt bepaeld als volgt :

Schako, in zwarte vilt, van 25 centimeters hoogte; rooden galon van 4 centimeters ten hoofde (in goud voor de officieren); vierkante lis (ganse) met twee takken van 7 centimeters, houdende aen de cocarde; cocarde in passementwerkery; daeronder twee gekruyste kanonnen met eene grenade daerboven in koper

lares en cuivre (or pour les officiers), modèle de l'armée; pompon rouge surmonté d'une aigrette de crin noir de 10 centimètres; plumet noir en plumes de coq retombantes pour les officiers.

Habit court en drap bleu foncé; revers en drap noir; avec deux rangées de boutons, de 8 boutons chacune; collet montant ouvert et paremens ronds également en drap noir: pour officiers velours au lieu de drap; pans retroussés, poches de forme oblongue ayant trois boutons: le tout garni d'un passe-poil rouge; grenade en cuivre sur le collet.

Pantalon demi-collant du même drap que l'habit, avec deux bandes en rouge, séparées par un passe-poil (bandes en or pour les officiers).

Épaulettes, modèle de l'armée, rouges pour les simples artilleurs, mêlées pour les sous-officiers, et or pour les officiers.

Baudrier en buffleterie blanche; pour les officiers ceinturon et giberne en cuir laqué noir, avec grenades en or.

Les différences entre l'uniforme qui vient d'être décrit et ceux des sous-officiers attachés aux batteries d'artillerie de campagne seront déterminées par les dispositions en vigueur pour l'armée.

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 15 juillet 1831.

Signé, E. SURLET DE CHOKIER.

Par le régent,

Le ministre de l'intérieur,

E. DE SAUVAGE.

Reçu au ministère de la justice, le 26 juillet 1831.

Le secrétaire-général,

Signé, J. VINCENT.

(in goud voor de officieren); keelbanden van koper (in goud voor de officieren), model van het leger; roode pompon met eene zwarte peêrdenhaeren aigrette van 10 centimeters daerboven; zwarte pluym in nederhangende haenenpluymen voor de officieren.

Korten *rok* (habit) in donkerblauw laeken; omslagen van zwart laeken met twee reeksen knoppen van acht ieder; staenden openen halsband en ronde opslagen gelykelyk van zwart laeken: voor de officieren paene (fluweel) in plaets van laeken; opgevouwde slippes, langwerpige zakken met dry knoppen: alles voorzien van een rood tusschenbiesje; grenaed in koper op den halsband.

Broek, halfspannende van hetzelfde laeken als den rok (habit) met twee roode banden, afgescheyden door een tusschenbiesje (gouden banden voor de officieren).

Epauletten, model van het leger, rood voor de enkele artilleries, gemengd voor de onderofficieren, en goud voor de officieren.

Schouderriem in wit leerwerk; voor de officieren gordelband en gibern in zwart gelakt leder, met gouden grenaeden.

De onderscheydingen tusschen den uniform hierboven vastgesteld en dengenen der onderofficieren behoorende tot de veldstukken, zullen geregeld worden door de schikkingen welke te dien aenzien voor het leger bestaen.

Den minister der binnenlandsche zaeken wordt belast met de uytvoering van het tegenwoordig besluit.

Brussel, den 15 july 1831.

Geteekend, E. SURET DE CHOKIER.

Van wege den regent,

Den minister der binnenlandsche zaeken,

E. DE SAUVAGE.

Ontfangen in ministerie van justitie, den 26 july 1831.

Den secretaris-generael,

Geteekend, J. VINCENT.

N° 190. — *Arrêté qui détermine l'uniforme des compagnies de cavalerie de la garde civique.*

—
AU NOM DU PEUPLE BELGE,

Nous, baron SURLET DE CHOKIER, régent de la Belgique,

Vu l'article 13 du décret du 22 juin 1831, n° 156 (*Bulletin officiel*, n° 63), qui autorise le chef de l'État à fixer l'uniforme des compagnies de cavalerie et d'artillerie de la garde civique ;

Sur la proposition du ministre de l'intérieur ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. L'uniforme des compagnies de cavalerie de la garde civique est fixé comme suit :

Schako, en drap vert foncé, de 25 centimètres de hauteur ; galon blanc de 4 centimètres, en tête (galon en argent pour les officiers) ; ganse-chainette en argent avec têtes de lion ; ganse carrée à deux branches de 13 centimètres tenant à la cocarde ; cocarde en passementerie ; visière droite ; galon blanc de 1 1/2 centimètre tournant sur la visière ; couvre-nuque en vernis noir, montant à 4 centimètres en dessous du galon, bordé d'un galon blanc de 7 lignes (galon en argent pour les officiers) ; gourmette intérieure en cuir verni avec boucle noire ; plumet noir en plumes de coq retombantes ; pompon demi sphérique blanc de 6 centimètres (en argent pour les officiers).

Habit court en drap vert foncé, croisé sur la poitrine avec deux rangées de boutons, de huit boutons chacune ; boutons blancs hussard ; collet montant ouvert et paremens verts clairs ; paremens coupés en pointe ayant deux boutons ; pans retroussés ; poches de forme oblongue, ayant trois boutons : le tout garni d'un passe-poil vert clair.

Pantalon demi collant, en drap vert foncé, avec deux bandes en vert clair, séparées par un passe-poil (bandes en argent pour les officiers).

N^r 190. — *Besluit bepalende den uniform der
compagnien ruytery van de burgerwacht.*

IN NAEM VAN HET BELGISCHE VOLK,

Wy, baron SURET DE CHOKIER, regent van België,

Gezien art. 13 der wet van den 22 juny 1831, n^r 156 (*Staatsblad*, n^r 63), welke het hoofd van den Staet bemaagtigd om den uniform der compagnien ruytery en artillery der burgerwacht te bepaelen;

Op de voordragt van den minister der binnenlandsche zaeken;
Hebben besloten en besluuten :

Art. 1. Den uniform der compagnien ruytery van de burgerwacht wordt bepaeld als volgt :

Schako, in donker groen laeken, van 25 centimeters hoogte : witte galon van 4 centimeters ten hoofde (zilveren galon voor de officieren); zilveren ketenlis (*ganse-chainette*) met leeuwenhoofden; vierkante lis (*ganse carrée*) met twee takken van 13 centimeters, houdende aen de cocarde; ryzende cocarde in pasementwerkery; regte vizier; witten galon van 1 1/2 centimeter omkeerende op de vizier; nekvizier in zwart vernis tot vier centimeters van de galon, geboord met eene witte galon van 7 millimeters (zilveren galon voor de officieren). Onderkeelband in vernist leder met zwarte gisp; zwarte pluym in nederhangende haenenpluymen; halfronden witten pompon van 6 centimeters (in zilver voor de officieren).

Rok (*habit*) in donker groen laeken, gekruyst op de borst met twee reeksen knoppen van acht ieder; witte hussards-knoppen; staenden openen halsband en omslagen, bleek groen; puntig gesnedene opslagen met twee knoppen; opgekeerde slippen; langwerpige zakken met dry knoppen : alles voorzien van een ligt groen tusschenbiesje.

Broek halfspannende in donker groen laeken met twee ligte groene banden, afgescheyden door een tusschenbiesje (zilveren banden voor de officieren).

Epaulettes, modèle de l'armée, blanches pour les simples gardes, mêlées pour les sous-officiers, et en argent pour les officiers.

Baudrier et giberne en cuir laqué noir avec cor de chasse en métal blanc sur la giberne (pour les officiers le baudrier et la giberne en argent avec le cor de chasse doré, couvre-giberne en maroquin noir garni de boutons blancs).

Dragonne en cuir blanc (argent pour les officiers); *sabre* à la hussarde; garde en fer; poignée noire à filigrane; ceinturon noir avec agraffes formées de deux têtes de lion en métal blanc.

Éperons d'acier droits.

Gants à la crispin en cuir laqué noir.

Équipement du cheval.

Chabraque en drap vert foncé, bordée d'une bande de drap vert clair; cor de chasse en blanc aux deux angles (galon d'argent pour les officiers).

Porte-manteau en drap vert foncé bordé d'un galon vert clair (en argent pour les officiers); cor de chasse au lieu de numéro.

Fontes ordinaires en cuir jaune; *bride* et *bridon* noirs avec boucles en plaqué blanc; *télière* avec gourmette dessus plaquée en argent; *frontal* uni; *croupière* noire; *mors* de fer à branches; col de cygne; *croissant* à la sous-gorge et plaque de la martingale, plaqués en argent; *étriers* en fer poli; *licol* noir garni de vert clair.

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au *Bulletin officiel*.

Bruxelles, le 14 juillet 1831.

Signé, E. SURLET DE CHOKIER.

Par le régent,

Le ministre de l'intérieur,

E. DE SAUVAGE.

Reçu au ministère de la justice, le 26 juillet 1831.

Le secrétaire-général,

Signé, J. VINCENT.

Epauletten, model van het leger, wit voor de enkele ruyters, gemengd voor de onder-officieren en in zilver voor de officieren.

Schauderriem en *patroontasch* in zwart gelakt leder, met wit metaelen jagthoorn op de patroontasch. (Voor de officieren, den schouderriem en de patroontasch in zilver, met den jagthoorn verguld; patroontaschomwindsel in zwarten maroquin, met witte knoppen.)

Sabelkwast in wit leder (zilver voor de officieren); hussardsabel; sabelgevest in yzer; zwarte handvest met draedwerk; zwarten gordelriem met witte metaelen haeken twee leeuwenhoofden verbeeldende.

Regte staelen *spooren*.

Handschoenen à la crispin, in zwart gelakt leder.

Toerusting van het peérd.

Dekkleed in donker groen laeken, omzoomd met eenen band licht groen laeken; jagthoorn in het wit op iederen der twee hoeken (zilveren galon voor de officieren).

Mantelzak in donker groen laeken, omzoomd met eenen band licht groen laeken (in zilver voor de officieren); jagthoorn in plaats van nummer.

Gewoone pistoolzakken in geel leder; zwarte *breydel* en *hulpbreydel*, met geplakte gespen; *hoofdriem* met kinketting daerboven, in geplakt zilver; *voorhoofdriem* effen; *steétriem* zwart; yzeren *teugel* met zwaenen-halzen armen; *halve-maen* aen den onder-keelriem en *borstplaet* in geplakt zilver; *steeg-reepen* in gepolyst yzer; zwarten *halster*, bekleed met licht groen.

Den minister der binnenlandsche zaeken wordt belast met de uytvoering van het tegenwoordig besluyt, hetwelk in het *Staetsblad* zal gedrukt worden.

Brussel, den 14 july 1831.

Geteekend, E. SURET DE CHOKIER.

Van wege den regent,

Den minister der binnenlandsche zaeken,

E. DE SAUVAGE.

Ontfangen in het ministerie van justitie, den 26 july 1831.

Den secretaris-generael,

Geteekend, J. VINCENT.

S. IV. T. III.

BULLETIN OFFICIEL.

DÉCRETS ET ACTES

PUBLIÉS DEPUIS L'AVÈNEMENT AU TRONE

DE S. M. LÉOPOLD I^{ER}.

(N^o 77.)

N^o 191. — *Arrêté qui détermine la formule exécutoire des arrêts, jugemens, etc.*

NOUS, LÉOPOLD PREMIER, roi des Belges,

Considérant la nécessité de modifier l'arrêté du 27 février 1831, n^o 57 (*Bulletin officiel*, n^o 17); et l'arrêté du 4 mai suivant, n^o 126 (*Bulletin officiel*, n^o 66);

Sur la proposition de notre ministre de la justice;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. La formule exécutoire des arrêts et jugemens des cours et tribunaux, des ordonnances, mandats de justice et de tous actes emportant exécution parée, sera, pendant la durée de notre règne, conçue en ces termes :

« NOUS, LÉOPOLD PREMIER, roi des Belges,

» A tous, présens et à venir, faisons savoir :

(*Texte.*)

» Mandons et ordonnons à tous huissiers, à ce requis, de
» mettre le présent arrêt, jugement, ordonnance, mandat ou
» acte à exécution ;

» A nos procureurs-généraux et à nos procureurs près les
» tribunaux de première instance d'y tenir la main, et à tous
» commandans et officiers de la force publique d'y prêter main
» forte, lorsqu'ils en seront légalement requis :

» En foi de quoi le présent arrêt, etc., etc., a été signé et
» scellé du sceau de la cour, du tribunal, ou du notaire. »

(N^r 77.)

N^r 191. — *Besluit bepaelende den uytvoerbaeren opstel der vonnissen, acten, enz.*

WY, LEOPOLDUS DEN EERSTEN, koning der Belgen,

In achtnemende de noodzaekelykheyd om de besluitten van den 27 february 1831, n^r 57 (*Staetsblad*, n^r 17), en 4 mey daeraen volgende, n^r 126 (*Staetsblad*, n^r 46), te wyzigen;

Op de voordragt van onzen minister van justitie;

Hebben besloten en besluitten :

Art. 1. Den uytvoerbaeren opstel van de vonnissen der hoven en regtbanken, der ordonnantien, bevelen van justitie en van alle acten gedwongene uytvoering medebrengeude zullen, geduerende den tyd onzer regering, in de volgende bewoordingen vervat zyn :

« WY, LEOPOLDUS DEN EERSTEN, koning der Belgen,

» Aen alle tegenwoordige en toekomende doen te weten :

(*Inhoud.*)

» Bevelen aen alle deurwaerders, daertoe aenzocht, het tegenwoordig vonnis, ordonnantie, mandement of acte ten uytvoer te leggen;

» Aen onze procureurs-generael en aen onze procureurs by de regtbanken van eersten aenleg, daeraen de hand te houden, en aen alle commandanten en officieren der openbaere magt; daeraen sterkte hand te leenen, wanneer zy daertoe wettiglyk zullen uytgenoodigd worden :

» Ten blyke van welk het tegenwoordig vonnis, enz., is geteekend, en met den zegel van het hof, de regtbank of den notaris, bezegeld geworden. »

2. Aucun arrêt, jugement ou acte quelconque emportant exécution parée, ne pourra servir de base à un commandement, ou à une exécution forcée, qu'après avoir été rendu exécutoire en ces termes :

« Au nom du Roi des Belges ,
» Soit le présent arrêt, jugement ou acte, exécutoire. »

3. Cette ordonnance sera délivrée sur l'arrêt, le jugement ou acte, par le président du tribunal de première instance du domicile de l'une ou l'autre des parties.

A cet effet la pièce sera déposée au greffe, sans intervention d'officier ministériel et sans frais, et sera retirée de même.

L'ordonnance ne sera pas sujette à l'enregistrement.

Notre ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 22 juillet 1831.

Signé, LÉOPOLD.

Par le roi,

Le ministre de la justice,

Signé, BARTHÉLEMY.

N^o 192. — *Arrêté qui détermine la qualification des officiers du ministère public près les tribunaux.*

NOUS, LÉOPOLD PREMIER, roi des Belges,

Sur la proposition de notre ministre de la justice;

Avons arrêté et arrêtons :

Les commissaires du gouvernement près les tribunaux de première instance et leurs substituts prendront dorénavant le titre de *procureurs du roi* et de *substituts du procureur du roi*.

2. Geen vonnis of hoegenaemde acte gedwongene uytvoering medebrengeude, zal tot die uytvoering kunnen magt geven, dan na in de volgende bewoordingen uytvoerbaer verklaerd geworden te zyn :

« In naem van den koning der Belgen ,
» Zy het tegenwoordig vonnis, of de tegenwoodige acte
» uytvoerbaer. »

3. Deze uytvoerbaerverklaering zal op den voet van het vonnis, of de acte gesteld worden, door den voorzitter der regtbank van eersten aenleg der woonplaets van eene der partyen.

Te dien eynde zal het stuk, zonder tusschenkomst van ministeriëlen ambtenaer en zonder kosten, ter griffie ingeleverd en op gelyke wyze terug gehaald worden.

De uytvoerbaerklaring zal van de registratie vry zyn.

Onzen minister van justitie wordt belast met de uytvoering van het tegenwoordig beslyt.

Brussel, den 22 july 1831.

Geteekend, LEOPOLDUS.

Van wege den koning,

Den minister van justitie,

Geteekend, BARTÉLEMY.

N^r 192. — *Beslyt bepaelende de benaeming der ambtenaeren van het openbaer gezag by de regtbanken.*

WY, LEOPOLDUS DEN EERSTEN, koning der Belgen,

Op de voordragt van onzen minister van justitie;

Hebben besloten en beslyten :

De commissarissen der hooge regering by de regtbanken van eersten aenleg en hunne substituten, zullen voortaan den titel nemen van *procureur des konings* en *substitut van den procureur des konings*.

Notre ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 22 juillet 1831.

Signé, LÉOPOLD.

Par le roi,

Le ministre de la justice,

Signé, BARTHÉLEMY.

N° 193.—*Arrêté qui nomme les ministres des affaires étrangères, de la justice et des finances.*

LÉOPOLD, roi des Belges,

A tous présens et à venir, salut!

Avons nommé et nommons :

Ministre des affaires étrangères, chargé de la direction de la marine, le sieur Félix-Amand de Muelenaere, gouverneur de la Flandre-Occidentale;

Ministre de la justice, le sieur Joseph Raikem, procureur-général près la cour supérieure de justice de Liège, en remplacement du sieur Barthélemy, dont la démission est acceptée;

Ministre des finances, le sieur Jacques-André Coghen.

Notre ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au *Bulletin officiel*.

Bruxelles, le 24 juillet 1831.

Signé, LÉOPOLD.

Par le roi,

Le ministre de l'intérieur,

Signé, E. DE SAUVAGE.

Onzen minister van justitie wordt belast met de uytvoering van het tegenwoordig besluit.

Brussel, den 22 july 1831.

Geteekend, LEOPOLDUS.

Van wege den koning,
Den minister van justitie,
Geteekend, BARTHÉLEMY.

N^r 193.—*Besluit houdende benoemingen der ministers van buytenlandsche zaeken, der justitie en der financien.*

LEOPOLDUS, koning der Belgen,

Aen alle tegenwoordige en toekomstige, salut!

Hebben benoemd en benoemen :

Minister der buytenlandsche zaeken, belast met het beheer der zeevaert, den heer Felix-Amand De Muelenaère, gouverneur der provincie West-Vlaenderen.

Minister der justitie, den heer Joseph Raikem, procureur-generael by het hoog-geregtshof van Luyk, ter vervanging van den heer Barthélemy, wiens bedanking aenveerd wordt;

Minister der financien, den heer Jacobus-Andreas Coghen.

Onzen minister der binnenlandsche zaeken wordt belast met de uytvoering van het tegenwoordig besluit, hetwelk in het *Staetsblad* zal gedrukt worden.

Brussel, den 24 july 1831.

Geteekend, LEOPOLDUS.

Van wege den koning,
Den minister van binnenlandsche zaeken,
Geteekend, E. DE SAUVAGE.

N° 194. — *Arrêté qui maintient M. E. de Sauvage et M. le baron de Faily comme ministre de l'intérieur et de la guerre.*

LÉOPOLD, roi des Belges,

A tous présens et à venir, salut!

Avons arrêté et arrêtons :

Le sieur Étienne de Sauvage, ministre de l'intérieur, et le sieur baron de Faily, ministre de la guerre, sont continués dans leurs fonctions.

Notre ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au *Bulletin officiel*.

Bruxelles, le 24 juillet 1831.

Signé, LÉOPOLD.

Par le roi,

Le ministre des affaires étrangères,

Signé, DE MUELENAERE.

(N° 78.)

N° 195. — *Arrêté relatif aux pensions civiles accordées aux victimes de la révolution belge.*

LEOPOLD, roi des Belges,

A tous présens et à venir, salut!

Vu l'arrêté du gouvernement provisoire, en date du 6 novembre 1830, qui a fixé les pensions à accorder aux veuves et

N^r 194. — *Besluit waerby den heer E. De Sauvage, als minister der binnenlandsche zaeken en den heer baron Defailly, als minister van oorlog, worden behouden.*

LEOPOLDUS, koning der Belgen,

Aen alle tegenwoordige en toekomstige, salut!

Hebben besloten en besluitten :

Den heer Stephanus De Sauvage, minister der binnenlandsche zaeken, en den heer baron De Faily, minister van oorlog, worden in die bedieningen behouden.

Onzen minister van buytenlandsche zaeken wordt belast met de uytvoering van het tegenwoordig besluit, hetwelk in het *Staetsblad* zal gedrukt worden.

Brussel, den 24 july 1831.

Geteekend, LEOPOLDUS.

Van wege den koning,

Den minister van buytenlandsche zaeken,

Geteekend, DE MUELENAERE.

(N^r 78.)

N^r 195. — *Besluit raekende de staets-pensioenen verleend aen de slagtoffers der belgische omwenteling.*

LEOPOLDUS, koning der Belgen,

Aen alle tegenwoordige en toekomstige, salut!

Gezien het besluit der tydelyke regering van den 6 november 1830, hetwelk pensioenen bepaeld heeft, ter uytlooving aen de

enfants ou aux pères et mères des citoyens morts dans les combats soutenus pour conquérir l'indépendance nationale, ainsi qu'aux citoyens eux-mêmes qui ont reçu des blessures graves les mettant hors d'état de travailler ; -

Considérant que l'arrêté précité a force de loi ;

Voulant qu'un des premiers actes de notre règne soit consacré à appliquer les dispositions de l'arrêté précité ;

Sur le rapport de notre ministre de l'intérieur ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Les pensions fixées par les art. 1 à 5 de l'arrêté du 6 novembre 1830 sont accordées, à dater du 1^{er} décembre 1830, aux individus mentionnés dans les états n^{os} 1 à 10 annexés au présent arrêté.

2. Ces pensions seront inscrites au grand-livre et payées sur les fonds du trésor, au taux indiqué dans la colonne n^o 6 des états ci-annexés.

Nos ministres de l'intérieur et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au *Bulletin officiel*.

Bruxelles, le 24 juillet 1831.

Signé, LÉOPOLD.

Par le roi,

Le ministre de l'intérieur,

Signé, E. DE SAUVAGE.

Reçu au ministère de la justice, le 26 juillet 1831.

Le secrétaire-général,

Signé, J. VINCENT.

(Suivent les états n^{os} 1 à 10.)

weduwen en kinderen , of aen de vaders en moeders der borgers gesneuveld in de plaets gehad hebbende gevegten voor de onafhankelykmaking van het vaderland , gelyk mede aen de borgers zelve die zwaere wonden hebben bekomen , die hun buyten staet stellen te werken ;

Overwegende dat het voorschrevene besluit kracht van wet heeft ;

Willende dat een der eerste akten onzer regering aen de uytvoering der dispositien van dit besluit gewyd weze ;

Op het verslag van onzen minister der binnenlandsche zaeken ;

Hebben besloten en besluyten :

Art. 1. De pensioenen bepaeld by de art. 1 tot 5 des besluyts van den 6 november 1830 worden verleend , te rekenen van den 1^{sten} december 1830, aen de persoonen wier naemen voorkomen in de tabellen n^{rs} 1 tot 10 gevoegd aen het tegenwoordig besluit.

2. Deze pensioenen zullen op het grootboek ingeschreven en uyt 's landskas betaeld worden , op het bedrag aangewezen by de zesde kolom van de hiernevens gevoegde tabellen.

Onze ministers van binnenlandsche zaeken en van financiën worden , elk in den hunnen , belast met de uytvoering van het tegenwoordig besluit , hetwelk in het *Staetsblad* zal gedrukt worden.

Brussel , den 24 july 1831.

Getekend, LEOPOLDUS.

Van wege den koning ,

Den minister van binnenlandsche zaeken,

Geteekend, E. DE SAUVAGE.

Ontfangen in het ministerie van justitie , den 26 july 1831.

Den secretaris-generael,

Geteekend, J. VINCENT.

(Volgen de staeten n^{rs} 1 tot 10.)

ANNEXE N° 1.

Au numéro 78.

—
PROVINCE D'ANVERS.
—

ÉTAT DES PENSIONS

ACCORDÉES

En vertu de l'arrêté du gouvernement provisoire, en date du 6 novembre 1830, à des personnes domiciliées dans *la province d'Anvers*.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	PROFESSIONS.	LIEU DE DOMICILE.	
			COMMUNE.	ARRONDISSEM.
PENSIONS accordées en vertu de l'article I				
1	VANHOOF, Marie-Thérèse, veuve de Charles VAN UFFELEN.	"	Malines.	Malines.
2	VAN UFFELEN, Marie.	"	Idem.	Idem.
3	BARONNEAU, Pétronille, veuve de Jean-François BASTIAENSSEN.	"	Anvers.	Anvers.
4	VANZOOM, Anne-Elisab., veuve de Pierre-Joseph GORIS.	"	Id.	Id.
5	HUYSMANS, Anne-Catherine, veuve de Jean-Antoine WILLERS.	"	Id.	Id.
6	SLEGERS, Jeanne, veuve de Pierre-Joseph HERTER.	"	Malines.	Malines
7	HERTER, Catherine.	"	Id.	Id.
8	HERTER, Pierre Gommaire.	"	Id.	Id.
9	VERMEULEN, Marie-Thérèse- Josephine, veuve de Louis AERTS.	"	Anvers.	Anvers.
10	AERTS, Anne-Marie.	"	Id.	Id.
11	AERTS, Catherine.	"	Id.	Id.
12	HAGENS, Marie, veuve de Fran- çois BRANT.	"	Id.	Id.
13	BRANT, Anne-Marie.	"	Id.	Id.
14	BRANT, Marie-Josephine.	"	Id.	Id.
15	BRANT, Marie-Élisabeth.	"	Id.	Id.
16	VERBRUGGEN, Anne-Catherine, veuve de Joseph COCKX.	"	Id.	Id.
17	WYNANTS, Anne-Cather., veuve de Pierre Joseph DE MAEYER.	"	Id.	Id.
18	DE MAEYER, Pierre.	"	Id.	Id.
19	DE MAEYER, Jeanne-Catherine- Antoinette.	"	Id.	Id.
20	DE MAEYER, Emmanuel-Jean.	"	Id.	Id.

TAUX de LA PENSION.	NATURE DE LA PENSION.	OBSERVATIONS.
de l'arrêté du 6 novembre 1830.		
francs 365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 25 juin 1844.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
365	Idem.	
365	Idem.	
365	Idem.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 14 juin 1834.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 13 juillet 1840.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 13 juillet 1840.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 3 avril 1836.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 18 mars 1838.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 14 février 1832.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 11 juin 1839.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 10 mai 1844.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
365	Idem.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 26 mars 1831.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 21 novembre 1835.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 4 août 1838.	
Tot. 3725		

S. IV. T. III.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	PROFESSIONS.	LIEU DE DOMICILE.	
			COMMUNE.	ARRONDISSEM ^t .
21	HERBOTS, Marie-Françoise, veuve de François-Joseph DELAET.	»	Anvers.	Anvers.
22	DELAET, Marie-Anne-Louise.	»	Idem.	Idem.
23	BOUMANS, Anne-Marie, veuve de Jean-François JANSSENS.	»	Id.	Id.
24	GYSENS, Marie-Joséphé, veuve de Pierre GYSELS.	»	Id.	Id.
25	GYSELS, Marie-Thérèse.	»	Id.	Id.
26	GYSELS, Jean.	»	Id.	Id.
27	GYSELS, Marie-Catherine.	»	Id.	Id.
28	GYSELS, Suzanne.	»	Id.	Id.
29	VANDERSANDEN, Anne-Catherine, veuve de Sylvestre-Guillaume-Pierre LEPERE.	»	Id.	Id.
30	DURIEUX, Florence-Henriette-Joséphé, veuve de Joseph LAUWERS.	»	Id.	Id.
31	LAUWERS, Jean-Baptiste.	»	Id.	Id.
32	LAUWERS, Anne-Marie.	»	Id.	Id.
33	LAUWERS, Antheline-Théodore.	»	Id.	Id.
34	LAUWERS, Michel-Antoine.	»	Id.	Id.
35	LAUWERS, Pierre-Charles.	»	Id.	Id.
36	SANNES, Anne-Catherine, veuve de Charles MAXI.	»	Id.	Id.
37	MAXI, Marie-Thérèse.	»	Id.	Id.
38	MAXI, Thomas.	»	Id.	Id.
39	MAXI, Hélène.	»	Id.	Id.
40	MAXI, Henri.	»	Id.	Id.
41	MAXI, Guillaume-François.	»	Id.	Id.

TAUX de LA PENSION.	NATURE DE LA PENSION.	OBSERVATIONS.
Rep. 3725		
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 24 juillet 1831.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 2 avril 1832.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 2 mai 1839.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 29 janvier 1841.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 16 janvier 1845.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
365	Idem.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 25 octobre 1833.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 5 octobre 1831.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 11 janvier 1836.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 7 août 1838.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 11 mars 1840.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 8 avril 1837.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 20 décembre 1838.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 29 novembre 1840.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 28 février 1843.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 30 mai 1845.	
Total. 6575		

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	PROFESSIONS.	LIEU DE DOMICILE.	
			COMMUNE.	ARRONDISSEM ^t .
42	DENYS, Marie-Joseph, veuve d'Antoine-Joseph MEES.	"	Anvers.	Anvers.
43	MEES, François.	"	Idem.	Idem.
44	MEES, Anne-Catherine.	"	Id.	Id.
45	MEES, Jean-Baptiste.	"	Id.	Id.
46	DE BUCK, Jeanne-Caroline-An- toinette, veuve de Guillaume NOLLEN.	"	Id.	Id.
47	VAN GEUCHTEN, Thérèse, v ^e de Pierre MICHEEL.	"	Id.	Id.
48	MICHEEL, Pierre-Joseph.	"	Id.	Id.
49	MICHEEL, Marie-Anne-Virginie.	"	Id.	Id.
50	MICHEEL, Édouard-Henri.	"	Id.	Id.
51	VAN DER VELDEN, Jeanne-Thé- rèse, veuve de Arnould-François PUNT.	"	Id.	Id.
52	PUNT, Jean-Baptiste.	"	Id.	Id.
53	PUNT, Jean.	"	Id.	Id.
54	BOGAERTS, Élisabeth, veuve de Jean-Joseph SPIES.	"	Id.	Id.
55	SPIES, Élisabeth.	"	Id.	Id.
56	BEX, Anne, veuve de Jean VALK.	"	Id.	Id.
57	HEYLINGER, Marie-Anne, veuve de François VAN BAEL.	"	Id.	Id.
58	QUAEKEN, Isabelle, veuve de Pierre VAN OFFEL.	"	Id.	Id.
59	VAN OFFEL, Jean-Gerard Luc.	"	Id.	Id.
60	VAN OFFEL, Jeanne-Catherine.	"	Id.	Id.
61	VAN OFFEL, Anne-Maric.	"	Id.	Id.

TAUX de PENSION.	NATURE DE LA PENSION.	OBSERVATIONS.
Rep. 6575		
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 15 avril 1833.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 15 janvier 1837.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 27 avril 1840.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 31 mars 1831.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 22 mai 1834.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 6 mai 1836.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 12 novembre 1838.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 11 avril 1845.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 10 avril 1843.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
365	Idem.	
365	Idem.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 18 octobre 1831.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 6 juillet 1834.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 10 mars 1837.	
9975		

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	PROFESSIONS.	LIEU DE DOMICILE.	
			COMMUNE.	ARRONDISSEM ^t .
62	JACOBS, Adrien, veuve de Pierre-Jean VAN TONGEL.	»	Anvers.	Anvers.
63	VAN TONGEL, Élisabeth.	»	Id.	Id.
64	VAN TONGEL, Henri.	»	Id.	Id.
65	VINCK, Isabelle, veuve de Paul VAN LOKEREN.	»	Id.	Id.
66	VAN LOKEREN, Jean.	»	Id.	Id.

Pensions accordées, en vertu

67	DEVISSER, Jean-Charles et SCHRYKENS, Wilhelmine, conjoints.	»	Anvers.	Anvers.
68	ADRIAENS, Henri et VERMOST, Jeanne, conjoints.	»	Malines.	Malines.
69	BEYLOOS, Henri.	»	Anvers.	Anvers.
70	SYBEN, Marie-Catherine, veuve de François-Jacques-Louis DÉLIN.	»	Idem.	Idem.
71	WITDOECK, Anne-Jacqueline, v ^e de Michel-Joseph MEULEMANS.	»	Id.	Id.
72	FOURNEAUX, Marie-Alexandr ^{ne} , veuve de Jean-Joseph URBAIN.	»	Id.	Id.
73	D'APLAINCOURT, Alexandre-Joseph, et HORGNIÉS, Marie-Catherine, conjoints.	»	Duffel.	Malines.

TAUX de LA PENSION.	NATURE DE LA PENSION.	OBSERVATIONS.
Rep. 9915		
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 14 septembre 1843.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 29 avril 1845.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 30 mars 1832.	
<hr/> Tot. 10,765		

de l'article 2 de l'arrêté du 6 novembre 1830.

400	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.
400	Idem.
300	Id.
400	Id.
<hr/> Tot. 2400	

N° D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	PROFESSIONS.	LIEU DE DOMICILE.	
			COMMUNE:	ARRONDISSEM.

Pensions accordées, en vertu de l'article

74	DELVAL, Édouard-Charles-Ant.	Commis-négt.	Boom.	Anvers.
75	GOOREMANS, Joseph.	Ouvrier.	Lierre.	Malines.
76	FAYS, Pierre-Joseph.	Idem.	Anvers.	Anvers.
77	DE MUNCK, Antoine.	Garçon chap.	Idem.	Id.
78	VAN PELT, François-Dominique.	Commis-négt.	Id.	Id.
79	LEMME, Pierre.	Id.	Id.	Id.
80	BACHOT dit BAKHOVEN, Joseph-François.	Musicien ambulant.	Id.	Id.
81	DE WOLF, Jean-Baptiste.	-Ouvrier.	Id.	Id.
82	VAN HAEL, Jean-Baptiste.	Id.	Id.	Id.
83	SCHRAM, Pierre-Joseph.	Couvreur.	Id.	Id.
84	VERSTRAETEN, Jean-Baptiste.	Ouvrier.	Id.	Id.
85	BRILLOIS, Gérard.	Id.	Id.	Id.
86	DE PAUS, Jacques.	Batelier.	Id.	Id.
87	DRIES, Pierre-Jean.	Charpentier.	Id.	Id.
88	BERGHMANS, Jean-Joseph.	Cordonnier.	Id.	Id.
89	MACKA, Herman.	Ouvrier-maç.	Lierre.	Malines.
90	GOOSSENS, Corneille-François.	Anc. tromp ^{te} .	Id.	Id.
91	SCHEFFER, Laurent.	Commission.	Anvers.	Anvers.
92	DE BES, René.	Ouvrier.	Id.	Id.
93	DEKONING, Pierre-Joseph.	Id.	Id.	Id.
94	VAN VAEREWYCK, Pierre-Jos.	Journalier.	Id.	Id.
95	VERHEYEN, Jean-François.	Garç. peint.	Id.	Id.

TAUX de LA PENSION.	NATURE DE LA PENSION.	OBSERVATIONS.
---------------------------	--------------------------	---------------

3 de l'arrêté du 6 novembre 1830.

450	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	Les pensions de fr. 450, sont accordées à des individus <i>marités</i> , et celles de fr. 365, à des <i>célibataires</i> .
365	Idem.	
365	Id.	
450	Id.	
450	Id.	
365	Id.	
450	Id.	
365	Id.	
365	Id.	
450	Id.	
450	Id.	
365	Id.	
450	Id.	
450	Id.	
365	Id.	
365	Id.	
450	Id.	
365	Id.	
450	Id.	
450	Id.	

Rép. 9120

S. IV. T. III.

N° D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	PROFESSIONS.	LIEU DE DOMICILE.	
			COMMUNE.	ARRONDISSEM ^t .
96	POTS, Jean.	Ouvrier.	Anvers.	Anvers.
97	POT, Gerard.	M ^d de fruits.	Idem.	Idem.
98	DE BUSSCHERE, François-Jacq.	Cabaretier.	Id.	Id.
99	KALLIÉ, Jean-Jacques.	Ouv. maçon.	Id.	Id.

Pensions accordées en vertu de l'article

100	BOUVARD, Thérèse.	»	Anvers.	Anvers.
101	BOUVARD, François.	»	Idem.	Idem.
102	BOUVARD, Pierre.	»	Id.	Id.

RÉCAPITU

Pensions accordées en vertu de l'article 1^{er}.

»	»	»	»	2 ^e .
»	»	»	»	3 ^e .
»	»	»	»	5 ^e .

Ensemble.

TAUX de LA PENSION.	NATURE DE LA PENSION.	OBSERVATIONS.
Rep. 9120		
450	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
450	Idem.	
450	Idem.	
365	Idem.	
<hr/> Tot. 10,850		

5 de l'arrêté du 6 novembre 1830.

200	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 29 août 1842.
200	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 13 juin 1845.
200	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 21 septembre 1847.
<hr/> Tot. 600	

LATION.

.	10,765
.	2,400
.	10,850
.	600
.	<hr/> 24,615

Arrêté le présent état à la somme de vingt-quatre mille six cent quinze francs.

Bruxelles, le 23 juillet 1831.

Le ministre de l'intérieur,
Signé, E. DE SAUVAGE.

Approuvé pour être annexé à notre arrêté du 24 juillet 1831.

Signé, LÉOPOLD.

Par le Roi :
Le ministre de l'intérieur,
Signé, E. DE SAUVAGE.

ANNEXE N° 2,

Au numéro 78.

—
PROVINCE DU BRABANT.
—

ÉTAT DES PENSIONS

ACCORDÉES

En vertu de l'arrêté du gouvernement provisoire, en date du 6 novembre 1830, à des individus domiciliés dans *la province du Brabant*.

NOTA. Les personnes domiciliées à *Bruzelles*, forment ensemble l'annexe n° 10.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	PROFESSIONS.	LIEU DE DOMICILE.	
			COMMUNE.	ARRONDISSEM ^t .

Pensions accordées en vertu de l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement

1	FLORQUIN, Christine, veuve de Henri BERCKMANS.	Ouvrière.	Louvain.	Louvain.
2	CAY, Anne-Élisabeth, v ^e de Jean-Baptiste VAN OBBERGHE.	Journalière.	Heverlé.	Idem.
3	VAN OBBERGHE, Marie-Thérèse.	»	Idem.	Id.
4	VAN OBBERGHE, Guillaume.	»	Id.	Id.
5	VAN OBBERGHE, Marie-Élisab.	»	Id.	Id.
6	VAN OBBERGHE, Jeanne.	»	Id.	Id.
7	HOEBREX, Marie-Anne, veuve de François POFFÉ.	Journalière.	Tirlemont.	Id.
8	GHYSENS, Marie-Thérèse, v ^e de Constant-Jos.-Ghislain JUBERT.	Fileuse.	Nivelles	Nivelles.
9	MOORS, Barbe, veuve de Jacques-Joseph CHAPELLE.	Cabaretière	Id.	Id.
10	CHAPELLE, Émile.	»	Id.	Id.
11	CHAPELLE, Ursule-Clémence.	»	Id.	Id.
12	TAYMANS, Jeanne-Catherine, v ^e de Guillaume DE KEYZER.	»	Rhodes ^{ste} Agathe.	Louvain.
13	TOMBEUR, Jeanne, veuve de Jean-François MATHIEU.	Ouvrière.	Louvain.	Idem.
14	CLENNERS, Marie-Caroline, v ^e de Joseph GOYENS.	»	Diest.	Id.
15	GOYENS, Marie-Thérèse.	»	Idem.	Id.
16	DANIELS, Thérèse; veuve de Jean-Baptiste NOEL.	Ouvrière.	Louvain	Id.
17	NOEL, Marie.	»	»	Id.
18	NOEL, Catherine.	»	»	Id.

TAUX de LA PENSION.	NATURE DE LA PENSION.	OBSERVATIONS.
---------------------------	--------------------------	---------------

provisoire, en date du 6 novembre 1830.

365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
365	Idem.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 13 décembre 1831.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 9 juin 1835.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 25 mai 1838.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 16 avril 1842.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
365	Idem.	
365	Id.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 31 juillet 1834.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 13 mars 1832.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
365	Idem.	
365	Id.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 4 juillet 1834.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 28 novembre 1833.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 23 août 1835.	

Rep. 3,645

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	PROFESSIONS.	LIEU DE DOMICILE.	
			COMMUNE.	ARRONDISSEM ^t .
19	NOEL, Jean-Baptiste.	»	Louvain.	Louvain.
20	NOEL, Gérard.	»	Idem.	Id.
21	VANDERVEKEN, Catherine, v ^e de Jean-Baptiste DEVRIENDT.	Ouvrière.	Id.	Id.
22	DEVRIENDT, Élisabeth.	»	Id.	Id.
23	DEVRIENDT, Jacques.	»	Id.	Id.
24	DEVRIENDT, Jean-Baptiste.	»	Id.	Id.
25	DECRÉ, Jeanne-Catherine, v ^e de Libert VANLANGENDONCK.	»	Id.	Id.
26	VAN OPSTAL, Jeanne-Marie, v ^e de Jean-Baptiste RAYHÉ.	Ouvrière.	Id.	Id.
27	RAYHÉ, Lambert.	»	Id.	Id.
28	WAYENBORGH, Lucie, veuve de Henri VAN CALSTER.	Ouvrière.	Id.	Id.
29	VAN CALSTER, Martin.	»	Id.	Id.
30	VANDENDRIESCHÉ, Anne-Mar., veuve de Jérôme JOCHMANS.	Ouvrière.	Id.	Id.
31	VERACHTEN, Marie, v ^e de Joseph MOMBAERTS.	Dentelière.	Aerschot.	Id.
32	VANSTOCKSTRAETEN, Marie- Thérèse, v ^e de Jacques-Joseph MARTIN.	»	Jodoigne.	Id.
33	MARTIN, Guillaume-Hector.	»	Id.	Nivelles.
34	MARTIN, Beatrix-Isabelle.	»	Id.	Id.
35	MARTIN, Albertine.	»	Id.	Id.
36	BILTEREST, Marie-Anne, v ^e de Jean-Baptiste VAN NUFFELEN.	Laitière.	St-Josse-ten Noode.	Bruxelles.
37	MEULENBRANT, Lucie, veuve de Pierre DE BLUTS.	Jardinière.	Ixelles.	Id.
38	VAN BEVER, Anne-Marie, veuve de Jean LENAERTS.	»	Louvain.	Louvain.

TAUX de LA PENSION.	NATURE DE LA PENSION.	OBSERVATIONS.
Rep. 3645		
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 21 août 1840.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 4 septembre 1844.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 11 avril 1838.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 24 décembre 1841.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 10 décembre 1844.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
365	Idem.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 5 août 1845.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 29 décembre 1842.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
365	Idem.	
365	Id.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 8 novembre 1841.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 19 novembre 1843.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 10 septembre 1845.	
365	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
365	Idem.	
365	Id.	
Rep. 7695		

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	PROFESSIONS.	LIEU DE DOMICILE.	
			COMMUNE.	ARRONDISSEM ^t .
39	LENAERTS, Charles.	»	Louvain.	Louvain.
40	HEYMANS, Anne-Catherine.	»	Lembeck.	Bruxelles.
41	HEYMANS, Philippe.	»	Idem.	Idem.
42	VAN DEN EYNDE, Elisabeth, veuve de Corneille KERCKX.	Ouvrière.	Berchem Ste Agathe.	Id.
43	KERCKX, Barbe.	»	Id.	Id.
44	KERCKX, Gilles.	»	Id.	Id.
45	ROELANTS, Jeanne, veuve de Guillaume VANDERMEULEN.	Journalière.	L'Écluse.	Louvain.
46	DEKNOOP, Jeanne, veuve de Jean- Baptiste DITS.	Ménagère.	Uccle.	Bruxelles.
47	DITS, Claire.	»	Id.	Id.
48	DITS, Elisabeth.	»	Id.	Id.

PENSIONS accordées en vertu de l'article

49	LAURENT, Catherine, veuve de Martin DUSOIS.	»	Wavre.	Nivelles.
50	VAN NIMMEN, Marie-Anne, ve d'Arnold-Joseph WINS.	Ouvrière.	Hal.	Bruxelles.
51	VAN BACKEL, Laurent, et DE MAERSCHALCK, Jeanne, conjoints.	»	Aerschot.	Louvain.
52	STRUYVEN, Joseph, et DESCHAMPS, Marie-Catherine, conjoints.	Journaliers.	Tirlemont.	Id.
53	VRANCKX, Guillaume, et VAN DOREN, Anne-Marie, con- joints.	Idem.	Erps Querbs.	Id.

TAUX de LA PENSION.	NATURE DE LA PENSION.	OBSERVATIONS.
Rep. 7695		
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 17 mars 1845.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 14 juillet 1833.	<i>Nota. Leur père est porté au n° 86.</i>
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 8 décembre 1839.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 22 avril 1836.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 27 décembre 1838.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
365	Idem.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 25 avril 1834.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 27 avril 1839.	
<u>Tot. 9070</u>		

2 de l'arrêté du 6 novembre 1830.

300	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.
300	Idem.
400	Id.
400	Id.
400	Id.
<u>Rep. 1800</u>	

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	PROFESSIONS.	LIEU DE DOMICILE.	
			COMMUNE.	ARRONDISSEM ^t .
54	VAN MEERBEECK, Pierre-Dieu-donné (veuf).	Journalier.	Thildonck.	Louvain.
55	REMY, Marie-Elisabeth, veuve de Henri Buelens, actuellement épouse de P. VANLANGENDONK.	Ouvrière.	Louvain.	Id.
56	MOENS, Anne-Marie-Françoise, v ^e de Guillaume-Henri NISEN.	»	Id.	Id.
57	MANHAY, François-Joseph (veuf).	Tisserand.	Perwez.	Nivelles.
58	POQUETTE, Joseph, et DELCORDE, M ^e -L ^e , conjoints.	»	Glabaix.	Id.
59	ROCH, Marie-Joséph, v ^e de Jean-Joseph WITTERZAEI.	Journalière.	Braine-Lalleud.	Id.
60	L'HOOST, Marie-Joseph.	Id.	Jodoigne.	Id.
61	JONNÉ, Anne, veuve de Jacques-Joseph LINTS.	»	Hooylaert.	Bruxelles.
62	FOULLIEN, Hubert, et KELHAUSSEN, Elisab., conjoints.	»	Bruxelles.	Id.
63	SMEYERS, Jeanne - Catherine, veuve de Joseph FRICO.	Journalière.	Bautersem.	Louvain.

Pensions accordées, en vertu de l'article

64	BOLLEN, Jean-François.	Journalier.	Bunsbeek.	Louvain.
65	CASSART, Jules-César.	Serrurier.	Jodoigne.	Nivelles.
66	WYLEMANN, Guillaume.	»	Id.	Id.
67	GODARD, Eugène.	Tanneur.	Id.	Id.
68	PURNELLE, Jacques.	Journalier.	Incourt.	Id.
69	MEULEMAN, François.	Tailleur.	Id.	Id.
70	DELPIERRE, Jean-Joseph-Ghisl.	Charretier.	Id.	Id.

TAUX de LA PENSION.	NATURE DE LA PENSION,	OBSERVATIONS.
Rep. 1800 300	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
300	Idem.	
300	Id.	
300	Id.	
400	Id.	
300	Id.	
300	Id.	
300	Id.	
400	Id.	
300	Id.	
<u>Tot. 5000</u>		

3 de l'arrêté du 6 novembre 1830.

450	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	Marié.
365	Idem.	Célibataire.
365	Id.	Id.
<u>Rep. 2640</u>		

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	PROFESSIONS.	LIEU DE DOMICILE.	
			COMMUNE.	ARRONDISSEM ^t .
71	ROSIERS, Jean.	Journalier.	Tirlemont.	Louvain.
72	KERINGS, dit Henri-Jérôme.	Id.	Id.	Id.
73	COLLART, François.	Ouvrier.	Louvain.	Id.
74	VANDERHOEFT, Égide.	Id.	Id.	Id.
75	CROQUET, Paul.	Id.	Id.	Id.
76	DEKEUSTER, Pierre.	Id.	Id.	Id.
77	MORIS, Louis-Joseph.	Journalier.	Aerschot.	Id.
78	ALARDIN, Jean-Louis.	Chapelier.	Nivelles.	Nivelles.
79	DERNIES, Hubert.	Vannier.	Id.	Id.
80	DIMARTINELLI, Jean.	"	Louvain.	Louvain.
81	DE WYNANS, Guillaume.	Journalier.	Tirlemont.	Id.
82	DÉCOSTER, André.	Plafonneur.	Uccle.	Bruxelles.
83	CORDEMANS, Henri.	M ^d de bois.	Boitsfort.	Id.
84	VERHOEVEN, Pierre.	Journalier.	Saventhem.	Id.
85	WOUTERS, Henri-Jean.	Perruquier.	Louvain.	Louvain.
86	HEYMANS, Jean-Baptiste.	Maréchal.	Lembeck.	Bruxelles.

Pensions accordées, en vertu

87	STERKENDRIES, Angéline.	"	Bost Hoegaerden.	Louvain.
88	STERKENDRIES, Marie-Cather.	"	Id.	Id.
89	STERKENDRIES, Marie-Thérèse.	"	Id.	Id.
90	STERKENDRIES, Félix.	"	Id.	Id.
91	VEINQUEUR, Marie.	"	Id.	Id.

TAUX de LA PENSION.	NATURE DE LA PENSION.	OBSERVATIONS.
Rep. 2640		
450	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	Marié.
450	Idem.	Idem.
450	Id.	Id.
450	Id.	Id.
365	Id.	Célibataire.
365	Id.	Idem.
450	Id.	Marié.
405	Id.	Veuf avec enfans.
450	Id.	Marié.
450	Id.	Marié.
365	Id.	Célibataire.
365	Id.	Idem.
450	Id.	Marié.
450	Id.	Idem.
450	Id.	Id.
365	Id.	Veuf avec enfans. (Voir les nos 40 et 41.)
Tot. 9370		

de l'art. 5 de l'arrêté du 6 novembre 1830.

200	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 25 février 1838.
200	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 17 novembre 1839.
200	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 29 août 1842.
200	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 10 mars 1845.
200	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 15 mars 1846.
Tot. 1000	

RÉCAPITUL

Pensions accordées en vertu de

»	»	»
»	»	»
»	»	»

Ensemble. . .

LATION.

l'art. 1 ^{er}.	. . . . .	9,070
» 2 ^e.	. . . . .	5,000
» 3 ^e.	. . . . .	9,370
» 5 ^e.	. . . . .	1,000
		<hr/>
.		24,440

Arrêté à la somme de vingt-quatre mille quatre cent quarante francs.

Bruxelles , le 23 juillet 1831.

Le ministre de l'intérieur,
Signé, E. DE SAUVAGE.

Approuvé pour être annexé à notre arrêté du 24 juillet 1831.

Signé, LÉOPOLD.
Par le roi,
Le ministre de l'intérieur,
Signé, E. DE SAUVAGE.

ANNEXE N° 3 ,

Au N° 78.

PROVINCE DE LA FLANDRE OCCIDENTALE.

ÉTAT DES PENSIONS

ACCORDÉES

En vertu de l'arrêté du gouvernement provisoire, en date du 6 novembre 1830, à des personnes domiciliées dans *la province de la Flandre occidentale.*

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	PROFESSIONS.	LIEU DE DOMICILE.	
			COMMUNE.	ARRONDISSEMENT.

Pensions accordées en vertu de l'art. 1^{er} de l'arrêté du

1	DE BOYSERE, Jeanne-Françoise, veuve de Thom. Franç. MALFAIT.	»	Ostende.	Bruges.
2	POLLIE, Françoise-Josephe, veuve de Félix-Bernard PILLE.	Couturière.	Menin.	Courtray.
3	PILLE, Amélie.	»	Idem.	Idem.
4	PILLE, Frédéric.	»	Id.	Id.
5	PILLE, Auguste-Joseph.	»	Id.	Id.
6	TYBERGHIEU, Julie, veuve de Pierre-Narcisse GANTOIS.	»	Id.	Id.
7	TYROU, Constance-Victoire, v ^e de Éleuthère-Pierre BERNAERT.	»	Bruges.	Bruges.

Pensions accordées, en vertu

8	BOUSSIER, François.	Tisserand.	Gheluwe.	Ypres.
---	---------------------	------------	----------	--------

RÉCAPITU

Pensions accordées en vertu de

» » »

Ensemble. . .

TAUX de LA PENSION.	NATURE DE LA PENSION.	OBSERVATIONS.
---------------------------	--------------------------	---------------

gouvernement provisoire, en date du 6 novembre 1830.

francs 365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.
365	Idem.
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830 jusqu'au 4 juin 1840.
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 17 août 1841.
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 7 septembre 1844.
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 31 décembre 1830.
365	Idem.
Tot. 1580	

de l'art. 2 dudit arrêté.

300	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.
-----	---

LATION.

l'article 1 ^{er}.	. . . . . 1,580
" 2 ^e.	. . . . . 300
.	<u>1,880</u>

Arrêté le présent état à la somme de dix-huit cent quatre-vingt francs.

Bruxelles, le 23 juillet 1831.

Le ministre de l'intérieur,
Signé, E. DE SAUVAGE.

Approuvé pour être annexé à notre arrêté du 24 juillet 1831.

Signé, LÉOPOLD.

Par le roi,
Le ministre de l'intérieur,
Signé, E. DE SAUVAGE.

ANNEXE N° 4,

Au numéro 78.

PROVINCE DE LA FLANDRE ORIENTALE.

ÉTAT DES PENSIONS

ACCORDÉES

En vertu de l'arrêté du gouvernement provisoire, en date du 6 novembre 1830, à des personnes domiciliées dans *la province de la Flandre orientale*.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	PROFESSIONS.	LIEU DE DOMICILE.	
			COMMUNE.	ARRONDISSEM ^t .

Pensions accordées en vertu de l'art. 1^{er} de l'arrêté du

1	DEMIDDELAER, Isabelle-Caroline, veuve de Jean-Ferdinand DAELMAN.	Journalière.	St-Nicolas.	Termonde.
2	DAELMAN, Pierre-Jean.	»	Id.	Id.
3	DAELMAN, Florentine.	»	Id.	Id.
4	DAELMAN, Jeannette-Henriette.	»	Id.	Id.
5	DAELMAN, François-Louis.	»	Id.	Id.
6	BLOMME, Marie, veuve de Bernard ROELS.	»	Maldegheem.	Gand.
7	NICHELS, Isabelle-Pétronille-Marie, veuve de Jean-Dominique CAUDRON.	»	Alost.	Audenaerde.
8	CAUDRON, Jeannette-Apolline.	»	Id.	Id.

TAUX de LA PENSION.	NATURE DE LA PENSION.	OBSERVATIONS.
	gouvernement provisoire en date du 6 novembre 1830.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 10 juillet 1837.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 9 février 1839.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 13 janvier 1841.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 15 octobre 1844.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
365	Idem.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 30 juillet 1834.	
Total. 1295		

Arrêté le présent état à la somme de douze cent quatre-vingt quinze francs.

Bruxelles, le 23 juillet 1831.

Le ministre de l'intérieur,
Signé, E. DE SAUVAGE.

Approuvé pour être annexé à notre arrêté du 24 juillet 1831.

Signé, LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le ministre de l'intérieur,
Signé, E. DE SAUVAGE.

ANNEXE N° 5,

Au numéro 78.

—
PROVINCE DU HAINAUT.
—

ÉTAT DES PENSIONS

ACCORDÉES

En vertu de l'arrêté du gouvernement provisoire, en date du 6 novembre 1830, à des individus domiciliés dans *la province du Hainaut*.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	PROFESSIONS.	LIEU DE DOMICILE.	
			COMMUNE.	ARRONDISSEM ^t .

Pensions accordées en vertu de l'article 1^{er}

1	CRESSON, Ursule, veuve d'Auguste DURIEU.	»	Mons.	Mons.
2	DURIEU, Nicolas.	»	Idem.	Idem.
3	LENOIR, Florence, veuve de Pierre MARÉCHAL.	»	Id.	Id.
4	MARÉCHAL, Modeste.	»	Id.	Id.
5	ROSEREAU, Désirée, veuve de Nicolas VIENNE.	»	Id.	Id.
6	VIENNE, Antoinette.	»	Id.	Id.
7	VIENNE, Henriette.	»	Id.	Id.
8	VIENNE, Hubert.	»	Id.	Id.
9	VIENNE, Pierre.	»	Id.	Id.
10	VIENNE, Philippe.	»	Id.	Id.
11	VIENNE, Catherine.	»	Id.	Id.
12	RENARD, Jeanne-Ghislaine-Germaine, v ^e de Henri-Jos. CAMBIER.	Journalière.	Id.	Id.
13	CAMBIER, François-Alexandre.	»	Id.	Id.
14	CAMBIER, Laurent-Joseph.	»	Id.	Id.
15	VERTRAPPE, Angélique, veuve de Jean-Charles-Joseph DEHAINAUT.	Journalière.	Gosselies.	Charleroy.
16	DEHAINAUT, Charles-Louis.	»	Idem.	Idem.
17	DEHAINAUT, Marie-Angélique.	»	Id.	Id.
18	PLATIEAU, Élisabeth, veuve de Pierre-François FONTAINE.	Ouvrière.	Ath.	Tournay.
19	FONTAINE, Antoine.	»	Idem.	Idem.
20	FONTAINE, Thérèse-Josephine.	»	Id.	Id.

TAUX	NATURE	OBSERVATIONS.
de	DE LA PENSION.	
PENSION.		

l'arrêté du 6 novembre 1830.

365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 25 septembre 1841.
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 22 janvier 1845.
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 1 ^{er} septembre 1832.
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 30 juin 1834.
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 6 février 1836.
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 3 novembre 1837.
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 2 mars 1841.
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 9 mai 1843.
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 26 juin 1843.
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 22 juin 1844.
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 8 novembre 1841.
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 25 novembre 1843.
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 26 janvier 1831.
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 28 juin 1833.

N° D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	PROFESSIONS.	LIEU DE DOMICILE.	
			COMMUNE.	ARRONDISSEM ^t .
21	FONTAINE, Charles.	»	Ath.	Tournay.
22	FONTAINE, Angélique.	»	Idem.	Idem.
23	FONTAINE, Joseph.	»	Id.	Id.
24	D'HENNE, Elisabeth-Josephe, v ^e de François-Xavier DE QUEENE.	»	Tournay.	Id.
25	WARNIE, Isabelle-Josephe, veuve d'André-Joseph POLET.	»	Idem.	Id.

Pensions accordées en vertu

26	LEQUEUE, Catherine-Josephe, v ^e d'André-Joseph PLESNIERS.	»	Mons.	Mons.
27	LECOMTE, Ferdinand-Joseph, et DUPRIEZ, Marie-Josephe-Desirée, conjoints.	Journalier.	Idem.	Idem.
28	OUVERLEAUX, Marie-Catherine, veuve de Charles-Louis DEMELIN.	»	Ath.	Tournay.
29	RABO, Louise-Josephe, veuve de Louis LAGARDE.	Tricoteuse.	Tournay.	Idem.
30	PIPART, Jean-Baptiste-Joseph, et MOREAU, Adélaïde - Philippine- Joseph, conjoints.	»	Idem.	Id.
31	DE CARPENTRIE, Nicolas-Ai- mable-Joseph, et DEWAME, Rose, conjoints.	»	Id.	Id.
32	HITTELET, Jean-Joseph.	Milit. pens.	Gosselies.	Charleroy.
33	DURIEUX, Marie-Barbe, épouse de Nicolas SREUX.	Journalière.	Tournay.	Tournay.
34	KENETTENORF, Mélanie, veuve d'André-Charles WISAUT.	Tricoteuse.	»	Idem.

TAUX de LA PENSION.	NATURE DE LA PENSION.	OBSERVATIONS.
Rep. 2750		
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 29 juin 1835.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 4 juin 1837.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 9 mai 1839.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
	Idem.	
365		
Tot. 3600		

de l'art. 2 de l'arrêté du 6 novembre 1830.

300 00	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
400 00	Idem.	
300 00	Id.	
300 00	Id.	
400 00	Id.	
400 00	Id.	
12 16	Id.	<p>La pension de Jean-Joseph HIRTZLER, devrait être de fr. 300, mais on a déduit la pension militaire, dont il jouit déjà et qui s'élève à fl. 136, ou fr. 287 84 c.</p> <p>Reste 12 16.</p> <p>La pension n'est que de fr. 300, attendu que Nicolas Spreux, se trouve dans un hospice.</p>
300 00	Id.	
300 00	Id.	
T. 2712 16		

Pensions accordées en vertu

35	PLOUCHART, Pierre-Joseph.	Journalier.	Braine le C ^{te} .	Mons.
36	SABEAU, Pierre-Joseph.	Ouvrier houilleur.	Gosselies.	Charlerov
37	SCHEMELSER, Adrien.	Ouvrier couvreur.	Mons.	Mons.
38	LAUBLIN, Vincent.	»	Idem.	Idem.
39	LEMAIRE, Denis.	»	Tournay.	Tournay.
40	HOUZÉ, Désiré.	»	Id.	Id.
41	VAN DER BRUGGEN, François- Louis.	»	Id.	Id.
42	MATON, Benoît.	Ouvrier charbonnier.	Jemappes.	Mons.

Pensions accordées, conformément

43	HOLLANDE, Amélie-Joseph.	»	Mons.	Mons.
----	--------------------------	---	-------	-------

Pensions accordées en vertu de l'article

»	»	»	»
»	»	»	»
»	»	»	»

Ensemble.

TAUX de LA PENSION.	NATURE DE LA PENSION.	OBSERVATIONS.
---------------------------	--------------------------	---------------

l'article 3 de l'arrêté du 6 novembre 1830.

365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	Célibataire.
365	Idem.	Idem.
450	Id.	Marié.
450	Id.	Id.
365	Id.	Célibataire.
365	Id.	Id.
365	Id.	Id.
365	Id.	Id.
Tot. 3090		

à l'article 5 dudit arrêté.

200 Pension annuelle, payable depuis le 1^{er} décembre 1830, jusqu'au 12 août 1842.

LATION.

• • • • •	3,600
• • • • •	2,712 16
• • • • •	3,090
• • • • •	200
• • • • •	<u>9,602 16</u>

Arrêté le présent état à la somme de neuf mille six cent deux francs et seize centimes.

Bruxelles, le 23 juillet 1831.

Le ministre de l'intérieur,
Signé, E. DE SAUVAGE.

Approuvé pour être annexé à notre arrêté du 24 juillet 1831.

Signé, LÉOPOLD.
Par le roi,
Le ministre de l'intérieur,
Signé, E. DE SAUVAGE.

ANNEXE N° 6,

Au numéro 78.

PROVINCE DE LIÈGE.

ÉTAT DES PENSIONS

ACCORDÉES

En vertu de l'arrêté du gouvernement provisoire, en date du 6 novembre 1830, à des personnes domiciliées dans *la province de Liège*.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	PROFESSIONS.	LIEU DE DOMICILE.	
			COMMUNE.	ARRONDISSEMENT.

Pensions accordées, en vertu de l'art. 1^{er} de l'arrêté du

1	DONEUX, Marie-Joséph, veuve de Jean COUNE.	»	Chesnée.	Liège.
2	LENS, Dieudonné, veuve de Remi-Joseph DOCKIER.	»	Herve.	Id.
3	DOCKIER, Marguerite.	»	Id.	Id.
4	DOCKIER, Marie-Jeanne.	»	Id.	Id.
5	ROUFOSSE, Marie-Jeanne, veuve de Mathieu DOZIN.	»	Liège.	Id.
6	DOZIN, Marie-Ida.	»	Id.	Id.
7	DOZIN, Mathieu-Jean-Pierre.	»	Id.	Id.
8	DOZIN, Jean-Baptiste.	»	Id.	Id.
9	DOUHA, Hélène, veuve de Michel GRITTE.	»	Id.	Id.
10	GRITTE, Marie-Joseph.	»	Id.	Id.
11	THIRIART, Anne-Marie, veuve de Martin LAMBERT.	Fripière.	Id.	Id.
12	CLERMONT, Anne-Marie, veuve de Louis-Dominique LEQUEUX.	»	Lambreumont.	Id.
13	LEQUEUX, Marie-Jos.-Alcide.	»	Id.	Id.
14	DEMARTEAUX, Marie-Barbe-Ernestine, veuve de Paul-François-Louis LUGERS.	»	Liège.	Id.
15	LUGERS, Franç.-Frédéric-Désiré.	»	Id.	Id.
16	LUGERS, Érasme-Louis.	»	Id.	Id.
17	LUGERS, Ernest-Emmanuel.	»	Id.	Id.
18	BODSON, Emmanuelle-Marie-Joséphine-Adélaïde, veuve d'Adam METZLER.	»	Id.	Id.

TAUX de LA PENSION.	NATURE DE LA PENSION.	OBSERVATIONS.
---------------------------	--------------------------	---------------

gouvernement en date du 6 novembre 1830.

365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
365	Idem.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 26 décembre 1842.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 7 décembre 1844.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 2 juin 1835.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 26 décembre 1840.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 21 mai 1844.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 18 janvier 1832.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
365	Idem.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 15 novembre 1844.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 15 février 1832.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 22 février 1844.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 2 mai 1843.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	

Rep. 3320

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	PROFESSIONS.	LIEU DE DOMICILE.	
			COMMUNE.	ARRONDISSEM ^t .
19	DEDOYARD, Marie-Françoise-Josephe, v ^e de Christian-Mathieu-Joseph MOREAU.	»	Herve.	Liège.
20	SERVAIS, Marie-Josephe, veuve de Noé Rivoux.	»	Theux.	Id.
21	MORDANT, Catherine, veuve de Jean-Baptiste SAVY.	»	Flemalle-grande.	Id.
22	SAVY, Marie-Louise.	»	Id.	Id.
23	GUILLAUME, Marie-Louise, v ^e de Mathieu-Léonard TILMAN.	»	Liège.	Id.
24	DE NOËL, Anne-Marie, veuve de Gilles-Joseph WARSAGE.	»	Verviers.	Id.
25	WARSAGE, André-Joseph.	»	Id.	Id.
26	WARSAGE, Nicolas-Joseph.	»	Id.	Id.
27	WARSAGE, Marie-Joseph.	»	Id.	Id.
28	DE WANDRE, Marie-Augustine-Caroline, v ^e de François-Laurent PETIT.	»	Liège.	Id.
29	DAMSIN, Marie-Thérèse, veuve de Jean-Laurent MILQUET.	Ménagère.	Marneffe.	Huy.
30	MILQUET, Pierre-Joseph.	»	Id.	Id.
31	MILQUET, Jean-François.	»	Id.	Id.
32	MILQUET, Marie-Thérèse.	»	Id.	Id.
33	BASTIN, Catherine-Josephe, veuve de Jean-Nicolas LAHAYE.	»	Verviers.	Liège.
34	LAHAYE, Marie-Catherine.	»	Id.	Id.
35	LAHAYE, Jean-Joseph.	»	Id.	Id.
36	LAHAYE, Catherine-Josephe.	»	Id.	Id.
37	BERNIMOLIN, Marie-Barbe, v ^e d'Olivier-Barthélemi MALCHAIR.	Journalière.	Liège.	Id.

TAUX de LA PENSION.	NATURE DE LA PENSION.	OBSERVATIONS.
Rep. 3320		
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
365	Idem.	
365	Id.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 9 novembre 1835.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
365	Idem.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 24 avril 1834.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 2 septembre 1836.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 17 mai 1840.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
365	Idem.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 22 mars 1835.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 7 décembre 1833.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 11 décembre 1836.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 31 mars 1841.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 7 août 1843.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 19 septembre 1845.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
Tot. 7006		

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	PROFESSIONS.	LIEU DE DOMICILE.	
			COMMUNE.	ARRONDISSEM ^t .
38	MALCHAIR, Élisabeth-Barbe.	"	Liège.	Liège.
39	RENARD, Gertrude, v ^e de Mathieu WERY.	Journalier.	Ans et Glain.	Id.
40	FONTAINE, Marie-Joséphé, veuve d'André-Joseph BOURGUIGNON.	Laitière.	Liège.	Id.

Pensions accordées, en vertu de

41	BATAILLE, Jean-Joseph, et MAFIOLE, Marie-Élisabeth, conjoints.	"	Liège.	Liège.
42	COLLETTE, Dieudonné, et JOLET, Marie-Anne, conjoints.	"	Verviers.	Id.
43	COLMONT, Jean-Hubert.	"	Liège.	Id.
44	JACQUEMIN, dit MARCOTTY, Lambert, et MARCOTTY, Marguerite, conjoints.	"	Id.	Id.
45	MAIZIÈRE, Dieudonné, et NOCKIN, Catherine, conjoints.	"	Verviers.	Id.
46	JOIRIS, Marie-Catherine-Thérèse-Joséphé, veuve de Henri-François-Joseph MOUSNIEA.	"	Liège.	Id.
47	DEMONCEAU, Marie-Anne, v ^e d'Olivier TIQUET.	"	Herve.	Id.
48	FAIGNEAUX, Jean-Joseph.	Ouv. tailleur.	Liège.	Id.
49	DENÉE, Ignace-Joseph.	"	Huy.	Huy.
50	HENROTAY, Nicolas-Joseph.	Tisserand.	Ensival.	Liège.
51	BOURGUIGNON, Pierre, et DEFAT, Élie-Joseph, conjoints.	"	Verviers.	Id.

TAUX de LA PENSION.	NATURE DE LA PENSION.	OBSERVATIONS.
Rep. 7005		
40	Pension annuelle, payable depuis le 31 décembre 1830, jusqu'au 9 septembre 1842.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
365	Idem.	
Tot. 7775		

l'art. 2 de l'arrêté du 6 novembre 1830.

400	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.
400	Idem.
300	Id.
400	Id.
400	Id.
300	Id.
400	Id.
Tot. 3800	

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	PROFESSIONS.	LIEU DE DOMICILE.	
			COMMUNE.	ARRONDISSEMENT.

Pensions accordées, en vertu

52	BONHOMME, Jean-Joseph.	Ouvrier tondeur.	Verviers.	Liège.
53	CLERX, Arnold.	Cordonnier.	Liège.	Idem.
54	FRANÇOIS, Hubert.	Menuisier.	Idem.	Id.
55	JACQUET, André-Guillaume-Mathieu.	Tailleur.	Id.	Id.
56	CAILLOUX, Jean-François.	Tisserand.	Id.	Id.
57	BORGUET, Guillaume.	Chapelier.	Id.	Id.
58	MARTIN, François-Lambert.	Serrurier.	Herstal.	Id.
59	FLORENCE, Jean-Pierre.	Filateur.	Hodimont.	Id.
60	COUNE, Jean-Hubert.	Ouvrier cordonnier.	Liège.	Id.
61	RAMOUX, Nicolas-Antoine.	Journalier.	Idem.	Id.
62	LARDINOIS, Lambert-Joseph.	Idem.	Id.	Id.
63	LELOUP, Joseph.	Ajusteur.	Id.	Id.

Pensions accordées en vertu

64	DOZIN, Henri-Mathieu-Joseph.	»	Liège.	Liège.
65	DOZIN, Marie-Catherine.	»	Idem.	Idem.
66	FOURGE, Mar.-Jean-Josephine.	»	Id.	Id.
67	TIQUET, Marie-Anne.	»	Herve.	Id.
68	TROUPIN, Marie-Joseph.	»	Verviers.	Id.
69	TROUPIN, Marguerite.	»	Idem.	Id.
70	BOULANGER, Antoinette.	»	Liège.	Id.
71	BOULANGER, Servais.	»	Idem.	Id.

TAUX de LA PENSION.	NATURE DE LA PENSION.	OBSERVATIONS.
---------------------------	--------------------------	---------------

de l'art. 3 de l'arrêté du 6 novembre 1830.

365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	Célibataire.
365	Idem	Idem.
365	Id.	Id.
450	Id.	Marié.
450	Id.	Idem.
365	Id.	Célibataire.
450	Id.	Marié
365	Id.	Célibataire.
365	Id.	Idem.
<hr/>		
Tot. 4635		

de l'art. 5 dudit arrêté.

200	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 8 février 1832.
200	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 11 juillet 1834.
200	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 14 octobre 1838.
200	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 29 octobre 1846.
200	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 18 août 1833.
200	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 17 octobre 1841.
200	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au. . . . 1832.
200	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au. . . . 1836.
<hr/>	
Tot. 1600	

RÉCAPITU

Pensions accordées en vertu de

»	»	»
»	»	»
»	»	»

Ensemble. . . .

LATION.

l'art. 1 ^{er}.	. . .	:	. .	7,775
» 2 ^e.	. . .	.	.	3,800
» 3 ^e.	. . .	.	.	4,635
» 5 ^e.	. . .	.	.	<u>1,600</u>
. . . . .	.	.	.	17,810

Arrêté le présent état à la somme de dix-sept mille huit cent dix francs.

Bruxelles , le 23 juillet 1831.

Le ministre de l'intérieur,
Signé, E. DE SAUVAGE.

Approuvé pour être annexé à notre arrêté du 24 juillet 1831.

Signé, LÉOPOLD.

Par le roi,

Le ministre de l'intérieur,
Signé, E. DE SAUVAGE.

ANNEXE N° 7 ,

Au N° 78.

—
PROVINCE DE LIMBOURG.
—

ÉTAT DES PENSIONS

ACCORDÉES

En vertu de l'arrêté du gouvernement provisoire, en date du 6 novembre 1830, à des individus domiciliés dans *la province de Limbourg.*

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	PROFESSIONS.	LIEU DE DOMICILE.	
			COMMUNE.	ARRONDISSEM ^t .

Pension accordée en vertu

1	VAN DER STEENE, Marie-Thérèse, veuve de Sylvestre-Joseph FRETIN.	»	Ottersum.	Ruremonde.
---	--	---	-----------	------------

Pension accordée en vertu

2	HOVENS, André.	Journalier.	Venloo.	Ruremonde.
---	----------------	-------------	---------	------------

RÉCAPITU

» Pensions accordées en vertu de

» » »

Ensemble. . .

TAUX de LA PENSION.	NATURE DE LA PENSION.	OBSERVATIONS.
---------------------------	--------------------------	---------------

de l'art. 2 de l'arrêté du 6 novembre 1830.

300	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.
-----	---

de l'art. 3 dudit arrêté.

365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.
-----	---

LATION.

l'article 1 ^{er}.	. . . . .	300
" 2 ^e.	. . . . .	365
		<hr/>
		665

Arrêté le présent état à la somme six cent soixante cinq francs.

Bruxelles, le 23 juillet 1831.

Le ministre de l'intérieur,
Signé, E. DE SAUVAGE.

Approuvé pour être annexé à notre arrêté du 24 juillet 1831.

Signé, LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le ministre de l'intérieur,
Signé, E. DE SAUVAGE.

ANNEXE N° 8,

Au numéro 78.

PROVINCE DE LUXEMBOURG.

ÉTAT DES PENSIONS

ACCORDÉS

En vertu de l'arrêté du gouvernement provisoire, en date du 6 novembre 1830, à des personnes domiciliées dans *la province de Luxembourg.*

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	PROFESSIONS.	LIEU DE DOMICILE.	
			COMMUNE.	ARRONDISSEM ^t .

Pensions accordées, en vertu de l'art. 1^{er}

1	LAMBOTTE, Marie-Antoinette, v ^e de Joseph-Théodore DERISIER.	»	Anhier.	Neufchâteau.
2	DERISIER, Antoinette-Victorine.	»	Idem.	Idem.
3	DERISIER, Henri-Joseph.	»	id.	Id.

Pension accordée en vertu

4	LANDROY, Marie-Françoise, v ^e d'Antoine GUERRARD.	»	Virton.	Neufchâteau.
---	---	---	---------	--------------

Pension accordée en vertu

5	GUIOT, Gilles-Joseph.	»	St.-Hubert.	St.-Hubert.
---	-----------------------	---	-------------	-------------

RÉCAPITU

Pensions accordées en vertu de l'article. 1^{er}.

»	»	»	»	2 ^e .
»	»	»	»	3 ^e .

Ensemble.

TAUX de LA PENSION.	NATURE DE LA PENSION.	OBSERVATIONS.
---------------------------	--------------------------	---------------

de l'arrêté du gouvernement provisoire, en date du 6 novembre 1830.

365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 21 juin 1844.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 9 avril 1831, jusqu'au 9 avril 1846.	Enfants posthumes.
<u>Tot. 445</u>		

de l'art. 2 dudit arrêté.

300	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.
-----	---

de l'art. 3 dudit arrêté.

450	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	Marié.
-----	---	--------

LATION.

.	445
.	300
.	450
.	<u>1195.</u>

Arrêté le présent état à la somme de onze cent quatre-vingt quinze francs.

Bruxelles, le 23 juillet 1831.

Le ministre de l'intérieur,

Signé, E. DE SAUVAGE.

Approuvé pour être annexé à notre arrêté du 24 juillet 1831.

Signé, LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le ministre de l'intérieur,

Signé, E. DE SAUVAGE.

ANNEXE N° 9,

Au numéro 78.

—
PROVINCE DE NAMUR.
—

ÉTAT DES PENSIONS

ACCORDÉES

En vertu de l'arrêté du gouvernement provisoire, en date du 6 novembre 1830, à des individus domiciliés *dans la province de Namur.*

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	PROFESSIONS.	LIEU DE DOMICILE.	
			COMMUNE.	ARRONDISSEMENT.

Pensions accordées en vertu de l'art. 1^{er}, de l'arrêté

1	GROPPELS, Catherine-Louise, v ^e de Jean-François ROMIGNON.	»	Namur.	Namur.
2	ROMIGNON, Marie-Josephe-Mar- tine-Guilaine.	»	Idem.	Idem.
3	PIRE, Marie-Josephe, v ^e de Pierre- François ORBAN.	»	Id.	Id.
4	ORBAN, Jacques.	»	Id.	Id.
5	ORBAN, François-Augustin.	»	Id.	Id.
6	HOUYOUX, Marguerite-Josephe, v ^e de Jean-Baptiste BURNY.	»	Id.	Id.
7	BURNY, Marie-Josephe.	»	Id.	Id.
8	BURNY, François-Joseph.	»	Id.	Id.
9	BURNY, Marie-Françoise.	»	Id.	Id.
10	BURNY, Jeannette.	»	Id.	Id.
11	BURNY, Stéphanie.	»	Id.	Id.
12	BURNY, Catherine-Henriette.	»	Id.	Id.
13	GOLENVAUX, Marie-Josephe, v ^e de Jacques-Joseph-Christophe.	»	Id.	Id.
14	LAMBERT, Marie-Josephe, v ^e de Jean-Joseph BOUGHMANS.	»	Id.	Id.
15	EDIARD, Marie-Catherine, v ^e de Philippe-Joseph DECOEUR.	»	Id.	Id.
16	DECOEUR, Marie-Françoise.	»	Id.	Id.
17	DECOEUR, Amélie-Geneviève.	»	Id.	Id.
18	DECOEUR, Jeannette.	»	Id.	Id.
19	DECOEUR, Virginie-Françoise- Joseph.	»	Id.	Id.

TAUX de LA PENSION.	NATURE DE LA PENSION.	OBSERVATIONS.
---------------------------	--------------------------	---------------

du gouvernement provisoire, en date du 6 novembre 1830.

365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 11 septembre 1841.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 11 avril 1839.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 10 janvier 1846.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 15 janvier 1832.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 16 décembre 1833.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 12 juin 1835.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 28 octobre 1837.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 10 avril 1839.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 9 juin 1844.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
365	Idem.	
365	Id.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 31 juillet 1839.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 17 juin 1841.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 22 mars 1843.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 4 février 1845.	

Rep. 2710

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	PROFESSIONS.	LIEU DE DOMICILE.	
			COMMUNE.	ARRONDISSEM ^t .
20	JANUS, Marie-Constance, v ^e de Théodore-Joseph DOUJOUX.	"	Namur.	Namur.
21	PICQUART, Catherine-Josephe, v ^e de Pierre-Joseph BLAVIER.	"	Flamierge.	Bastogne (Luxemb.)
22	BLAVIER, Anne-Josephe.	"	Idem.	Idem.
23	DASNOIS, Marie-Josephe, veuve de Jean-Joseph SEVRIN.	"	Andenne.	Dinant.
24	SEVRIN, Marie-Josephe-Rosalie.	"	Idem.	Idem.
25	SEVRIN, Jean-Joseph.	"	Id.	Id.
26	SEVRIN, Caroline-Ghislain.	"	Id.	Id.
27	DENISE, Geneviève-Louise, v ^e de Jean-Paul PICRON.	Couturière.	Namur.	Namur.

Pensions accordées en vertu

28	MEURICE, Marguerite, veuve de Pierre CLOSSE.	"	Namur.	Namur.
29	FONTAINE, Thérèse, v ^e Antoine TRANQUILLE.	"	Idem.	Idem.
30	REMAÛLE, Jean-Lambert, et DORZÉE, Marie-Augustine, con- joint.	Journaliers.	Id.	Id.
31	LOVENFOSSE, Jean-Pierre, et LAMBERT, Marie-Élisabeth, con- joint.	Revendeurs.	Id.	Id.
32	SENY, Constance, v ^e de Félix MA- RÉCHAL.	"	Dinant.	Dinant.
33	PIRLET, Gérard, et VANHAGENDOREN, Marie-Fran- çoise-Josephe, conjoints.	"	Sclayn.	Namur.
34	PIETTE, Pierre-Joseph, et RIGAUX, Catherine, conjoints.	Journaliers.	Warisoux.	Idem.

TAUX de LA PENSION.	NATURE DE LA PENSION.	OBSERVATIONS.
Rep. 2710	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
365	Idem.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 12 septembre 1843.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 4 octobre 1835.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 5 septembre 1838.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 28 octobre 1842.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
Tot. 4330		

de l'article 2 l'arrêté du 6 novembre 1830.

300	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
300	Idem.	Décédée en avril 1831.
400	Id.	
400	Id.	
300	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
400	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
400	Idem.	
Tot. 2500		

N° D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	PROFESSIONS.	LIEU DE DOMICILE.	
			COMMUNE.	ARRONDISSEM ^t .

Pensions accordées en vertu

35	DELDIME, Jean-Joseph-Napoléon.	Imprimeur.	Namur.	Namur.
36	DOMBRET, Antoine-Joseph.	Mancœuvre.	Idem.	Idem.
37	OGER, Denis-Joseph.	Coutelier.	Id.	Id.
38	PETIT, Constantin-Joseph.	Cordonnier.	Id.	Id.
39	BENOIT, Gaspard-Joseph.	Tailleur.	Id.	Id.
40	GOSSART, Charles-Denis.	Porte-faix.	Id.	Id.
41	LERMIGNON, Pierre-Henri.	Maçon.	Id.	Id.
42	DEHOUX, Pierre-Joseph.	Charpentier.	Id.	Id.
43	GAIVILLE, Pierre.	Pipier.	Id.	Id.
44	FELINGUT, Philippe-Joseph.	Potier.	Id.	Id.
45	DE CUVELIER, Ladislas-Joseph-Ghislain.	»	Id.	Id.
46	ROULENT, Pierre-Joseph.	Charpentier de bateaux.	Id.	Id.
47	BARA, Alexandre-Joseph.	Charpentier.	Id.	Id.
48	ALLEMANI, Paul.	Journalier.	Id.	Id.
49	LIBAUX, Michel.	Fondeur en cuivre.	Id.	Id.
50	MOREAU, Louis-Joseph.	Tailleur.	Jamagnè.	Dinant.
51	ABASCANTOS, Louis.	»	Namur.	Namur.

Pensions accordées en vertu

52	DOUJOUX, Joseph-Jean.	»	Namur.	Namur.
53	DOUJOUX, Adelaïde-Josephe.	»	Idem.	Idem.

TAUX de LA PENSION.	NATURE DE LA PENSION.	OBSERVATIONS.
---------------------------	--------------------------	---------------

de l'art. 3 de l'arrêté du 6 novembre 1830.

365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	Célibataire.
365	Idem.	Idem.
450	Id.	Marié.
450	Id.	Idem.
365	Id.	Célibataire.
365	Id.	Idem.
450	Id.	Marié.
450	Id.	Idem.
450	Id.	Id.
450	Id.	Id.
365	Id.	Célibataire.
450	Id.	Marié.
365	Id.	Célibataire.
365	Id.	Idem.
450	Id.	Marié.
365	Id.	Célibataire.
365	Id.	Idem.
<hr/>		
Tot.	6885	

de l'art. 5 dudit arrêté.

200	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 11 mars 1843.
200	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 5 septembre 1846.
<hr/>	
Tot.	400

RÉCAPITU

Pensions accordées en vertu de

»	»	»
»	»	»
»	»	»

Ensemble. . . .

LATION.

l'art. 1 ^{er}.	. . . . .	4,330
» 2 ^e.	. . . . .	2,500
» 3 ^e.	. . . . .	6,885
» 5 ^e.	. . . . .	400
.		<hr/>
.		14,115

Arrêté le présent état à la somme de quatorze mille cent et quinze francs.

Bruxelles, le 23 juillet 1831.

Le ministre de l'intérieur,
Signé, E. DE SAUVAGE.

Approuvé pour être annexé à notre arrêté du 24 juillet 1831.

Signé, LÉOPOLD.
Par le roi,
Le ministre de l'intérieur,
Signé, E. DE SAUVAGE.

ANNEXE N^o 10,

Au N^o 78.

VILLE DE BRUXELLES.

ÉTAT DES PENSIONS

ACCORDÉES

En vertu de l'arrêté du gouvernement provisoire, en date du 6 novembre 1830, à des personnes domiciliées dans *la ville de Bruxelles*.

N° D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	PROFESSIONS.	LIEU DE DOMICILE.	
			COMMUNE.	ARRONDISSEM ^t .

1°. Veuves et enfans, admis à la pension en vertu

1	BEGHIN, Marie-Albertine-Ch ^{te} , v ^e de Guillaume SCHWENCKERS.	Journalière.	Bruxelles.	Bruxelles.
2	SCHWENCKERS, Mar.-Josephine.	"	"	"
3	SCHWENCKERS, Charlotte.	"	"	"
4	SCHWENCKERS, Félicité.	"	"	"
5	LAMBIOTTE, Marie-Joséphé, v ^e de Laurent-Joseph VASAUNE.	Journalière.	"	"
6	DEVOGEL, Isabelle, veuve de Ferdinand BRUNAIN.	"	"	"
7	BRUNAIN, Alexandre.	"	"	"
8	BRUNAIN, Catherine-Florence.	"	"	"
9	BRUNAIN, Joseph.	"	"	"
10	BRUNAIN, Eugène.	"	"	"
11	JOLY, Marie-Anne, v ^e de François- Joseph JANSSENS.	Journalière.	"	"
12	VANDERELST, Jeanne, veuve de Jacques VANDERELST.	Id.	"	"
13	VANDERELST, Catherine.	"	"	"
14	VANDERELST, Guillaume.	"	"	"
15	HENNE, Marie-Thérèse-Joséphé- Charlotte, v ^e de Henri JOURDAIN.	Journalière.	"	"
16	JOURDAIN, Anne-Marie.	"	"	"
17	JOURDAIN, Henri.	"	"	"
18	JOURDAIN, Henri-Prospér.	"	"	"
19	GUILMY, Marie-Anne, veuve de François NONNET.	Journalière.	"	"
20	LEMEUNIER, Jeanne-Caroline, v ^e de Nicolas-Joseph DELPARTE.	Id.	"	"

TAUX de LA PENSION.	NATURE DE LA PENSION.	OBSERVATIONS.
---------------------------	--------------------------	---------------

de l'article premier de l'arrêté du 6 novembre 1830.

365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 18 janvier 1835.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 2 mars 1840.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 11 septembre 1844.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 3 janvier 1835.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 28 août 1837.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 2 mars 1843.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 6 mai 1846.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 30 mai 1841.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 1 ^{er} octobre 1843.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 12 décembre 1831.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 15 avril 1834.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 4 septembre 1840.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	PROFESSIONS.	LIEU DE DOMICILE.	
			COMMUNE.	ARRONDISSEM ^t .
22	DELPARTE, Jean-Bapt ^e -Joseph.	"	Bruxelles.	Bruxelles.
23	DELPARTE, Edouard-Joseph.	"	"	"
24	DELPARTE, Alexandre-Joseph.	"	"	"
25	CONTA, Jeanne, veuve de Jean DE KIEBER.	Journalière.	"	"
26	DE KIEBER, Henri.	"	"	"
27	DE KIEBER, Pierre.	"	"	"
28	DE KIEBER, Jacques.	"	"	"
29	GILLET, Marie-Élisabeth, veuve de Jean-Baptiste DECEL.	Journalière.	"	"
30	DEGEL, Marie-Catherine.	"	"	"
31	DEGEL, Pierre-Jacques.	"	"	"
32	DEGEL, Catherine.	"	"	"
33	FLON, Marie-Anne, veuve de Jean- Baptiste DUPUIS.	Journalière.	"	"
34	PAUWELS, Pétronille, veuve de de Henri LAMENSCH.	Id.	"	"
35	LAMENSCH, Philippe.	"	"	"
36	LAMENSCH, Pierre-Ignace-Emm.	"	"	"
37	RENARD, Marie-Joseph, veuve de Marc DE VUYST.	Journalière.	"	"
38	DE VUYST, Catherine.	"	"	"
39	DE VUYST, Marie-Anne.	"	"	"
40	LEMAIGRE, Anne-Marie, veuve de Jean-Joseph RIVET.	Journalière.	"	"
41	BIL, Élisabeth, veuve de Thomas- Adrien MOUW.	Id.	"	"
52	DELEU, Anne-Marie, veuve de Mathieu DECOEN.	Id.	"	"

TAUX de LA PENSION.	NATURE DE LA PENSION.	OBSERVATIONS.
Rep. 3400		
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 27 septembre 1834.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 16 septembre 1836.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 6 mars 1841.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 21 avril 1831.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 12 novembre 1833.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 22 novembre 1838.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 11 janvier 1838.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 18 octobre 1840.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 30 juin 1846.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 9 décembre 1836.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 27 décembre 1843.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 3 juillet 1841.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 14 mars 1844.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
365	Idem.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
Rep. 6840		

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	PROFESSIONS.	LIEU DE DOMICILE.	
			COMMUNE.	ARRONDISSEM ^t .
43	DECOEN, Michel.	"	Bruxelles.	Bruxelles.
44	DECOEN, Mathieu.	"	"	"
45	DECOEN, Dominique.	"	"	"
46	DECOEN, Marie-Joseph.	"	"	"
47	DECOEN, Ernest.	"	"	"
48	DECOEN, Jeanne.	"	"	"
49	DECOEN, Anne-Marie.	"	"	"
50	HAUSMANS, Jeanne-Catherine, ve de Pierre-François DECLERCQ.	Journalière.	"	"
51	DECLERCQ, Jean-Baptiste.	"	"	"
52	DECLERCQ, Claire.	"	"	"
53	DECLERCQ, Jean.	"	"	"
54	DECLERCQ, Barbe.	"	"	"
55	DECLERCQ, Philippe.	"	"	"
56	VAN COEKELBERG, Marie, ve de Michel VANHORICK.	Journalière.	"	"
57	VANHORICK, Marie-Antoine.	"	"	"
58	VANHORICK, Anne.	"	"	"
59	VANHORICK, Caroline.	"	"	"
60	PICOT, Marie-Magdelaine, veuve de Gérard DEWINTER.	Journalière.	"	"
61	BOVIN, Anne-Josephe, veuve de Jean-Baptiste VERBIST.	Idem.	"	"
62	VERBIST, Marie-Josephé.	"	"	"
63	VERBIST, Paul.	"	"	"
64	VERBIST, François.	"	"	"
65	VERBIST, Jean.	"	"	"

TAUX de LA PENSION.	NATURE DE LA PENSION.	OBSERVATIONS.
Rep. 6840	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au *	* Cet enfant Michel étant déjà âgé de 15 ans avant le 1 ^{er} décembre 1830, doit être considéré comme nul ici.
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 11 avril 1832.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 4 mars 1835.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 23 novembre 1837.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 21 août 1840.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 27 décembre 1842.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 4 janvier 1846.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 7 septembre 1833.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830 jusqu'au 4 janvier 1836.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 5 mars 1838.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 14 août 1842.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 26 octobre 1845.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 13 juillet 1844.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 5 octobre 1841.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 26 juin 1839.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 5 septembre 1832.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 16 août 1834.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 18 février 1838.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 29 septembre 1839.	
Rep. 9020		

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	PROFESSIONS.	LIEU DE DOMICILE.	
			COMMUNE.	ARRONDISSEM ^t .
66	VERBIST, Joseph.	"	Bruxelles.	Bruxelles.
67	VERBIST, Adolphe.	"	"	"
68	BBEDON, Jeanne, veuve de Jean-Baptiste BECQUET.	Journalière.	"	"
69	BEMONT, Stephanie-Augustine, v ^e de Arnold VANMALDER.	Journalière.	"	"
70	VANMALDER, Anne-Victoire.	"	"	"
71	DUMOULIN, Anne-Catherine, v ^e de Pierre-Joseph DEVRIES.	Journalière.	"	"
72	DEVRIES, Gilles.	"	"	"
73	CLAES, Marie-Thérèse, veuve de Alexandre DILLENS.	Journalière.	"	"
74	DILLENS, Jean-Baptiste.	"	"	"
75	DILLENS, Jean-Baptiste.	"	"	"
76	HAECK, Anne-Marie, veuve de Franç.-Joseph MATTO.	Journalière.	"	"
77	MATTO, François.	"	"	"
78	MATTO, Catherine.	"	"	"
79	DETOURNAY, Anne-Marie, veuve de Constantin-Joseph TEISSCHE.	Journalière.	"	"
80	MAES, Marie, veuve de Dieudonné CROKET.	Idem.	"	"
81	CROKET, Henri.	"	"	"
82	LANCKMANS, Barbe, veuve de Nicolas-Joseph LEBRUN.	Journalière.	"	"
83	DUPRET, Anne-Catherine, veuve de Nicolas-Joseph GUILLAUME.	Journalière.	"	"
84	GUILLAUME, Louis-Joseph.	"	"	"
85	GUILLAUME, Anne-Catherine.	"	"	"

TAUX de A PENSION.	NATURE DE LA PENSION.	OBSERVATIONS.
4 ep. 9020	40 Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 18 avril 1841.	
	40 Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 27 février 1846.	
	365 Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
	365 Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
	40 Pension annuelle payable, depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 22 octobre 1844.	
	365 Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
	40 Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 7 janvier 1841.	
	365 Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
	40 Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 1 ^{er} août 1842.	
	40 Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 27 janvier 1845.	
	365 Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
	40 Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 10 février 1832.	
	40 Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 9 mai 1843.	
	365 Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
	365 Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
	40 Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 3 février 1832.	
	365 Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
	365 Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
	40 Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 7 mars 1839.	
	40 Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 9 décembre 1840.	
4 ep. 12,745		

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	PROFESSIONS.	LIEU DE DOMICILE.	
			COMMUNE.	ARRONDISSEM ^t .
86	GUILLAUME, Alphonse-Joseph.	"	Bruxelles.	Bruxelles.
87	HENNAULT, Pétronille, veuve de Josse-Joseph VAN AISE.	Journalière.	"	"
88	VAN AISE, Jean-Joseph.	"	"	"
89	VAN AISE, Marie.	"	"	"
90	VAN AISE, François.	"	"	"
91	VAN AISE, Élisab.-Em.-Collette.	"	"	"
92	VAN AISE, Jean-Adolphe.	"	"	"
93	SWINNEN, Anne-Marie, veuve de Jacques COECKELBERGH.	Journalière.	"	"
94	COECKELBERGH, Catherine.	"	"	"
95	COECKELBERGH, Léopold.	"	"	"
96	COECKELBERGH, Vincent.	"	"	"
97	ANTOINE, Marie-Joseph, veuve de Simon HAVAERT.	Journalière.	"	"
98	HAVAERT, Pierre.	"	"	"
99	HAVAERT, Amélie.	"	"	"
100	DEBAECKER, Jeanne, veuve de Gilles DESTRÉ.	Journalière.	"	"
101	AENSPECK, Jeanne, veuve de Pierre MICHIELS.	Journalière.	"	"
102	MICHIELS, Jacques.	Journalière.	"	"
103	MICHIELS, Théodore.	"	"	"
104	MICHIELS, François.	"	"	"
105	LORIS, Anne-Catherine, veuve de Jacques FRÉDERICKX.	Journalière.	"	"
106	FRÉDERICKX, Marie.	"	"	"
107	FRÉDERICKX, Anne-Catherine.	"	"	"

TAUX de LA PENSION.	NATURE DE LA PENSION.	OBSERVATIONS.
R. 12,745		
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 27 octobre 1842.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 7 juin 1831.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 28 janvier 1836.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 24 septembre 1838.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 11 août 1840.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 11 avril 1844.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 19 décembre 1835.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 20 janvier 1841.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 18 avril 1843.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 12 juillet 1838.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 26 décembre 1842.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 24 février 1839.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 25 décembre 1842.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 22 août 1845.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 29 mai 1838.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 17 décembre 1840.	
15,575		

N ^O D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	PROFESSIONS.	LIEU DE DOMICILE.	
			COMMUNE.	ARRONDISSEM.
108	FRÉDERICKX, Marie-Anne.	"	Bruxelles.	Bruxelles.
109	FRÉDERICKX, Charles-Frédéric.	"	"	"
110	VANDERPOOTEN, Cécile, veuve de Jean-Baptiste ISABEAUX.	Journalière.	"	"
111	ISABEAUX, Anne-Joseph.	"	"	"
112	ISABEAUX, Josse.	"	"	"
113	ISABEAUX, François-Joseph.	"	"	"
114	ISABEAUX, François.	"	"	"
115	DEMAEGT, Catherine, veuve de Jean-Joseph PASS.	Journalière.	"	"
116	PASS, Jeanne.	"	"	"
117	KESTEMONT, Anne-Marie, veuve de Charles LE TIROLIEN.	Journalière.	"	"
118	LE TIROLIEN, Catherine.	"	"	"
119	JACOBS, Jeann-Marie, veuve de Jean-Baptiste VANDOREN.	Journalière.	"	"
120	PENNINCKX, Marie-Catherine, v ^e de Jean-Baptiste DEWINNE.	Id.	"	"
121	DEWINNE, Jeanne-Catherine.	"	"	"
122	DEWINNE, Jacques-Charles.	"	"	"
123	DEWINNE, Marie-Chatherine.	"	"	"
124	DEWINNE, Jean-Baptiste.	"	"	"
125	DEWINNE, Anne-Catherine.	"	"	"
126	LIESER, Catherine, veuve de Jo- seph VERVAEKE.	Journalière.	"	"
127	VERVAEKE, Jean-Baptiste.	"	"	"
128	VERVAEKE, Guillaume.	"	"	"
129	VANDENBROEK, Adrienne, v ^e de Hermain-Joseph LAGRACE.	Journalière.	"	"

TAUX de LA PENSION.	NATURE DE LA PENSION.	OBSERVATIONS.
R. 15,575		
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 5 septembre 1842.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 1 ^{er} février 1845.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 5 janvier 1831.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 13 décembre 1833.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 16 octobre 1835.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 12 avril 1845.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 9 juin 1841.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 27 mars 1846.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 21 octobre 1831.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 16 juin 1833.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 10 mai 1835.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 30 novembre 1836.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 1 ^{er} février 1839.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 19 mai 1840.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 3 janvier 1844.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
R. 18,730		

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	PROFESSIONS.	LIEU DE DOMICILE.	
			COMMUNE.	ARRONDISSEM ^t .
130	LAGRACE, Charles-Antoine.	"	Bruxelles.	Bruxelles.
131	LAGRACE, Josse.	"	"	"
132	LAGRACE, Louise.	"	"	"
133	LAGRACE, Joseph.	"	"	"
134	LAGRACE, Jeanne-Josephe.	"	"	"
135	MERCIER, Anne-Catherine, v ^e de Egide LIEVENS.	Journalière.	"	"
136	DOSSET, Anne-Marie-Josephe, veuve de Jean-Baptiste PITRAISE.	Journalière.	"	"
137	PITRAISE, Anne-Catherine.	"	"	"
138	VERHERSTRAETEN, M ^e .-Anne, v ^e de Nicolas-Charles LAMORAL.	Journalière.	"	"
139	BLO, Philippine, veuve de Pierre BOLLENS.	Journalière.	"	"
140	BOLLENS, Anne-Catherine.	"	"	"
141	PALSTERMANS, Thérèse, veuve de Ferdinand Bizé.	Journalière.	"	"
142	CLOPPERS, Jeanne, v ^e de Jean- Baptiste DEKEMPENEER.	Journalière.	"	"
143	DEKEMPENEER, Gilles-Franç.	"	"	"
144	DEKEMPENEER, Marie.	"	"	"
145	DEKEMPENEER, Barbe.	"	"	"
146	DEKEMPENEER, Catherine.	"	"	"
147	DEKEMPENEER, Élisabeth.	"	"	"
148	DEKEMPENEER, Marie-Élisab.	"	"	"
149	DEKEMPENEER, Jeanne-Cather.	"	"	"
150	DEKEMPENEER, Arnold.	"	"	"

TAUX de LA PENSION.	NATURE DE LA PENSION.	OBSERVATIONS.
R. 18,730		
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 1 ^{er} novembre 1834.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 6 octobre 1836.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 5 juin 1839.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 3 octobre 1842.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 13 septembre 1845.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 19 octobre 1844.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 25 septembre 1845.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 1 ^{er} janvier 1831.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 9 août 1832.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 7 février 1834.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 14 novembre 1836.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 20 décembre 1838.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 26 décembre 1840.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 23 septembre 1842.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 30 avril 1845.	
R. 21,520		

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	PROFESSIONS.	LIEU DE DOMICILE.	
			COMMUNE.	ARRONDISSEM ^t
151	DEMEYER, Marie-Anne, veuve de Philippe-Joseph NEYT.	Journalière.	Bruxelles.	Bruxelles.
152	DEMOL, Marie-Pétronille, veuve de Thomas CARKERINE.	Journalière.	"	"
153	CARKERINE, Joseph-Louis.	"	"	"
154	CARKERINE, Marie.	"	"	"
155	CARKERINE, Jeanne.	"	"	"
156	CARKERINE, Catherine.	"	"	"
157	HERNALSTEEN, Catherine, v ^e de Jean-François MERVEL.	Journalière.	"	"
158	MERVEL, Pétronille.	"	"	"
159	MERVEL, Pierre.	"	"	"
160	LANNOOT, Anne, veuve de Joseph DEWAEGENEER.	Journalière	"	"
161	DEWAEGENEER, Anne.	"	"	"
162	DEWAEGENEER, Egide.	"	"	"
163	VAN HUFFEL, Catherine, veuve de Nicolas RENAUT.	Journalière.	"	"
164	SAUTIAU, Marie-Thérèse, veuve de Jean-Bartholomé JANSSEN.	Journalière.	"	"
165	JANSSEN, Anne-Marie.	"	"	"
166	DELSARTE, Marie-Caroline, v ^e de Guill.-Corn. CLOOSTERMANS.	Journalière.	"	"
167	CLOOSTERMANS, Gertr.-Fran- çoise.	"	"	"
168	DEMAYLDER, Jeanne, veuve de Henri VAN VELTHEM.	Journalière.	"	"
169	VAN VELTHEM, Marie.	"	"	"
170	VAN VELTHEM, Pierre.	"	"	"

TAUX de LA PENSION.	NATURE DE LA PENSION.	OBSERVATIONS.
R. 21,520		
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 14 mai 1834.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 29 juillet 1839.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 22 octobre 1841.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 25 mars 1844.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 12 juin 1836.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 23 juillet 1839.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 9 janvier 1841.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 22 juillet 1842.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 19 avril 1833.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 1 ^{er} mars 1845.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 21 décembre 1831.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 28 décembre 1837.	
R. 24,920		

S. IV. T. III.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	PROFESSIONS.	LIEU DE DOMICILE.	
			COMMUNE.	ARRONDISSEM ^t .
171	VAN VELTHEM, Jean.	"	Bruxelles.	Bruxelles.
172	RAEMAEKERS, Lucie, veuve de César-Auguste-Joseph CARDINAL.	Journalière.	"	"
173	CARDINAL, Guillaume.	"	"	"
174	VROEMANS, Marie, veuve de Jean-Baptiste BOGAERTS.	Journalière.	"	"
175	BOGAERTS, Jean-Baptiste.	"	"	"
176	MINNAERT, Louise-Joséph, v ^e de Henri STROOBANT.	Journalière.	"	"
177	STROOBANT, Marie.	"	"	"
178	DEVALK, Marie, veuve de Jean- Baptiste DEMAERSCHALCK.	Journalière.	"	"
179	DEMAERSCHALCK, Susanne.	"	"	"
180	DEMAERSCHALK, Jacques.	"	"	"
181	DEMAERSCHALCK, Anne-Cath.	"	"	"
182	DEMAERSCHALCK, Henri.	"	"	"
183	DEMAERSCHALCK, Antoine.	"	"	"
184	DEMAERSCHALCK, Anne.	"	"	"
185	BRIERS, Marie-Agnès, veuve de André LORIS.	Journalière.	"	"
186	BRIERS, Joseph.	"	"	"
187	BRIERS, Joseph-Édouard.	"	"	"
188	MONDET, Thérèse, v ^e de Charles- Louis VAN CAESELE.	Journalière.	"	"
189	VAN CAESELE, Marie-Caroline.	"	"	"
190	VAN CAESELE, Jeanne.	"	"	"
191	MICHIELS, Isabelle-Jeanne, v ^e de Toussaint EISCHEMID.	Journalière.	"	"

TAUX de LA PENSION.	NATURE DE LA PENSION.	OBSERVATIONS.
R. 24,920	<p>40 Pension annuelle, payable depuis le 1^{er} décembre 1830, jusqu'au 27 septembre 1842.</p> <p>365 Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1^{er} décembre 1830.</p> <p>40 Pension annuelle, payable depuis le 1^{er} décembre 1830, jusqu'au 24 mai 1846.</p> <p>365 Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1^{er} décembre 1830.</p> <p>40 Pension annuelle, payable depuis le 1^{er} décembre 1830, jusqu'au 27 avril 1831.</p> <p>365 Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1^{er} décembre 1830.</p> <p>40 Pension annuelle, payable depuis le 1^{er} décembre 1830, jusqu'au 21 janvier 1835.</p> <p>365 Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1^{er} décembre 1830.</p> <p>40 Pension annuelle, payable depuis le 1^{er} décembre 1830, jusqu'au 28 janvier 1832.</p> <p>40 Pension annuelle, payable depuis le 1^{er} décembre 1830, jusqu'au 21 octobre 1833.</p> <p>40 Pension annuelle, payable depuis le 1^{er} décembre 1830, jusqu'au 9 mai 1835.</p> <p>40 Pension annuelle, payable depuis le 1^{er} décembre 1830, jusqu'au 29 mai 1837.</p> <p>40 Pension annuelle, payable depuis le 1^{er} décembre 1830, jusqu'au 31 mai 1839.</p> <p>40 Pension annuelle, payable depuis le 1^{er} décembre 1830, jusqu'au 22 septembre 1844.</p> <p>365 Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1^{er} décembre 1830.</p> <p>40 Pension annuelle, payable depuis le 1^{er} décembre 1830, jusqu'au 1^{er} février 1831.</p> <p>40 Pension annuelle, payable depuis le 1^{er} décembre 1830, jusqu'au 1^{er} octobre 1832.</p> <p>365 Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1^{er} décembre 1830.</p> <p>40 Pension annuelle, payable depuis le 1^{er} décembre 1830, jusqu'au 12 décembre 1844.</p> <p>40 Pension annuelle, payable depuis le 1^{er} décembre 1830, jusqu'au 24 mars 1842.</p> <p>365 Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1^{er} décembre 1830.</p>	
R. 28,035		

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	PROFESSIONS.	LIEU DE DOMICILE.	
			COMMUNE.	ARRONDISSEM ^t .
192	CRABBE, Claire, veuve de Pierre-Lambert VANDERMAESEN.	Journalière.	Bruxelles.	Bruxelles.
193	VANDERMAESEN, Pierre-Joseph.	"	"	"
194	JACQUEMYS, Catherine, veuve de Jean-Baptiste VERDONCK.	Journalière.	"	"
195	LARBALESTREIR, Marie-Josephe-Ghisl ^e , v ^e de Egide-Jos. MATHIEU.	Journalière.	"	"
196	HUBERECHTS, Marie-Josephe, v ^e de Charles LOHRMAAN.	Journalière.	"	"
197	LOHRMAAN, Augustin.	"	"	"
198	LOHRMAAN, Jeanne.	"	"	"
199	LOHRMAAN, Thérèse.	"	"	"
200	LOHRMAAN, Florence-Jeanne.	"	"	"
201	LANNNOY, Marie-Josephe, v ^e de Pierre-Célestin VANLANGENHOVE.	Journalière.	"	"
202	VANLANGENHOVE, Mar.-Loui ^e .	"	"	"
203	VANLANGENHOVE, André.	"	"	"
204	VANLANGENHOVE, Marie-Catherine.	"	"	"
205	VANLANGENHOVE, Jean-Athanas.	"	"	"
206	DEBLOE, Anne-Catherine, veuve de Frédéric-Antoine PASS.	Journalière.	"	"
207	PASS, Philippine.	"	"	"
208	PASS, Jean.	"	"	"
209	HOFMAN, Aline, veuve de Martin-Joseph DEBUTT.	Journalière.	"	"
210	DERUYT, Ferd.-Franç.-Eugène.	"	"	"
211	DERUYT, Marie-Franç.-Caroline.	"	"	"

TAUX de LA PENSION.	NATURE DE LA PENSION.	OBSERVATIONS.
R. 28,035	<p>365 Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1^{er} décembre 1830.</p> <p>40 Pension annuelle, payable depuis le 1^{er} décembre 1830, jusqu'au 18 janvier 1839.</p> <p>365 Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1^{er} décembre 1830.</p> <p>365 Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1^{er} décembre 1830.</p> <p>365 Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1^{er} décembre 1830.</p> <p>40 Pension annuelle, payable depuis le 1^{er} décembre 1830, jusqu'au 29 août 1831.</p> <p>40 Pension annuelle, payable depuis le 1^{er} décembre 1830, jusqu'au 4 février 1834.</p> <p>40 Pension annuelle, payable depuis le 1^{er} décembre 1830, jusqu'au 12 mars 1836.</p> <p>40 Pension annuelle, payable depuis le 1^{er} décembre 1830, jusqu'au 20 juin 1837.</p> <p>365 Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1^{er} décembre 1830.</p> <p>40 Pension annuelle, payable depuis le 1^{er} décembre 1830, jusqu'au 7 septembre 1837.</p> <p>40 Pension annuelle, payable depuis le 1^{er} décembre 1830, jusqu'au 26 octobre 1838.</p> <p>40 Pension annuelle, payable depuis le 1^{er} décembre 1830, jusqu'au 14 août 1841.</p> <p>40 Pension annuelle, payable depuis le 1^{er} décembre 1830, jusqu'au 15 janvier 1844.</p> <p>365 Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1^{er} décembre 1830.</p> <p>40 Pension annuelle, payable depuis le 1^{er} décembre 1830, jusqu'au 16 mars 1844.</p> <p>40 Pension annuelle, payable depuis le 1^{er} décembre 1830, jusqu'au 10 décembre 1845.</p> <p>365 Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1^{er} décembre 1830.</p> <p>40 Pension annuelle, payable depuis le 1^{er} décembre 1830, jusqu'au 27 janvier 1845.</p> <p>40 Pension annuelle, payable depuis le 1^{er} décembre 1830, jusqu'au 18 janvier 1846.</p>	
R. 31,110		

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	PROFESSIONS.	LIEU DE DOMICILE.	
			COMMUNE.	ARRONDISSEM ^t .
212	VAN COTHEM, Marie-Anne, v ^o de Pierre-Jean DELANDTSHERE.	Journalière.	Bruxelles.	Bruxelles.
213	PLANCHON, Marie-Caroline-Jose, veuve de Ignace KNOP.	Journalière.	"	"
214	KNOP, Emmanuel.	"	"	"
215	KNOP, Philippine.	"	"	"
216	OTTHIERS, Colette-Françoise, v ^o de Guillaume VANDENWILDENBERG.	Journalière.	"	"
217	VANDENWILDENBERG, Char- les-Louis.	"	"	"
218	VANDENWILDENBERG, Adél.	"	"	"
219	STALMANS, Marie-Thérèse, v ^o de Philippe-Bartholomé PEETERS.	Journalière.	"	"
220	PEETERS, Marie.	"	"	"
221	PEETERS, Michel.	"	"	"
222	PREVOST, Jeanne-Josephe, veuve de Jean FILLON.	Journalière.	"	"
223	DEKEMPER, Anne-Josephe, v ^o de Henri DIERICKX.	Journalière.	"	"
224	DIERICKX, Marie-Anne.	"	"	"
225	DIERICKX, Adrien.	"	"	"
226	DIERICKX, Jeanne.	"	"	"
227	DIERICKX, Marie-Josephe.	"	"	"
228	CORDEMANS, Anne-Marie, veuve de Henri VANDERREST.	Journalière.	"	"
229	VANDERREST, Catherine.	"	"	"
230	VANDERREST, Guillaume.	"	"	"
231	VANDERREST, Philippe.	"	"	"

TAUX de LA PENSION.	NATURE DE LA PENSION.	OBSERVATIONS.
R. 31,110		
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 24 avril 1835.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 24 décembre 1836.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 5 juillet 1831.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 10 août 1837.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 15 septembre 1844.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 27 novembre 1834.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 7 juin 1831.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 11 février 1835.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 8 juin 1837.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 15 avril 1844.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 16 décembre 1838.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 24 novembre 1840.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 12 mai 1843.	
R. 34,185		

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	PROFESSIONS.	LIEU DE DOMICILE.	
			COMMUNE.	ARRONDISSEM ^t .
232	GEMEN, Anne-Josephe, veuve de Michel MAHILLON.	Journalière.	Bruxelles.	Bruxelles.
233	MAHILLON, Barthélemi.	"	"	"
234	CREMINGER, Josine, veuve de Nicolas VROUMANS.	Journalière.	"	"
235	VROUMANS, Marie.	"	"	"
236	VROUMANS, Jean.	"	"	"
237	VROUMANS, François.	"	"	"
238	DIEGENS, Anne-Marie, veuve de Charles JONAU.	Journalière.	"	"
239	PLETINCKX, Marie, veuve de Joseph DEBROUX.	Journalière.	"	"
240	DEBROUX, Barbe.	"	"	"
241	COX, Anne-Marie, v ^e de Philippe NOPIÈRE.	Journalière.	"	"
242	KEYAERTS, Barbe, veuve de Louis LEMPERÉ.	Journalière.	"	"
243	LEMPERÉ, Barbe, enfant du 1 ^{er} lit.	"	"	"
244	CLAVERS, Thérèse, v ^e de Jean-Charles-Joseph LECOCQ.	Journalière.	"	"
245	LECOCQ, Joseph.	"	"	"
246	VAN HAEVER, Sara, veuve de Elie-Jos.-Félicien PEDE.	"	"	"
247	PEDE, Louise.	"	"	"
248	PEDE, Michel.	"	"	"
249	PEDE, Joséphine.	"	"	"
250	LEMOINE, Mar.-Henriette-Josep., veuve de Jean-Pierre GILSON.	Journalière.	"	"
251	DEVILLERS, Anne-Catherine, v ^e de Joseph-Martin NOBELS.	Journalière.	"	"

TAUX de LA PENSION.	NATURE DE LA PENSION.	OBSERVATIONS.
R. 34,185		
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 23 janvier 1832.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 25 mars 1838.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 13 juillet 1842.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 1 ^{er} novembre 1844.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 5 septembre 1836.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
200	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 13 février 1847.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 19 juin 1831.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 1 ^{er} août 1840.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 14 décembre 1843.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 16 novembre 1845.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
R. 38,395		

S. IV. T. III.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	PROFESSIONS.	LIEU DE DOMICILE.	
			COMMUNE.	ARRONDISSEM ^{ts} .
252	NOBELS, Jean.	"	Bruxelles.	Bruxelles.
253	NOBELS, Ferdinand.	"	"	"
254	BOSMANS, Jeanne, v ^e de Pierre-Jean VERGEYLEN.	Journalière.	"	"
255	CALLAME, Albertine-Stéphanie-Julie-Françoise, veuve de Jean-Napoléon DENAUX.	Journalière.	"	"
256	DENAUX, Isidore-Félix.	"	"	"
257	LAFINIEUR, Claire-Joséphé, v ^e de Albert-Joseph TILMANT.	Journalière.	"	"
258	CORNET, Marie - Euphrasie, v ^e de François TERCELIN.	Journalière.	"	"
259	TERCELIN, Victoire.	"	"	"
260	GORIS, Amélie-Anne-Élisabeth, veuve de Gilles PEETERS.	Journalière.	"	"
261	PEETERS, Marie.	"	"	"
262	BOON, Anne-Philippine, veuve de Joseph-Gérard BULENS.	Journalière.	"	"
263	YON, Louise-Antoinette-August., v ^e de Jean-George ECKHARD.	Journalière.	"	"
264	COMPÈRE, Marie-Catherine, v ^e de Jean-Joseph DELIBE.	Journalière.	"	"
265	DELIBE, Marie-Anne.	"	"	"
266	DELIBE, Marie-Louise.	"	"	"
267	DELIBE, Josephé.	"	"	"
268	DELIBE, Jean-Baptiste-Prosper.	"	"	"
269	LEROUX, Anne Catherine, v ^e de Guil.-Joseph VANDENHASSCHE.	Journalière.	"	"
270	VANDENHASSCHE, Claire.	"	"	"
271	VANDENHASSCHE, Anne-Cathé- Constance.	"	"	"

TAUX de LA PENSION.	NATURE DE LA PENSION.	OBSERVATIONS.
R. 38,395		
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 2 décembre 1841.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 8 février 1844.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 29 novembre 1838.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 29 juillet 1839.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 5 septembre 1841.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830 jusqu'au 3 janvier 1840.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 18 février 1842.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 19 avril 1844.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 18 mai 1846.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 9 décembre 1832.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 17 février 1843.	
R. 42,120		

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	PROFESSIONS.	LIEU DE DOMICILE.	
			COMMUNE.	ARRONDISSEM.
272	MICHILS, Marie, veuve de Pierre VANDERMAESEN.	Journalière.	Bruxelles.	Bruxelles.
273	VANDERMAESEN, Henri.	"	"	"
274	KEUSTER, Élisabeth, veuve de SIMON DELEEUW.	Journalière.	"	"
275	DELEEUW, Étienne-Pierre.	"	"	"
276	VANDENBOSCH, Marie-Thérèse, veuve de Jacques VAN VELTHEM.	Journalière.	"	"
277	KEYAERTS, Anne-Catherine, ve de Clément-Pierre LEFEBURE.	Journalière.	"	"
278	GUERENS, Catherine, veuve de Pierre-Joseph VANCUTSEM.	Journalière.	"	"
279	CODDRON, Gertrude, veuve de Jean-Franç. Henri DEHAUREGARD.	Journalière.	"	"
280	DEHAUREGARD, Jules-Édouard- Henri.	"	"	"
281	DEHAUREGARD, Juliette-Victo- rine-Agathe.	"	"	"
282	VAN WINGHEN, Barbe, veuve, de Livin DECLERCK.	Journalière.	"	"
283	DECLERCK, François.	"	"	"
284	DECLERCK, Jean-Baptiste.	"	"	"
285	DECLERCK, Alexandre-Frédéric.	"	"	"
286	COLLIN, Désirée-Joséphé, veuve de Phil.-Auguste VALERIOLA.	Journalière.	"	"
287	VALERIOLA, Emmanuel-Ferdin- and-Louis-Napoléon.	"	"	"
288	DENAYER, Cécile, veuve de Clé- ment-Joseph GIELEN.	Journalière.	"	"
289	GIELEN, Cécile.	"	"	"
290	GIELEN, Christine.	"	"	"

TAUX de LA PENSION.	NATURE DE LA PENSION.	OBSERVATIONS.
R. 42,120		
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 6 août 1843.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 7 septembre 1831.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 24 mars 1835.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 12 mars 1841.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 5 août 1835.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 11 septembre 1837.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 4 septembre 1840.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 8 juillet 1845.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 21 septembre 1841.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 30 avril 1843.	
R. 45,805		

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	PROFESSIONS.	LIEU DE DOMICILE.	
			COMMUNE.	ARRONDISSEM ^t .
291	GIELEN, Caroline.	"	Bruxelles.	Bruxelles.
292	GRUBER, Pétronille, v ^e de Charles-Joseph LEROY.	Journalière.	"	"
293	LEROY, Julie.	"	"	"
294	LEROY, Marie-Pétronille.	"	"	"
295	LEROY, Albert-Joseph.	"	"	"
296	LEROY, Joséphine.	"	"	"
297	DEWOLFF, Jeanne, veuve de Charles DEVADDER.	Journalière.	"	"
298	DEVADDER, Charles.	"	"	"
299	DEROY, Barbe, veuve de Adrien DIERICKX.	Journalière.	"	"
300	MOERENHOUT, Barbe, veuve de Michel VAN HAMME.	Journalière.	"	"
301	VAN HAMME, Élisabeth.	"	"	"
302	VAN HÂMME, Barbe.	"	"	"
303	VAN HAMME, Jean.	"	"	"
304	MAERSCHALK, Jeann-Marie, v ^e de Michel WILLEMS.	Journalière.	"	"
305	ELSOUCHT, Thérèse, veuve de Jean-Thomas JANSSENS.	Journalière.	"	"
306	JANSSENS, Félix-François.	"	"	"
307	JANSSENS, Édouard-Joseph.	"	"	"
308	LORYN, Marie-Adrienne, veuve de Denis BARRÉ.	Journalière.	"	"
309	BARRÉ, Annette-Olive.	"	"	"
310	BARRÉ, Joséphine-Stéphanie.	"	"	"

TAUX de LA PENSION.	NATURE DE LA PENSION.	OBSERVATIONS.
R. 45,805		
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 25 février 1845.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 4 février 1835.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 18 septembre 1836.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 23 octobre 1838.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 23 mai 1844.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 1 ^{er} juillet 1844.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 14 mars 1838.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 9 avril 1840.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 4 octobre 1842.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 7 juin 1843.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 5 juin 1845.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 9 octobre 1842.	
40	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au 10 juin 1846.	
T. 48,880		

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	PROFESSIONS.	LIEU DE DOMICILE.	
			COMMUNE.	ARRONDISSEMENT.

2^o. Pères et mères, admis à la pension en vertu

311	VAN NEROM, Marie-Cornélie, ve de Josse-Joseph MANDEMAEKER.	Journalière.	Bruxelles.	Bruxelles.
312	CALCOEN, Jean-Baptiste et Anne- Marie WAGNER.	Journaliers.	"	"
313	VAN RINSVELT, François, et Jeanne CAYMOLEN.	Id.	"	"
314	DEDONCKER, Élisabeth, veuve de Théodore HUYGENS.	Journalière.	"	"
315	STOCK, Cécile, veuve de Jean- Baptiste JORGENS.	Id.	"	"
316	DEPROFT, Jean-François, veuf,	Journalier.	"	"
317	VANDENHEEDE, Balthazar et Jeanne-Cather. VANDENBRANDEN.	Journaliers.	"	"
318	KNAPEN, Jean, veuf,	Journalier.	"	"
319	DEBONT, Marie-Catherine, veuve de Léonard-Henri KLEINERMANS.	Journalière.	"	"
320	MOEREMANS, Jean-Baptiste, et Marie-Catherine VAN BELLINGEN.	Journaliers.	"	"
321	LUMENS, Anne-Catherine, veuve de Jean-François SEVERIN.	Journalière.	"	"
322	HAMERYCKX, Pierre et Pétronille DE BASER.	Journaliers.	"	"
323	SANDERS, Henri et Barbe LAN- CIERS.	Id.	"	"
324	ARMÉE, Joseph-Charles et Claire- Jeanne HEYN.	Id.	"	"
325	PIERI, Marie-Catherine, veuve de Gilles DENEEF.	Journalière.	"	"
326	VANZIEUNE, Jean-Baptiste, et Anne-Thérèse WATERMANS.	Journaliers.	"	"

TAUX de LA PENSION.	NATURE DE LA PENSION.	OBSERVATIONS.
---------------------------	--------------------------	---------------

de l'article 2 de l'arrêté du 6 novembre 1830.

300	Pension annuelle et viagère , payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.
400	Idem.
400	Id.
300	Id.
300	Id.
300	Id.
400	Id.
300	Id.
300	Id.
400	Id.
300	Id.
400	Id.
400	Id.
400	Id.
300	Id.
400	Id.

Rep. 5600

S. IV. T. III.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	PROFESSIONS.	LIEU DE DOMICILE.	
			COMMUNE.	ARRONDISSEM ^t .
327	ROLAND, Marie-Magdelaine, v ^e de Charles-Joseph PETIT.	Journalière.	Bruxelles.	Bruxelles.
328	D'AISE, Marie-Thérèse, veuve de Pierre-Antoine LAPLACE.	Idem.	"	"
329	DEGENS, Catherine-Françoise, v ^e de Mathien REYNERS.	Id.	"	"
330	DEWINDE, Magdelaine, veuve de François DEMOT.	Id.	"	"
331	NICAISE, Flore, veuve de Jean- Baptiste de COURTRAY.	Id.	"	"
332	MATHYS, Jean-François, et Agnès WALBERT.	Journaliers.	"	"
333	VAN GOETHEM, Alexandre, et Élisabeth BELLEMANS.	Id.	"	"
334	HONY, Marie-Catherine, veuve de Jean-Baptiste LAMETTE.	Journalière.	"	"
335	COPPENS, Élisabeth, veuve de Henri DEMELDER.	Id.	"	"
336	MELO, Marie-Élisabeth, veuve de Henri DEHOEZE.	Id.	"	"
337	SNELLINCKX, Jean, et Anne- Claire ROELANS.	Journaliers.	"	"
338	RONSEN, Marie-Barbe-Pétronille, v ^e de Philippe-Jacq. PLETINCKX.	Journalière.	"	"
339	LEGRAS, Ferdinand, et Jeanne PARENT.	Journaliers.	"	"
340	SMITS, Anne-Marguerite, veuve de Michel GIELEN.	Journalière.	"	"
341	DUMONT, Anne-Catherine, veuve de Jean-Baptiste DERIDDER.	Id.	"	"
342	VANDERLETTE, Guillaume, et Anne-Marie ALEXANDER.	Journaliers.	"	"
343	DEMUNCK, François-Pierre, et Marie-Élisabeth GOOSSENS.	Id.	"	"

TAUX de LA PENSION.	NATURE DE LA PENSION.	OBSERVATIONS.
Rep. 5600		
300	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
300	Idem.	
300	Id.	
300	Id.	
300	Id.	
400	Id.	
400	Id.	
300	Id.	
300	Id.	
300	Id.	
400	Id.	
300	Id.	
400	Id.	
200	Id.	
300	Id.	
400	Id.	
400	Id.	
<hr/> R. 11,300		

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	PROFESSIONS.	LIEU DE DOMICILE.	
			COMMUNE.	ARRONDISSEM ^t
344	DESVACHEZ, Dorrothée, veuve de Florent FRAPPAERT.	Journalière.	Bruxelles.	Bruxelles.
345	WAYET, Théophile, et Marie- Joseph PARIDAENS.	Journaliers.	"	"
346	DERIDDER, Anne-Marie, veuve de Pierre RAMPÉLBERG.	Journalière.	"	"
347	MICHAUX, François Joseph, et Cath.-Adélaïde-Franç. PINAUT.	Journaliers.	"	"
348	BARTELMANS, Marie, veuve de Joseph MADOUX.	Journalière.	"	"
349	BAUDRANGHIEN, Mar.-Thérèse, v ^e de Ant.-Franç.-Jos. DEVREUX.	Idem.	"	"
350	TALLEBAUT, Jeanne.	Id.	"	"
351	LEPAIN, Melchior, veuf	Journalier.	"	"
352	MEES, Anne-Catherine, veuve de Corn. VANDERVELLEN.	Journalière.	"	"
353	VAN LEENT, André-Joseph (sa femme Marie-Josephe Piron est en réclusion à St.-Bernard.)	Journaliers.	"	"
354	DELAET, Marie-Anne, veuve de Dominique VERHEYLEWEGHEN.	Journalière.	"	"
355	HANICQ, Pierre-Joseph, veuf	Journalier.	"	"
356	COPPIN, Marie-Louise, veuve de Pierre-Joseph-Adrien DUFOUR.	Journalière.	"	"
357	VANOBERGE, Barbe, veuve de Pierre-Joseph LOMBAERTS.	Id.	"	"
358	VAN EECHOUD, Jacques et Marie Antoinette HOFMAN.	Journaliers.	"	"
359	VERSCHUEREN, Marie-Thérèse, v ^e de Jean-Baptiste DE COSTER.	Journalière.	"	"
360	GOOSSENS, Marie-Catherine,	Id.	"	"

TAUX de LA PENSION.	NATURE DE LA PENSION.	OBSERVATIONS.
R. 11,300		
300	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
400	Idem.	
300	Id.	
400	Id.	
300	Id.	
400	Id.	
300	Id.	
300	Id.	
R. 16,700		

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	PROFESSIONS.	LIEU DE DOMICILE.	
			COMMUNE.	ARRONDISSEM ^t .
361	BARBIER, Thérèse-Jolie-Marie, (séparée de son mari).	Journalière.	Bruxelles.	Bruxelles.
362	CHRISTIAENS, Pétronille, veuve de Henri VAN DER ELST.	Id.	"	"
363	VAN NAUX, Pierre et Anne-Cath. VANHOETER.	Journaliers.	"	"
364	FOUILLIEN, Hubert et Élisabeth KELHAUSSÈN.	Id.	Id.	"

3°. Orphelins admis à la pension, en vertu

365	WILMAERTS, Martin.	Sans profession.	Bruxelles.	Bruxelles.
366	HUYGENS, Jean-Baptiste.	"	"	"
367	CANEPAS, Marie-Josephe.	"	"	"
368	DEROY, Jean-Baptiste.	"	"	"
369	DEROY, Henriette.	"	"	"
370	DEROY, Jean.	"	"	"
371	NIELS, Catherine.	"	"	"
372	NIELS, Anne.	"	"	"
373	BLOMME, Jeanne.	"	"	"
374	CEULEMANS, Guillaume.	"	"	"
375	CEULEMANS, Marie-Anne.	"	"	"
376	VAN SANTVOORD, Catherine.	"	"	"
377	VAN SANTVOORD, Anne-Marie.	"	"	"
378	SPELTINX, Charles.	"	"	"
379	SPELTINX, Jeanne-Françoise.	"	"	"

TAUX de LA PENSION.	NATURE DE LA PENSION.	OBSERVATIONS.	
R. 16,700	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.		
300			
300		Idem.	
400		Id.	
400		Id.	
T. 18,100			

de l'art. 5 de l'arrêté du 6 novembre 1830.

200	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830, jusqu'au	5 février	1841.
200		Idem.	12 mars	1848.
200	Id.	4 juin	1846.
200	Id.	18 septembre	1843.
200	Id.	19 février	1846.
200	Id.	7 juillet	1848.
200	Id.	3 février	1843.
200	Id.	22 janvier	1845.
200	Id.	8 septembre	1846.
200	Id.	9 janvier	1847.
200	Id.	14 mai	1839.
200	Id.	28 juillet	1835.
200	Id.	14 octobre	1831.
200	Id.	19 février	1839.
200	Id.	14 juin	1846.
Rep. 3000			

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	PROFESSIONS.	LIEU DE DOMICILE.	
			COMMUNE.	ARRONDISSEM ^t .
380	ZIEGLER, Fanny.	Sans profes- sion.	Bruxelles.	Bruxelles.
381	LECLERCQ, Christine-Victoire.	»	»	»
382	DOMANGE, Jean-Jacques.	»	»	»
383	MOTTEUX, Charles.	»	»	»
384	MOTTEUX, Marie-Catherine.	»	»	»
385	MOTTEUX, Catherine-Philippine.	»	»	»
386	HOUTVAEST, Jean-Adrien.	»	»	»
387	HOUTVAEST, André.	»	»	»
388	WALTIN, Élisabeth.	»	»	»
389	WALTIN, Jeanne.	»	»	»
390	CHARNAY, Jules-Charles-Nicolas.	»	»	»
391	VANDENBERGHE, Jean-Baptiste,	»	»	»
392	ERNU, Caroline.	»	»	»
393	ROBER, Adrien.	»	»	»
394	LISENBOURG, Jean-Joseph.	»	»	»
395	BOULANGER, Joseph-Julie.	»	»	»
396	DECAUWER, Mathilde-Charlotte.	»	»	»
397	DELFOSSÉ, Frédéric.	»	»	»
398	DELFOSSÉ, Diédonné-François.	»	»	»
399	DELFOSSÉ, Ursule.	»	»	»
400	DELFOSSÉ, Auguste-Louis-Mart.	»	»	»

TAUX de LA PENSION.	NATURE DE LA PENSION.	OBSERVATIONS.
Rep. 3000		
200	Pension annuelle, payable depuis le 1 ^{er} décem-	
200	bre 1830, jusqu'au 9 janvier 1836.	
200	Idem. 7 décembre 1843.	
200	Id. 21 novembre 1839.	
200	Id. 2 novembre 1834.	
200	Id. 22 mars 1845.	
200	Id. 27 octobre 1847.	
200	Id. 21 septembre 1841.	
200	Id. 25 janvier 1844.	
200	Id. 28 novembre 1844.	
200	Id. 17 février 1839.	
200	Id. 3 mai 1848.	
200	Id. 2 octobre 1836.	
200	Id. 29 mars 1832.	
200	Id. 10 juin 1848.	
200	Id. 26 octobre 1844.	
200	Id.	
200	Id. 23 août 1847.	
200	Id. 4 avril 1841.	
200	Id. 25 avril 1844.	
200	Id. 11 janvier 1846.	
200	Id. 16 octobre 1847.	
Tot. 7200		

N° D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	PROFESSIONS.	LIEU DE DOMICILE.	
			COMMUNE.	ARRONDISSEM ^t .

4°. Blessés admis à la pension en vertu

401	BRIDOUX, Jean-Baptiste.	Raffineur de sucre.	Bruxelles.	Bruxelles.
402	BAYET, Jean-Guillaume.	Journalier.	"	"
403	BALSAC, Charles.	Chaudronnier.	"	"
404	BELEN, Guillaume-Louis.	Brossetier.	"	"
405	BACKAERT, Arnold.	Journalier.	"	"
406	BOULAY, Jean-Baptiste.	Menuisier.	"	"
407	BOUROTTE, George.	Journalier.	"	"
408	COPPENS, Jean-Baptiste.	Forgeron.	"	"
409	DECKER, Maurice.	Imprimeur.	"	"
410	DEMEYER, Jacques.	Porte-faix.	"	"
411	DUBOIS, Pierre-Joseph.	Mécanicien.	"	"
412	DUBERTY, Jean-Baptiste.	Marbrier.	"	"
413	DECOCK, Bernard.	Journalier.	"	"
414	DEBIE, François.	Idem.	"	"
415	DEPRINS, Jean-Baptiste.	Idem.	"	"
416	DEVESPIN, Jean.	Idem.	"	"
417	DEHOU, Antoine-Joseph.	Typographe.	"	"
418	EMBREGS, Jean.	Domestique.	"	"
419	FRANÇOIS, François.	Maréchal.	"	"
420	FLAS, Jean-François.	Cordonnier.	"	"
421	FUYTYNCK, Gustave.	Coloriste.	"	"
422	GERARD, Jacques-Joseph.	Journalier.	"	"
423	GRÉGOIRE, Jean-Pierre.	Maréchal.	"	"

TAUX de LA PENSION.	NATURE DE LA PENSION.	OBSERVATIONS.
---------------------------	--------------------------	---------------

de l'article 3, de l'arrêté du 6 novembre 1830.

450	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.
365	Idem.
450	Id.
450	Id.
365	Id.
450	Id.
450	Id.
365	Id.
365	Id.
365	Id.
450	Id.
365	Id.
365	Id.
365	Id.
450	Id.
365	Id.
450	Id.
365	Id.
450	Id.
365	Id.
450	Id.
365	Id.
450	Id.
365	Id.

Rep. 9245

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	PROFESSIONS.	LIEU DE DOMICILE.	
			COMMUNE.	ARRONDISSEM ^t .
424	GAVIER, Adolphe.	Peintre.	Bruxelles.	Bruxelles.
425	GENNE, Jean-Baptiste.	Volontaire parisien.	"	"
426	GARITTE, Jean.	Vitrer.	"	"
427	HALLEZ, Isidore.	Tisserand.	"	"
428	HUYGH, Jean-Baptiste.	Jardinier.	"	"
429	HES, Louis.	Fileur de coton.	"	"
430	HAMTEAU, Jean-Robert.	Tailleur.	"	"
431	HERBITS, Pierre.	Peintre.	"	"
432	LOMBAERTS, Martin.	Cordonnier.	"	"
433	LAMARCHE, Michel.	Maçon.	"	"
434	LEQUIER, François.	Porte-faix.	"	"
435	COUVREUR, Timothée-Joseph.	Tisserand.	"	"
436	MBERT, Jean-François.	Mancœuvre.	"	"
437	MALDAQUE, Édouard-François.	Journalier.	"	"
438	MALIZART, François.	Idem.	"	"
439	MARTIN, Claude.	Charpentier.	"	"
440	MEUNIER, Louis-Isidore.	Volontaire parisien.	"	"
441	NEUTIENS, Georges-Bernard.	Cabaretier.	"	"
442	NOEL, Alfred.	Volontaire parisien.	"	"
443	PLANCHON, Jean-Joseph.	Ancien milit.	"	"
444	PLAET, Pierre.	Journalier.	"	"
445	RUFFIN, Antoine.	Menuisier.	"	"
446	RYNENBROECK, Henri.	Commission- naire.	"	"
447	RAYMAEKER, Félix.	Charron.	"	"

TAUX de LA PENSION.	NATURE DE LA PENSION.	OBSERVATIONS.
Rep. 9245	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
450	Idem.	
450	Id.	
365	Id.	
365	Id.	
450	Id.	
365	Id.	
450	Id.	
450	Id.	
450	Id.	
365	Id.	
450	Id.	
365	Id.	
450	Id.	
450	Id.	
365	Id.	
450	Id.	
365	Id.	
365	Id.	
365	Id.	
450	Id.	
365	Id.	
365	Id.	
365	Id.	
R. 19,025		

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	PROFESSIONS.	LIEU DE DOMICILE.	
			COMMUNE.	ARRONDISSEM ^t .
448	SARTON, Laurent-Joseph.	Journalier.	Bruxelles.	Bruxelles.
449	SEUTIN, Nicolas-Joseph.	Corroyeur.	"	"
450	SCHWEITZER, Abraham.	Tisserand.	"	"
451	STRUELENS, Corneille.	Boucher.	"	"
452	STRAELER, Nicolas.	Volontaire parisien.	"	"
453	SEVENANS, Égide.	Serrurier.	"	"
454	TORFS, Adrien-Ignace.	Garçon brasseur.	"	"
455	VANDROGENBROECK, J ⁿ -Franç.	Tailleur.	"	"
456	VOORDECKER, Eugène-Jean-L ^s .	Bottier.	"	"
457	VERBOONEN, Jean.	Tailleur.	"	"
458	VANDERMETER, Pierre.	Cordonnier.	"	"
459	VERSCHUEREN, Ferdinand.	Commission- naire.	"	"
460	VERMETTEN, Martin.	Pompier.	"	"
461	VANDENBOSCH, Égide.	Journalier.	"	"
462	VANDECAPELLE, Charles-Jos.	Menuisier.	"	"
463	VANDERSCHRICK, Jean-Franç.	Imprimeur de coton.	"	"
464	VERBEEK, Jean.	Maçon.	"	"
465	VANDERELST, Henri.	Ouvrier.	"	"
466	VANHEMELRYCK, Pierre.	Voiturier.	"	"
467	MOREAU, Jean-Théodore.	Tailleur.	"	"
468	VANDERZANDEN, Antoine.	Voiturier.	"	"
469	DELPLANCHE, Hubert.	Commission- naire.	"	"
470	VAN DEN ESSCHEN, Michel.	Journalier.	"	"
471	TULOT, François-Marie.	Volontaire parisien.	"	"

TAUX de LA PENSION.	NATURE DE LA PENSION.	OBSERVATIONS.
R. 19,025		
450	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
450	Idem.	
365	Id.	
450	Id.	
365	Id.	
365	Id.	
450	Id.	
450	Id.	
365	Id.	
450	Id.	
365	Id.	
365	Id.	
450	Id.	
450	Id.	
365	Id.	
450	Id.	
450	Id.	
365	Id.	
365	Id.	
R. 28,635		

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	PROFESSIONS.	LIEU DE DOMICILE.	
			COMMUNE.	ARRONDISSEM ^t .
472	PERINET, Adolphe.	Volontaire parisien.	Bruxelles.	Bruxelles.
473	MARK, Jean-Baptiste	Idem.	"	"
474	MERTENS, François.	Journalier.	"	"
475	DRUEZ, Charles.	Volontaire parisien.	"	"
476	NOLLÉ, Pierre.	Journalier.	"	"
477	SEGHERS, Jacques.	Menuisier.	"	"
478	DENOEL, Auguste.	Typographe.	"	"
479	WERY, Henri.	Journalier.	"	"
480	JACOBS, Nicolas.	Idem.	"	"
481	DELEEUW, Guillaume.	Id.	"	"
482	L'ABBIT, Pierre.	Id.	"	"
483	DEPASSE, Pierre-François.	Id.	"	"
484	LARCY, Joseph.	Ancien milit.	"	"
485	PERLEUX, Daniel.	Idem.	"	"
486	SONDERVORST, Pierre.	Cabaretier.	"	"
487	BRULOIS, Jean-Baptiste.	Volontaire.	"	"
488	D'HOYE, François.	Journalier.	"	"
489	DEMUYLLER, Pierre.	Idem.	"	"
490	VERHULST, Guillaume.	Volontaire.	"	"

TAUX de LA PENSION.	NATURE DE LA PENSION.	OBSERVATIONS.
R. 28,635		
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
365	Idem.	
450	Id.	
365	Id.	
365	Id.	
450	Id.	
365	Id.	
450	Id.	
450	Id.	
450	Id.	
365	Id.	
450	Id.	
365	Id.	
365	Id.	
450	Id.	
365	Id.	
	Le père fr. 365 Idem.	Veuf et un enfant.
405	Le fils » 40 (Pierre-Jean) pension annuelle, jusqu'au 15 août 1838.	
365 fr.	Le père. Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	Veuf avec deux enfans.
445	40 » L'enfant, Anne-Marie, pension annuelle jusqu'au 23 décembre 1837.	
	40 » Idem, Gilles, Idem 1 ^{er} septemb. 1841.	
365	Pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
R. 36,285		

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	PROFESSIONS.	LIEU DE DOMICILE.	
			COMMUNE.	ARRONDISSEM ^{ts} .
491	LORIA, Jacques.	Ouvrier.	Bruxelles.	Bruxelles.

RÉCAPITULATION.

1 ^o . Veuves.	fr. 48,880
2 ^o . Pères et mères.	18,100
3 ^o . Orphelins.	7,200
4 ^o . Blessés.	36,850

TOTAL GÉNÉRAL. 171,030

TAUX de LA PENSION.	NATURE DE LA PENSION.	OBSERVATIONS:
R. 36,285	fr. 365 Le père, pension annuelle et viagère, payable depuis le 1 ^{er} décembre 1830.	
565	» 40 L'enfant, François, pension annuelle, jusqu'au 2 mai 1832.	
	40 » Jean-Baptiste, 10 avril 1834.	Veuf avec 5 enfans.
	40 » Jeanne, 18 novembre 1835.	
	40 » Joseph, 23 septembre 1837.	
	40 » Henri, 15 janvier 1840.	
T. 36,850		

Arrêté le présent état à la somme de cent onze mille trente francs.

Bruxelles, le 23 juillet 1831.

Le ministre de l'intérieur,
Signé, E. DE SAUVAGE.

Approuvé pour être annexé à notre arrêté du 24 juillet 1831.

Signé, LÉOPOLD.
Par le Roi,
Le ministre de l'intérieur,
Signé, E. DE SAUVAGE.

(N° 79.)

N° 196.—*Arrêté relatif aux élections pour la composition des chambres, et à la convocation de celles-ci.*

LÉOPOLD, roi des Belges,

A tous présens et à venir, salut !

Vu l'art. 70 de la constitution ;

Le décret du congrès du 3 mars dernier et celui du 21 juillet 1831 ;

Sur le rapport de notre ministre de l'intérieur ;

Le conseil des ministres entendu ;

Nous avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Les collèges électoraux sont convoqués pour le 29 août prochain, à l'effet d'élire chacun le nombre de représentans et de sénateurs fixé par le tableau annexé au décret du 3 mars.

2. Les listes des électeurs seront complétées au plus tard le 16 août.

3. La réunion des collèges électoraux aura lieu dans les chefs-lieux des districts administratifs.

4. Le sénat et la chambre des représentans sont convoqués à Bruxelles pour le 8 septembre prochain à midi.

Notre ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au *Bulletin officiel*.

Bruxelles, le 26 juillet 1831.

Signé, LÉOPOLD.

Par le roi,

Le ministre de l'intérieur,

Signé, E. DE SAUVAGE.

Reçu au ministère de la justice, le 27 juillet 1831.

Le secrétaire-général,

Signé, J. VINCENT.

(N^r 79.)

N^r 196. — *Besluit aengaende de kiezingen voor de zamenstelling der kaemers en haere byeenroeping.*

LEOPOLDUS, koning der Belgen ,

Aen alle tegenwoordige en toekomstige , salut!

Gezien art. 70 der staetswet , het besluit van den volksraad van den 3 maert laetstleden en hetgene van den 21 july 1831 ;

Op het verslag van onzen minister van binnenlandsche zaeken ;

Den raad van ministers gehoord ;

Wy hebben besloten en besluuten :

Art. 1. De kieskollegien worden byeengeroepen tegen den 29 augustus aenstaende , ten eynde elk het getal vertegenwoordigers en senateurs te kiezen , welk bepaeld is by de tabel gevoegd aen de wet van den 3 maert.

2. De lysten der kiezers zullen ten langste den 16 augustus volledig worden.

3. De vereeniging der kieskollegien zal plaets hebben in de hoofdplaetsen der administratieve districten.

4. Den senaet en de kaemer der vertegenwoordigers worden te Brussel byeengeroepen tegen den 8 september aenstaende te middag.

Onzen minister van binnenlandsche zaeken wordt belast met de uytvoering van het tegenwoordig besluit, hetwelk in het *Staetsblad* zal gedrukt worden.

Brussel, den 26 july 1831.

Geteekend, LEOPOLDUS.

Van wege den koning ,

Den minister van binnenlandsche zaeken,

Geteekend, E. DE SAUVAGE.

Ontfangen in het ministerie van justitie, den 27 july 1831.

Den secretaris-generael,

Geteekend, J. VINCENT.

N^o 197. — *Arrêté relatif aux actes et papiers du gouvernement provisoire et de la régence.*

LÉOPOLD, roi des Belges,

A tous présens et à venir, salut !

Voulant pourvoir à la conservation des actes et papiers du gouvernement provisoire et de la régence de la Belgique ;

Sur le rapport de notre ministre de l'intérieur ;

Nous avons arrêté et arrêtons :

Les actes et papiers du gouvernement provisoire et de la régence de la Belgique seront déposés aux archives du royaume.

Notre ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au *Bulletin officiel*.

Bruxelles, le 26 juillet 1831.

Signé, LÉOPOLD.

Par le roi,

Le ministre de l'intérieur,

Signé, E. DE SAUVAGE.

Reçu au ministère de la justice, le 27 juillet 1831.

Le secrétaire-général,

Signé, J. VINCENT.

N^o 197. — *Besluit aengaende de akten en papieren der tydelyke regering en van het regentschap.*

LEOPOLDUS, koning der Belgen,

Aen alle tegenwoordige en toekomstige, salut!

Willende voorzien in de bewaering der akten en papieren der tydelyke regering en van het regentschap van België;

Op het verslag van den minister der binnenlandsche zaken;

Hebben besloten en besloten :

De akten en papieren der tydelyke regering en van het regentschap van België, zullen in 's lands-archieven gedeponeed worden.

Onzen minister der binnenlandsche zaken wordt belast met de uytvoering van het tegenwoordig besluit, hetwelk in het *Staetsblad* zal gedrukt worden.

Brussel, den 26 july 1831.

Geteekend, LEOPOLDUS.

Van wege den koning,

Den minister van binnenlandsche zaken,

Geteekend, E. DE SAUVAGE.

Ontfangen in het ministerie van justitie, den 27 july 1831.

Den secretaris-generael,

Geteekend, J. VINCENT.

(N^o. 80)

N^o 198. — *Nomination d'un consul à Liverpool et à Messine (Sicile).*

LÉOPOLD, roi des Belges ,

A tous présens et à venir, salut!

Sur le rapport de notre ministre des affaires étrangères, chargé de la direction de la marine ;

Avons arrêté et arrêtons :

Sont nommés :

Le sieur Johnston, négociant à Liverpool, consul en cette ville, et le sieur Verbeke, négociant, consul à Messine (Sicile).

Notre ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruzelles , le 27 juillet 1831.

Signé, LÉOPOLD.

Par le roi,

Le ministre des affaires étrangères,

Signé, DE MUELENAERE.

Reçu au ministère de la justice , le 4 août 1831.

Le secrétaire-général,

Signé, J. VINCENT.

N^o 199. — *Nomination de M. Charles de Brouckere au ministère de l'intérieur.*

LÉOPOLD, roi des Belges ,

A tous présens et à venir, salut!

Avons arrêté et arrêtons :

Le sieur Charles de Brouckere, membre du congrès national ,

(N^r 80.)

N^r 198.—*Benoeming van eenen consul te Liverpool
en te Messine (Sicilië).*

LEOPOLDUS, koning der Belgen,

Aen alle tegenwoordige en toekomstige, salut!

Op het verslag van onzen minister der buytenlandsche zaeken, belast met de zaeken der zeevaart;

Hebben besloten en besluynen :

Worden benoemd :

Den heer Johnston, koopman te Liverpool, consul in deze stad, en den heer Verbeke, koopman. consul te Messine (Sicilië).

Onzen minister der buytenlandsche zaeken wordt belast met de uytvoering van het tegenwoordig besluit.

Brussel, den 27 july 1831.

Geteekend, LEOPOLDUS.

Van wege den koning,

Den minister van buytenlandsche zaeken,

Geteekend, DE MUELENAERE.

Ontfangen in het ministerie van justitie, den 4 augustus 1831.

Den secretaris-generael,

Geteekend, J. VINCENT.

N^r 199.—*Benoeming van den heer Karel de Brouckere tot het ministerie van binnenlandsche zaeken.*

LEOPOLDUS, koning der Belgen,

Aen alle tegenwoordige en toekomstige, salut!

Hebben besloten en besluynen :

Den heer Karel de Brouckere, lid van den volksraed, wordt
S. IV. T. III.

est nommé ministre de l'intérieur, en remplacement du sieur E. De Sauvage, dont la démission est acceptée.

Notre ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 3 août 1831.

Signé, LÉOPOLD.

Par le roi,

Le ministre des affaires étrangères,

Signé, DE MUELENAERE.

Reçu au ministère de la justice, le 4 août 1831.

Le secrétaire-général,

Signé, J. VINCENT.

N^o 200. — *Nomination de M. Lebeau au conseil des ministres.*

LÉOPOLD, roi des Belges,

A tous présents et à venir, salut!

Le conseil des ministres entendu;

Avons nommé et nommons :

Le sieur Joseph Lebeau, membre du congrès national et premier avocat-général à la cour supérieure de justice de Liège, membre du conseil des ministres.

Aucun traitement n'est attaché à cette fonction.

Notre ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 4 août 1831.

Signé, LÉOPOLD.

Par le roi,

Le ministre de la justice,

Signé, RAIKEM.

Reçu au ministère de la justice, le 4 août 1831.

Le secrétaire-général,

Signé, J. VINCENT.

benoemd tot minister der binnenlandsche zaeken , in vervanging van den heer de Sauvage , wiens bedanking aenveerd wordt.

Onzen minister der buytenlandsche zaeken wordt belast met de uytvoering van het tegenwoordig besluit.

Brussel , den 3 augustus 1831.

Geteekend, LEOPOLDUS.

Van wege den koning ,
Den minister van buytenlandsche zaeken,
Geteekend, DE MUELENAERE.

Ontfangen in het ministerie van justitie , den 4 augustus 1831.

Den secretaris-generael,
Geteekend, J. VINCENT.

N^o 200. — *Benoeming van den heer Lebeau tot lid van den raed der ministers.*

LEOPOLDUS , koning der Belgen ,

Aen alle tegenwoordige en toekomstige , salut!

Den raed van ministers gehoord ;

Hebben benoemd en benoemen :

Den heer Joseph Lebeau , lid van den volksraed en eersten advocaet-generael by het hoog-gerechtshof te Luyk , tot lid van den raed der ministers.

Er is aen deze bediening geene jaerwedde verbonden.

Onzen minister van justitie wordt belast met de uytvoering van het tegenwoordig besluit.

Brussel , den 4 augustus 1831.

Geteekend, LEOPOLDUS.

Van wege den Koning ,
Den minister van justitie ,
Geteekend, RAIKEM.

Ontfangen in het ministerie van justitie , den 4 augustus 1831.

Den secretaris-generael,
Geteekend, J. VINCENT.

(N° 81.)

N° 201. — *Arrêté concernant les élections des représentans dans la Flandre occidentale et le Luxembourg.*

LÉOPOLD, roi des Belges,

A tous présens et à venir, salut!

Considérant que par suite du déplacement des électeurs et de la réunion de plusieurs districts, pour procéder aux élections des sénateurs, il est impossible de procéder aux élections des représentans, immédiatement après celles des sénateurs, dans quelques districts des provinces de la Flandre-occidentale et du Luxembourg;

Revu l'arrêté du 26 juillet dernier;

Sur le rapport du ministre de l'intérieur;

Nous avons arrêté et arrêtons :

Les électeurs des districts de Dixmude, Furnes, Ostende, Arlon, Bastogne, Diekirch, Grevenmacher, Marche, Neufchâteau et Virton, seront convoqués pour le 2 septembre, à l'effet de procéder à l'élection des représentans.

Notre ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au *Bulletin officiel*.

Bruxelles, le 16 août 1831.

Signé, LÉOPOLD.

Par le roi,

Le ministre de l'intérieur,

Signé, DE BROUCKERE.

Reçu au ministère de la justice, le 17 août 1831.

Le secrétaire-général,

Signé, J. VINCENT.

(N^r 81.)

N^r 201. — *Besluit aengaende de kiezingen der volksvertegenwoordigers in West-Vlaenderen en Luxemburg.*

LEOPOLDUS, koning der Belgen,

Aen alle tegenwoordige en toekomstige, salut!

Overwegende dat, ten gevolge der verplaatsing der kiezers en de vereeniging van onderscheidene districten voor de kiezing der senatoren, het onmogelyk is tot degene der volksvertegenwoordigers onmiddelyk na die der senatoren overtegaen, in eenige districten der provincien West-Vlaenderen en Luxemburg;

Herzien het besluit van den 26 july laetstleden;

Op de voordragt van den minister der binnenlandsche zaeken;

Hebben besloten en besluuten :

De kiezers der districten van Dixmude, Veurne, Oostende, Arlon, Bastnach, Diekirch, Grevenmacher, Marsch, Neufchateau en Virton, zullen byeengeropen worden tegen den 2 september, ten eynde tot de kiezingen der volksvertegenwoordigers overtegaen.

Onzen minister der binnenlandsche zaeken wordt belast met de uytvoering van het tegenwoordig besluit, hetwelk in het *Staetsblad* zal gedrukt worden.

Brussel, den 16 augustus 1831.

Geteekend, LEOPOLDUS.

Van wege den koning,

Den minister van binnenlandsche zaeken,

Geteekend, DE BROUCKERE.

Ontfangen in het ministerie van justitie, den 17 augustus 1831.

Den secretaris-generaal,

Geteekend, J. VINCENT.

(N^o 82.)

N^o 202. — *Arrêté qui autorise M. Delfosse à porter la croix de juillet française.*

LÉOPOLD, roi des Belges,

A tous présents et à venir, salut !

Vu la requête du sieur Maximilien Delfosse tendant à être autorisé à porter la croix spéciale de juillet, dont il a été décoré par la commission des récompenses nationales de Paris;

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères;

Avons arrêté et arrêtons :

Le sieur Maximilien Delfosse est autorisé à porter la croix spéciale de juillet, qui lui a été accordée par la commission des récompenses nationales de Paris.

Notre ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 16 août 1831.

Signé, LÉOPOLD.

Par le roi,

Le ministre des affaires étrangères,

Signé, DE MUELENAERE.

N^o 203. — *Nomination d'un ministre de la guerre et d'un ministre de l'intérieur ad intérim.*

LÉOPOLD, roi des Belges,

A tous présents et à venir, salut !

Avons arrêté et arrêtons :

(N^r 82.)

N^r 202. — *Besluit wettigende den heer Delfosse het fransche julykruis te draegen ;*

LEOPOLDUS, koning der Belgen,

Aen alle tegenwoordige en toekomstige, salut!

Gezien het verzoekschrift van den heer Maximilian Delfosse tot het wettigen het byzondere julykruis te draegen, waervan hem de commissie van volks-belooning van Parys versierd had ;

Op de voordragt des ministers der binnenlandsche zaeken ;

Hebben besloten en besluuten :

Aen den heer Maximilian Delfosse wordt de kragt verleend het byzondere julykruis te draegen, waervan hy door de commissie der volks-belooningen van Parys versierd geworden is.

Onzen minister der buytenlandsche zaeken wordt belast met de uytvoering van het tegenwoordig besluit.

Brussel, den 16 augustus 1831.

Geteekend, LEOPOLDUS.

Van wege den koning,

Den minister van binnenlandsche zaeken.

Geteekend, DE MUELENAERE.

N^r 203. — *Benoeming van eenen krygs-minister en van eenen minister van binnenlandsche zaeken ad interim.*

LEOPOLDUS, koning der Belgen,

Aen alle tegenwoordige en toekomstige, salut!

Hebben besloten en besluuten :

Art. 1^{er}. Le sieur Charles de Brouckere, notre aide-de-camp, colonel d'artillerie, est nommé ministre de la guerre, en remplacement du sieur baron de Faily, dont la démission est acceptée.

2. Le sieur Théodore Teichman, inspecteur-général des ponts et chaussées, est nommé, par intérim, ministre de l'intérieur, en remplacement du sieur Charles de Brouckere.

Notre ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 16 août 1831.

Signé, LÉOPOLD.

Par le roi,

Le ministre des affaires étrangères,

Signé, DE MUELENARRE.

(N° 83.)

N° 204. — *Arrêté qui rappelle à leurs postes les employés forestiers des compagnies des guides dans le Luxembourg.*

LÉOPOLD, roi des Belges,

A tous présents et à venir, salut!

Revu l'arrêté du régent de la Belgique, en date du 9 avril dernier, n° 114 (*Bulletin officiel*, n° 39), relatif à la formation d'un corps de guides forestiers pour concourir à la défense du territoire ;

Sur la proposition de nos ministres des finances et de la guerre ;

Considérant que l'absence prolongée des agens et gardes-forestiers expose les forêts à de nombreuses dévastations, au

Art. 1. Den heer Karel de Brouckere , onzen aide-de-camp , colonel van artillerie , wordt benoemd tot krygs-minister , in vervanging van den heer baron de Faily , wiens bedanking aenveerd wordt.

2. Den heer Theodore Teichmann , inspecteur-generael van bruggen en wegen , wordt benoemd tot minister van binnenlandsche zaeken ad interim , in vervanging van den heer Karel de Brouckere.

Onzen minister der binnenlandsche zaeken wordt belast met de uytvoering van het tegenwoordig beslyt.

Brussel , den 16 augustus 1831.

Geteekend, LEOPOLDUS.

Van wege den koning ,

Den minister van buytenlandsche zaeken,

Geteekend, DE MUELLENAERE.

(N^r 83.)

N^r 204. — *Beslyt door welk de bosch-wagters der guiden-compagnien in de provincie Luxemburg tot hunne standplaets terug geroepen worden.*

LEOPOLDUS , koning der Belgen ,

Aen alle tegenwoordige en toekomstige , salut !

Herzien het beslyt van den regent van België , de dato 9 april laetstleden , n^r 114 (*Staetsblad* , n^r 39) , betrekkelyk tot de zamenstelling van eene boschwacht dienende voor gidsen , ten eynde 's ryks grondgebied te helpen verdedigen ;

Op de voordragt van onze ministers van financien en van oorlog ;

Overwegende dat eene voortdurende afwezendheyd dier be-
dienden en boschwachters de bosschen aen menigvuldige ver-

point que , pour y ramener l'ordre , on a dû recourir au déploiement de la force militaire ;

Considérant , d'un autre côté , que les diverses opérations forestières , qui doivent être faites en temps opportun , exigent la présence et l'assistance des employés forestiers ;

Considérant enfin que le secours de ces employés à la frontière de la province de Luxembourg n'est plus actuellement indispensable ;

Avons arrêté et arrêtons :

Les employés forestiers faisant partie des compagnies des guides dans la province de Luxembourg , sont provisoirement rappelés à leurs postes respectifs.

Nos ministres susdits sont chargés de l'exécution du présent arrêté , qui sera inséré au *Bulletin officiel*.

Bruxelles , le 18 août 1831.

Signé, LÉOPOLD.

Par le roi ,

Les ministre des finances et de la guerre,

Signés, J. A. COGHEM.

C. DE BROUCKERE.

Reçu au ministère de la justice , le 20 août 1831.

Le secrétaire-général,

Signé, J. VINCENT.

N^o 205. — *Arrêté déterminant les empreintes des nouveaux poinçons pour la garantie des matières d'or et d'argent.*

LÉOPOLD , roi des Belges ,

A tous présents et à venir , salut !

Sur le rapport du ministre des finances ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Les poinçons de titre et de garantie , maintenant en

woestingen blootstelt , tot zoo verre dat , om die te beletten , de krygsmagt is moeten tusschenkomen ;

Gelet van den anderen kant , dat de verscheydene boschwerken die op behoorlyken tyd moeten plaets hebben de tegenwoordigheyd en hulp der boschbedienden vorderen ;

Aenmerkende eyndelyk dat de hulp van die bedienden op de grenzen der provincie van Luxemburg nu niet meer onontbeerlyk is ;

Hebben besloten en beslyuten :

De bosch-bedienden , deelmaekende der gidsen-compagnien in de provincie van Luxemburg , zyn , tot nader goedvinden , in hunne standplaets terug geroepen .

Onze bovengemelde ministers worden belast met de uytvoering van het tegenwoordig beslyut , hetwelk in het *Staetsblad* zal worden gedrukt .

Brussel , den 18 augustus 1831 .

Geteekend, LEOPOLDUS .

Van wege den koning ,

De ministers van 's landsmiddelen en van oorlog,

Geteekend, J. A. COGREN .

C. DE BROUCKERE .

Ontfangen in het ministerie van justitie , den 20 augustus 1831 .

Den secretaris-generael,

Geteekend, J. VINCENT .

N^r 205. — *Beslyut bepaelende de indruksele der nieuwe stempels voorde waerborg der gouden en zilveren werken.*

LEOPOLDUS , koning der Belgen ,

Aen alle tegenwoordige en toekomende , salut !

Op de voordragt van den minister van 's landsmiddelen ;

Hebben besloten en beslyuten :

Art. 1. De stempels van titel en van waerborg , tegenwoordig

usage, seront renouvelés conformément à la loi du 19 brumaire an VI (9 novembre 1797).

Les nouveaux poinçons porteront les empreintes dont les dessins sont annexés au présent.

2. L'époque à laquelle il sera fait usage de ces poinçons, ainsi que le délai pour la réense, sans frais, des ouvrages marqués des anciens poinçons, seront déterminés par un nouvel arrêté.

Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au *Bulletin officiel*.

Bruxelles, le 18 août 1831.

Signé, LÉOPOLD.

Par le roi,

Le ministre des finances,

Signé, J. A. COGHEN.

N° 206. — *Nomination de M. Lion aux fonctions de secrétaire-général du ministère des finances.*

LÉOPOLD, roi des Belges,

A tous présens et à venir, salut!

Sur le rapport de notre ministre des finances;

Avons arrêté et arrêtons :

Le sieur Nicolas-Joseph-Xavier Lion, ancien inspecteur-général et actuellement directeur de l'enregistrement et des domaines à Liège, est appelé à remplir les fonctions de secrétaire-général du ministère des finances.

Notre ministre des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 18 août 1831.

Signé, LÉOPOLD.

Par le roi,

Le ministre des finances.

Signé, J. A. COGHEN.

in gebruyk , zullen vernieuwd worden , overeenkomstig de wet van 19 brumaire, VI^{de} jaer (9 november 1797).

De nieuwe stempels zullen de kenteekenen draegen , waarvan de afteekeningen hier nevens zyn gevoegd.

Het tydstip waerop er gebruyk zal worden gemaekt van die stempels , als ook het tydperk voor de opneming , zonder onkosten , der bewerkte stukken met de oude geteekend , zullen door een nieuw beslyt bepaeld worden.

Den minister van 's landsmiddelen wordt belast met den uitvoer van het tegenwoordig beslyt , hetwelk in het *Staetsblad* zal worden gedrukt.

Brussel , den 18 augustus 1831.

Geteekend, LEOPOLDUS.

Van wege den koning ,

Den minister van 's landsmiddelen,

Geteekend, J. A. COGHEN.

N^r 206. — *Benoeming van den heer Lion tot secretaris-generael van het ministerie van 's landsmiddelen.*

LEOPOLDUS , koning der Belgen ,

Aen alle tegenwoordige en toekomstige , salut!

Op het verslag van onzen minister van 's landsmiddelen ;

Hebben besloten en beslyten :

Den heer Nicolaus-Josephus-Xaverius Lion , gewezen inspecteur-generael en tegenwoordig directeur der registratie en domeynen te Luyk , wordt tot secretaris-generael van het ministerie van 's landsmiddelen benoemd.

Onzen minister van 's landsmiddelen wordt belast met de uitvoering van het tegenwoordig beslyt ,

Brussel , den 18 augustus 1831.

Geteekend, LEOPOLDUS.

Van wege den koning ,

Den minister van 's landsmiddelen,

Geteekend, J. A. COGHEN.

N^o 207. — *Arrêté concernant les élections dans le district de Maestricht.*

LÉOPOLD, roi des Belges ,

A tous présens et à venir, salut !

Vu l'article 19 du décret du congrès, du 3 mars 1831, pour la formation de la chambre des représentans et du sénat ;

Considérant que l'occupation de la ville de Maestricht par l'ennemi met obstacle à ce que les électeurs du district de ce nom s'y réunissent ;

Attendu que le pouvoir exécutif est chargé de l'exécution du décret susdit, et doit, conséquemment, suppléer à ses dispositions qu'une force majeure rend in exécutoires ;

Revu l'arrêté du 26 juillet dernier ;

Sur le rapport de notre ministre de l'intérieur ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Les électeurs ayant leur domicile réel dans le district de Maestricht, *rive gauche* de la Meuse, se réuniront à Tongres, où sera établi le bureau principal pour tout le district.

2. Les électeurs ayant leur domicile réel dans le district de Maestricht, *rive droite* de la Meuse, se réuniront à Fauquemont et y formeront une ou plusieurs sections, s'il y a lieu.

Notre ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au *Bulletin officiel*.

Bruxelles, le 18 août 1831.

Signé, LÉOPOLD.

Par le roi,

Le ministre de l'intérieur ad intérim,

Signé, T. TEICHMANN.

Reçu au ministère de la justice, le 20 août 1831.

Le secrétaire-général, signé, J. VINCENT.

N^r 207. — *Besluit aengaende de kiezingen in het district van Maestricht.*

LEOPOLDUS , koning der Belgen ,

Aen alle tegenwoordige en toekomstige , salut !

Gezien artikel 19 van het decreet des volksraad van den 3 maert 1831, voor de zamenstelling der kaemer van de vertegenwoordigers en van het senaet ;

Overwegende dat het bezet der stad Maestricht door den vyand de kiezers van het district van dien naem verhindert zich binnen dezelve te vereenigen ;

Overwegende dat het uytvoerend bewind belast is met de uytvoering der gemelde wet, en, by gevolg, deszelfs schikkingen welke door hoogere magt onuytvoerbaer gemaekt zyn, aenvullen moet ;

Herzien het besluit van den 26 july laetstleden ;

Op de voordragt van onzen minister van binnenlandsche zaeken ;
Hebben besloten en besluuten :

Art. 1. De kiezers hebbende hunne wezenlyke huysvesting in het district van Maestricht, *linken Maes-oever*, zullen te Tongeren byeenkomen, waer het voornaem bureau van het gansche district gevestigd zal wezen.

2. De kiezers hebbende hunne wezenlyke huysvesting in het district van Maestricht, *regten Maes-oever*, zullen te Fauquemont byeenkomen, en daer eene of verscheydene sectien, zoo noodig, zamenstellen.

Onzen minister van binnenlandsche zaeken wordt belast met de uytvoering van het tegenwoordig besluit, hetwelk in het *Staetsblad* zal gedrukt worden.

Brussel, den 18 augustus 1831.

Getekend, LEOPOLDUS.

Van wege den koning ,

Den minister van binnenlandsche zaeken ad interim,

Geteekend, T. TEICHMANN.

Ontfangen in het ministerie van justitie, den 20 augustus 1831.

Den secretaris-generael, geteekend, J. VINCENT.

N^o 208. — *Arrêté concernant les élections dans le district de Luxembourg.*

LÉOPOLD, roi des Belges,

A tous présens et à venir, salut!

Vu les art. 19 et 20 du décret du 3 mars dernier, relatif à la formation des chambres ;

Considérant que la situation politique de la ville de Luxembourg met obstacle à la réunion dans cette ville, des électeurs ayant leur domicile réel dans le district de ce nom ;

Considérant que cette circonstance, qui met les électeurs susdits dans l'impossibilité d'exercer leurs droits politiques, n'a pas été prévue par le décret du 3 mars précité et qu'il y a, en conséquence, lieu à y pourvoir ;

Revu l'arrêté du 26 juillet dernier ;

Sur le rapport du ministre de l'intérieur ;

Nous avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Les électeurs du district de Luxembourg se réuniront à Eich.

2. Le président du tribunal de première instance de l'arrondissement de Luxembourg, siégeant temporairement à Arlon, ou à son défaut, celui qui le remplace, présidera le bureau principal à Eich.

3. Les quatre plus jeunes membres du conseil communal d'Eich seront scrutateurs.

Notre ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au *Bulletin officiel*.

Bruxelles, le 19 août 1831.

Signé, LÉOPOLD.

Par le roi,

Le ministre de l'intérieur, ad intérim,

Signé, T. TEICHMANN.

Reçu au ministère de la justice, le 21 août 1831.

Le secrétaire-général, signé, J. VINCENT.

N^r 208. — *Besluit aengaende de kiezingen in het district van Luxemburg.*

LEOPOLDUS, koning der Belgen,

Aen alle tegenwoordige en toekomstige, salut!

Gezien de art. 19 en 20 der wet van den 3 maert laetstleden, aengaende de zamenstelling der kaemers;

Overwegende dat den politieken toestand der stad Luxemburg de kiezers, die hunne wezenlyke huysvesting in het district van dezen naem hebben, belet zich in deze stad te vereenigen.

Overwegende dat deze omstandigheyd, welke de kiezers verhindert hunne politieke regten uytte oefenen, niet door de bovengemelde wet van den 3 maert voorgezien geweest is, en dat, by gevolg, het noodig is daervoor te zorgen.

Herzien het besluit van den 26 july laetstleden;

Op de voordragt van den minister van binnenlandsche zaeken; Wy hebben besloten en besluuten :

Art. 1. De kiezers des districts van Luxemburg zullen zich in Eich vereenigen.

2. Den voorzitter der regtbank van eersten aenleg des arrondissementes van Luxemburg, tydelyk zittende in Arlon, of, by onstentenis van denzelven, dengenen die hem in zyn ambt vervangt, presideert het voornaemste bureau te Eich.

3. De vier jongste leden van den gemeynthe-raed der stad Eich zullen de stemmen opnemen.

Onzen minister van binnenlandsche zaeken wordt belast met de uytvoering van het tegenwoordig besluit, hetwelk in het *Staetsblad* zal worden gedrukt.

Bussel, den 19 augustus 1831.

Geteekend, LEOPOLDUS.

Van wege den koning,

Den minister van binnenlandsche zaeken, ad interim,

Geteekend, T. TEICHMANN.

Ontfangen in het ministerie van justitie, den 21 augustus 1831.

Den secretaris-generael, geteekend, J. VINCENT.

S. IV. T. III.

32

(N° 84.)

N° 209. — *Arrêté relatif à la destination ultérieure du premier ban de la garde civique.*

LÉOPOLD, roi des Belges,

A tous présents et à venir, salut.

Vu les décrets des 18 janvier et 4 avril, et les arrêtés des 23 avril et 7 juin derniers ;

Sur le rapport de notre ministre de la guerre ;

Le conseil des ministres entendu ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Les corps du premier ban de la garde civique mis en activité de service, seront immédiatement dirigés sur les communes auxquelles ils appartiennent.

2. La solde et l'étape militaire leur seront continués jusqu'au jour de la rentrée de chaque corps au chef-lieu du canton auquel il appartient.

3. Le premier ban restera néanmoins organisé séparément, et se livrera aux exercices prescrits par le décret du 18 janvier 1831.

Bruxelles, le 16 août 1831.

Signé, LÉOPOLD.

Par le roi,

Le ministre de la guerre,

Signé, C. DE BROUCKERE.

Reçu au ministère de la justice, le 25 août 1831.

Le secrétaire-général,

Signé, J. VINCENT.

(N^r 84.)

N^r 209.—*Besluit aengaende de naedere bestemming van den gemobiliseerde voorban der borgerwacht.*

LEOPOLDUS, koning der Belgen,

Aen alle tegenwoordige en toekomende, salut!

Gezien de wetten van den 18 januarij en 4 april, en de besluyten van den 22 april en 7 juny laetstleden;

Op de voordragt van onzen minister van oorlog;

Den raed van ministers gehoord;

Hebben besloten en besluyten:

Art. 1. De in werkelyken dienst gestelde korpsen van den voorban der borgerwacht zullen onverwyld terug keeren in de gemeenten tot welke zy behooren.

2. De militaire soldy en reyskosten zullen hun nog verleend worden, tot de aenkomst van elk korps in de hoofdplaats van het kanton waertoe het behoort.

3. Den voorban zal niettemin afzonderlyk georganiseerd blyven, en de wapenoefeningen verrigten die by de wet van den 18 januarij 1831 voorgeschreven zyn.

Brussel, den 16 augustus 1831.

Geteekend, LEOPOLDUS.

Van wege den koning,

Den minister van oorlog,

Geteekend, C. DE BROUCKERE.

Ontfangen in het ministerie van justitie, den 25 augustus 1831.

Den secretaris-generael,

Geteekend, J. VINCENT.

N^o 210. — *Arrêté qui révoque la suspension de la municipalité de Gand.*

LÉOPOLD, roi des Belges,

A tous présens et à venir, salut!

Sur la proposition de notre ministre de l'intérieur ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. L'arrêté du délégué du gouvernement provisoire de la Belgique, en date du 4 février dernier, lequel a suspendu l'administration municipale de la ville de Gand, est révoqué.

2. Il n'est rien préjugé par le présent relativement aux réclamations contre les élections, sur lesquelles il sera statué ultérieurement, s'il y a lieu.

Notre ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 août 1831.

Signé, LÉOPOLD.

Par le roi,

Le ministre de l'intérieur, ad intérim,

Signé, T. TEICHMANN.

Reçu au ministère de la justice, le 25 août 1831.

Le secrétaire-général,

Signé, J. VINCENT.

N^r 210. — *Besluit wederroepende de opschorting
van het stedelyk bestuur te Gend.*

LEOPOLDUS, koning der Belgen,

Aen alle tegenwoordige en toekomende, salut !

Op de voordragt van onzen minister der binnenlandsche
zaeken ;

Hebben besloten en besluyten :

Art. 1. Het besluit van hêt gedelegeerd lid der tydelyke
regering van België, van den 4 february laetstleden, hetwelk
het stedelyk bestuur van Gend opgeschort heeft, wordt inge-
trokken.

2. Er wordt door het tegenwoordig besluit niets bevooroor-
deeld ten aanzien der bezwaeren tegen de kiezingen, waerop
naeder, zoo daertoe redenen aenwezig zyn, zal beschikt worden.

Onzen minister der binnenlandsche zaeken wordt belast met
de uytvoering van het tegenwoordig besluit.

Brussel, den 19 augustus 1831.

Geteekend, LEOPOLDUS.

Van wege den koning,

Den minister van binnenlandsche zaeken, ad interim,

Geteekend, T. TEICHMANN.

Ontfangen in het ministerie van justitie, den 25 augustus 1831.

Den secretaris-generael,

Geteekend, J. VINCENT.

(N° 85.)

N° 211. — *Arrêté prescrivant des mesures sanitaires.*

LÉOPOLD, roi des Belges,

A tous présents et à venir, salut!

Vu l'art. 1^{er} du décret du congrès national en date du 18 juillet 1831, n° 182 (*Bulletin officiel*, n° 74) ainsi conçu :

« Le chef de l'État détermine, par des arrêtés : 1° les pays
» dont les provenances doivent être habituellement ou tempo-
» rairement soumises au régime sanitaire; 2° les mesures à
» observer sur les côtes, dans les ports et rades, dans les
» lazarets et autres lieux réservés; 3° les mesures extraordinaires
» que l'invasion ou la crainte d'une maladie pestilentielle ren-
» drait nécessaires sur les frontières de terre ou dans l'intérieur.

« Il règle les attributions, la composition et le ressort des
» autorités et administrations chargées de l'exécution de ces
» mesures, et leur délègue le pouvoir d'appliquer provisoire-
» ment, dans des cas d'urgence, le régime sanitaire aux por-
» tions du territoire qui seraient inopinément menacés.

« Les arrêtés du chef de l'État ou les actes administratifs qui
» prescriront l'application des dispositions de la présente loi à
» une portion du territoire belge, seront, ainsi que la loi elle-
» même, publiés et affichés dans chaque commune qui devra
» être soumise à ce régime; »

Considérant que, dans les circonstances actuelles, il est de la plus grande urgence de prendre des dispositions pour la prompte

(N^r 85.)

N^r 211. — *Besluit houdende maetregelen van voorzorg tegen de besmetting.*

LEOPOLDUS, koning der Belgen ,

Aen alle tegenwoordige en toekomstige, salut!

Gezien art. 1 van het besluit des volksraeds, onder dagteekening van den 18 july 1831, n^r 182 (*Staetsblad*, n^r 74) aldus luydende :

« Het hoofd van den Staet bepaelt, by zyne besluitten : ten 1^{ste} de landen waervan de voortbrengselen gewoonlyk of tydelyk aen de maetregelen van voorzorg moeten onderworpen wezen. Ten 2^{de} de maetregelen in achttenemen op de kusten, in de haeven en reeden, in de pesthuyzen en andere voorbehoudene plaetsen. Ten 3^{de} de buytengewoone maetregelen welke den inval of de vrees voor eene besmettende ziekte op de landgrenzen of binnen 's lands zouden noodzaakelyk maeken.

» Hy regelt de bevoegdheyd, de zamenstelling en de uytgestrektheyd van het gebied der overheden en bestueren belast met de uytvoering dier maetregelen, en stelt hun het gezag over om, in geval van dringende noodzaakelykheyd, de bepaelingen van voorzorg op de oogenblikkelyk bedreygde gedeelten van het grondgebied tydelyk toe te passen.

» De besluitten van het Staetshoofd en de administratieve akten welke de toepassing der schikkingen van de tegenwoordige wet op een gedeelte van het belgische grondgebied zullen voorschryven, zullen, zoo wel als de wet zelve, in elke aen die maetregelen onderworpenen gemeynte afgekondigd en aengeplakt worden ; »

Overwegende dat in de tegenwoordige omstandigheden het van de grootste noodzaakelykheyd is schikkingen te nemen voor

exécution dudit décret et d'établir, à cet effet, des règles organiques, générales et précises, tant en ce qui concerne les mesures de police sanitaire qu'en ce qui touche les attributions, la composition et le ressort des autorités chargées de l'exécution de ces mesures ;

Sur le rapport de notre ministre de l'intérieur ;

Nous avons arrêté et arrêtons :

TITRE PREMIER.

Règles communes à toutes les provenances.

Art. 1^{er}. Les provenances par mer ne sont admises à libre pratique, qu'après que leur état sanitaire a été reconnu, par les autorités ou agens préposés à cet effet.

2. Conformément à l'art. 2 de la loi du 18 juillet 1831, cette admission pour les provenances des pays sains, doit suivre immédiatement la vérification de leur état sanitaire, à moins d'accident ou de communications de nature suspecte survenus depuis leur départ.

3. Ne sont pas réputés pays sains, outre ceux où règne une maladie pestilentielle, les pays qui y sont fréquemment sujets, ou dans lesquels on en soupçonne l'existence, ou qui sont en libre relation avec des lieux suspects, ou qui reçoivent sans précautions des provenances suspectes, ou qui, venant d'être infectés, peuvent encore conserver et transmettre des germes contagieux.

4. Les provenances par terre ne doivent être soumises à faire reconnaître leur état sanitaire, que lorsqu'elles viennent de pays qui ne sont pas réputés sains, aux termes de l'art. 3, et avec lesquels les communications ont été restreintes, soit par une décision émanée de nous, soit provisoirement, en cas d'urgence, par les autorités sanitaires locales.

5. Les provenances qui, après que leur état sanitaire a été reconnu, ne sont point admises à la libre pratique, soit parce

de spoedige uytvoering der bovengemelde wet en, te dien eynde, organieke, algemeene en bepaelde regelen vast te stellen, zoo wel ten aenzien der maetregelen van gezondheidsvoorzorg als ten aenzien der bevoegdheyl, de zamenstelling en het regtsgebied der overheden belast met de uytvoering dier maetregelen;

Op het verslag van onzen minister der binnenlandsche zaeken; Wy hebben besloten en besluyten :

EERSTEN TITEL.

Regelen gemeyn aen al de voortbrengselen.

Art. 1. De *ter zee* ingevoerde voortbrengselen worden niet eerder tot vrye gemeynschap toegelaten, dan nadat hunnen gezondheidsstaet door de daervoor aengestelde overheden of bedienden zal erkend geworden zyn.

2. Overeenkomstig art. 2 der wet van den 18 july 1831 moet deze aenneming van de voortbrengselen der *gezonde* landen, onmiddelyk na het onderzoek van hunnen gezondheidsstaet plaets hebben, ten zy in geval van buytengewoone omstandigheden of van verdagte communicatien, sedert hun vertrek.

3. Worden niet als *gezonde* landen aangemerkt, behalve degene waer eene pestziekte heerscht, degene die er gewoonlyk aen onderhevig zyn, of in welke men dezelve vermoed te heerschen, of die in vrye gemeynschap zyn met verdagte plaetsen, of die, zonder voorzorg, verdagte voortbrengselen of welke zulke voortbrengselen die, besmet komende te wezen, nog de besmetting kunnen bewaeren en voortzetten, ontfangen.

4. De te lande ingevoerde voortbrengselen moeten maer dan aen de erkenning van hunnen gezondheidsstaet onderworpen worden, wanneer zy herkomstig zyn van landen die niet voor gezond erkend zyn, op den voet van artikkel 3, en met welke de vrye gemeynschap is beperkt geworden, hetzy by eene van ons uytgegaene beschikking, hetzy tydelyk en in geval van dringende noodzaakelykheyl, door de plaetselyke gezondheids-overheden.

5. De voortbrengselen die, na de erkenning van hunnen gezondheidsstaet tot de vrye gemeynschap niet toegelaten zyn,

qu'elles viennent de pays qui ne sont pas sains , soit parce que , depuis leur départ , des accidens ou des communications de nature suspecte ont altéré leur état sanitaire , sont placées sous l'un des trois régimes déterminés par l'art. 3 du décret du 18 juillet 1831.

6. La classification sous le régime de la patente brute et de la patente suspecte , entraîne une quarantaine de rigueur plus ou moins longue , avec les purifications d'usage , selon le degré d'infection ou de suspicion sanitaire.

7. La classification sous le régime de la patente nette entraîne une quarantaine d'observation , à moins qu'il ne soit certain que la police sanitaire est soigneusement exercée dans les pays d'où vient la provenance ainsi classée , auquel cas il y a lieu à prononcer son admission immédiate à libre pratique.

8. Sont également classés sous l'un de ces régimes , les lazarets et autres lieux réservés , ainsi que les territoires qu'il devient nécessaire de frapper d'interdiction.

9. Les provenances non admises à libre pratique , soit parce que leur état sanitaire n'a pas encore été reconnu , soit parce qu'après cette reconnaissance elles ont été soumises à la quarantaine , ainsi que les lieux réservés et territoires compris dans la classification prescrite par l'article précédent , restent en état de séquestration ; et tout acte qui a pour effet de mettre les personnes ou les choses ainsi séquestrées en communication avec le territoire libre , doit être poursuivi conformément au titre II du décret du 18 juillet.

10. L'état de libre pratique cesse , à l'égard des personnes et des choses qui ont été en contact avec des personnes ou des choses se trouvant en état de séquestration sanitaire , sans préjudice des peines encourues , si , après ce contact et avant d'avoir recouvré leur état de libre pratique , comme il sera dit à l'article suivant , il y a eu communication entre elles et le territoire.

11. L'état de séquestration ne finit que par la décision de

hetzy omdat dezelve van ongezonde landen herkomstig zyn, hetzy omdat sedert hun vertrek, ongevallen of verdagte aenraekingen, hunnen gezondheidstaet bezoedeld hebben, worden geplaatst onder eenen der dry regelen vastgesteld by art. 3 der wet van den 18 july 1831.

6. De rangschikking onder de regelen der *onzuyvere* en der *verdagte* patent heeft voor gevolg eenen gedwongen meer of min langen proeftyd met de gebruykelyke zuyveringen, volgens den graed van besmetting of verdenking.

7. De rangschikking onder den regel der *zuyvere* patent brengt eenen proeftyd van bespieding mede, ten zy men zeker weze dat de gezondheidspolicie strengelyk onderhouden wordt in de landen vanwaer het aldus gerangschikte voortbrengsel herkomstig is, in welk geval deszelfs onverwyld toelating tot vrye gemeenschap behoort uytgesproken te worden.

8. Worden insgelyks onder een dezer regelen gesteld de pesthuyzen en andere afgezonderde plaetsen, gelyk mede de gronden welke het mogt noodig worden in het verbod te begrypen.

9. De voortbrengselen van de vrye gemeenschap uytgesloten, hetzy omdat derzelver gezondheidstaet nog niet erkend geworden is, hetzy omdat, na deze erkenning, dezelve aen den proeftyd onderworpen geweest zyn, gelyk mede de afgezonderde plaetsen en gronden begrepen in de rangschikking voorgeschreven by het voorgaende artikel, blyven in beslag; en alle bedryf welke tot gevolg zou hebben de aldus in staet van beslag gestelde persoonen of zaeken met het vrye grondgebied in aenraeking te brengen moet, overeenkomstig titel II der wet van den 18 july 1831, vervolgd worden.

10. Den staet van vrye gemeenschap houdt op, ten aenzien der persoonen en zaeken welke met in gezondheidsbeslag gestelde zaeken of persoonen in aenraeking gekomen zyn, onverminderd de ingeloopene straffen, indien, na deze aenraeking en alvorens hunnen staet van vrye gemeenschap weder te hebben bekomen (gelyk in het volgende artikkel zal bepaeld zyn), er gemeenschap geweest is tusschen hun en het vrye grondgebied.

11. Den staet van gezondheidsbeslag eyndigt niet eerder dan

l'autorité compétente, qui prononce l'admission à libre pratique, soit après la reconnaissance de l'état sanitaire à l'égard des provenances qui n'inspirent aucun soupçon, soit au terme de la quarantaine à l'égard des autres, soit au terme des interdictions prononcées en vertu de l'article 8.

TITRE II.

Provenances arrivant par mer.

12. Tout navire arrivant d'un port quelconque et quelle que soit sa destination, sera porteur d'une patente de santé, laquelle fera connaître l'état sanitaire des lieux d'où il vient et son propre état sanitaire au moment où il en est parti.

13. Tout navire belge ou étranger qui n'a point de patente de santé, est sujet, outre les mesures auxquelles son état sanitaire le soumet, à un surcroît de quarantaine réglé selon les circonstances, et qui ne peut être moindre de cinq jours.

14. Les patentes sont délivrées, en Belgique, par les commissions sanitaires, et dans les pays étrangers, en ce qui concerne les bâtimens belges, par nos agens consulaires.

15. Les navires belges qui partent d'un port étranger où il n'existe point d'agent consulaire, doivent se pourvoir d'une patente délivrée par les autorités du pays, et la faire ultérieurement certifier par lesdits agens qui se trouvent dans les ports où leur navigation les conduit.

16. Les patentes de santé doivent être visées dans tous les lieux de relâche, à l'effet de constater l'état sanitaire du pays et du navire.

En cas d'un séjour prolongé au-delà de cinq jours après la délivrance ou le visa de la patente, soit dans le lieu du départ, soit dans celui de relâche, un nouveau visa devient nécessaire.

17. Les navires porteurs de patentes raturées, surchargées, ou présentant toute autre altération, seront soumis à une surveillance particulière de quarantaine, et des poursuites seront diri-

door de beschikking der bevoegde overheid, welke de toelaeting tot vrye gemeenschap uytspreekt, hetzy na de erkenning van den gezondheidsstaet ten aenzien der voortbrengselen welke geene verdenking inboezemen, hetzy by de verstryking van den proeftyd ten aenzien der andere, hetzy by de vervalling der uytsluytingen uytgesproken krachtens art. 8.

TITEL II.

Voortbrengselen ter zee ingevoerd.

12. Alle vaertuyg van waer ook herkomstig en met welke bestemming ook, zal draeger zyn van eene gezondheidspatent, welke zal aenwyzen den gezondheidsstaet van de plaetsen van waer het komt, en deszelfs eygenen gezondheidsstaet op het oogenblik van zyn vertrek.

13. Alle belgisch of vreemd vaertuyg onvoorzien van eene gezondheidspatent is, behalve de maetregelen waeraen deszelfs gezondheidsstaet hetzelfde onderwerpt, verplicht tot eenen byvoegelyken proeftyd, geregeld volgens de omstandigheden, en in geen geval minder dan vyf dagen.

14. De patenten worden, in België, door de gezondheidscommissien, en in de vreemde landen, voor wat de belgische vaertuygen betreft, door onze commerciale gezanten, afgeleverd.

15. De belgische vaertuygen van eene vreemde haeve, waer geenen commercialen gezant geplaatst is, afvaerende, moeten zich voorzien van eene patent afgeleverd door de overheden van het land, en dezelve nader doen bevestigen door de voornoemde gezanten, in de haeven waer hunne vaert ze doet aenlanden.

16. De gezondheidspatenten moeten gevisceerd worden in al de rusthaeven, ten eynde den gezondheidsstaet van het land en van het vaertuyg vasttestellen.

Indien het verblyf langer dan vyf dagen, na de afgifte of het visa der patent, het zy in de vertrek-, het zy in de rustplaets gerekt wordt, er zal een nieuw visa vereyscht zyn.

17. De vaertuygen, draegers van beschrabte, overlaste of alle andere vervalsching aanbiedende patenten, zullen eene byzondere proef-waekzaamheid onderstaen en, volgens het geval,

gées, selon les cas, contre le capitaine ou le patron, et, en outre, contre tous auteurs desdites altérations.

18. Il est défendu à tout capitaine :

1° De se dessaisir de la patente prise au point de départ, avant d'être arrivé à celui de sa destination ;

2° De prendre et d'avoir à bord d'autre patente que celle qui lui a été délivrée audit départ ;

3° D'embarquer sur son bord aucun passager qui ne serait pas muni d'un bulletin de santé, ni aucun marin ou autre individu qui paraîtrait atteint d'une maladie contagieuse ;

4° De recevoir des hardes à bord, sans s'être assuré d'où elles viennent, et qu'elles n'ont pas servi à l'usage de personnes atteintes d'un mal contagieux, sauf la disposition de l'art. 15 du décret du 18 juillet 1831, lorsqu'il y aurait infraction aux paragraphes 3 et 4 qui précèdent, dans les cas prévus par ledit article 15.

19. Il est enjoint à tout officier de santé d'un navire, et, à défaut, au capitaine ou patron, de prendre note, sur le journal de bord, de toutes les maladies qui pourraient s'y manifester, ainsi que des différens symptômes qui se feraient remarquer.

20. En cas de décès, après une maladie pestilentielle, tous les effets susceptibles d'infection qui auraient servi au malade dans le cours de cette maladie, seront, si le navire est au mouillage, brûlés et détruits, et, s'il est en route, jetés à la mer avec les précautions suffisantes pour qu'ils ne puissent surnager.

Les autres effets dont l'individu décédé n'aurait point fait usage, mais qui se seraient trouvés à sa disposition, seront soumis immédiatement à l'évent, à la fumigation, ou mis à la traîne, ainsi que les effets dont aurait fait usage un individu qui aurait été attaqué d'une telle maladie, sans y avoir succombé.

zullen er vervolgingen ingespannen worden tegen den kapiteyn of den schipper, en daerenboven tegen degenen die zich van deze vervalsching zullen hebben pligtig gemaakt.

18. Het wordt aen den kapiteyn verboden :

Ten 1^{ste} zich van de, by de afvaart genomene, patent, te ontmaeken voor de aankomst ter plaets van de bestemming;

Ten 2^{de} aen boord eenige andere patent te nemen of voor handen te hebben dan degene die hem by zyne afvaart is afgeleverd geworden;

Ten 3^{de} aen boord eenigen reyziger aentenemen die onvoorzien zou wezen van een gezondheids-attest, noch eenigen zeeman of anderen persoon die met eene besmettelijke ziekte behebt zou schynen;

Ten 4^{de} aen boord te nemen enig kleedinggoed zonder zich te hebben verzekerd vanwaer hetzelfde herkomstig is, en dat het niet gediend heeft tot gebruyk van besmette personen, behoudens de beschikking van art. 15 der wet van den 18 july 1831, wanneer er inbreuk zou plaets hebben op de §§ 3 en 4 hierboven, in de gevallen voorzien by hetzelfde artikel 15.

19. Het wordt allen gezondheids-officier van een vaertuyg of, by ontstentenis van denzelven, den kapiteyn of schipper aenbevolen, op het dagboek van het schip, aenteekening te maeken van al de ziekten die zich op hetzelfde mogten openbaeren, gelyk ook van de onderscheydene kenteekenen die zich daerby zouden doen bemerken.

20. In geval van overlyden na eene pestziekte zullen al de voor besmetting vatbaere voorwerpen die door den zieken, geduerende die ziekte, gebruykt geworden zyn, door het vuer vernietigd worden, indien het vaertuyg binnen haeve aen anker ligt; en, indien het vaertuyg op reys is, in de zee geworpen, geworden met genoegzaame voorzorg opdat dezelve niet boven zouden zwemmen.

De andere voorwerpen waervan den overledenen persoon geen gebruyk zou gemaakt hebben, maer die ter zyner beschikking zouden geweest zyn, zullen aanstonds verlucht, berookt of aen den sleép geleyd worden, gelykmede de voorwerpen gehezigd door eenen persoon die met eene zulkdaenige ziekte besmet zou geworden maer daarvan niet zou gestorven zyn.

21. Il sera fait mention , dans le journal de bord , de l'exécution des mesures indiquées par l'article précédent ; il y sera également fait mention des communications qui auraient eu lieu en mer , ainsi que de tous les événemens qui auraient eu un rapport direct ou indirect avec la santé publique.

22. Tout capitaine arrivant dans un port belge est tenu :

1° D'arborer sur son navire un pavillon de couleur jaune , jusqu'à son admission à la libre pratique.

2° D'empêcher toute communication avant l'admission à libre pratique ;

3° De se conformer aux règles de la police sanitaire , ainsi qu'aux ordres qui lui seront donnés par les autorités chargées de cette police ;

4° D'établir son navire dans le lieu réservé qui lui sera indiqué ;

5° De se rendre , aussitôt qu'il y sera invité , auprès des autorités sanitaires , en attachant à un point apparent de son canot , bateau ou chaloupe , une flamme de couleur jaune , à l'effet de faire connaître son état de suspicion et d'empêcher toute approche ;

6° De produire auxdites autorités tous les papiers de bord , de répondre , après avoir prêté serment de dire la vérité , à l'interrogatoire qu'elles lui feront subir et de déclarer tous les faits , tous les renseignemens venus à sa connaissance , qui pourront intéresser la santé publique.

23. Seront soumis à de semblables interrogatoires et obligés à de semblables déclarations , les gens de l'équipage et les passagers , toutes les fois que cela sera jugé nécessaire.

24. Doivent se conformer aux ordres et aux instructions des mêmes autorités , les pilotes qui se rendent au devant des navires pour les guider , ainsi que toutes embarcations qui , en cas de naufrage ou de péril , iraient à leur secours.

25. Les défenses résultant du présent titre et du titre précé-

21. Er zal op het dagboek van het schip worden melding gemaakt van de uytvoering der maetregelen aangewezen by het voorgaende artikel. Er zal insgelyks melding worden gemaakt van de gemeynschap die op zee zou plaats gehad hebben en van al de voorvallen welke met de gemeyne gezondheid eenige regtstreeksche of onregtstreeksche betrekking kunnen hebben.

22. Allen schipskapiteyn eene belgische have binnenloopende is gehouden :

Ten 1^{te} op zyn vaertuyg eene *geële* vlag uyttehangen tot zyne aenneming in vrye gemeynschap.

Ten 2^{de} tot zyne aenneming in vrye gemeynschap alle communicatien te beletten.

Ten 3^{de} zich te schikken naer de regelen der gezondheidstucht, gelykmede naer de bevelen die hem zullen gegeven worden door de overheden belast met deze politie.

Ten 4^{de} zyn vaertuyg te plaatsen in de afgezonderde plaats welke hem zal aangewezen worden.

Ten 5^{de} zich, op het eerste verzoek, aentemelden by de gezondheidsoverheden, zorgdraegende aen een uytstekend deel van zyn bootje, schuyt of sloep een geel vlagje vast te hechten, ten eynde zynen staet van verdachtheyd te doen kennen en alle toenaedering te voorkomen.

Ten 6^{de} aen de voornoemde overheden al de papieren van het schip overteleggen, na by eede te hebben beloofd de waerheid te zeggen, hunne ondervraegingen te beantwoorden, enal de ter zynen kennis zynde daedzaeken en inlichtingen mededeelen welke de gemeyne gezondheid kunnen aenbelangen.

23. Aen zulkdaenige ondervraegingen zullen onderworpen en tot zulke mededeelingen verplicht zyn, de lieden van het schip en de reizigers, elke mael dat zulks zal noodig geoordeeld wezen.

24. Zullen zich aen de bevelen en aenwyzingen der voornoemde overheden moeten gedraegen, de stuurmannen die de schepen te gemoet gaen, om dezelve tot gids te dienen, gelyk ook alle vaertuygen die, ingeval van schipbreuk of gevaer, ter hunner hulp zouden snellen.

25. Het verbod voortspruytende uyt de schikkingen van den S. IV. T. III.

dent, ne feront point obstacle aux visites des agens des douanes, soit dans les ports, soit dans les quatre lieues des côtes, sauf toute application que de droit, auxdits agens et à leurs embarcations, des art. 10 et 11, si par ces visites ils perdent leur état de libre pratique.

TITRE III.

Provenances arrivant par terre.

26. Les provenances par terre de pays avec lesquels les communications auront été restreintes, seront, selon le cas, accompagnées de passeports, bulletins de santé et lettres de voiture, délivrés et visés par qui de droit, et faisant connaître, soit par leur contenu, soit dans leur visa, l'état sanitaire des lieux d'où viennent ces provenances, de ceux où elles ont stationné ou séjourné, ainsi que la route qu'elles ont suivie.

Ces pièces, si elles sont délivrées en pays étranger, devront être certifiées par les agens belges, partout où il s'en trouvera.

27. Tout conducteur d'animaux ou d'un chargement quelconque sera tenu de se procurer lui-même et de veiller à ce que chaque personne qui l'accompagne et qu'il a sous sa direction, se procure les passeports, bulletins de santé ou lettres de voiture exigés par l'article précédent; il ne pourra conduire des animaux, des marchandises ou tous autres objets matériels, dont le nombre, l'espèce et les qualités n'y seraient point mentionnés.

Tout conducteur de voitures sera tenu de se procurer lui-même et de veiller à ce que chaque individu qu'il conduira, se procure les passeports et bulletins de santé exigés par ledit article précédent; il ne pourra se charger de personnes qui n'en seraient point pourvues.

28. Celles de ces pièces qui seraient surchargées, raturées ou

tegenwoordigen en den voorgaenden titel zullen geene hindernis brengen aen de onderzoekingen der bedienden van de in- en uytgaende regten, hetzy in de haeven, hetzy op de geheele uytgestrektheyd der kusten (gerekend op vier ueren); behoudens alle wettige toepassing aen die bedienden en hunne vaertuygen van de artikelen 10 en 11, indien zy door deze onderzoekingen hunnen staet van vrye gemeynschap verliezen.

DERDEN TITEL.

Voortbrengselen te lande ingevoerd.

26. De te lande ingevoerde voortbrengselen van Ryckē met welke de gemeynschap is beperkt geworden zullen, volgens het geval, begeleyd wezen van paspoorten, gezondheys-attesten en voerbrieven, afgeleverd en gevisceerd door wien het behoort, en te kennen gevende, hetzy in derzelve inhoud, hetzy in derzelve *visa*, den gezondheidsstaet van de plaetsen van waer die voortbrengselen herkomstig zyn, van degene waer dezelve hebben gestationneerd of verbleven, en ook den weg door dezelve gevolgd.

Deze stukken, indien dezelve in een vreemd land afgegeven zyn, zullen door de belgische commerciale gezanten, overal waer er zich bevinden, moeten gevisceerd worden.

27. Allen geleyder van dieren of van eenige hoegenaemde laeding zal verpligt zyn zich zelven te verschaffen en te waeken dat de personen die hem vergezellen en waerover hy gezag heeft, zich bezorgen de paspoorten, gezondheys-attesten, of voerbrieven die by het voorgaende artikel vereyscht zyn. Hy zal geene dieren, waeren of alle andere stoffelyke voorwerpen mogen geleyden waervan het getal, het slag en de hoedaenigheden daerby niet zouden vermeld zyn.

Allen geleyder van rytuygen zal gehouden zyn zich zelven te bezorgen en te waeken dat elken door hem vervoerden persoon zich bezorge de reyspassen, en gezondheys-attesten vereyscht by het voorgaende artikel. Hy zal geene personen die daarvan onvoorzien zouden zyn mogen aennemen.

28. Diegene dezer stukken welke overlaeden, beschrabt of

altérées de toute autre manière, donneront lieu à une surveillance particulière, sans préjudice d'une prolongation de quarantaine et des poursuites à exercer, selon les cas.

29. Les conducteurs devront faire constater par les autorités compétentes les maladies auxquelles succomberaient pendant le voyage, ou dont seraient seulement atteintes les personnes et les animaux placés sous leur conduite, ainsi que les symptômes particuliers de ces maladies.

Ils devront faire brûler les effets qui auraient servi, pendant son cours, aux personnes décédées d'une maladie pestilentielle, et déposer, pour être purifiées, les hardes de celles qui n'auraient été qu'attaquées d'une telle maladie. Les conducteurs auront les mêmes devoirs à remplir en ce qui concerne les individus qui les accompagneraient et seraient sous leur direction.

30. Les individus arrivant par terre de pays avec lesquels les communications auront été restreintes, les conducteurs de voitures, d'animaux, de marchandises ou d'objets matériels quelconques seront tenus, à leur arrivée sur la ligne sanitaire :

1° De se conformer aux réglemens et aux ordres des autorités sanitaires ;

2° De ne se permettre aucune communication avant l'admission à libre pratique, et d'employer tous les moyens qui pourront dépendre d'eux pour les éviter ;

3° De rester dans le lieu réservé qui leur sera indiqué ;

4° De produire aux autorités compétentes tous les papiers concernant leur état sanitaire et tous ceux pouvant intéresser la santé publique, dont ils seront porteurs ;

5° De prêter serment de dire la vérité dans les interrogatoires auxquels ils seront soumis, et de déclarer dans ces inter-

op alle andere wyze vervalscht mogten zyn , zullen aenleyding geven tot eene byzondere waekzaamheid , onverminderd eene rekking van proeftyd en de volgens het geval intespannen vervolgingen .

29. De geleyders zullen , door de bevoegde overheden , moeten doen vaststellen de pestziekten waeraen , geduerende de reys , de persoonen en dieren onder hunne geleyding geplactst zouden gestorven zyn of waermede dezelve zouden hebben besmet geweest , gelykmede de byzondere uysterlyke kenteekenen dier ziekten .

Zy zullen moeten doen verbranden de voorwerpen welke , geduerende haeren loop , aen de persoonen overleden aen eene pestziekte zouden gediend hebben , en afleggen , om gezuyverd te worden , het kleedinggoed van degene die enkelyk met dezelve zouden hebben besmet geweest . De geleyders zullen dezelfde verplichtingen te vervullen hebben voor wat betreft de persoonen die dezelve zouden vergezellen en onder hun beleyd zouden geplactst zyn .

30. De persoonen aenkomende ter land van gewesten waermede de gemeynschap beperkt is , de geleyders van rytuygen , van dieren , koopwaeren of andere hoegenaemde stoffelyke voorwerpen , zullen , by hunne aenkomst op de gezondheidstyn , gehouden zyn :

Ten 1^{ste} zich te schikken naer de reglementen en bevelen der gezondheidsoverheden ;

Ten 2^{de} zich geene hoegenaemde communicatie te veroorloven voor de toelaeting tot vrye gemeynschap , en al de middelen die van hun afhangen in het werk te stellen om dezelve te vermyden ;

Ten 3^{de} binnen de afgezonderde plaets te blyven die hun zal aangewezen zyn ;

Ten 4^{de} aen de bevoegde overheden al de papieren raekende hunnen gezondheidstaet en al degene welke eenigzints de gemeyne gezondheid kunnen aenbelangen , waervan zy voorzien zyn , voorttebrengen ;

Ten 5^{de} by eede te beloven de waerheyd te zeggen in de ondervraegingen waeraen zy zullen onderworpen wezen , en

rogatoires tous les faits venus à leur connaissance, qui pourraient intéresser la santé publique.

TITRE IV.

Des quarantaines.

31. Les quarantaines sont d'observation ou de rigueur, les unes et les autres plus ou moins longues, plus ou moins sévères, selon les saisons, ou les lieux d'où les provenances viennent, les objets susceptibles de contagion ou non susceptibles qui font partie des provenances, la durée et les autres circonstances du voyage.

32. Sur les frontières maritimes ainsi que sur les frontières de terre et les autres lignes de l'intérieur où les communications auraient été restreintes, les provenances classées sous le régime de la patente nette pourront, conformément à l'art. 7 ci-dessus, être soumises à des quarantaines d'observation de trois à quinze jours.

Les provenances classées sous le régime de la patente suspecte doivent être soumises à des quarantaines de rigueur de dix à trente jours, et les provenances classées sous le régime de la patente brute à des quarantaines de rigueur de quinze à quarante jours.

33. Les provenances qui, pendant leur quarantaine, auront communiqué avec d'autres provenances soumises à une quarantaine plus rigoureuse, subiront, selon la gravité des cas, et sans préjudice des peines encourues, une prolongation qui ne pourra excéder le tems restant à courir à la provenance avec laquelle elles auront communiqué.

34. Si les symptômes pestilentiels viennent à se développer dans des provenances déjà en quarantaine, celle-ci devra recommencer, et pourra même, selon les circonstances, être portée à un plus long terme. Dans le cas prévu par l'art. 35, les provenances qui auraient communiqué avec celles où des symptômes pestilentiels se seraient manifestés, même depuis cette communication, seront soumises aux mêmes mesures.

daerby al de ter hunner kennis gekomene daedzaeken te verklaren, welke de gemeyne gezondheid kunnen aenbelangen.

VIERDEN TITEL.

Van de proeftyden.

31. De proeftyden zyn van beschouwing of van drang, de eene en de andere min of meer lang, meer of min streng volgens de seizoenen of de plaatsen vanwaer de voortbrengselen herkomstig zyn, de al of niet voor besmetting vatbaere voorwerpen die van die voortbrengselen deelmaeken, den duer en de andere omstandigheden der reys.

32. Op de zee- gelyk op de land-grenzen en de andere linien binnen 's lands waer de gemeynschap beperkt zal zyn, zullen de voortbrengselen, die onder den regel der *zuyvere* patent geplacet zyn, overeenkomstig art. 7 hierboven, aen eene beschouwingsproeftyd van dry tot vyftien dagen kunnen onderworpen worden.

De voortbrengselen geplacet onder den regel der verdagte patent, moeten onderworpen worden aen eenen proeftyd van drang van tien tot dertig dagen, en de voortbrengselen geplacet onder den regel der onzuyvere patent aen eenen proeftyd van drang van vyftien tot veertig dagen.

33. De voortbrengselen die, geduerende hunnen proeftyd, zouden in aenraeking gekomen zyn met andere voortbrengselen aen eenen strengeren proeftyd onderworpen, zullen, volgens de zwaerigheyd van het geval en onverminderd de ingeloope straffen, eene verlenging ondergaen welke den nog te verloopen tyd van het voortbrengsel, waermede zy in aenraeking gekomen zyn, niet zal mogen overtreffen.

34. Indien de kenteekenen van pestziekte zich komen te openbaeren in voortbrengselen die reeds den proeftyd ondergaen, dezen laetsten zal moeten herbeginnen en zal zelfs, volgens de omstandigheden, nog mogen verlengd worden. In het geval voorzien by het art. 35, zullen de voortbrengselen welke zyn in aenraeking gekomen met degene waerin zich kenteekenen van pestziekte hebben geopenbaerd, zelfs na deze aenraeking, aen dezelfde maetregelen onderworpen worden.

35. Toutes les fois que, postérieurement à la fixation des quarantaines, des faits annonçant un plus haut degré de suspicion, viendront à la connaissance des autorités sanitaires, elles devront, en énonçant ces faits dans leurs décisions, classer, s'il y a lieu, les provenances sous un régime différent, ou seulement les soumettre, dans le même régime, à une observation ou à une purification plus prolongée.

Elles pourront même, suivant la gravité des circonstances, soit de prime abord, soit postérieurement à la fixation des quarantaines et dans le cas ci-dessus prévu, excéder le maximum du terme fixé par l'art. 32 pour chaque régime, à la charge de soumettre immédiatement leur décision à l'approbation de la députation permanente du conseil provincial.

36. Lorsque l'état sanitaire d'une provenance permettra de la classer sous le régime de la patente nette et de ne la soumettre qu'à une quarantaine d'observation, conformément à l'art. 7, celle-ci pourra avoir lieu, pour les arrivages par mer, à moins de circonstances extraordinaires et sauf l'exception qui sera déterminée ci-après, dans les ports et rades du royaume.

37. Lorsque l'état sanitaire entraînera le régime de la patente suspecte ou brute, la quarantaine ne pourra être subie dans les ports et rades qui seront désignés à cet effet par nous.

38. Seront pareillement désignés les points qui, en cas de restriction des communications sur les frontières de terre ou dans l'intérieur, devront servir aux quarantaines, soit d'observation, soit de rigueur.

39. Les autorités sanitaires pourraient refuser l'admission en quarantaine, si les lazarets ou autres lieux à ce destinés ne présenteraient point de suffisantes garanties, s'ils étaient déjà encombrés, en proie à l'infection ou menacés de l'être, ou bien si la provenance était elle-même tellement infectée qu'elle ne pût être admise sans danger pour la santé publique.

35. Elke mael dat, na de bepaeling van den duer der proef-tyden, omstandigheden die eenen hooger en graed van verdenking medebrenge, zullen komen ter kennis van de gezondheids-overheden, zullen deze, met aenwyzing dezer omstandigheden in hunne beschikking, zoo daertoe redenen zyn, de voortbrengselen onder eenen anderen regel rangschikken, of alleenlyk dezelve, zonder verandering van regel, eene langere beschouwing of zuivering doen ondergaen.

Zy zullen zelfs, volgens de zwaerigheid der omstandigheden, hetzy van den beginne af, hetzy na de bepaeling van den duer der proef-tyden en in het hierboven voorzien geval, het maximum van den tyd bepaeld by art. 32 voor elken regel, mogèn te boven gaen, onder de verpligting om hunne beschikking onmiddelyk aen de goedkeuring van de permanente commissie uyt den provincialen raed te onderwerpen.

36. Wanneer den gezondheidsstaet van een voortbrengsel zal toelaeten hetzelve onder den regel der zuivere patent te rangschikken en het enkelyk aen eenen proef-tyd van beschouwing te onderwerpen, overeenkomstig art. 7, dezen proef-tyd zal ook kunnen toegepast worden aen de invoeringen ter zee, tenzy by buytengewoone omstandigheden en behoudens de hierna bepaelde uytzondering in de haeven en reeden van het koningryk.

37. Wanneer den gezondheidsstaet den regel der verdachte of der onzuivere patent zal medebrenge, zal den proef-tyd niet elders kunnen onderstaen worden dan in de haeven en reeden welke daertoe door ons zullen worden aangewezen.

38. Zullen gelykelyk worden aangewezen de plaetsen alwaer, ingeval van beperking der gemeynschap op de landgrenzen of binnen 's lands, de proef-tyden hetzy van beschouwing, hetzy van drang, zullen moeten uytgestaen worden.

39. De gezondheids-officiere zoud en de toelaeting in proef-tyd kunnen ontzeggen, indien de pesthuysen of andere plaetsen daertoe bestemd geene genoegzaeme zekerheid opleverden; indien dezelve reeds gansch vervuld waeren, ten prooi aen de besmetting of bedreygd om het te worden, of wel indien het voortbrengsel zelf zoo zeer besmet was dat hetzelve niet zonder

40. Le refus devra être, autant que possible, accompagné de l'indication du lieu le plus voisin où la provenance pourra être admise, à moins qu'elle ne soit tellement infectée qu'il y ait nécessité, conformément à la disposition de l'art. 4 du décret du 18 juillet 1831, de la repousser entièrement du territoire.

41. S'il résulte évidemment de l'état sanitaire d'une provenance qu'il y a impossibilité absolue de purifier, conserver ou transporter sans danger les animaux et objets matériels susceptibles de transmettre la contagion, l'autorité compétente devra examiner si l'intérêt de la santé publique n'exige point leur destruction, conformément à l'art. 5 du décret du 18 juillet.

42. Toutes les fois que le degré d'infection des provenances obligera à l'application dudit art. 5 du décret du 18 juillet, le propriétaire ou celui qui le représentera, sera admis à opposer telles observations qu'il jugera utiles, lesquelles devront être appréciées et consignées dans le procès-verbal exigé par le même article, ainsi que les faits et les motifs qui auront déterminé la décision dont il sera immédiatement rendu compte, avec toutes les pièces, à la députation permanente du conseil provincial, et par lui à notre ministre de l'intérieur.

43. Les seuls membres ou agents des autorités sanitaires auront l'entrée des lazarets ou autres lieux réservés pendant la séquestration.

Ils ne pourront, si cette entrée ou tout autre acte de leurs fonctions les oblige à une communication suspecte, recouvrer leur libre pratique qu'après la quarantaine exigée.

44. L'entrée desdits lazarets et lieux réservés pourra, en cas de nécessité, être accordée à toute autre personne par une permission du président semainier, laquelle sera toujours donnée par écrit, à la condition de la quarantaine, s'il y a lieu, et devra

gevaer voor de gemeyne gezondheid zou kunnen toegelaeten worden.

40. De ontzegging zal zoo veel mogelyk moeten vergezeld zyn van de aenwyzing der naestgelegene plaets alwaer het voortbrengsel zal kunnen aengenomen worden, ten zy hetzelfde tot zoo verre besmet weze dat er, overeenkomstig art. 4 der wet van den 18 july 1831 noodzaekelykheid zy om het van het grondgebied geheel weg te stooten.

41. Indien uyt den gezondheidsstaet van een voortbrengsel klaerlyk voortvloeyt dat er volstreckte onmogelykheid is om de voortbrengselen bekwaem om de besmetting voortzetten, zonder gevaer te zuiveren, te bewaeren of te vervoeren, zal de bevoegde overheid moeten onderzoeken of het belang der gemeyne gezondheid hunne vernietiging niet vereyscht, overeenkomstig art. 5 der wet van den 18 july.

42. Elke mael dat den graed van besmetting der voortbrengselen tot de toepassing van art. 5 der wet van den 18 july zal verplichten, zal den eygenaer of zynen vertegenwoordiger toegelaeten zyn om zulkdaenige aenmerkingen als hy nuttig zal achten tegentestellen, welke zullen moeten in overweging genomen worden en geboekt in het proces-verbael vereyscht by hetzelfde artikel, gelykmede de daedzaeken en redenen die zullen hebben bewogen tot de beschikking, waervan onmiddelyk met al de stukken rekenschap zal gedaen worden aen de permanente deputatie van den provincialen raed en door deze aen den minister der binnenlandsche zaeken.

43. De leden of bedienden der gezondheidsoverheden zullen alleen toegang hebben in de pesthuizen of andere afgezonderde plaetsen, geduerende het beslag.

Zy zullen, indien dezen toegang of alle ander bedryf hunner bediening dezelve, tot eene verdagte gemeynschap verplicht, de vrye gemeynschap maer weder bekomen na den voorgeschrevenen proeftyd.

44. Den toegang tot deze pesthuizen en andere afgezonderde plaetsen zal, ingeval van nood, kunnen verleend worden aen allen anderen persoon, by een verlof van den weekvoorzitter, hetwelk altoos by geschrift zal verleend worden, des noods op

déterminer, selon les besoins, jusqu'à quel point le porteur pourra avoir accès.

45. Les autorités compétentes détermineront autour des lazarets et autres lieux réservés, placés sous leur direction, la ligne où finira la libre pratique. Cette ligne restera défendue, soit par un mur d'enceinte, soit par des palissades, soit par des poteaux assez évidens et assez rapprochés pour avertir les citoyens du danger et des peines auxquelles ils s'exposent, s'ils passent outre.

46. Dans les cas de force majeure, tels que naufrage ou échouement d'un navire, le chef de la force publique, à moins que des agens sanitaires ne se trouvent sur les lieux, prendra sur-le-champ toutes les mesures provisoires de précaution, pour empêcher toute communication des provenances du navire, ainsi que des individus qui leur auraient porté secours, avec les habitans et l'intérieur du pays. Les agens sanitaires et, à leur défaut, les autorités dirigeront le sauvetage, dès qu'ils seront prévenus de l'événement, et empêcheront qu'il ne soit touché aux animaux et objets matériels provenant du navire, avant que l'autorité sanitaire n'ait reconnu leur état et n'ait accordé l'autorisation. Dans tous les cas cette autorité sera immédiatement prévenue, et après s'être assurée du régime dans lequel les provenances doivent être classées, prendra toutes les mesures nécessaires conformément aux règles ci-dessus tracées.

Les dispositions ci-dessus seront également observées, si un navire abandonnait à la côte des provenances, soit individus ou choses.

Lorsque, dans les cas prévus par les art. 39 et 40 ci-dessus, un navire demanderait à s'approvisionner d'eau et de vivres, ou lorsqu'il se présenterait uniquement pour cet objet, l'autorité sanitaire y pourvoira en prenant toutes les précautions prescrites par les réglemens et autres qu'elle jugerait nécessaires.

voorwaerde van den proeftyd , en volgens de behoeften zal moeten bepaelen tot hoeverre den draeger zal mogen toegang hebben.

45. De bevoegde overheden zullen , rondom de onder hun beleyd gestelde pesthuizen en afgezonderde plaetsen , de lyn bepaelen alwaer de vrye gemeynschap zal eyndigen. Deze lyn zal verdedigd zyn , hetzy door eenen muer , hetzy door palissaeden , hetzy door genoegzaam zichtbaere en digte staeken , om de borgers te verwittigen van het gevaer en van de straffen waeraen zy zich blootstellen indien zy verder gaen.

46. In de gevallen van hoogere magt , zoo als van schipbreuk of stranding , zal den bevelhebber van de openbaere magt , ten zy er gezondheidsbedienden ter plaets by de hand zyn , de noodige tydelyke maetregelen van voorzorg bevelen om alle gemeynschap van de voortbrengselen des vaertuygs , gelykmede van de persoonen die hun hebben hulp toegebracht , met de ingezetenen en het inwendige van het land te beletten. De gezondheidsbedienden en , by hunne onstentenis , de overheden zullen de redding beleyden , zoodra zy van het voorval zullen verwittigd wezen , en beletten dat de dieren en stoffelyke voortbrengselen van het schip aengeraekt worden , alvorens de gezondheidsoverheyd hunnen staet erkend en het verlof verleend hebbe. In alle gevál , zal die overheyd aenstonds verwittigd worden en zy zal , na zich te hebben verzekerd van den regel waeronder de voortbrengselen moeten gerangschikt worden , al de noodige maetregelen nemen , overeenkomstig de hierbovenstaende voorschriften.

De voorenstaende schikkingen zullen gelykelyk in achtgenomen worden , indien een schip op de kusten persoonen of goederen afliet.

Wanneer , in de gevallen voorzien by de art. 39 en 40 hierboven , een schip zou vraegen om water en levensmiddelen aenteschaffen , of wanneer het zich uytsluytelyk hiervoor zou aenmelden , zal de gezondheidsoverheyd daerin voorzien , daerby de maetregelen nemende by de reglementen voorgeschreven en door haer noodig geoordeeld.

TITRE V.

Autorités sanitaires ; attributions et ressort des dites autorités.

47. La police sanitaire locale est exercée, sous la surveillance des députations permanentes des conseils provinciaux, par des commissions sanitaires locales, dont le nombre et le ressort seront ultérieurement déterminés.

48. Les députations permanentes des conseils provinciaux feront, en exécution de nos arrêtés, après avoir consulté les commissions sanitaires locales, les réglemens locaux jugés nécessaires.

Ces réglemens seront transmis par eux à notre ministre de l'intérieur, pour être soumis à notre approbation. Néanmoins, en cas d'urgence, les députations permanentes des conseils provinciaux pourront en ordonner immédiatement l'exécution provisoire.

49. Les décisions particulières pour l'application aux provenances des présentes règles ou des réglemens locaux, exprimeront toujours les motifs qui les auront déterminées, et devront être rendues et notifiées sans retard.

50. Les notifications seront faites, si c'est un navire, au capitaine ou patron ; si c'est un transport par terre, à l'individu chargé de sa conduite ; si c'est un territoire ou un lieu réservé, à celui qui y exercera immédiatement la police ; si c'est une maison, à son propriétaire ou à celui qui le représentera ; si c'est une personne isolée, à elle-même.

51. Il sera formé près de notre ministre de l'intérieur, pour être consulté par lui sur les matières sanitaires, un conseil supérieur de santé, dont les membres, au nombre de six à huit, seront nommés par nous.

Il sera attaché audit conseil un secrétaire, pris hors de son sein et dont la nomination sera faite et le traitement fixé par notre ministre de l'intérieur, qui présidera ce conseil et désignera, parmi ses membres, un vice-président.

VYFDEN TITEL.

Gezondheydsoverheden ; gezag en regtsgebied derzelve.

47. De plaatselyke gezondheidspolitie wordt, onder het toezigt van de permanente deputatien der provinciale raeden, uytgeoeffend door de plaatselyke gezondheidscommissien, waervan het getal en het regtsgebied nader zullen bepaeld worden.

48. De permanente deputatien van de provinciale raeden zullen, na raedpleging van de plaatselyke commissien van gezondheyd, ter uytvoering van onze beslyuten, de noodige geoordeelde plaatselyke reglementen maeken.

Deze reglementen zullen door hun aen onzen minister der binnenlandsche zaeken worden gezonden en door dezen aen onze goedkeuring onderworpen. Evenwel zullen de permanente deputatien, ingeval van dringende nood, daarvan onmiddelyk de tydelyke uytvoering konnen bevelen.

49. De byzondere beslissingen, voor de toepassing van de tegenwoordige regelen of van de plaatselyke reglementen aen de voortbrengselen, zullen altoos haere beweegredenen uytdrukken en zonder verwyl moeten genotificeerd zyn.

50. De bekendmaekingen of notificatien zullen gedaen worden, indien het een schip is, aen den kapiteyn of patroon; eenen transport ter zee, aen den geleyder van hetzelfde; een afgezonderd grondgebied of plaets, aen dengenen die er onmiddelyk de politie waerneemt; een huys, aen den eygenaer van hetzelfde of zynen vertegenwoordiger; eenen afzonderlyken persoon, aen hem zelf.

51. Er zal by onzen minister der binnenlandsche zaeken, om door hem op de zaeken van openbaere gezondheyd te worden geraedpleegd, eenen hoogen gezondheids-raed worden ingesteld, waervan de leden, ten getalle van zes tot acht, door ons zullen benoemd worden.

Aen dezen gezondheidsraed zal worden toegevoegd eenen secretaris buyten denzelven genomen, wiens benoeming gedaen en tractement bepaeld zal worden door den minister der binnenlandsche zaeken, die dezen raed zal voorzitten, en, onder de leden, eenen voorzitter aenwyzan.

52. Les commissions sanitaires locales seront composées de quatre membres au moins et de six au plus, nommés par les députations permanentes des conseils provinciaux.

Dans ce nombre ne sera pas compris le président qui sera, de droit, le bourgmestre du lieu où siègera la commission.

53. Les commissions locales seront renouvelées tous les trois ans, par moitié ; néanmoins, le premier renouvellement se fera après un an à partir de leur formation ; les membres sortans pourront toujours être nommés de nouveau.

Les délibérations de ces commissions exigeront la présence de la moitié plus un de leurs membres et devront être prises à la majorité absolue des suffrages.

54. Auront aussi droit d'assister, avec voix délibérative, aux séances des commissions locales, lorsqu'ils seront employés dans leur ressort :

1° Le plus élevé en grade des officiers-généraux ou supérieurs attachés à un commandement territorial ;

2° Dans les ports, le fonctionnaire chargé en chef du service maritime ;

3° Les directeurs ou, à défaut, les inspecteurs de l'administration des droits d'entrée et de sortie.

55. Les commissions sanitaires auront sous leurs ordres, pour le service immédiat qui leur sera confié, leurs secrétaires, les officiers de lazaret, les médecins et interprètes, les agens sanitaires préposés à la surveillance des côtes, et les gardes de santé destinés à être placés à bord des navires, dans les lazarets et autres lieux réservés.

56. Les commissions sanitaires ont, outre leur président de droit, un président semainier et un vice-président chargé de remplacer celui-ci en cas d'empêchement, l'un et l'autre renouvelés tous les huit jours, et pris à tour de rôle sur un tableau dressé tous les six mois.

57. Le président semainier est chargé de la direction et du détail des affaires pendant sa présidence.

52. De plaatselyke gezondheids-commissien zullen zamengesteld wezen uyt ten minste vier en ten hoogste zes leden, gekozen door de permanente commissien van de provinciale raeden.

In dit getal zal niet begrepen zyn den voorzitter, bediening welke van regtswege den borgemeester van de zittingplaats der commissie zal behooren.

53. De plaatselyke commissien zullen alle dry jaeren by helft vernieuwd worden. Evenwel zal de eerste vernieuwing na een jaer te rekenen van den dag der zamenstelling plaats hebben. De aftredende leden zullen altoos op nieuw kunnen benoemd worden.

De beraedslaegingen dezer commissien zullen altoos in tegenwoordigheyd van meer dan de helft der leden en by volstreckte meerderheyd van stemmen moeten genomen worden.

54. Zullen gelykelyk regt hebben om, met delibererende stem, de vergaederingen der plaatselyke commissien by te woenen, wanneer zy binnen haer ressort in bediening zyn :

Ten 1^{ste} den hoogsten der generaele of hoofdofficieren by een landelyk comandement.

Ten 2^{de} in de haeven, den ambtenaer opperhoofd van den zeedienst.

Ten 3^{de} de directeurs of, by hunne onstentenis, de inspecteurs van het beheer der in- en- uytgaende regten.

55. De gezondheids-commissien zullen, voor den onmiddelyken dienst die haer is toevertrouwd, onder haere bevelen hebben haere secretarissen, de officieren van het pesthuys, de geneesheeren en vertaelers belast met de bewaeking der kusten en de gezondheidswachters bestemd om aen boord der schepen, in de pesthuyzen en andere afgezonderde plaatsen, te worden gesteld.

56. De gezondheids-commissien hebben, behalve haeren voorzitter van regte, eenen voorzitter van de week, en eenen ondervoorzitter om dezen, ingeval van beletzel, te vervangen, beyde alle acht daegen vernieuwd en beurtelings gekozen uyt eene alle zes maenden opgemaekte tabel.

57. Den weekvoorzitter is belast met het algemeyn en byzonder beleyd der zaekèn, geduerende zyn voorzitterschap.

Il se tient assidûment à son poste.

Il veille au maintien des réglemens et assure l'exécution des délibérations.

Il fait observer l'ordre et la discipline dans les lazarets et autres lieux réservés.

Il fait reconnaître l'état sanitaire des provenances, leur donne libre entrée, s'il y a lieu, ou les retient en séquestration, jusqu'à décision de l'assemblée, suivant les circonstances.

Il pourvoit, dans les cas urgens, aux dispositions provisoires qu'exige la santé publique, et convoque immédiatement l'assemblée, qui seule peut prendre les mesures définitives.

Il signe, en vertu des délibérations prises, l'ordre de mettre en libre pratique les provenances qui ont terminé leur quarantaine.

Il délivre et vise les patentes et bulletins de santé, et y fait apposer, avec sa signature, celle du secrétaire et le sceau de l'administration.

Il fait tenir, par le secrétaire, note de toutes ses décisions, et en rend compte aux séances ordinaires, lesquelles doivent avoir lieu au moins tous les huit jours.

58. Les secrétaires, les officiers des lazarets, les médecins, agens sanitaires et gardes de santé, sont aux ordres du président semainier, ou, à son défaut, du vice-président en exercice. Ils n'en peuvent recevoir que d'eux.

59. Les aumôniers, les secrétaires, les officiers des lazarets et les agens sanitaires sont nommés par les commissions, sous l'approbation de la députation permanente du conseil provincial.

La nomination des gardes de santé, faite de même par les commissions, n'est soumise à aucune approbation.

60. Les mêmes formes sont observées pour la révocation des uns et des autres, ainsi que pour fixer leur traitement ou leurs vacations.

Hy blyft aenhoudentlyk op zynen post.

Hy bewaekt de naekoming van de reglementen en verzekert de uytvoering van de beraedslaeringen.

Hy doet de orde en de politie naeleven in de pesthuyzen en andere afgezonderde plaetsen.

Hy doet den gezondheidstaet der voortbrengselen erkennen, geeft derzelve vryen ingang, indien daertoe redenen bestaen; of houdt dezelve in beslag ter beschikking der commissie, volgens de omstandigheden.

Hy voorziet, in de dringende gevallen, in de tydelyke schikkingen welke de gemeyne gezondheid vereyscht, en roept onmiddelyk de vergaedering byeen, welke alleen de definitieve maetregelen nemen kan.

Hy teekent, krachtens de genomene beraedslaeringen, het bevel om de voortbrengselen die den proeftyd volbragt hebben, in vrye gemeenschap te stellen.

Hy geeft af en viseert de gezondheidspatenten en verklaeringen, en doet dezelve, nevens zyne handteekening, met degene van den secretaris en den zegel van de administratie bekleeden.

Hy doet door den secretaris aenteekening houden van al zyne beschikkingen, en doet van dezelve rekenschap in de gewoone vergaederingen, welke ten minste eens in de acht daegen moeten plaets hebben.

58. De secretarissen, de officieren van de pesthuyzen, de geneesheeren, gezondheidsbedienden en wachters staen onder de bevelen van den weekvoorzitter of, by onstentenis van denzelven, van den dienstdoenden ondervoorzitter. Zy kunnen er geene dan van hun ontfangen.

59. De aelmoezeniers, de secretarissen, de officieren van de pesthuyzen en de gezondheidsbedienden worden benoemd door de commissien, onder goedkeuring van de permanente deputatie van den provinciaelen raed.

De benoeming der gezondsheydwachters, van gelyken door de commissien gedaen, is aen geene goedkeuring onderworpen.

60. Op dezelfde wyze wordt gehandeld voor de wederroeping van de eenen en de anderen, gelyk ook voor de bepaeling van hunne jaerwedden of belooeningen.

Néanmoins la fixation de traitement et les tarifs des vacations doivent être déferés à notre ministre de l'intérieur, qui peut prescrire telle réduction qu'il juge nécessaire dans les quotités des sommes et dans le nombre des employés.

61. Les agens sanitaires sont chargés, sur les divers points du littoral et des lignes de l'intérieur où il est jugé nécessaire d'en placer, de veiller à l'accomplissement des règles sanitaires, d'empêcher leur infraction, d'avertir et d'informer les administrations dont ils dépendent de tout ce qui peut intéresser la santé publique, et d'exercer telles fonctions qui pourront leur être confiées dans les réglemens locaux, mais seulement pour les cas d'urgence.

62. Seront déterminés dans les mêmes réglemens les fonctions et le nombre des autres employés placés sous les ordres des mêmes administrations.

63. Les employés des droits d'entrée et de sortie ayant au moins le grade de lieutenant peuvent, du consentement de leur directeur, être nommés agens sanitaires, et les simples employés gardes de santé; les uns et les autres jouiront à ce titre, lorsqu'il leur sera conféré, d'un supplément de traitement.

64. Ont le droit de requérir la force publique, pour le service qui leur est confié, les commissions sanitaires, leurs présidens semainiers et vice - présidens, pendant qu'ils sont en exercice.

Les mêmes ont le droit de requérir, mais seulement dans les cas d'urgence et pour un service momentané, la coopération des officiers et employés de la marine, des employés de l'administration des droits d'entrée et de sortie et des accises, des officiers des ports, des commissaires de police, des gardes champêtres et forestiers, et, au besoin, de tous les citoyens.

Ne pourront lesdites réquisitions d'urgence enlever à leurs fonctions habituelles des individus attachés à un service public,

Niettemin moeten de bepaeling der jaerwedden en de tariefen der belooningen onderworpen worden aen onzen minister der binnenlandsche zaeken , die in het bedrag der sommen en het getal der bedienden de verminderingen kan bevelen welke hy noodig oordeelt.

61. De gezondheidsbedienden worden belast op de onderscheidene punten van de kusten , grenzen en linien binnen 's lands waer het noodig geoordeeld wordt er te plaetsen , te waeken voor de nakoming der gezondheidsregelen , alle inbreuk op dezelve te beletten , de administratiën van welke zy afhangen te verwittigen en onderrigten van al wat de gemeyne gezondheid aenbelangen kan , en met eenen alle zulke andere betrekkingen waertenemen welke hun by de plaetselyke reglementen zullen kunnen opgedraegen worden , maer alleenlyk voor de gevallen van drang.

62. By die reglementen zullen mede bepaeld worden de bevoegdheyd en verplichtingen , en het getal der andere bedienden geplaeft onder de bevelen van dezelfde administratiën.

63. De bedienden der in- en- uytgaende regten , hebbende ten minste den graed van luytenant , kunnen , met toestemming van hunnen directeur , benoemd worden tot gezondheidsbedienden , en de enkele bedienden tot gezondheidswachters. Beyden zullen in die hoedaenigheyd , wanneer dezelve hun zal opgedraegen zyn , een verhoog van jaerwedde ontfangen.

64. Zyn geregtigd om de hulp der openbaere magt , voor den aen hun toeyertrouwden dienst , interoepen de gezondheids-commissiën , haere weekvoorzitters en ondervoorzitters , geduerende hunne dienstoefening.

Zy zullen insgelyks geregtigd zyn , doch maer alleenlyk in dringende omstandigheden en voor eenen oogenblikkelyken dienst , om de medewerking interoepen van de officieren en bedienden der zeevaart , der bedienden van het bestuer der in- en uytgaende regten en accysen , der officieren van de haeven , van de politie-commissarissen , van de veld- en boschwachters en des noods van al de borgers.

Deze dringende hulpinroepingen zullen aen hunne gewoone bedryven niet mogen onttrekken de persoonen die met eenen

à moins d'un danger assez imminent pour exiger le sacrifice de tout autre intérêt.

Les agens sanitaires ne pourront requérir la force publique que lorsqu'il s'agirait de repousser une violation imminente du territoire, qui ne pourrait l'être que par la force.

65. Toutes les fois qu'il sera nécessaire de requérir extraordinairement, pour un service sanitaire de durée, les officiers ou employés de la marine, les employés des droits d'entrée et de sortie et tous autres employés publics, les ordres devront émaner, sur la demande de notre ministre de l'intérieur, de ceux de nos autres ministres desquels dépendront lesdits officiers ou employés.

TITRE VI.

Police judiciaire. État-civil.

66. Les fonctions de police judiciaire attribuées, par l'art. 17 du décret du 18 juillet, aux membres des autorités sanitaires, seront exercées, dans le ressort de chaque commission, par chacun de leurs membres.

Ils ne pourront exercer lesdites fonctions qu'après avoir prêté serment devant le tribunal civil.

67. Les fonctions de l'état-civil, objet de l'art. 18 du décret du 18 juillet, seront remplies par le président semainier, assisté du secrétaire.

TITRE VII.

Dispositions générales.

68. Il est enjoint à tous nos agens au-dehors de se tenir informés et d'instruire notre ministre de l'intérieur, par la voie du département des affaires étrangères, des renseignemens qui importeront à la police sanitaire du royaume. S'il y avait péril,

openbaeren dienst belast zyn , tenzy ingeval van een genoegzaam dreigend gevaer om de opoffering van alle andere be-
langen te vereyschen.

De gezondheidsbedienden zullen maer de openbaere magt kunnen verzoeken om eene daedelyke schending van het grondgebied afteweeren , die het niet anders dan door de magt zou kunnen worden.

65. Elke mael dat het zal noodig zyn buytengewoonlyk , voor eenen gezondheidsdienst van duer , de hulp te verzoeken van de officieren en bedienden van de marine, de bedienden van de in- en- uytgaende regten en alle andere openbaere ambtenaeren zullen de bevelen moeten uytgaen , op verzoek van onzen minister der binnenlandsche zaeken , van diegene onzer andere ministers van wie deze officieren of bedienden onderhoorig zyn.

ZESDEN TITEL.

Geregtelyke politie. Borgerlyken stand.

66. De ambtsbetrekkingen van geregtelyke politie, by art. 17 der wet van den 18 july , aen de leden der gezondheidsoverheden opgedraegen , zullen , binnen het regtsgebied van elke commissie , door ieder haerer leden uytgeoefend worden.

Zy zullen die ambtsbetrekkingen maer kunnen uytoefenen , dan na in handen van de borgerlyke regtbank den eed te hebben gedaen.

67. De functien van ambtenaer des borgerlyken stands , voorwerp van art. 18 der wet van den 18 july , zullen waergenomen worden door den voorzitter van de week , bygestaen van den secretaris.

ZEVENDEN TITEL.

Algemeyne schikkingen.

68. Het wordt aenbevolen aen al onze gelastigden buyten 's lands zich onderrigt te houden en onzen minister der binnenlandsche zaeken kennis te geven , door de tusschenkomst van het departement der buytenlandsche zaeken , van al de inlich-

ils devraient en même temps avertir l'autorité belge la plus voisine ou la plus à portée des lieux qu'ils jugeraient menacés.

69. Il est pareillement enjoint aux administrations sanitaires de se donner réciproquement les avis nécessaires au service qui leur est confié; à tous nos agens dans l'intérieur, de prévenir qui de droit des faits à leur connaissance qui intéresseraient la santé publique; à tous les médecins d'hôpitaux, ainsi qu'à tous autres, et en général à tous les citoyens, qui seraient informés d'un symptôme de maladie pestilentielle, d'en avertir les administrations sanitaires, et, à défaut, le bourgmestre du lieu, lequel, dans ce cas, devrait prendre ou provoquer les mesures que les circonstances commanderaient.

70. Toutes infractions aux obligations prescrites par le présent arrêté, en exécution du décret du 18 juillet, par les réglemens locaux dûment exécutoires, ou par les ordres émanés des autorités compétentes, seront poursuivies, pour être, selon la gravité des cas, punies conformément aux dispositions du tit. II du décret du 18 juillet.

Tous dépositaires de l'autorité et de la force publique, tous agens publics, soit au-dedans, soit au-dehors, qui seraient avertis desdites infractions, sont tenus d'employer les moyens en leur pouvoir pour les prévenir, pour en arrêter les effets et pour en procurer la répression.

71. Notre ministre de l'intérieur donnera les ordres et instructions nécessaires à l'exécution des présentes dispositions.

En attendant que les autorités sanitaires puissent être partout établies et organisées, conformément aux titres V et VI qui précèdent, leurs fonctions seront exercées par les autorités ad-

tingen die de gezondheidspolitie van het ryk onnen betreffen. Indien er gevaer waere, zouden zy ten zelfden tyde de naestaende belgische overheyd of degene die zich nabyst de bedreygd geachte plaetsen bevinden moeten verwittigen.

69. Het wordt gelykelyk aanbevolen aen de gezondheids-administratien zich wederzyds kondschap te doen van al wat den hun opgedraegen dienst betreft; aen al onze ambtenaeren binnen 's lands, wie het behoort mededeeling te doen van de ter hunner kennis gekomene omstandigheden, welke de gemeyne gezondheid aenbelangen; aen al de geneesheeren van gasthuyzen gelyk aen alle andere, en in het algemeyn aen alle de borgers die zouden kennis hebben van eenig kenteeken van pestziekte, daarvan de gezondheidsoverheden te verwittigen en, by hunne ontstentenis, den borgemeester der plaets, die in dit geval, de maetregelen door de omstandigheden noodzaekelyk gemaakt, zou moeten nemen of verwekken.

70. Alle inbreuk op de verbindtenissen opgeleyd door het tegenwoordig besluyt, ter uytvoering van de wet van den 18 july, door de plaetselyke reglementen behoorlyk uytvoeraer, of door de bevelen van de bevoegde overheden, zullen vervolgd worden om, volgens de zwaerigheyd van het geval, te worden gestraft, overeenkomstig de schikkingen van den tweeden titel der evenberoepene wet.

Alle bezitters van het openbaer gezag en van de openbaere magt, alle publieke beambten, hetzy binnen, hetzy buyten 's lands, die van de voorschrevene inbreuken of overtredingen zouden verwittigd zyn, zyn gehouden al de in hun vermogen zynde middelen in het werk te stellen om dezelve te voorkomen, om daarvan de gevolgen te sluyten en de bestraffing derzelve te bezorgen.

71. Onzen minister der binnenlandsche zaeken zal de noodige orders en instructien geven voor de uytvoering der tegenwoordige bepaelingen.

In afwachting dat de gezondheidsoverheden overal kunnen ingesteld en georganiseerd worden overeenkomstig de vyfde en zesde titelen hierboven, zullen hunne ambtsbetrekkingen uyt-

ministratives, et par les administrations sanitaires déjà existantes, chacune selon l'ordre de ses attributions.

72. Il sera incessamment pourvu, par des arrêtés ultérieurs, à la désignation des lieux où la quarantaine devra être subie, dans les cas prévus par l'art. 37 ci-dessus, ainsi qu'à l'établissement des lazarets et autres lieux réservés; à l'indication des pays et lieux dont les provenances doivent être habituellement ou temporairement soumises au régime sanitaire, et à l'établissement des commissions locales sanitaires, dans les lieux où nous jugerons convenable d'en créer, ainsi qu'à la délimitation de leurs ressorts respectifs.

Notre ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au *Bulletin officiel*.

Bruxelles, le 17 août 1831.

Signé, LÉOPOLD.

Par le roi,

Le ministre de l'intérieur, ad intérim,

Signé, T. REICHMANN.

Reçu au ministère de la justice, le 25 août 1831.

Le secrétaire général,

Signé, J. VINCENT.

(N° 86.)

N° 212. — *Arrêté portant réorganisation de l'armée.*

LÉOPOLD, roi des Belges,

A tous présents et à venir, salut!

Attendu que la répartition des provinces du royaume en quatre divisions militaires, loin d'avoir été jusqu'à ce jour d'aucune utilité réelle, a souvent apporté des retards et des lenteurs dans la marche du service;

geoeffend worden door de administratieve overheden, en door de reeds bestaende gezondheidsadministratien, ieder in de orde haerer bevoegdheid.

72. Er zal onmiddelyk, by naedere beslyuten, voorzien worden in de aenwyzing der plaetsen waer de proefstyden zullen moeten onderstaen worden, in de gevallen voorzien by art. 37 hierboven; gelykmede in de daerstelling der pesthuuzen en andere afgezonderde plaetsen; in de bepaeling der landen en streken waervan de voorbrengselen gewoonlyk en tydelyk aenden gezondheidsregel moeten onderworpen zyn, en in de daerstelling der plaetselyke gezondheidscommissien, in de plaetsen waer wy dezelve zullen noodig oordeelen, gelykmede in de afperking van hunne wederzydsche grondgebieden.

Onzen minister der binnenlandsche zaeken wordt belast met de uytvoering van het tegenwoordig beslyt, hetwelk in het *Staetsblad* zal gedrukt worden.

Brussel, den 17 augustus 1831.

Geteekend, LEOPOLDUS.

Van wege den koning,

Den minister van binnenlandsche zaeken, ad interim,

Geteekend, T. TEICHMANN.

Ontfangen in het ministerie van justitie, den 25 augustus 1831.

Den secretaris-generael,

Geteekend, J. VINCENT.

(N^o 86.)

N^o 212. — *Beslyt houdende reorganisatie van het leger.*

LEOPOLDUS, koning der Belgen,

Aen alle tegenwoordige en toekomstige, salut!

Overwegende dat de verdeeling der provincien van het ryk in vier militaire afdeelingen, verre van tot heden eenig wezenlyk nut te hebben medegebragt, dikwyls tydverlies en vertraeging in den dienst voor gevolg gehad heeft;

Attendu, d'autre part, qu'il est urgent de donner à l'armée, sur le pied de guerre, une organisation plus régulière, et de la répartir en divisions et en brigades ;

Sur le rapport de notre ministre de la guerre ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Les quatre divisions créées par arrêté du 28 décembre 1830, n^o 40 (*Bulletin officiel*, n^o 54) sont supprimées.

Les officiers généraux, supérieurs et subalternes que cette suppression rend disponibles, recevront une autre destination.

2. Les commandans des provinces correspondront directement avec le ministre de la guerre, pour tout ce qui est relatif à leurs attributions.

3. Les emplois de commandans de province sont déclarés postes sédentaires. Les généraux exerçant ces fonctions jouiront provisoirement d'un traitement annuel de 4,800 florins, et les colonels de 4,000 florins, sans aucun supplément à titre de frais de bureau.

4. Toute l'infanterie de l'armée sera répartie en trois divisions, chaque division en deux brigades.

Les brigades se composeront de deux régimens d'infanterie de ligne, et il sera en outre attaché un régiment de chasseurs à pied à chaque brigade impaire.

5. La cavalerie formera une division, qui se composera de deux brigades de cavalerie légère, et d'une brigade de grosse cavalerie.

Chaque brigade de cavalerie légère sera composée d'un régiment de chasseurs à cheval et d'un de lanciers.

6. La gendarmerie reprendra son service ordinaire ; cependant les cadres des trois escadrons de guerre seront formés de manière que ces escadrons puissent être réunis au premier appel, et former avec le régiment de cuirassiers une brigade de grosse cavalerie.

7. La compagnie des guides de la Meuse fera le service à notre quartier-général.

8. Les deux bataillons de tirailleurs de l'armée régulière seront incorporés dans le 2^e régiment de chasseurs à pied ; le

Overwegende ten andere dat het dringend noodzaakelyk is aen het leger op den voet van oorlog, eene regelmatigere organisatie te geven en dezelve in afdeelingen en brigaden te verdeelen ;

Op het verslag van onzen minister van oorlog ;

Hebben besloten en besluyten :

Art. 1. De vier afdeelingen ingesteld by besluit van den 18 december 1830, n^o 40 (*Staetsblad*, n^o 54), worden afgeschaft.

De officieren generael ; de hoogere en leegere officieren welke door deze afschaffing buyten dienst geraeken , zullen eene andere bestemming ontfangen.

2. De provinciale commandanten zullen regtstreeks met het departement van oorlog briefwisseling houden , voor al wat tot hunne ambtsbevoegdheden betrekking heeft.

3. De bediening van provincialen commandant wordt rustende (sedentair) verklaerd. De generaels die dezelve vervullen , zullen tydelyk eene jaerwedde van 4800 guldens en de colonels eene van 4000 guldens ontfangen , beyde zonder eenig verhoog wegens kantoorkosten.

4. De geheele *infanterie* zal verdeeld worden in dry afdeelingen , iedere afdeeling in twee brigaden.

De brigaden zullen zamengesteld wezen uyt twee regimenten linië-voetvolk ; en er zal daerenboven aen elke *oneffene* brigade een regiment jaegers te voet bygevoegd worden.

5. De *ruytery* zal uytmaeken eene afdeeling zamengesteld uyt twee brigaden ligte ruytery en eene brigade zwaere ruytery.

Elke brigade ligte ruytery zal zamengesteld wezen uyt een regiment jaegers te peerd en een regiment lanciers.

6. De *gendarmerie* zal haeren gewoonen dienst hernemen. Evenwel zullen de cadets van de dry krygscadrons zoodanig ingerigt worden , dat de escadrons by de eerste oproeping kunnen byeengebragt worden , en met het regiment cuirassiers, eene brigade zwaere ruytery uytmaeken.

7. De compagnien van *gidsen der Maes* zal den dienst doen by ons hoofdkwartier.

8. De twee bataillons schutters van het regelmatig leger zullen met het 2^{de} regiment jaegers te voet ingelyfd worden ;

1^{er} bataillon des tirailleurs de l'Escaut dans le 1^{er} régiment de chasseurs à pied ; le 2^e bataillon des tirailleurs de l'Escaut et le bataillon des tirailleurs de la Meuse, dans le 3^e régiment de chasseurs à pied.

9. Les 9 bataillons de tirailleurs francs, créés par arrêtés du 8 et du 12 avril 1831, sont licenciés. Les hommes qui ont appartenu à ce corps, reconnus propres au service et qui voudraient contracter un engagement de deux ans au moins, dans les corps d'infanterie de l'armée régulière, seront incorporés dans le 12^e régiment d'infanterie de ligne, jusqu'à concurrence de son complet. L'excédant sera réparti dans les autres corps, s'il y a lieu.

10. Les attributions des commandans de division et de brigade, ainsi que celles des commandans de province, sont établies par une instruction.

11. Il sera attaché à chaque général, commandant une division de l'armée, un chef d'état-major et deux aides-de-camp, dont l'un pourra être officier supérieur, et à chaque général commandant une brigade, un aide-de-camp, ayant rang de capitaine ou de lieutenant. Les commandans de province auront également un aide-de-camp.

12. Les dispositions du présent arrêté seront mises à exécution, à partir du 25 du mois d'août 1831, sauf ce qui concerne le traitement des commandans militaires des provinces qui seront réglés conformément à l'art. 3 du présent arrêté, à partir du 1^{er} septembre 1831.

Notre ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 août 1831.

Signé, LÉOPOLD.

Par le roi,

Le ministre de la guerre,

Signé, C. DE BROUCKÈRE.

Reçu au ministère de la justice, le 22 août 1831.

Le secrétaire-général,

Signé, J. VINCENT.

het eerste bataillon schutters der Schelde in het eerste regiment jaegers te voet; het 2^{de} bataillon schutters der Schelde en het bataillon schutters der Maes, in het derde regiment jaegers te voet.

9. De negen bataillons vryschutters, ingesteld by beslyten van 8 en 12 april 1831, worden gelicencieerd. De manschappen tot dezelve behoord hebbende, die tot den dienst zullen bekwaem gevonden zyn en die een engagement van ten minste twee jaeren by de infanterie van het regelmatig leger zouden willen aengaen, zullen worden ingelyfd in het 12^{de} regiment linië-voetvolk, tot de voltalligmaeking van hetzelfde. De overschietende manschappen, indien er zyn, zullen onder de ander korpsen verdeeld worden.

10. De ambtsbevoegdheden van den afdeulings- of brigadecommandant gelyk ook degene van den provinciaelen commandant zyn vastgesteld by eene instructie.

11. Er zal aen elken generael commanderende eene divisie van het leger eenen stafoverste en twee adjudanten toegevoegd worden, waervan eenen hoofdofficier; en aen elken generael commanderende eene brigade, eenen adjudant hebbende rang van kapiteyn of luytenant. De provinciale commandanten zullen insgelyks eenen adjudant hebben.

12. De schikkingen van het tegenwoordig beslyt zullen ten uytvoer gebragt worden met den 25 der maend augustus 1831, behalve hetgene de jaerwedde der militaire commandanten der provincien betreft, welke, overeenkomstig art. 3 van het tegenwoordig beslyt, zullen geregeld worden te rekenen van 1 september 1831.

Onzen minister van oorlog wordt belast met de uytvoering van het tegenwoordig beslyt.

Brussel, den 19 augustus 1831.

Geteekend, LEOPOLDUS.

Van wege den koning,

Den minister van oorlog,

Geteekend, C. DE BROUCKERE.

Ontfangen in het ministerie van justitie den 22 augustus 1831.

Den secretaris-generael,

Geteekend, J. VINCENT.

(N° 87.)

N° 213 — *Arrêté concernant les délais fixés en matière d'enregistrement, de succession, etc., dans les endroits occupés par l'ennemi.*

LÉOPOLD, roi des Belges,

A tous présents et à venir, salut !

Sur la proposition de notre ministre des finances ;

Considérant que, par suite de l'invasion de l'ennemi et de la présence des armées, plusieurs bureaux de l'enregistrement et des domaines du royaume ont dû être fermés momentanément, ce qui (joint à la position difficile où se sont trouvés les habitans) a empêché, pendant plus ou moins de tems, l'accomplissement des formalités ou obligations établies par les lois sur les droits d'enregistrement, d'hypothèques, de succession ou de mutation par décès, dans les délais qui y sont déterminés, et a pu faire encourir des pénalités ou déchéances, dont l'effet doit être anéanti comme résultant d'une force majeure ;

Nous avons arrêté et arrêtons :

Les délais établis par les lois sur les droits d'enregistrement, de succession, d'hypothèques et de mutation par décès, expirés pendant les vingt premiers jours du mois d'août courant, sont prolongés, en faveur des habitans, jusqu'au 31 du même mois inclusivement, dans le ressort de tous les bureaux dont le service a été interrompu, par suite de l'invasion de l'ennemi et de la présence des armées.

(N^r 87.)

N^r 213. — *Besluit raekende de termynen in zaeke van registratie en successie, in de plaetsen bezet door den vyand.*

LEOPOLDUS, koning der Belgen,

Aen alle tegenwoordige en toekomstende, salut!

Op de voordragt van onzen minister van financiën ;

Overwegende dat, ten gevolge van den inval des vyands en van de tegenwoordigheyd der legers, verscheydene kantoo­ren van registratie en domeynen binnen het ryk, oogenblikkelyk hebben moeten gesloten zyn, hetgeen, gevoegd by de moeyelyke omstandigheden waerin de ingezetenen zich bevonden hebben, geduerende eenen meer of min langen tyd, de vervulling belet heeft van de formaliteyten of obligatiën ingesteld by de wetten op de registratie, de hypothecken, de successie en overgang by versterf, binnen de daer­voor bepaelde tydperken, en gevolgelyk straffen of regtvervallen­gen heeft medegebragt, waervan het gevolg moet vernietigd worden, als voortkomende van hoogere magt ;

Hebben besloten en beslu­yten :

Art. 1. De tydperken bepaeld by de wetten op de regten van registratie, successie, hypothecken en overgang by versterf, verstreken geduerende de twintig eerste dagen der loopende maend augustus, worden, ten voordeele der ingezetenen, verlengd tot en met den 31 derzelfde maend, binnen het ressort van al de kantoo­ren waervan den dienst is afgebroken geweest ; ten ge­volge van den inval des vyands en de tegenwoordigheyd der legers.

S. IV. T. III.

Notre ministre des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au *Bulletin officiel*.

Bruxelles, le 27 août 1831.

Signé, LÉOPOLD.

Par le roi;

Le ministre des finances,

Signé, J. A. COGHEM.

Reçu au ministère de la justice le 31 août 1831.

Le secrétaire-général,

Signé, J. VINCENT.

N° 214. — *Arrêté concernant le nouveau poinçon de recense des ouvrages d'or et d'argent.*

LÉOPOLD, roi des Belges,

A tous présens et à venir, salut!

Revu l'art. 2 de notre arrêté du 18 août 1831, n° 205 (*Bulletin officiel*, n° 83)

Sur le rapport de notre ministre des finances;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Dans le délai de deux mois, à compter du jour qui sera fixé par notre ministre des finances, les fabricans et marchands orfèvres, et tous autres faisant le commerce d'ouvrages d'or et d'argent, présenteront dans les bureaux de garantie de leur arrondissement leurs ouvrages d'or et d'argent, pour y faire apposer sans frais l'empreinte du nouveau poinçon de recense.

2. Le nouveau poinçon de recense ne pourra être apposé que sur les ouvrages marqués des poinçons de titre et de garantie ou de celui destiné pour les ouvrages étrangers, introduits par le gouvernement précédent. Ces mêmes poinçons, dont il ne sera

Onzen minister van financiën wordt belast met de uytvoering van het tegenwoordig besluit, hetwelk in het *Staetsblad* zal gedrukt worden.

Brussel, den 27 augustus 1831.

Geteekend, LEOPOLDUS.

Van wege den koning,

Den minister van financiën,

Geteekend, J. A. COGHEK.

Ontfangen in het ministerie van justitie, den 31 augustus 1831.

Den secretaris-generael,

Geteekend, J. VINCENT.

N^o 214. — *Besluit aengaende den nieuwen stempel van heronderzoek der gouden en zilveren werken.*

LEOPOLDUS, koning der Belgen,

Alle alle tegenwoordige en toekomstige, salut!

Herzien art. 2 onzes besluyts van den 18 augustus 1831, n^o 205 (*Staetsblad*, n^o 83);

Op het verslag van onzen minister van financiën;

Hebben besloten en besluyten :

Art. 1. Binnen het tydperk van twee maenden, te rekenen van den dag die door onzen minister van financiën zal bepaeld worden, zullen de goud- en zilvermeden en koopmans, en alle andere handel drevende in gouden en zilveren werken, die werken in de kantoreen van waerborg huns arrondissements aanbieden, ten eynde er, zonder kosten, den nieuwen stempel van heronderzoek te doen op slaen.

2. Den nieuwen stempel van heronderzoek zal maer mogen geslaegen worden op de werken draegende het merk van titel en waerborg, of hetgene bestemd voor de vremde werken ingesteld by de voorige regering.

plus fait usage ; seront renvoyés sans délai à l'administration des monnaies, qui les fera biffer en sa présence.

3. Après l'expiration du délai mentionné à l'art. 1^{er}, tout ouvrage d'or et d'argent qui se trouverait dans le commerce, sans être revêtu des poinçons établis par notre arrêté du 18 août 1831 ou du poinçon de recense, conformément au prescrit de l'art. 2 ci-dessus, sera assujéti à l'essai, à l'acquit du droit de garantie et à la marque des nouveaux poinçons, sans préjudice des pénalités portées par les articles 80, 82 et 107 de la loi du 19 brumaire an VI, en cas de contravention auxdits articles.

4. Le délai de deux mois expiré, les nouveaux poinçons de recense seront renvoyés à l'administration.

Notre ministre des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au *Bullein officiel*.

Bruxelles, le 27 août 1831.

Signé, LÉOPOLD.

Par le roi,

Le ministre des finances,

Signé, J. A. COGREN.

Reçu au ministère de la justice le 31 août 1831.

Le secrétaire-général,

Signé, J. VINCENT.

Deze zelfde stempels, waervan geen gebruik meer zal worden gemaakt, zullen zonder verwyl verzonden worden aen de administratie van de munt, welke dezelve zal doen doorschrappen in haere tegenwoordigheyd.

3. Na verstryking van den termyn bepaeld by het eerste artikel, zal alle goud of zilver werk zich in den handel bevinde, onvoorzien van de stempels vastgesteld by ons besluit van den 18 augustus 1831, of van den stempel van heronderzoek, overeenkomstig het voorgeschrevene by artikel 2 hierboven, aen de proef onderworpen wezen, aen de betaeling van het retgt van waerborg en aen de bestempeling met de nieuwe merken, onverminderd de straffen uytgesproken by de artikels 80, 82 en 107 der wet van den 19 brumaire VI^{de} jaer, by overtreding van die artikels.

4. Na verloop van het tydperk van twee maenden, zullen de nieuwe stempels van heronderzoek aen de administratie terug gezonden worden.

Onzen minister van financien wordt belast met de uytvoering van het tegenwoordig besluit, hetwelk in het *Staetsblad* zal gedrukt worden.

Brussel, den 27 augustus 1831.

Geteekend, LEOPOLDUS.

Van wege den koning,
Den minister van financien,
Geteekend, J. A. COGREN.

Ontfangen in het ministerie van justitie, den 31 augustus 1831.

Den secretaris - generael,
Geteekend, J. VINCHENT.

TABLE ALPHABÉTIQUE

*Des matières contenues dans le Recueil des Décrets,
Lois et Arrêtés (quatrième série).*

TOME TROISIÈME.

A.

<i>Absence</i> ; extraits de jugemens en cette matière.	38, 52, 58, 74, 138, 158, 160.
<i>Actes</i> ; V. Gouvernement provisoire.	
<i>Aide-de-camp</i> ; de ceux attachés aux généraux de divers grades.	414
<i>Armée</i> ; dénominations des différens corps qui la composent.	68
— Sa réorganisation.	410
— Suppression des divisions.	412
— Des commandans de province.	<i>ibid.</i>
— Répartition de l'infanterie en divisions.	<i>ibid.</i>
— La cavalerie formera une division.	<i>ibid.</i>
— Destination éventuelle de la gendarmerie.	<i>ibid.</i>
— Compagnie des guides de la Meuse, sa destination.	<i>ibid.</i>
— Des tirailleurs.	414
— Des officiers attachés aux généraux de division, aux généraux de brigade et aux commandans de province.	<i>ibid.</i>
<i>Armée</i> ; radiation sur ses rôles appliquée à un colonel.	1
<i>Arpenteurs forestiers</i> ; admissibles dans le corps des guides du Luxembourg.	60
<i>Artillerie</i> ; uniforme des compagnies de cette arme dans la garde civique.	202

B.

<i>Bombardement</i> ; secours provisoire accordé aux victimes de celui d'Anvers.	28
<i>Brevets</i> ; liste de ceux accordés.	30

C.

<i>Canonnières</i> ; construction de quatre bâtimens de cette espèce pour le gouvernement.	55
<i>Cavalerie</i> ; uniforme des compagnies de cette arme dans la garde civique.	206
— Équipement du cheval.	208
<i>Chef de l'État</i> ; décret sur son élection.	40
— Proclamation du roi régnant.	46
<i>Colléges électoraux</i> ; convocation.	348, 356, 366, 368
<i>Commandans de province</i> ; sont déclarés sédentaires.	412
— Traitement.	<i>ibid.</i>
<i>Commissions</i> ; suppression de celles d'instruction publique.	48
— Mode de pourvoir à la surveillance qu'elles exerçaient.	<i>Ibid.</i>
<i>Conducteurs des ponts et chaussées</i> ; V. Ingénieur.	
<i>Congrès</i> , dissolution.	202
<i>Conseil de guerre</i> ; il en est établi un en permanence dans la province d'Anvers.	20
<i>Contribution foncière</i> ; dispositions relatives à la part due dans l'emprunt de 12 millions, pour les biens possédés ou séquestrés par l'État.	116
<i>Crédit provisoire</i> ; décret qui l'accorde pour le troisième trimestre.	186
<i>Croix de juillet</i> ; autorisation de la porter accordée à un Belge.	358

D.

<i>Débets</i> ; (des receveurs de l'enregistrement et des domaines) qui appelées à statuer sur les réclamations à ce sujet.	102
<i>Délits politiques</i> ; V. Jury.	
<i>Démissions</i> .	148
<i>Députations permanentes</i> ; extension donnée provisoirement à leurs pouvoirs.	132
<i>Désertion</i> ; remise des peines encourues de ce chef.	98
<i>Discours</i> au prince de Saxe-Cobourg, en lui offrant la couronne.	120
— Réponse.	124
<i>Domaines</i> ; bureaux supprimés.	42
<i>Drapeaux d'honneur</i> ; V. Récompenses nationales.	

E.

<i>Effets publics</i> ; publication de leur prix courant.	36
<i>Emprunt</i> ; réclamations, mode.	18
— Émission des obligations du trésor à échanger contre les récépissés provisoires.	162

— Teneur.	162
— Jours de l'ouverture des bureaux pour l'échange.	164
— V. Contribution foncière.	
<i>Enregistrement</i> ; bureaux à Renaix et au Rœulx.	26
— Division à Ypres.	44
<i>Enregistrement</i> ; du droit dû pour les prestations de serment des fonctionnaires publics.	114
— Arrêté qui relève des déchéances qui auraient pu être encourues pour omission, par suite de force majeure, des formalités prescrites en cette matière, dans un délai fatal.	416
<i>États provinciaux</i> ; qui les remplace provisoirement dans leurs attributions.	132

F.

<i>Force majeure</i> ; V. Enregistrement.	
<i>Formule exécutoire</i> prescrite sous la régence.	6
— Sous le règne du roi actuel.	212

G.

<i>Garantie</i> des matières d'or et d'argent ; V. Poinçons.	
<i>Garde civique</i> ; mobilisation du premier ban.	50
— État-major général, ses attributions.	62
— Des inspections générales, leur objet.	64
— Attributions du général en chef.	<i>ibid.</i>
— Modifications à la loi.	76
— De la déclaration de changement de domicile.	<i>ibid.</i>
— Du défaut d'inscription.	<i>ibid.</i>
— Conseils cantonnaux ; jugent des motifs d'exemption ; époques de leur réunion.	<i>ibid.</i>
— Présence des officiers de santé à tour de rôle.	<i>ibid.</i>
— Répartition des gardes selon les circonscriptions.	78
— Nombre des conseils cantonnaux et de discipline.	<i>ibid.</i>
— Publication du procès-verbal des opérations du conseil cantonal.	<i>ibid.</i>
— Grades et titres des officiers de santé.	<i>ibid.</i>
— Inspecteur-général et ses aides-de-camp, droits en tournée.	<i>ibid.</i>
— Sous-inspecteur-général supprimé.	80
— Époque où les démissions des officiers, etc., peuvent être données.	<i>ibid.</i>
— Choix des colonels, etc.	<i>ibid.</i>
— Uniforme de l'artillerie, etc.	<i>ibid.</i>
— Peine contre le refus d'équipement.	<i>ibid.</i>

— Des armes.	80
— Du budget et des frais.	<i>ibid.</i>
— Des peines.	81
— Peine contre les membres défailants du conseil de discipline.	82
— Tirage au sort pour sa composition.	<i>ibid.</i>
— Réélection obligée dans le cas où un officier, etc., passe de la garde, premier ban, dans la garde sédentaire.	84
— <i>Quid</i> , dans le cas inverse.	<i>ibid.</i>
— Des listes des personnes appelées.	<i>ibid.</i>
— Des notifications.	86
— Des exemptions.	<i>ibid.</i>
— Mariage contracté après l'inscription, quand exempté-t-il ?	88
— De l'annulation des décisions en opposition avec la loi.	<i>ibid.</i>
— Pouvoir compétent.	<i>ibid.</i>
— Des élections aux grades dans une compagnie.	104
— Dans les bataillons et légions.	108
— Dans les compagnies en campagne.	110
— <i>V.</i> Artillerie, Cavalerie.	
<i>Gardes forestiers</i> ; ceux pensionnés sont appelés à la surveillance des bois.	90
— Ceux employés dans les compagnies de guides dans le Luxembourg sont rappelés à leur service forestier.	360
<i>Gendarmerie</i> ; <i>V.</i> Armée.	
<i>Général en chef</i> de la garde civique, attributions.	64
<i>Gouverneur de Liège</i> ; mode spécial de pourvoi contre les décisions prises en qualité de gouverneur, par M. le ministre Sauvage.	18
<i>Gouvernement provisoire</i> ; dépôt de ses actes, etc., aux archives.	350
<i>Grâce (droit de)</i> ; <i>V.</i> Prisonniers.	
<i>Guides</i> ; <i>V.</i> Arpenteurs forestiers.	
<i>Guides de la Meuse</i> ; leur destination.	412

H.

<i>Houille</i> ; décret modifiant les droits d'entrée et de sortie.	128
---	-----

I.

<i>Impôts</i> ; perception autorisée pour le second semestre de 1831 comme pour le premier.	112
— <i>V.</i> Contribution foncière.	
<i>Ingénieurs des ponts et chaussées</i> ; mis à la disposition du ministre de la guerre pour le service du génie militaire.	94
<i>Inspecteurs des écoles</i> ; supprimés.	48
— Comment il sera suppléé à la surveillance qu'ils exerçaient sur les établissemens publics d'instruction.	<i>ibid.</i>

J.

<i>Jury</i> ; rétablissement.	180
— Loi provisoire.	<i>ibid.</i>
— Qualités requises.	182
— Liste à former.	<i>ibid.</i>
— Tirage au sort.	184
— Délits politiques et de la presse, juge compétent.	<i>ibid.</i>
— Chambre du conseil, ordonnance de non lieu, majorité requise.	<i>ibid.</i>
— Comparution de l'accusé devant la cour d'assises.	<i>ibid.</i>
— Emprisonnement préalable aboli.	<i>ibid.</i>

L.

<i>Lettre</i> du prince de Saxe-Cobourg au régent.	126
--	-----

M.

<i>Mendicité</i> ; dépôts.	8
— Prix de la journée d'entretien.	<i>ibid.</i>
— Mendians étrangers doivent être conduits hors du territoire.	12
<i>Miliciens</i> ; congé accordé à ceux de 1826.	70
— Appel de ceux en réserve sur la levée de 1831.	72
<i>Militaires</i> ; remise des peines encourues pour insubordination, etc.	98
— Conditions.	100
<i>Ministre de la guerre</i> ; nomination.	34
<i>Ministère public</i> ; qualification des officiers attachés aux tribunaux de première instance.	214
<i>Monument</i> à élever à la mémoire des braves de septembre.	22
— Dispositions à ce sujet.	<i>ibid.</i>
<i>Municipalité</i> ; révocation de la suspension de celle de Gand.	372

N.

<i>Nominations civiles et militaires.</i>	34, 56, 66, 140, 148, 216, 218, 352, 354, 360, 364.
---	---

O.

<i>Obligations du trésor</i> ; création.	150
--	-----

P.

<i>Pensions civiles</i> ; arrêté portant application des dispositions de loi sur cette matière.	218
---	-----

— État des pensions accordées à des citoyens domiciliés dans la province d'Anvers.	223
— Dans celle du Brabant.	237
— Dans la Flandre occidentale.	251
— Dans la Flandre orientale.	255
— Dans le Hainaut.	260
— Dans la province de Liège.	268
— Dans le Limbourg.	280
— Dans le Luxembourg.	284
— Dans la province de Namur.	288
— Dans la ville de Bruxelles.	298
<i>Poinçons de titre et de garantie</i> , à renouveler.	362
— Délai pour faire apposer le nouveau poinçon de recense.	418
<i>Police sanitaire</i> ; <i>V.</i> ce dernier mot.	
<i>Préliminaires du traité de paix entre la Belgique et la Hollande</i> ; leur adoption.	140
— Limites des deux états.	142
— Sur le Luxembourg.	<i>ibid.</i>
— Sur Maestricht.	<i>ibid.</i>
— Des enclaves.	<i>ibid.</i>
— Évacuation des territoires respectifs.	<i>ibid.</i>
— Navigation intérieure et du Rhin.	144
— Usage des canaux.	<i>ibid.</i>
— Commissaires démarcateurs.	<i>ibid.</i>
— Neutralité de la Belgique.	<i>ibid.</i>
— Anvers port de commerce.	146
— Partage des dettes.	<i>ibid.</i>
— Des prisonniers de guerre.	<i>ibid.</i>
— Commissaires liquidateurs.	146
— Des séquestres sur les biens particuliers.	<i>ibid.</i>
— Amnistie générale.	146
<i>Presse</i> , décret.	190
— (Délit de). <i>V.</i> Jury.	
<i>Prisonniers</i> ; leur bonne conduite pourra donner lieu à l'exercice du droit de grâce à leur égard ou à des commutations.	154
— Registre à tenir dans les grandes prisons.	<i>ibid.</i>
<i>Prix courant</i> ; <i>V.</i> Effets publics.	

R.

<i>Récompenses nationales</i> ; Loi.	38
<i>Régent</i> ; <i>V.</i> Surllet de Chokier.	
<i>Représentans</i> (chambre des).	
— Convocation.	348

Révolution belge ; fête anniversaire. 160
Roi ; *V.* chef de l'État.

S.

<i>Sanitaire (Loi)</i> .	166
— Police sanitaire.	<i>ibid.</i>
— Des délits , contraventions et peines en matière sanitaire.	170
— Des attributions des autorités attachées au service de santé , en matière de police judiciaire et de l'état civil.	178
— Dispositions générales.	180
— Arrêté organique de la loi.	374
— Règles communes à toutes les provenances.	376
— Mesures pour les provenances arrivant par mer.	380
— pour les provenances arrivant par terre.	386
— Des quarantaines.	390
— Autorités sanitaires, leur ressort et leurs attributions.	390 et suiv.
— Police judiciaire.	406
— État civil.	<i>ibid.</i>
— Dispositions générales.	<i>ibid.</i>
<i>Sénat</i> ; convocation.	348
<i>Serment</i> ; décret qui impose et détermine le serment à prêter par les représentans, le sénat et autres fonctionnaires.	198
— Droit d'enregistrement pour les actes de prestation ; <i>V.</i> Enregistrement.	
<i>Surlet de Chokier</i> ; décret en témoignage des services rendus par lui à la nation.	196

T.

<i>Territoire</i> ; négociations autorisées sur les questions à ce sujet.	40
<i>Tirailleurs</i> ; <i>V.</i> Armée.	
<i>Traité de paix</i> ; <i>V.</i> Préliminaires.	
<i>Traitemens</i> ; dispositions sur l'époque où commence où cesse leur jouissance, pour les fonctionnaires ou les héritiers.	134

FIN DE LA TABLE ALPHABÉTIQUE.

2137

FEB 5 - 1941

